DÉVADATTA

SCÈNES ET RÉCIT DE LA VIE HINDOUE.

I. — L'ORPHELIN.

Il y a déjà quelques années, au printemps, une épidémie meurtrière ravagea plusieurs provinces de la presqu'île indienne. Dans le Tandjore surtout, la mortalité fut si grande que les vivans ne suffisaient plus à rendre les derniers devoirs aux morts. Les pagodes ne retentissaient plus du bruit des instrumens qui accompagnent les sacrifices; la conque marine ne résonnait plus sous les voûtes des temples. Les brahmanes, fatigués d'implorer en vain la miséricorde de leurs dieux, renonçaient à déposer aux pieds des idoles les offrandes accoutumées. A la confiance la plus aveugle dans l'effet des incantations et des prières magiques succédait le plus profond découragement; on ne voyait plus les femmes et les jeunes filles prendre leurs ébats dans les eaux des étangs consacrés; sur les marches qui entourent ces piscines révérées, gisaient quelques moribonds abandonnés de leurs proches. Durant le jour, les malades tremblant la fièvre se traînaient hors de leurs demeures pour exhaler leur dernier soupir à la clarté de ce soleil ardent qui semble l'image de la vie; pendant les heures de la nuit, au milieu des ténèbres rendues transparentes par l'éclat des astres, les bêtes fauves se répandaient dans les campagnes, où tout mouvement avait cessé, et poussaient des hurlemens de joie; elles rôdaient autour des bûchers à demi éteints sur lesquels brûlaient lentement des cadavres entassés. Cependant le ciel était d'une sérénité parfaite, les oiseaux aux vives couleurs brillaient comme des fleurs animées sous l'épais feuillage. Au flanc des montagnes, les forêts arrondissaient en dômes azurés leurs robustes troncs gonflés d'une séve surabondante, et les ruisseaux,

roulant en cascades au fond des ravins sous des berceaux de lianes, portaient gaiement aux fleuves de la plaine le tribut de leurs ondes bienfaisantes. Tout paraissait allègre et florissant dans la nature; l'homme seul mourait sous l'influence mystérieuse d'un poison subtil.

Ce qui mettait le comble à l'exaspération de ces Hindous si cruellement éprouvés, c'était de voir que le fléau qui les décimait ne sévissait point avec la même intensité parmi les villages chrétiens disséminés dans le Tandjore. Cette différence tenait sans doute à la manière de vivre plus sage et mieux réglée des indigènes convertis au christianisme. Ceux-ci usaient d'une nourriture plus substantielle; résignés et confians dans la Providence, ils éloignaient de leurs esprits la crainte et le découragement en se livrant à leurs travaux habituels. Les missionnaires qui dirigeaient ces petites chrétientés allaient et venaient d'un village à l'autre, visitant les malades, leur administrant quelques remèdes, les empêchant surtout de prendre les drogues inefficaces et même dangereuses que les empiriques du pays font boire aux patiens, quel que soit le mal dont ils souffrent. Il y avait donc parmi les chrétiens moins de victimes que parmi les idolâtres, et ces derniers nourrissaient contre les sectateurs de la foi nouvelle des sentimens de haine et de vengeance. Aussi un missionnaire européen, le père Joseph, qui habitait la province depuis longues années, ayant voulu traverser un village païen dans ces tristes circonstances, la population valide s'ameuta sur son passage. Le prêtre voyageait seul, monté sur un de ces petits chevaux de l'Inde, aux allures douces et rapides, que l'on nomme *tattou*. Dès qu'il parut devant les premières maisons, un vieux brahmane qui avait le front et la poitrine frottés de cendre, selon la coutume des sectateurs de Civa, lui barra le chemin avec colère.

— Que viens-tu faire ici, envoyé de l'enfer, lui dit-il, toi dont la présence sur le sol sacré de l'Inde a provoqué la vengeance de nos dieux?

— Arrière, arrière! crièrent à leur tour quelques gens de basse caste accroupis devant leurs boutiques fermées, viens-tu ici pour te réjouir du spectacle de nos maux?

— Je viendrais plutôt pour les soulager, si vous consentiez à m'écouter, répondit le père Joseph; vous ne savez pas vous traiter, et vos remèdes font autant de victimes que la maladie...

— Vous voyez bien qu'il veut nous faire périr tous avec ses drogues empoisonnées, interrompit une femme âgée qui essayait de se soulever sur son bras débile; maudit soit l'impie, l'ennemi de nos dieux! Va, et qu'à ta dernière heure la goutte d'eau que tu demanderas pour étancher ta soif te soit refusée!...

En achevant ces paroles de malédiction, elle gratta la terre avec ses mains crispées, et essaya de lancer une pincée de poussière à la face du prêtre étranger. A cette formule d'imprécations succéda une clameur générale; des pierres furent jetées au père Joseph, qui se retira lentement, sachant bien que les Hindous aiment à crier, à maudire, à gesticuler, mais en viennent rarement à des voies de fait. Bientôt les cris cessèrent, et cette population un instant surexcitée par la colère retomba dans un morne abattement. Quant au missionnaire, il poursuivit sa route en faisant le tour du village inhospitalier qui lui avait refusé le passage. Il était midi, la chaleur devenait accablante. Les palmiers sauvages qui se dressaient par bouquets sur le sol sablonneux ne répandaient au-dessous d'eux qu'une ombre étroite : c'étaient comme autant de parasols suspendus à de trop grandes hauteurs pour abriter la tête du passant. Le *tattou* et son cavalier commençaient à souffrir également de la faim et de la soif; aussi, lorsque se présenta, au tournant de la route, un petit ruisseau bordé sur ses deux rives d'une végétation plus abondante, le cheval s'arrêta, et le père Joseph mit pied à terre.

Le lieu était bien choisi pour faire halte; ce petit coin de terre couvert d'ombre et rafraîchi par une eau courante semblait une oasis au milieu d'un pays brûlé par les feux d'un soleil impitoyable. Tandis que le cheval, débarrassé de la bride, broutait quelques touffes d'herbes, le père Joseph tira de son sac un pain blanc, des bananes, avec deux ou trois de ces oranges monstrueuses, grosses comme des melons, que les créoles ont nommées des *pamplemousses*. Dans ces pays où l'homme respecte la vie des animaux même les plus nuisibles, les oiseaux se montrent familiers jusqu'à l'impertinence. Des corneilles au dos luisant, à l'œil avisé, descendaient des arbres voisins pour venir becqueter les miettes qui tombaient de la main du voyageur. Le coucou noir courait sur les branches, battant de l'aile, faisant la roue avec sa longue queue, et répétant sans cesse son cri assourdissant. Quelques vautours fatigués se tenaient stupidement perchés sur des arbres morts, le bec ouvert, la paupière abaissée, tandis que d'autres, flairant au loin une proie invisible, traçaient sur l'azur d'un ciel profond de grands cercles, et montaient si haut que l'œil ne pouvait plus les distinguer. Çà et là éclatait sous l'épais feuillage un bruit sec accompagné de sourds glapissemens; c'étaient de petits singes au pelage fauve qui brisaient sous leurs dents les noyaux des fruits sauvages, et se poursuivaient en exécutant mille gambades. A coup sûr, ce spectacle n'avait rien de nouveau pour le missionnaire, qui parcourait depuis longtemps ces régions tropicales, dont la vieille civilisation des Aryens n'a point changé l'aspect primitif; cependant il le contemplait avec un certain plaisir :

tout homme aime à voir s'approcher de lui sans crainte et librement les créatures que la Providence a établies sur cette terre, qui est son domaine. Oubliant donc les menaces que les habitans du village avaient proférées contre lui, habitué d'ailleurs aux périls comme aux rudes labeurs de sa profession, le père Joseph savourait en paix son frugal repas. Il y a dans la vie militante du missionnaire qui va porter aux païens la bonne nouvelle des heures pleines de calme et de douceur : ce sont les instans où, livré à lui-même et voyageur sur une terre étrangère, il se sent parfaitement dispos de cœur et d'esprit au milieu de sa pauvreté et de son isolement.

Après s'être rafraîchi les pieds et les mains dans les eaux limpides du ruisseau qui coulait près de lui, le père Joseph remonta sur son cheval et continua sa route. Il avait à traverser d'épais halliers où les rayons du soleil ne versaient qu'une lumière furtive. Aucune brise n'agitait les feuilles de ces buissons gigantesques aux rameaux noirs et tortueux qui se mêlaient en tous sens. Sur le sol rampaient des plantes bizarres aux couleurs foncées, les unes hérissées de longues épines, les autres découpées en fines lanières; celles-ci, gonflées d'une séve vénéneuse, cachaient au fond d'une corolle empourprée leur suc mortel; celles-là, desséchées et à moitié réduites en poudre, exhalaient dans l'air une senteur vivifiante. Le *tattou* s'avançait avec défiance au milieu du *djungle*; les oreilles dressées, la tête basse et flairant le sol, il se tenait en garde contre les reptiles cachés sous le feuillage sombre : tout à coup il s'arrêta et hennit. Le père Joseph regarda autour de lui, et, n'apercevant rien qui lui révélât l'apparence d'un péril quelconque, il s'efforça de pousser sa monture en avant; mais la bête sagace demeurait immobile.

— Il y a là quelque chose, se dit le père Joseph, mettons pied à terre et cherchons. — Parlant ainsi, il descendit et fit quelques pas en avant. L'instinct du *tattou* n'était point en défaut; sous un buisson épais se trouvait gisante une femme encore jeune, que ses vêtemens blancs et sa tête rasée faisaient reconnaître pour une veuve. Elle tenait entre ses bras un enfant d'un à deux ans qui paraissait dormir sur le sein de sa mère. Le père Joseph se pencha vers la pauvre femme et lui prit les mains.

— Qui êtes-vous? dit celle-ci d'une voix faible. Qui êtes-vous donc, vous qui n'avez pas horreur d'une *mounda* (1)?

— Et vous, reprit le prêtre chrétien sans répondre à sa question, d'où venez-vous? où allez-vous?

(1) Littéralement *rasée*, terme de mépris qui désigne les veuves, parce qu'elles ont les cheveux rasés à la mort de leur mari.

— Mon mari est mort il y a un mois, repartit la veuve; l'épidémie l'a enlevé à la fleur de l'âge!... Pourquoi m'a-t-il quittée? pourquoi m'a-t-il laissée seule en ce monde, où je suis condamnée à traîner une existence misérable?... Maudits soient les dieux qui me l'ont ravi!... Quand le corps de mon époux a été consumé sur le bûcher, toutes les femmes de ma famille m'ont embrassée en pleurant, puis elles m'ont arraché le cordon auquel était suspendu le bijou que je portais à mon cou... Tout était fini; de femme mariée, objet de respect pour toute ma caste, je tombais au rang méprisable de *mounda*. Le barbier est venu, il a rasé ma chevelure. Quand j'ai vu tomber ces cheveux si longs et si fins que j'avais portés depuis mon enfance relevés en natte sur le sommet de ma tête, j'ai ressenti une telle douleur que j'ai pris la fuite... J'ai couru, couru comme une folle, droit devant moi, sans m'arrêter, en proie au délire... Mais pourquoi vous raconter ces choses? pourquoi me les demandez-vous?... Je suis presque morte de faim; ma vue est troublée, je sens que je vais mourir...

— Prenez ce morceau de pain, dit le père Joseph; il faut vivre pour votre enfant et pour vous-même...

— Mais qui êtes-vous? demanda de nouveau la veuve en fixant sur son interlocuteur de grands yeux presque éteints. Ah! vous portez la robe noire d'un *padre!*... Je comprends que vous n'ayez pas eu horreur d'une veuve... Vous enseignez des choses étranges, vous autres; vous êtes pires que des parias, et vous seriez capables de manger de la chair de bœuf... Éloignez-vous de moi; allez, allez, vous dis-je, la veuve d'un brahmane ne peut supporter la souillure de votre haleine...

Pendant que la brahmanie prononçait ces paroles avec une exaltation fiévreuse, le *padre* avait présenté à l'enfant le morceau de pain que sa mère refusait d'accepter. Celui-ci le mangea avidement et but à longs traits l'eau fraîche que le missionnaire était allé puiser au ruisseau voisin. La vie semblait renaître dans cette frêle créature qu'un jeûne prolongé avait mise à deux doigts de la mort. L'enfant regardait en souriant le prêtre étranger et lui tendait ses petites mains. Le père Joseph cherchait un moyen de sauver la malheureuse veuve, qui s'obstinait à périr de faim au fond de ce hallier.

— Voyons, lui dit-il après un moment de réflexion, laissez-moi vous placer sur mon cheval, et je vous conduirai dans le plus prochain village...

— Non, répondit la veuve, non, laissez-moi mourir...

— Et votre enfant, reprit le *padre*, voulez-vous qu'il expire près de vous dans ce *djungle* pour y être dévoré par les chacals?

— Mon enfant, répliqua la veuve en fermant les yeux, mon enfant!... Je ne puis plus le porter, je n'ai rien à lui donner... Pourquoi son père est-il parti pour l'autre monde malgré mes larmes et mes prières?... Ils ont rasé ma chevelure, ils ont fait de moi une *mounda!*... Allez, allez-vous-en!

— Votre enfant, répéta le *padre*, votre enfant, que va-t-il devenir?...

La veuve ne répondit rien; une fièvre ardente l'avait saisie, et tous ses membres étaient agités d'un tremblement convulsif. Elle balbutiait des paroles inarticulées, mêlées d'imprécations contre les divinités qui lui avaient enlevé son époux. Dans son délire, elle croyait être encore en face du corps de son mari, exprimant sa douleur devant la famille assemblée, et prononçant avec les accens d'une éloquence passionnée les discours incohérens, pleins d'apostrophes véhémentes et de violentes images, qui avaient servi d'oraison funèbre au défunt.

— Au moins sauvons l'enfant, — pensa le père Joseph, et, saisissant le petit Hindou entre ses bras, il repartit au grand trot. Avant la nuit, il avait atteint le village de Tirivelly, lieu de sa résidence. Son premier soin fut de dépêcher quelques femmes auprès de la veuve pour lui porter secours; mais celles-ci revinrent en disant qu'elles n'avaient rien trouvé. Il retourna lui-même le lendemain matin à l'endroit où il avait laissé la pauvre femme agonisante, et ne fut pas plus heureux dans ses recherches. Avait-elle été rencontrée par quelques Hindous de sa caste qui s'étaient intéressés à sa misère? Avait-elle repris sa course dans un accès de délire pour aller tomber à quelques lieues plus loin? Il ne put recueillir aucun indice de nature à lui faire connaître ce qu'était devenue la veuve. Selon toute probabilité, elle avait dû périr, et l'enfant orphelin restait à la charge de celui qui venait de le sauver.

— Eh bien! dit le père Joseph, ce petit brahmane fera un chrétien de plus... — Il le confia à une femme d'un âge respectable, nommée Monique, et qui jouissait d'une grande considération parmi les néophytes. Elle était chargée d'apprendre le catéchisme aux enfans et de surveiller les jeunes filles en l'absence de leurs parens. L'orphelin portait, en sa qualité de fils de brahmane, le cordon d'investiture, formé de trois brins d'une herbe appelée *kouça*, signe distinctif des castes régénérées, dont l'enfant doit être revêtu six mois après sa naissance. Ce cordon lui fut enlevé, et la pauvre créature que la Providence avait jetée dans les bras du missionnaire reçut au baptême le nom de Déodat.

II. — LA PAGODE.

Entouré des plus tendres soins par la vieille Monique, Déodat grandit sous l'œil du père Joseph. On lui apprit à lire et à écrire les caractères tamouls, qui étaient ceux de sa race, et aussi les caractères romains. A douze ans, il parlait bien sa langue naturelle, s'exprimait assez correctement en français, et savait assez de latin pour comprendre le sens des prières qu'il récitait par cœur. On eût vainement cherché parmi tous les brahmanes de la presqu'île, et même parmi ceux de Bénarès, un vieillard aussi instruit que cet enfant. Il est vrai que Déodat ne connaissait guère les légendes mythologiques des *Pouranas*, il ignorait les divers systèmes de philosophie qui ont partagé les savans hindous en écoles rivales; mais il était initié aux vérités qui ont civilisé le monde : il avait sur le bien et le mal, sur la morale et sur la vertu, des notions certaines. Dans les humbles familles au milieu desquelles il vivait régnaient des sentimens de justice et de charité qui contrastaient de la façon la plus complète avec la dégradation des idolâtres. Le jeune brahmane baptisé s'épanouissait donc, heureux et libre, au sein de ce petit monde de frères d'où les préjugés de caste étaient bannis. Parfois cependant il lui revenait à l'esprit qu'il appartenait à la puissante tribu brahmanique, parfois le démon de l'orgueil lui soufflait à l'oreille que tous ces chrétiens, issus de basse extraction, n'étaient que de viles créatures faites pour s'incliner devant lui; mais les habitudes de soumission et d'obéissance le maintenaient dans le devoir. Il occupait d'ailleurs une place à part au milieu des enfans de son âge : le père Joseph, qui lui reconnaissait plus d'aptitude qu'aux autres, s'étudiait à développer son intelligence. Il l'emmenait avec lui dans les voyages que les soins de son ministère l'obligeaient à entreprendre chaque année, et Déodat, avide d'apprendre, s'instruisait dans ce commerce de tous les instans avec un homme doué d'un esprit solide et d'un grand cœur. Quelquefois le maître s'étonnait des progrès que faisait son élève; souvent aussi il s'inquiétait de surprendre en lui des instincts impérieux, des velléités d'indépendance qui trahissaient chez le jeune Hindou une nature inquiète et égoïste. Aussi évitait-il le plus qu'il pouvait de laisser son pupille aborder de trop près ces pagodes célèbres, sanctuaires de l'idolâtrie, où les brahmanes, réunis en grand nombre, passent leur vie dans une fière oisiveté, plus redoutés du reste des mortels que les divinités dont ils desservent les temples.

Mais, comme l'a dit un poète de l'Inde, « ce que le destin a écrit est écrit sur la pierre, et nul ne peut l'effacer. » Une circonstance

imprévue vint déjouer toutes les précautions que le père Joseph avait prises pour tenir son pupille à l'abri des influences brahmaniques. Les fatigues d'un ministère pénible, exercé pendant de longues années sous un climat dévorant avaient épuisé ses forces : le missionnaire reçut de ses supérieurs l'ordre d'aller à Pondichéry pour s'y reposer, et il résolut d'emmener Déodat, qui saisit avidement cette occasion de visiter l'une des plus agréables villes de la côte de Coromandel.

— Mon cher fils, dit la vieille Monique au jeune néophyte au moment de le quitter, aie grand soin du *padre*, car c'est à lui que tu dois la vie.

— Je vous le promets, répondit Déodat.

Tandis qu'elle pressait dans ses bras cet enfant qui avait grandi près d'elle, une jeune fille à peine adolescente, au regard modeste, drapée dans la longue robe blanche que portent les chrétiennes de l'Inde, se tenait immobile sur le seuil de la porte. — Tiens, ajouta Monique, voilà la petite Nanny qui vient te faire ses adieux... Ah! nous serons bien seules pendant ton absence! Qui donc nous fera la lecture chaque soir à l'ombre des cocotiers?

— Adieu, Nanny, dit Déodat en serrant la main de la jeune fille. Tu prieras pour moi, n'est-ce pas?

La jeune fille répondit par un signe de tête, et se détourna pour cacher ses larmes. Déodat avait toujours été pour elle comme un frère; leur enfance s'était écoulée dans une douce et innocente intimité, jusqu'au jour où, devenus l'un et l'autre plus avancés en âge, il avait paru sage à l'austère Monique de s'interposer entre eux comme une mère attentive.

Il fallut partir, et Déodat, en s'éloignant du village de Tirivelly, se sentit le cœur gros. Lorsque les croix plantées sur les maisons disparurent derrière le feuillage, il lui sembla qu'il laissait dans ce lieu paisible la meilleure partie de lui-même. Pour qui n'a jamais quitté le clocher natal, la moindre absence prend les proportions d'un éternel adieu, surtout quand il s'agit de traverser des pays où les moyens de locomotion sont ceux des temps primitifs. Les deux voyageurs n'avaient qu'un cheval, sur lequel ils montaient tour à tour. Ils allaient donc à petites journées. Déodat, dans toute la vigueur de la jeunesse, — il venait d'entrer dans sa dix-huitième année, — marchait assez vite pour suivre le trot du cheval; mais la pauvre bête ne pouvait courir longtemps sur les routes brûlantes sans faire halte, et quand le père Joseph cédait sa place au néophyte, il fallait que celui-ci maintînt la bête au pas, sous peine de laisser bien loin en arrière le vieillard essoufflé. C'était un spectacle touchant de voir ces deux hommes, l'un brisé par l'âge, l'autre en-

core adolescent, l'un né en Europe et représentant de la civilisation chrétienne, l'autre fils de l'Asie et appartenant à la vieille race brahmanique, cheminer côte à côte, comme un père avec son fils, et partager fraternellement une poignée de riz à l'ombre d'un buisson. Le soir, ils s'arrêtaient dans les villages et allaient prendre leur gîte de la nuit dans quelque *chauderie* (1) solitaire. Parfois il s'y rencontrait des voyageurs musulmans, des pèlerins hindous se rendant à quelque pagode célèbre, des marchands attachés à la secte dissidente des *djaïnas;* chacun se tenait tranquille dans son coin, récitant ses prières et s'acquittant des pratiques de son culte, sans affectation comme sans honte, avec cette parfaite liberté d'action qui s'établit d'ordinaire dans les pays où plusieurs religions ont successivement prévalu.

Cependant la santé du père Joseph, déjà fort ébranlée, s'altérait de plus en plus. Il souffrait de la fièvre; ses jambes ne pouvaient plus le soutenir, et le mouvement du cheval lui devenait insupportable. Parvenu à une vingtaine de lieues de Pondichéry, il dut renoncer à continuer sa route. Il se trouvait alors à Chillambaram, ville renommée dans toute l'Inde pour la magnificence de ses pagodes.

— Déodat, dit-il à son jeune disciple, il m'est impossible de faire un pas de plus; la fatigue m'accable.

— Qu'allons-nous faire, *padre?* demanda celui-ci. Ordonnez, je suis prêt à obéir...

— Tu vas écrire à Pondichéry pour que l'on m'envoie un palanquin... C'est pourtant un luxe que je me suis toujours interdit.

Déodat écrivit la lettre que lui dicta le vieillard; elle partit le jour même, emportée par un de ces coureurs infatigables qui font le service des dépêches à pied, tantôt au milieu des torrens de pluie que verse la mousson, tantôt sous les rayons d'un soleil assez ardent pour fendre les pierres. Étendu sur une natte dans cette misérable chauderie, le missionnaire y attendit avec résignation la venue du palanquin, qui ne pouvait arriver avant une semaine; mais Déodat trouvait les journées longues. Assis sur ses talons auprès du vieillard malade, il apercevait au-dessus des palmiers les pagodes de Chillambaram, qui découpaient sur l'azur du ciel leurs dômes revêtus de cuivre et leurs portiques gigantesques. Cette vue l'attirait; il avait tant entendu parler de ces temples incomparables, visités chaque année par des milliers de pèlerins! Un matin donc, étant sorti pour aller acheter quelques provisions au bazar, Déodat se dirigea machinalement et comme malgré lui vers les pagodes. L'aspect de ces sanctuaires consacrés à l'idolâtrie lui inspira d'abord une sorte de terreur. Il en faisait le tour avec inquiétude et jetait un regard

(1) Caravansérail, lieu de repos ouvert aux voyageurs.

furtif par les portes entr'ouvertes. Les statues placées dans les niches, images bizarres, grossières ou menaçantes, avaient l'air de le regarder avec un sourire de pitié et de colère. Il y en avait aussi d'abominables devant lesquelles il baissait les yeux en rougissant. Le néophyte voyait les brahmanes remonter les marches qui entourent les étangs sacrés, traîner sur les dalles de pierre leurs longs pagnes blancs bordés de rouge, et se perdre comme des fantômes sous les sombres colonnades. Ces personnages à la démarche grave et sereine, qui laissaient tout simplement sécher sur eux leurs vêtemens humides, passaient et repassaient comme des sages plongés dans des méditations profondes. L'habitude de la domination qu'ils exercent de père en fils depuis tant de siècles sur les populations ignorantes leur a donné cette apparence de dignité qui tout d'abord inspire le respect. Occupés durant tout le jour du soin de leurs corps, ils se baignent, se frottent de diverses essences, mangent, dorment et se promènent avec une étonnante solennité, parce que ces actes naturels sont pour eux autant de pratiques religieuses.

Un peu revenu de sa première impression de frayeur, Déodat considéra avec une certaine complaisance ces prêtres idolâtres qui affectaient des airs de divinité. Il fit un retour sur lui-même et compara la douce existence de ces hommes privilégiés avec la vie précaire que lui imposait sa qualité de chrétien. Lui, fils de brahmane, il devait renoncer à jouir de la considération si enviée à laquelle sa naissance lui donnait des droits; il n'osait pénétrer dans l'enceinte de ces temples magnifiques où ceux de sa caste vivaient libres et fiers comme des demi-dieux! En versant sur son front l'eau du baptême, le père Joseph ne l'avait-il pas dépouillé de toutes les prérogatives de sa caste? N'était-il pas tombé aussi bas qu'un paria? Des larmes montaient à ses yeux tandis que ces réflexions troublaient son esprit, et il s'assit sur une pierre pour pleurer. A ce moment retentit au milieu de cet amas de pagodes séparées entre elles par des étangs la conque sonore dans laquelle soufflent les prêtres hindous pour appeler la foule aux cérémonies de leur culte; les voûtes des temples se renvoyaient en échos prolongés les vibrations de ce rauque instrument pareilles au mugissement affaibli d'un taureau. Déodat se leva et vit de loin l'idole de Dourgâ, la terrible divinité aux huit bras, se balancer dans un palanquin somptueux que soutenaient douze porteurs. Les bayadères dansaient comme des bacchantes devant la statue; l'air était imprégné de l'odeur pénétrante des parfums qui brûlaient de toutes parts, des gongs et des trompettes de cuivre terminées par des gueules de monstres résonnaient par intervalles comme des clameurs mêlées de sanglots. La splendide clarté du soleil faisait scintiller les paillettes d'or qui constellaient les robes transparentes des danseuses; sur les bras et sur les

jambes nues de ces almées à la peau noire étincelaient des bracelets et des anneaux enroulés comme des serpens. En proie à une sorte de délire, ces femmes, consacrées dès leur enfance au service des dieux, rejetaient violemment leurs têtes en arrière, agitaient les boucles suspendues à leurs oreilles, et chantaient avec une grâce nonchalante, entr'ouvrant à demi leurs bouches rougies par le bétel. Il y avait dans le tumulte de cette procession ce qui se trouve au fond de toutes les âmes tourmentées par les passions, une agitation fébrile cachée sous les dehors d'une folle joie.

Déodat était dans l'âge où l'imagination s'exalte facilement; quoique saisi d'une secrète épouvante à la vue de cette idole armée de symboles redoutables, il prêtait l'oreille aux voix des jeunes bacchantes qui représentaient, par la douceur de leurs accens et la vivacité de leurs danses, toutes les séductions de la vie. Élevé dans la foi chrétienne, sous la tutelle austère du père Joseph, il ne connaissait d'autres joies que le calme d'une conscience tranquille et la douce allégresse des fêtes du culte catholique. Cette musique bruyante, cette cérémonie tumultueuse capable de jeter le trouble dans l'âme la plus recueillie, remuaient le cœur du néophyte comme le vent de la tempête secoue les arbustes mal abrités. Il oubliait, plongé dans une muette rêverie, le vieux prêtre malade qui l'avait élevé, les soins maternels dont une femme chrétienne avait entouré son berceau, et la jeune fille qui avait promis de prier pour lui. L'instinct de la race reprenant le dessus, Déodat subissait une crise douloureuse dont il n'avait pas conscience. Il était donc là, irrésolu, entraîné par de vagues pensées et comme flottant dans l'espace illimité, lorsque la foule commença de se disperser. La cérémonie venait de finir; un brahmane qui passa près de lui le regarda d'un œil de dédain et lui dit brusquement :

— Qui es-tu, toi qui ne portes au front ni la marque de Civa, ni celle de Vichnou?

Déodat baissa la tête sans rien répondre.

— Si tu n'es qu'un paria, poursuivit le brahmane d'un ton de colère, comment oses-tu approcher de cette enceinte sacrée?

— Je ne suis pas un paria, répliqua Déodat profondément blessé; le sang qui coule dans mes veines est celui des Aryens...

— En effet, interrompit le brahmane, ta peau est moins noire que celle des gens de basse extraction, et la forme de tes traits indique que tu appartiens aux castes des *deux fois nés* (1)... Pourquoi ne portes-tu le symbole d'aucune secte?... Je ne vois point non plus sur ton épaule le cordon d'investiture.

Déodat, déconcerté par ces questions, fit un mouvement pour

(1) Ceux qui ont reçu comme une seconde naissance par la cérémonie de l'investiture.

s'éloigner; mais d'autres brahmanes arrivèrent, et il se vit entouré par eux. — Sans aucun doute, dirent-ils tout d'une voix, ce jeune homme a commis quelque mauvaise action qui l'a fait exclure de sa caste... Chassons-le d'ici comme un chien...

— Attendez, reprit celui qui le premier avait interpellé Déodat; je vois une petite croix sous son vêtement : ce pauvre diable est un chrétien!...

— C'est-à-dire un idiot ou un vaurien! ajoutèrent quelques brahmanes avec un sourire de pitié; les prêtres du Christ ne recrutent-ils pas leurs adeptes parmi ce qu'il y a de plus misérable?... Parias, vagabonds, gens stupides ou déclassés, tout leur est bon!...

Ces invectives arrachèrent à Déodat des larmes de honte et de colère. Il franchit d'un pas rapide le cercle qui l'entourait et s'éloigna au plus vite. Dans sa précipitation, il heurta une femme aux yeux égarés, qui marchait comme au hasard en faisant des gestes extravagans.

— Holà! Kalavatty! eh! la folle! crièrent les brahmanes s'adressant à la pauvre femme; toi qui as perdu ton enfant et qui le cherches toujours, veux-tu prendre celui-là?... Il n'est à personne...

Cette apostrophe fit sur la folle une impression singulière. Elle ramena sur sa tête rasée le pan de sa longue tunique blanche, et, tournant ses regards vers le groupe de brahmanes qui se faisaient un plaisir d'insulter à sa misère : — Si vous l'avez trouvé, reprit-elle tristement, dites-moi où il est... C'est pour vous moquer que vous parlez ainsi...

— Tiens, vois ce grand garçon qui s'en va là-bas, repartirent les brahmanes; cours, cours donc, Kalavatty, il va t'échapper...

Déodat en effet s'était mis à courir; mais la femme en habits de veuve s'élança sur ses traces avec l'impétuosité que donne la folie. Elle voulait le rejoindre à tout prix, et Déodat, qui fuyait devant cette pauvre créature idiote, semblait, lui aussi, avoir perdu la raison. Serré de près par Kalavatty, il lui jeta quelques pièces de monnaie, espérant ainsi se dérober à ses poursuites.

— Garde ton argent, dit la pauvre folle, je ne suis point une mendiante... Est-ce vrai que tu es mon fils? Il y a longtemps que je l'ai perdu, et je le cherche dans tout le pays...

Parlant ainsi, elle le saisit par le bras et le considéra avec attention. — Si tu étais mon fils, dit-elle à demi-voix, tu porterais le trident rouge et bleu (1), symbole de la secte de Vichnou, qui brillait comme un arc-en-ciel sur le front de ton père... Va, tu n'es qu'un être dégradé, un étranger sur la terre de l'Inde...

(1) Il est formé de trois lignes, celle du milieu rouge, les deux autres blanches, qui se réunissent à leur base.

— Mon Dieu, dit en soupirant Déodat, tout le monde me repousse et me rejette parce que je suis chrétien!

— Eh bien! répondit une voix, cesse de l'être...

Déodat se retourna brusquement; il avait devant lui le chef des desservans de la pagode, un sacrificateur ou *pourohita* vénéré parmi le peuple, et considéré parmi ses collègues à cause de sa grande science.

III. — LE POUROHITA.

C'était sans le vouloir, sans en avoir conscience que Déodat avait prononcé à haute voix ces paroles amères : « tout le monde me repousse parce que je suis chrétien! » Il resta donc comme interdit en entendant la réponse que lui faisait le *pourohita*. Celui-ci avait vu de loin la petite scène qui venait de se passer; la physionomie intelligente et les traits finement dessinés de Déodat avaient attiré son attention.

— Voyons, lui dit-il avec un accent de bonhomie, par quel hasard es-tu chrétien? D'abord quel est ton nom?

— Je me nomme Dévadatta, répliqua le jeune homme, traduisant en sanscrit son nom de baptême afin de ne pas effaroucher le brahmane.... Si je suis chrétien, c'est par hasard... Un prêtre étranger m'a recueilli orphelin...

— Il t'a volé sur quelque route déserte...

— On m'a raconté que je portais sur l'épaule le cordon d'investiture, et que je suis le fils d'un brahmane... Voilà tout ce que je puis dire, n'ayant jamais su le nom de mes parens. Le prêtre qui m'a élevé me traite comme un fils; il est malade à la chauderie, et je me hâte de retourner à ses côtés.

— Très bien, dit le *pourohita*, notre loi enseigne aussi qu'il faut avoir pour son précepteur spirituel les mêmes égards que l'on doit à un père... Va, je t'accompagnerai jusqu'à la porte de la chauderie...

Ils firent ensemble quelques pas sans rien dire. Déodat se trouvait mal à l'aise avec ce brahmane, à la parole sentencieuse, qui tenait ses regards attachés sur lui comme s'il eût voulu pénétrer ses plus intimes pensées. Après un court silence, le *pourohita* reprit : — Quelle vie mènes-tu avec ton *padre?*

— Une vie simple et austère...

— Tu es confondu avec des gens de basse caste; il règne parmi vous une égalité honteuse... Fils de brahmane, n'as-tu donc jamais entendu répéter cette formule : l'univers est soumis aux dieux, les dieux sont soumis aux invocations magiques, les invocations magiques appartiennent aux brahmanes, donc les brahmanes sont des

divinités (1)? Ces invocations ne sont autre chose que la science résumée dans des formules; elles sont plus fortes que les dieux, puisque ceux-ci ne sont eux-mêmes que les puissances de la nature en qui tout se résume. Celui qui connaît les lois éternelles par lesquelles est régi l'univers ne se place-t-il pas au-dessus de la création elle-même? Il est donc véritablement dieu, puisqu'il occupe le premier rang dans cet univers destiné à se détruire et à renaître toujours! Ce sont là des secrets dont la connaissance se perpétue dans nos familles; aussi, tandis que les autres castes végètent au-dessous de nous dans l'ignorance et l'abjection, nous vivons dans une glorieuse indépendance, partageant avec les divinités symboliques de notre culte les adorations de la foule...

— Oui, répondit Déodat; mais vous ne connaissez pas la charité, qui nous fait aimer tous nos semblables comme des frères!

— Que dis-tu là? répliqua le *pourohita*. Nous enveloppons tout ce qui est créé dans une même affection. Nous nous abstenons de tuer les animaux; nous regardons comme un crime abominable de manger la chair de ces créatures animées ainsi que nous du souffle émané de la Divinité. Pour nous, la charité consiste à aimer la nature dans ses manifestations les plus éclatantes et à réjouir nos sens en cédant à nos instincts et à nos appétits... Pauvre ignorant! espères-tu donc retrouver dans une autre vie ces joies enivrantes, ces plaisirs enchanteurs sans lesquels tous nos jours ne seraient qu'une suite de souffrances et d'ennuis? Vois-tu passer là-bas ces jeunes filles qui dansaient tout à l'heure devant le palanquin de Dourgâ?... Elles appartiennent au temple, et tout ce que renferme le temple appartient aux brahmanes!...

Quel est l'adolescent qui n'a entendu des voix mystérieuses murmurer à son oreille des paroles semblables à celles que le *pourohita* prononçait en accompagnant Déodat? Celui-ci, peu habitué à ce langage hardi et mal préparé pour y répondre, baissait la tête et restait muet. Tout en parlant, le brahmane épiait l'effet que ses discours produisaient sur le néophyte. Enfin il reprit le chemin de la pagode, et fit signe à Déodat de continuer sa route. Celui-ci s'éloigna lentement, agité de pensées contraires. Les doctrines énoncées par le *pourohita* n'avaient pas produit une grande impression sur son esprit, mais elles avaient réveillé en lui les instincts orgueilleux de sa race et rempli son cœur d'aspirations inconnues. Il ressentait un vague ennui, un abattement profond, comme il arrive à celui qui voit s'évanouir sa plus chère espérance. Quand il traversa le bazar pour y prendre les provisions dont il avait besoin, il lui sembla que les marchands de fruits le prenaient en pitié. En un

(1) Devâdînâm Djagat sarvam, Mantrâdînam tâ Dévatâ, Tan Mantram Brâhmanâdînâm Brâhmanâ nama Dévatâ.

instant, il eut terminé ses emplettes, et, nouant dans son mouchoir une douzaine de mangues et de bananes, il retourna à la chauderie. Le père Joseph, à demi couché sur sa natte, le dos appuyé contre la muraille, dormait d'un sommeil agité. Le bruit que fit Déodat en entrant le réveilla en sursaut.

— Mon enfant, lui dit-il, le soleil est bien haut; tu as été longtemps dehors, et je craignais qu'il ne te fût arrivé quelque malheur.

— Je n'ai pas beaucoup tardé, répliqua Déodat avec humeur; le bazar est loin d'ici.

— Il y a eu du côté des pagodes, reprit le vieillard, un grand vacarme de gongs et de trompettes qui a troublé mon sommeil... N'as-tu pas eu la curiosité de voir quelque cérémonie païenne?

— *Padre*, répondit le néophyte, je ne suis pas comme vous un étranger sur la terre de l'Inde; est-il étonnant que j'aie eu le désir de voir ces belles pagodes dont j'ai entendu parler si souvent?...

— Et tu as assisté aux cérémonies de ce culte abominable?

— De loin, dit Déodat.

— Mon fils, reprit le vieillard, viens ici, mets ta main dans la mienne. Il se passe en toi quelque chose qui m'inquiète... Tu t'ennuies peut-être de suivre un vieux prêtre malade, de partager sa pauvreté et son abandon? Je t'ai recueilli dans la forêt mourant de faim sur le sein de ta mère, à demi morte elle-même. Pendant dix-sept années, tu as fait ma joie et ma consolation... Encore un peu de patience, et je t'établirai dans quelque ville, à Pondichéry, si tu le désires; là, tu jouiras d'une existence indépendante et honorable...

Le père Joseph fut interrompu par l'arrivée du *pourohita*, qui franchissait le seuil de la porte. — Que demandez-vous? dit le vieillard.

— Toi-même, répliqua l'Hindou.

Déodat lâcha la main du vieux *padre* et se cacha dans un angle de l'appartement.

— Viens ici, Dévadatta, dit le *pourohita*, c'est de toi qu'il s'agit: puis, se tournant vers le missionnaire : Où as-tu volé cet enfant? demanda-t-il d'une voix menaçante.

— Je ne l'ai point volé, reprit le vieillard. La Providence, qui gouverne toutes choses en ce monde, ou, si tu l'aimes mieux, le Dieu suprême, qui prend soin de ses créatures, a jeté cet enfant dans mes bras... Sa mère, en proie à une fièvre délirante, ne pouvait plus ni le nourrir ni le porter... Je l'ai ramassé comme un fruit tombé de l'arbre!...

— Qu'est devenue sa mère?

— La pauvre femme était mourante quand je l'ai rencontrée, et j'ai vainement essayé de retrouver ses traces. Elle aura péri dans le *djungle*...

— Cet enfant portait le cordon d'investiture?

— Oui, dit le missionnaire, et je le lui ai enlevé pour lui donner le baptême.

— Puisses-tu périr comme un chien! s'écria le *pourohita* avec indignation. Vous ne respectez plus rien, vous autres étrangers. Prends des *chaïkilyas* (1), des *chandalas*, des *parias*; ramasse sur les routes les lépreux, les paralytiques, tous les êtres hideux qui expient dans cette vie les fautes d'une existence antérieure, peu nous importe; mais dégrader l'enfant d'un brahmane!...

— Mon cher fils, dit le missionnaire en s'adressant à Déodat, il faut pardonner ces injures; cet homme ne sait ce qu'il dit... Te trouves-tu dégradé parce que tu portes la croix sur ta poitrine?

Le *pourohita*, exaspéré par ces paroles, arracha la croix que Déodat portait sous son vêtement. — Ce jeune homme ne t'appartient pas! s'écria-t-il; il est à nous, tu n'as aucun droit sur lui...

— Cela est vrai, dit le prêtre : il s'est attaché à moi librement, et je ne lui ferai aucune violence; mais toi, respecte aussi sa volonté.

— Dévadatta, reprit le brahmane, si tu renies ta caste, si tu es parjure envers les dieux de ton pays, puisses-tu parcourir les sept cercles de l'enfer!... Puisses-tu être plongé dans une nuit éternelle où tu n'entendras que des cris et des gémissemens! Que deux pointes aiguës de rocher t'écrasent et t'aplatissent sans que la mort vienne détruire ta souffrance! Que tes yeux soient éternellement rongés par des vautours au bec crochu!...

Ces imprécations, prononcées d'une voix que la colère rendait plus vibrante, causèrent à Déodat une véritable terreur. Le *pourohita* se tenait debout, drapé dans son pagne comme un augure de l'ancienne Rome enveloppé des plis de sa toge; son regard étincelait, sa main étendue sur la tête du néophyte appelait sur celui-ci la vengeance des dieux avec un geste de conviction et d'autorité. Voyant le jeune homme agité d'un trouble secret, le brahmane reprit avec un accent de tendresse paternelle : Si tu reviens parmi nous, Dévadatta, ta présence réjouira toute la caste des deux fois nés!... Tu seras rétabli dans tous les honneurs auxquels ta naissance te donne le droit de prétendre... Viens, viens, ô mon fils! tu consoleras ma vieillesse... Il ne me reste plus de postérité, et je t'adopterai pour mon enfant. Tous mes biens t'appartiendront, mon nom sera le tien... Une grande joie deviendra ton partage dès cette vie... Viens!

— Déodat, dit doucement le père Joseph, tu es libre, choisis. Écoute la voix de ta conscience; décide-toi...

(1) Savetiers, gens dégradés parce qu'ils travaillent le cuir. *Chandala* est une épithète injurieuse qui s'applique à tous les hommes avilis et n'appartenant à aucune des quatre castes; il est à peu près synonyme de *paria*, qui signifie *étranger*.

Ces quelques mots ramenèrent la sérénité dans l'âme de Déodat; il tomba à genoux auprès de la natte sur laquelle était étendu le *padre*, prit ses mains brûlantes et les couvrit de larmes.

— Pauvre enfant! dit le brahmane avec un geste de pitié, il n'a plus de volonté; ce *padre* fait de lui ce qu'il veut. Patience! il ne sera pas dit qu'un *pourohita* aura été vaincu par un vieillard hébété. Nous verrons bien si la corneille saura garder la proie que l'aigle veut lui enlever.

Le brahmane se retira, cachant sous une impassibilité apparente son désappointement et sa colère. Fatigué par cette scène violente, le père Joseph se recueillit et garda le silence; de son côté, Déodat, en proie à une vive émotion, sentait s'agiter au dedans de lui des pensées tumultueuses. La journée s'acheva lentement pour le néophyte. Il se passait en lui quelque chose d'inexplicable; l'ennui l'accablait. Un coup d'œil indiscret sur la vie bruyante du dehors avait suffi à lui ravir sa tranquillité d'esprit, et les suggestions du *pourohita*, quoique repoussées avec un effort courageux, ne s'effaçaient pas de son souvenir. Quand le soir vint, il vit passer les épouses et les filles des brahmanes parées de bracelets d'or, le front et les joues frottés de poudre de sandal; elles marchaient avec dignité portant sur leurs hanches les vases de cuivre pleins d'eau puisée aux étangs des pagodes. Ces femmes aux traits fins et délicats, vêtues d'étoffes rayées transversalement comme le corsage de la guêpe, allaient droit devant elles, sérieuses et calmes; leurs petits pieds se posaient sans bruit sur la poussière qui en gardait la fine empreinte; à peine si le cliquetis des anneaux attachés au-dessus de leurs chevilles trahissait leur approche. Puis dans le lointain résonnait par intervalles la conque sonore, et Déodat croyait entendre la voix de la grande famille brahmanique qui l'appelait dans son sein. Peu à peu l'obscurité envahit l'horizon; les insectes bourdonnans commencèrent à voltiger dans les airs avec un murmure strident et harmonieux dans son ensemble comme les notes voilées d'une harpe dont les cordes vibrent au souffle de la brise. Déjà le vent du soir soufflant par bouffées inégales répandait à flots la senteur pénétrante des fleurs tropicales. C'est à ces heures-là surtout que la jeunesse aspire au bonheur; mais sous le climat de l'Inde les nuits versent dans l'âme des philtres enivrans. Il semble que la nature entière vit et respire; l'homme, énervé par la chaleur du jour, reste plongé dans un état de langueur indicible qui n'est ni le sommeil ni la veille. La pensée acquiert en quelque sorte la ténuité d'un rêve, et l'imagination, rendue plus active encore par l'affaissement du corps, déploie librement ses ailes. Ces mystérieuses influences de l'heure et du climat, Déodat les subissait aussi. Pour

la première fois de sa vie, il éprouvait un besoin impérieux, irrésistible, d'entrer dans ce monde bon ou mauvais qu'il ignorait, près duquel il glissait sous la direction du père Joseph, comme passe auprès d'un séduisant rivage celui qu'emporte un courant rapide. Et c'était dans le silence de la nuit que ce monde lui apparaissait avec tous ses enchantemens, parce que ce qu'il voulait, ce qui faisait le fond de ses aspirations tenait plus de l'illusion que de la réalité.

Tandis que des rêves inquiets traversaient le cerveau de Déodat, le *pourohita* cherchait avec ardeur les moyens de faire rentrer le néophyte dans la caste brahmanique. La lutte était engagée entre lui et le prêtre chrétien; son honneur et celui de la caste tout entière eussent été compromis par une défaite. Il consulta quelques-uns de ses collègues en qui il avait le plus de confiance; ceux-ci déclarèrent qu'il fallait se porter en masse auprès du vieux missionnaire et enlever de force le jeune Déodat, qu'ils affectaient de nommer Dévadatta, comme si déjà il eût repris son rang parmi les idolâtres; mais le *pourohita* rejeta leur plan.

— Pas de violence, dit-il; ayons plutôt recours à la ruse. Vous connaissez tous Kalavatty, la folle dont l'enfant a péri dans la grande épidémie qui a fait tant de victimes il y a dix-sept ans?... La pauvre femme a failli succomber elle-même, et comme elle n'a pas eu connaissance de la mort de son fils, elle s'obstine à croire qu'il vit toujours... Eh bien! persuadons-lui que Dévadatta est cet enfant regretté qu'elle s'en va cherchant partout... Amenez-la ici, et je me charge du reste.

Au point du jour, Kalavatty fut amenée. Elle était assez calme; on eût pu croire qu'elle possédait la plénitude de sa raison. Le *pourohita*, prenant avec lui trois de ses acolytes, fit signe à la pauvre femme de le suivre. Celle-ci obéit sans hésitation, et ils arrivèrent tous les cinq à la chauderie. Couché sur la natte et toujours souffrant, le père Joseph récitait ses prières, tandis que Déodat, seul dans un coin de la cour, s'occupait à cuire le riz pour le repas du matin.

— Kalavatty, dit brusquement le *pourohita*, voilà ton fils!... — La pauvre femme secoua la tête. — Je te dis que c'est lui, reprit le brahmane.

— Non, non, répéta la veuve idiote en se détournant pour pleurer.

Le *pourohita*, s'approchant de Déodat, lui traça vivement sur le front le trident de Vichnou, lui jeta sur l'épaule le cordon fait de trois brins d'herbe, et le drapa dans une longue pièce de toile blanche à bordure rouge; puis il interpella de nouveau la veuve.

— Kalavatty, pour la troisième fois, au nom des dieux, je t'adjure de nous répondre. Ce jeune homme n'est-il pas ton fils?

Effrayée par cette sommation, que le *pourohita* prononçait d'une voix terrible, Kalavatty s'avança lentement. Elle resta quelques secondes immobile devant Déodat, que les trois brahmanes tenaient par les bras pour l'empêcher de fuir, leva les yeux vers le ciel, comme si elle eût voulu recueillir ses souvenirs, puis elle jeta un cri perçant : — C'est là l'image de l'époux que j'ai perdu! Je reconnais ce signe qu'il portait au front!

— C'est ton fils, reprit le *pourohita;* les dieux te l'ont rendu!

— Oh! oui, répéta la pauvre idiote. Vous en êtes bien sûrs?

— Elle l'a reconnu, dit le *pourohita,* cela nous suffit; mais il faut maintenant que l'imposture du prêtre chrétien soit confondue... Entrons!

Au bruit que firent les brahmanes en s'avançant tumultueusement vers lui, le père Joseph se redressa sur son lit de douleur. — Qu'est ceci? que me veulent ces gens? demanda-t-il en français.

Déodat n'osait s'approcher du missionnaire. — Mon enfant, reprit celui-ci, réponds-moi : que me veulent ces païens?... Ah! mon Dieu, mon Dieu! répéta-t-il en joignant ses mains, que la fièvre rendait tremblantes, tu portes au front le signe de l'idolâtrie!... Que signifie ce costume?

Les brahmanes n'avaient pas compris ces paroles, prononcées en français, mais ils en devinaient le sens. — La mère de ce jeune homme est ici, dit le *pourohita;* elle réclame ce fils que tu lui as dérobé.

— Qu'elle vienne! répondit le père Joseph.

Kalavatty fut introduite. — Non, reprit le vieillard, cette femme ne ressemble en rien à celle que j'ai rencontrée dans le *djungle.* Ce n'est pas elle...

— Eh bien! interrompit le *pourohita,* il y a un moyen de connaître la vérité : quand la raison humaine ne suffit pas à éclaircir un mystère, les dieux lui viennent en aide.

Parlant ainsi, il ouvrit furtivement un panier que portait l'un de ses compagnons, et y laissa tomber une pièce de monnaie. — Quelle jonglerie veux-tu faire là? demanda le père Joseph.

— Silence! cria le *pourohita.* Les dieux vont faire éclater la vérité. Entre l'assertion de cette femme et tes dénégations réitérées, c'est à eux de juger.

Aussitôt il banda les yeux de Kalavatty, qui se laissa faire machinalement, et lui dit d'une voix solennelle : — Plonge ton bras au fond de ce panier, dans lequel est enfermé un serpent, et retires-en la pièce de monnaie que je viens d'y jeter. Si la bête venimeuse ne t'a pas mordue, ta parole sera reconnue vraie dans les trois mondes : ce jeune homme est bien ton fils.

La pauvre femme paraissait n'avoir pas compris le sens de ces

paroles. Quand sa main toucha la peau froide du reptile, qui tordait ses anneaux en cherchant à fuir, elle la retira précipitamment, arracha le bandeau qui couvrait ses yeux, et tomba évanouie aux pieds du *pourohita*.

— Malheureuse idiote! murmura celui-ci, elle n'a pas deviné que ce serpent est aussi inoffensif qu'un lézard!

Puis, se redressant avec dignité : — Je prends sur moi les périls de l'épreuve, ajouta-t-il; que les dieux me protégent!

Il se mit alors à prononcer d'une voix rauque et gutturale la formule magique à laquelle les Hindous attachent une puissance irrésistible : *H'hom, h'rhom, sh'hrum, sho'hrim, ramaya, namaha!* En achevant cette incantation, il plongea lentement la main dans le panier.

Les assistans paraissaient attendre avec anxiété les résultats de l'épreuve, à l'exception du père Joseph, qui, connaissant de longue date les supercheries des brahmanes, s'indignait qu'on le forçât d'être témoin d'une scène aussi dérisoire. La pauvre idiote, que l'on ne songeait pas à relever, demeurait sans mouvement sur le sol. Quant à Déodat, bien qu'il eût reçu une éducation chrétienne, il ne pouvait s'empêcher de croire à la vertu diabolique de ces paroles bizarres, que pour rien au monde il n'eût voulu répéter, de peur d'évoquer le malin esprit. Le serpent, maudit par la Bible et considéré par les Hindous comme un animal surnaturel, lui inspirait à la fois de la répulsion et du respect. Dans cette circonstance, qui pouvait avoir pour lui des suites si sérieuses, le néophyte redevenait aussi crédule qu'un idolâtre. Aussi, quand il vit le *pourohita* retirer tranquillement sa main et montrer d'un air triomphant la pièce de monnaie qu'il tenait entre ses doigts, il fut ébahi. La pensée que Kalavatty l'idiote était sa mère pénétra profondément dans son esprit, et, saisi de pitié, il s'élança vers elle pour lui prodiguer ses soins.

— Tout cela n'est que mensonge et jonglerie, répéta avec énergie le père Joseph. Apportez le serpent, et je risque l'épreuve, moi aussi!... Déodat, tu es la victime d'un odieux complot!

— *Padre*, dit le néophyte à voix basse, cette femme est ma mère, n'est-ce pas?... Je dois la suivre.

— Non, répondit le vieillard, cette femme ne peut être ta mère, j'en ai la conviction. La mère ou plutôt la marâtre qui te réclame, qui veut t'arracher d'auprès de moi, c'est l'idolâtrie avec ses joies mauvaises et ses plaisirs honteux, vers lesquels il te tarde de t'élancer.

— *Padre*, reprit le jeune homme, je ne fais qu'obéir au devoir... N'allez pas me maudire!

— Je ne te maudirai pas, enfant, répondit le missionnaire; je

laisse aux païens les malédictions et les formules magiques qui te font si grand'peur... Non, je ne puis maudire celui que j'ai tant aimé, mais je dois pleurer sur lui...

Déodat était ému jusqu'aux larmes. Prêt à franchir le cercle étroit dans lequel son existence avait été circonscrite, il se sentait encore retenu par les liens du respect et de l'obéissance. Il voulut, à ce moment suprême, se jeter dans les bras du vieillard qu'il allait quitter. — Non, non, lui dit celui-ci, tu ne peux toucher avec le signe de réprobation qui souille ton front la croix attachée sur ma poitrine.

— Dévadatta, crièrent du dehors les brahmanes impatiens, ta mère t'attend; il faut partir!

Le jeune homme, répondant à ce nom qui devait être le sien désormais, sortit pour rejoindre Kalavatty. Celle-ci marchait lentement, la tête basse, sans paraître avoir conscience de ce qui venait de se passer; mais les brahmanes et surtout le *pourohita* se montraient pleins de joie : il y avait un chrétien de moins sur le sol de l'Inde.

IV. — L'ÉTANG DE COMBACONAM.

Le premier devoir pour un Hindou est de se marier afin d'obtenir une postérité et de laisser après lui quelqu'un qui offre à son intention des sacrifices aux dieux. Les brahmanes surtout tiennent à perpétuer leur race, et ceux d'entre eux qui n'ont pas d'enfans ou qui les ont perdus s'empressent d'en adopter un, choisi dans leur propre caste. Le *pourohita* avait vu mourir les siens; devenu vieux et se trouvant sans héritier, son choix se porta sur Dévadatta. Ce fut cet orphelin, solennellement réintégré dans la tribu brahmanique, qu'il lui prit fantaisie de s'attacher par les liens de l'adoption, ainsi qu'il le lui avait promis. Dans les cérémonies qui accompagnent ce grand acte, le rôle principal revient à la mère, parce que, d'après la loi indienne, c'est à la mère qu'appartient l'enfant : elle a seule le droit de l'accorder à celui qui veut le faire entrer dans sa propre famille. Voilà pourquoi le *pourohita* avait eu recours au mensonge et à la supercherie pour établir que Dévadatta était bien réellement le fils de Kalavatty l'idiote. Celle-ci répéta machinalement et sans les comprendre les paroles sacramentelles qui constituent l'abandon de l'enfant entre les mains du père adoptif. On lui donna en échange et à titre de gages de nourrice, selon l'usage consacré, un habillement neuf et une centaine de pièces d'argent, après quoi la pauvre femme, se trouvant de nouveau abandonnée, retomba plus profondément que jamais dans sa folie. Elle se mit à courir, comme auparavant, de village en village, s'arrêtant aux portes des

pagodes pour redemander ce fils un instant retrouvé, disait-elle, et qui lui avait été ravi une seconde fois. Dévadatta se montra tout d'abord sincèrement affligé de sa disparition; il fallut que les brahmanes, pour calmer son chagrin, lui avouassent qu'il n'existait aucune parenté entre lui et la malheureuse idiote. C'était pourtant à cause d'elle, et pour obéir aux sentimens de la piété filiale, qu'il avait abandonné son véritable père adoptif, le vieux prêtre à qui il devait la vie!

— Qu'as-tu à regretter? lui dit le *pourohita;* hier encore tu n'étais rien qu'un être déclassé, aujourd'hui te voilà élevé au premier rang parmi les hommes. Il nous fallait une femme qui jouât le rôle de mère, et j'ai pris cette folle... Elle est partie, que t'importe, puisque tu n'es pas son fils?... Ta vraie mère est morte; elle a péri dans le *djungle* où ton *padre* l'avait rencontrée. Il y a longtemps que nous le savons... Quant à ce vieux fou qui avait fait de toi son disciple, il mourra sans doute avant d'arriver à Pondichéry, et tu n'entendras plus parler de lui... Oublie-le donc... N'as-tu pas retrouvé ici une famille? et quelle famille!

Le *pourohita* en effet comptait parmi les brahmanes de Chillambaram beaucoup de parens qui témoignaient à Dévadatta une certaine bienveillance. Les transfuges sont toujours bien accueillis dans le camp opposé. Chaque jour, le nouvel adepte du polythéisme allait avec ses collègues laver les idoles des pagodes et vaquer aux autres cérémonies du culte païen; puis venaient les ablutions dans les étangs sacrés, les soins à donner à ce corps mortel que les brahmanes traitent si délicatement, les repas succulens et la sieste sur les bancs de pierre, à l'ombre des toiles tendues devant les maisons. Ces occupations très peu pénibles, ces pratiques purement extérieures, qui n'exigent ni recueillement ni contrainte des sens, ne tardèrent pas à produire leur effet sur Dévadatta. Les scrupules qui d'abord avaient troublé sa conscience s'assoupirent peu à peu. Il prit plaisir à étudier les légendes relatives aux divinités avec lesquelles il vivait dans un commerce de tous les instans, et les traditions qui attribuent à notre globe une antiquité si reculée. Ces fictions extravagantes, mais souvent grandioses et toujours empreintes d'un naturalisme mystique rehaussé de poésie, les brahmanes les lui racontaient avec enthousiasme. Dévadatta les écoutait d'une oreille attentive; elles agissaient sur son imagination naïve et peuplaient son esprit de vagues symboles. Entre le *pourohita* et lui s'établissaient des conversations sérieuses et animées dans lesquelles les grands problèmes de la destinée humaine étaient franchement abordés. Doué d'une intelligence vive et facile à séduire, Dévadatta ouvrait son âme à des doctrines à demi fatalistes, incohérentes, souvent contradictoires, qui excusent les faiblesses humaines tout en

prêchant la vertu. Peu à peu ce jeune homme, élevé dans les principes austères du christianisme, se laissa aller sans résistance à une vie molle et contemplative, rêvant à l'aise sous les voûtes silencieuses de ces temples où des milliers de statues, les unes colossales et monstrueuses, les autres finement sculptées et réduites aux proportions de la nature humaine, représentent, sous une forme visible et palpable, toutes les hallucinations du paganisme. Dans l'enceinte de ces pagodes où les brahmanes ne cèdent le pas qu'aux taureaux sacrés, nonchalamment étendus sous les longues colonnades, les bruits du dehors ne pénétraient guère. Il régnait parmi les hôtes de ces lieux tranquilles une sorte de fraternité, celle qui résulte de l'égalité de naissance et de l'esprit de corps. Ces prêtres païens, qui naguère encore inspiraient à Dévadatta tant d'horreur, étaient donc au demeurant d'assez bons diables, un peu menteurs peut-être, fort insoucians, mais instruits, amis du beau langage, distingués dans leurs manières, une race intelligente et choisie à laquelle on pouvait être fier d'appartenir. Sortir des rangs infimes de la société et se trouver tout à coup porté au premier rang, c'était, à tout prendre, un beau rêve, et ce rêve venait de se réaliser pour Dévadatta. Aussi, quoiqu'il lui fût impossible de prendre au sérieux les chimères de l'idolâtrie, dont chaque jour il accomplissait les pratiques, il voyait s'obscurcir dans son esprit les croyances de sa jeunesse. Il y avait d'ailleurs dans ce milieu indolent et vaniteux qui l'entourait une atmosphère d'épicurisme capable d'énerver les natures les mieux trempées. Dévadatta en vint à se créer une philosophie à lui, dans laquelle il mit un peu de tout ce qu'il avait appris depuis son enfance, et ce système informe, qui manquait de base, se résumait tantôt en un doute immense, tantôt en un panthéisme absolu dont il était lui-même le centre.

Cependant la contemplation de ses propres perfections ne peut convenir longtemps à un simple mortel que sa faiblesse ramène sans cesse au sentiment de son impuissance. Élevé dans le village chrétien de Tirivelly, dans ce petit monde à part dont tous les membres éprouvaient les uns pour les autres une affectueuse et tendre sympathie, Dévadatta se trouvait isolé au sein de cette société brahmanique, égoïste et altière, qui l'avait adopté. Là, pas d'épanchement, pas d'intimité; chacun vivait pour soi, cherchant dans la fréquentation de ses égaux une distraction et un aliment à son orgueil. L'état d'infériorité presque dégradant auquel les femmes hindoues sont réduites dans les castes supérieures inspirait à Dévadatta une pitié profonde; lui qui avait vu la femme, réhabilitée par le christianisme, prendre part aux cérémonies du culte, adoucir par sa présence la rudesse naturelle à l'homme et se vouer au service de ses frères souffrans, il ne pouvait s'habituer à la morne attitude, à

la démarche solennelle des brahmanies, qui passaient silencieuses, avec des visages peints et enluminés comme ceux des idoles. Sous les dehors imposans, sous l'apparente dignité qui l'avaient séduit tout d'abord, il ne trouvait rien qu'une vie factice, et comme une image de la mort. Aussi, quand il se fut bien repu de la satisfaction vaniteuse qui consiste à s'élancer vers l'avenir le front haut, sans joug et sans frein, il commença de sentir au fond de son cœur un grand vide. Parfois, dans le silence des nuits tièdes et sereines, il songeait à la vieille Monique, la pieuse matrone qu'animait une charité ardente; il se voyait près d'elle, côte à côte avec la petite Nanny, priant tous les trois devant l'image du Christ; la figure du père Joseph se multipliant pour soulager toutes les misères lui apparaissait également, comme une douce vision. Dans ce temps-là, il était rejeté, honni à cause de sa croyance; mais son âme se dilatait, et il y avait jusque dans les souffrances de l'amour-propre blessé un charme secret. Désormais les joies pures que donne le devoir courageusement accompli n'existaient plus pour Dévadatta. Il n'avait plus à lutter; tout se courbait, tout s'humiliait devant ses pas, et il s'engourdissait dans une torpeur maladive. Les ressorts de son esprit se détendaient; il vivait d'une existence machinale et apathique. Peu à peu l'ennui s'empara de tout son être, et il demeurait des jours entiers plongé dans une mélancolie profonde. Il n'y avait pas autour de lui un seul être à qui il pût dévoiler ces mystérieuses angoisses d'un cœur aimant et comprimé. Personne, parmi les brahmanes de Chillambaram, ne comprenait pourquoi ce fils adoptif d'un *pourohita* respecté s'abandonnait à de pareilles tristesses.

Depuis deux ans qu'il habitait la pagode, Dévadatta éprouvait les effets de cette souffrance morale, lorsqu'un jour le *pourohita*, le prenant à part lui dit d'un ton sérieux : Mon fils, il reste en toi quelque trace des souillures que tu as contractées parmi les chrétiens, et dont les effets se manifestent de plus en plus.

Dévadatta leva les épaules sans répondre.

— Prends garde, poursuivit le *pourohita*, quand on est brahmane, on doit donner l'exemple. Nous avons un proverbe qui dit : « Le rat de la pagode n'a pas peur des dieux! » Nous-mêmes nous ne les craignons pas beaucoup; mais il y a des gens simples, ignorans, qu'il ne faut pas blesser par des dehors d'incrédulité... Je te conseille d'entreprendre un pèlerinage...

— Aux sources du Gange, à Bénarès? demanda Dévadatta.

— Non, pas si loin. Dans le Tandjore, il existe un étang sacré, celui de Combaconam, dont tu as entendu parler; il n'est qu'à quelques lieues du village de Tirivelly, où tu as été élevé. Tous les douze ans, l'eau de cet étang a le pouvoir de purifier tous ceux qui s'y baignent des souillures spirituelles et corporelles les plus invétérées;

elle enlève jusqu'aux maladies du corps produites par les péchés des existences antérieures. Voici l'époque où cette source fameuse jouit de son entière efficacité... D'innombrables pèlerins iront s'y plonger; pars, mon fils, et tu nous reviendras délivré du malaise dont tu souffres...

Poussé par le désir de chercher au dehors un peu de distraction, Dévadatta se montra docile aux conseils de son père adoptif. Il se sentait à l'étroit dans ces pagodes, jointes entre elles par une muraille épaisse qui donne à leur ensemble l'apparence d'une forteresse. La saison d'hiver, si délicieuse dans l'Inde par sa sérénité et sa fraîcheur comparative, rendait d'ailleurs le voyage moins pénible. Il s'agissait de faire une cinquantaine de lieues tout au plus au milieu d'un grand concours de peuple qui rendait la route moins ennuyeuse et plus sûre. — Peu m'importent l'étang de Combaconam et ses eaux merveilleuses, se disait Dévadatta; ce que je veux, c'est changer d'air et contempler encore à mon aise ces campagnes tranquilles que j'ai parcourues si souvent dans mon enfance. — Par-delà l'étang et le village de Combaconam, lui apparaissait, sans qu'il se l'avouât, le gracieux et pur visage de Nanny, toujours présent à son souvenir. Une fois sorti de l'enceinte des pagodes de Chillambaram, il reprit l'entière possession de lui-même, et marcha d'un pas léger sur ces chemins poudreux que remplissait déjà un nombreux cortége de pèlerins de tout âge et de tout rang. Il se trouvait enfin au milieu de ses semblables, dans la véritable acception du mot : c'était l'humanité et non plus une caste privilégiée qui s'agitait autour de lui.

A mesure qu'il s'avançait, le flot des voyageurs allait grossissant. Toutes les misères, toutes les hideuses maladies de l'Inde étaient représentées dans cette foule avide de guérison qui se hâtait vers la piscine miraculeuse. Il y a dans le cœur de l'homme un invincible besoin de croire à une vertu surnaturelle, de se confier en une Providence qui veille sur lui et qui doit exaucer ses prières. La différence qui existe sur ce point entre les chrétiens et les idolâtres, c'est que ceux-ci exigent des dieux auxquels ils offrent des sacrifices l'accomplissement de leurs souhaits à heure fixe, sous peine d'invectives et de révolte, tandis que ceux-là s'humilient par la prière, et, se courbant sous la main qui les afflige, tâchent de mériter par l'exercice des vertus les grâces qu'ils demandent. Dévadatta avait connu et pratiqué la prière qui s'élève du fond d'un cœur contrit et touché; aussi considérait-il avec des sentimens de compassion ces milliers de pèlerins courant en désordre, avec des cris confus et des chants licencieux, vers le point désiré où une divinité mal définie devait opérer tant de miracles. Au fond de son âme, il rougissait de cette crédulité stupide qu'il avait l'air de par-

tager avec la foule. Tout ce monde semblait en proie au vertige; une force aveugle poussait en avant ces voyageurs harassés et poudreux qui encombraient la route, pareils à un troupeau sans pasteur, peuple abandonné à qui jamais il n'avait été adressé une parole de consolation. Ému par ce spectacle, Dévadatta s'assit au pied d'un arbre, et le *discours sur la montagne* lui revint à la mémoire. L'Évangile, renié par lui, se montrait à son intelligence dans sa sereine grandeur, dans sa majesté divine. La vie facile et en apparence si heureuse qu'il avait menée pendant deux ans dans les pagodes de Chillambaram lui faisait l'effet d'un songe pénible. Depuis le jour de son entrée au milieu des brahmanes, il ne lui était pas arrivé d'accomplir une seule action noble et désintéressée, dont le souvenir l'élevât à ses propres yeux. Et les pèlerins souillés de tant de fautes honteuses dont ils n'avaient pas conscience, dont ils ne songeaient pas à se purifier, défilaient pêle-mêle, bruyans, hébétés, prodiguant les marques de leur respectueuse déférence à ce jeune homme soucieux et attendri, qu'ils prenaient pour un brahmane orthodoxe remerciant les dieux de l'avoir créé si puissant et si sage.

Aux voyageurs que la dévotion conduisait vers l'étang de Combaconam s'étaient joints des marchands venus des provinces les plus reculées de la presqu'île indienne. Ils établirent dans le voisinage un bazar qui prit bientôt les proportions d'une ville commerçante, avec ses longues rues, son mouvement et son bruit. Les milans affamés s'y abattirent de toutes parts, cherchant à enlever jusque dans les paniers des vendeurs les débris de poisson salé que leur disputaient les corneilles, et de la pagode du village sortaient les singes familiers qui commettaient mille larcins dans les boutiques. Au jour fixé par l'almanach brahmanique, la foule se précipita avec empressement dans les eaux sacrées, qui ne tardèrent pas à devenir horriblement troubles : tant de pécheurs y avaient laissé les souillures de leurs âmes et de leurs corps! Puis, comme il arrive toujours en pareille circonstance, le choléra fit son apparition au milieu de cette population agglomérée sur un espace étroit. Bien des pèlerins moururent à quelques pas du lieu où ils étaient venus chercher la santé; les autres ne tardèrent pas à reprendre le chemin de leur pays, et le silence régna de nouveau dans le village de Combaconam, dont l'étang devait rester durant douze années privé de sa vertu miraculeuse.

V. — LE PONGOL.

Tandis que le *pourohita* se félicitait avec ses collègues de la pieuse résolution qu'avait prise Dévadatta, celui-ci restait à Combaconam assez indifférent à la sainteté du lieu, et tout simplement

pour s'y reposer des fatigues d'une longue marche. Il s'était bien donné de garde de se plonger dans les eaux malpropres de l'étang; il ne se croyait entaché d'aucune souillure, et d'ailleurs il lui devenait de plus en plus impossible de se conformer aux préceptes de l'idolâtrie. La pensée de se remettre sous le joug de la religion chrétienne se présentait quelquefois à son esprit; mais il la repoussait comme une faiblesse, et il évitait de diriger ses pas du côté du village de Tirivelly, dont le nom seul troublait son cœur. Dévadatta avait alors vingt ans, et il y a dans la jeunesse de ces momens où la liberté d'agir et de penser apparaît comme le plus grand des biens. Cependant il fallait prendre un parti, rentrer à Chillambaram parmi les brahmanes, ou chercher ailleurs des moyens d'existence. Dégoûté de tout au début de la vie, inquiet de l'avenir, ennuyé du présent, Dévadatta s'abandonnait à des accès d'une mélancolie sauvage qui s'exaltait encore dans la solitude. Il éprouvait le besoin de se créer un rôle actif au milieu de ses semblables; mais dans ce monde qui l'entourait il ne rencontrait que des intelligences assoupies et comme embourbées dans les traditions confuses que les siècles ont accumulées sur le sol de l'Inde.

Un soir, errant au bord d'un ruisseau, il aperçut un Hindou agenouillé dans l'herbe, qui se penchait pour aspirer l'eau au travers d'un linge posé sur sa bouche. Il s'approcha de lui. — Tu appartiens à la secte des *djaïnas*, toi qui crains d'avaler quelque être vivant contenu dans l'eau de ce ruisseau?

— Oui, répondit l'étranger sans se troubler, tout ce qui a vie est divin; la matière ne possède-t-elle pas la qualité d'être éternelle, puisque ce qui existe a toujours existé et existera toujours? Vous autres brahmanes qui vous dites orthodoxes, vous avez inventé des symboles ridicules et repoussans!... Vous fatiguez de vos prières vos dieux inutiles... Dieu, — car il n'y en a qu'un, — Dieu, qui est l'âme suprême, ne prend nul souci de nos actions; que lui font nos vertus et nos vices?

— Après la mort que devient l'homme? demanda Dévadatta.

— L'homme ne meurt pas, répliqua le djaïna, il recommence une autre vie, et selon que ses actions ont été bonnes ou mauvaises, il monte ou descend dans l'échelle des êtres... Celui qui pourrait atteindre à un état parfait de pureté, — mais il n'y en a plus de nos jours! — finirait par s'absorber dans le grand Tout, et alors il cesserait de tourner dans le cercle des existences terrestres...

Ayant ainsi parlé, le djaïna s'éloigna à pas lents, dans l'attitude d'un sage qui a le sentiment de sa supériorité. — Si ce que dit ce sectaire est vrai, pensa Dévadatta, le dernier mot de cette vie sans cesse renouvelée sera le néant, et la vertu n'aura d'autre récompense que de nous y faire arriver plus vite! Idée consolante en vé-

rité, et bien faite pour soutenir l'homme dans ses jours d'angoisses et de douleurs!

Ainsi songeait Dévadatta, en proie au découragement. Il écrasait sous ses pieds avec une colère concentrée les petits insectes qui se mouvaient dans l'herbe, comme si ces pauvres êtres étaient responsables du dogme de l'anéantissement final tant prôné par les *djaïnas*. — Mourez, disait-il avec un sourire ironique, mourez, créatures informes, pour renaître encore; en vous détruisant ainsi, je hâte le moment de votre délivrance!

Et il allait toujours, suivant le bord du ruisseau profond et encaissé qui roulait au milieu des pierres ses eaux écumeuses. Une solitude profonde l'environnait, la nuit s'étendait sur les campagnes coupées de buissons arrondis et de palmiers élancés, dont les panaches, agités par la brise, semblaient autant d'oiseaux battant de l'aile. Les chacals commençaient à glapir autour des villages; c'était l'heure où une vague terreur s'empare de l'esprit des timides Hindous, et Dévadatta, qui cherchait à s'élever par la pensée au-dessus de ce monde de misères en sondant les problèmes de la vie et de la mort, éprouvait, lui aussi, une secrète épouvante. Tout à coup des feux de joie éclatèrent du milieu des pagodes que renferme l'étang de Combaconam, et des cris joyeux se firent entendre : on célébrait la grande fête du solstice d'hiver, la fête du *Pongol*. Le mois qui précède cette époque si vivement attendue, mois entièrement composé de jours néfastes, venait enfin de s'achever, et les Hindous, délivrés des craintes qui les avaient assiégés durant ces terribles semaines, s'abandonnaient à la plus bruyante allégresse. Le premier des trois jours consacrés à cette fête, on se visite, on se fait des présens; ce ne sont partout que divertissemens et plaisirs. — Il y a donc des gens heureux, des gens qui s'amusent dans ce monde de douleur et d'ennui? se dit Dévadatta en se dirigeant vers le village. Une nouvelle année va commencer, qu'y a-t-il donc là de si réjouissant?

Il se mit à parcourir le village, et l'aspect des visages rayonnans de bonheur lui fit faire un retour sur lui-même. Deux fois j'ai connu la joie, pensa-t-il, dans l'austérité et dans les plaisirs, auprès du père Joseph et dans les pagodes de Chillambaram, dans le bien et dans le mal... L'homme peut donc se lasser de tout, de la vertu et du vice?... Aujourd'hui toutes ces démonstrations me fatiguent et m'irritent. Je n'ai plus de famille, je suis sans amis; aucun lien sérieux ne m'unit au *pourohita*, qui a voulu m'attacher à lui par un mensonge; celui qui m'unissait à mon premier maître et aux gens de Tirivelly est à jamais rompu... Sur cette terre de l'Inde, qui est ma patrie, me voilà seul...

Ces amères réflexions lui arrachèrent quelques larmes; quand

tout était en fête autour de lui, il demeurait plongé dans une rêverie douloureuse. Le lendemain, il y eut dans le village une animation plus grande encore; c'était le jour où l'on célèbre le premier pas que fait le soleil vers l'hémisphère boréal. Les femmes mariées vont se purifier dans des étangs où elles se plongent avec leurs vêtemens, et, sortant de l'eau toutes mouillées, elles font cuire en plein air du riz mêlé avec du lait. Il faut voir toutes ces mères de famille, penchées sur le vase qui chauffe, guetter le premier signe d'ébullition. Dès que le riz commence à bouillir, de grands cris retentissent, et les mots *pongol, o pongol!* (il bout, oui, il bout!), répétés par toutes ces voix féminines, annoncent à la population impatiente la fameuse nouvelle. Chaque femme alors enlève le vase où le riz a bouilli, on le porte dans le temple, devant l'idole, à qui l'on offre une partie de cette nourriture sacrée; une autre partie est donnée aux vaches, et les gens de la maison se partagent le reste. Alors on se visite encore, on s'aborde en se demandant si le riz a bouilli, et chacun de répondre avec exaltation : *Pongol, pongol!* (il a bouilli!) Le jour suivant, les femmes cèdent la place aux hommes, et une nouvelle cérémonie s'accomplit, plus variée, plus divertissante que celle de la veille. Dans un grand vase rempli d'eau, on jette de la poudre de curcuma, de la graine de l'arbre appelé *paraty* et des feuilles de margousier; après avoir bien mêlé ensemble ces trois substances, on en arrose les bœufs et les vaches, dont on fait trois fois le tour.

Tous les habitans de la maison, — moins les femmes, qui sont exclues, — se placent successivement aux quatre points cardinaux et exécutent quatre fois devant les animaux qu'ils viennent d'asperger la grande salutation, qui consiste à se prosterner à terre tout de son long. Puis on s'applique à peindre les cornes des vaches de toute sorte de couleurs, on leur suspend au cou des guirlandes de feuillages verts entremêlés de fleurs; à ces guirlandes sont attachés des gâteaux, des cocos, des fruits de diverses espèces. Les vaches, troublées par les honneurs qu'on leur rend, épouvantées par les objets sans nombre dont on a chargé leurs cornes, se débattent et dispersent autour d'elles les fruits, les gâteaux, les fleurs, les branches d'arbres. Alors la foule ramasse ces précieux débris et les mange avidement comme une manne sacrée. Il y a dans cette fête quelque chose de touchant et de grotesque. N'est-il pas juste que les bœufs, après les travaux du labourage, reçoivent les hommages de ceux dont ils ont préparé la récolte? Et les vaches, qui par leur lait fournissent une nourriture abondante et saine aux populations si sobres de l'Inde, n'ont-elles pas le droit de se voir parées, attifées, traitées avec égard au moins un seul jour dans l'année

par les laboureurs dont elles font la richesse? Mais ces pauvres animaux, que ne tourmentent ni le sentiment de la vanité ni celui de la coquetterie, se montrent peu sensibles aux honneurs qu'on leur rend. L'œil hébété, la langue pendante, ils s'en vont au hasard, beuglant et galopant, embarrassés dans leur course par ces ornemens importuns qu'ils ont hâte de jeter au vent. Les idolâtres ont beau les honorer comme des divinités, se prosterner dans la poussière devant eux et regarder comme sacré tout ce qui sort de leur corps : ces honnêtes quadrupèdes ne se montrent ni plus fiers, ni moins gauches dans leurs allures.

Mêlé à la foule, Dévadatta suivait d'un œil moins attristé cette fête pastorale, naïve et décente à ses débuts : il caressait au passage les vaches effarouchées qui s'arrêtaient par instans, baissaient la tête et frappaient la terre de leurs pieds fourchus; mais bientôt de nouveaux cris se firent entendre : Aux champs, aux champs les vaches! C'était la folie qui succédait à la joie. Les vaches, conduites en troupe hors du village par toute la population rassemblée, furent poussées de droite et de gauche à travers la campagne. Un tapage assourdissant de gongs, de trompettes, de tambours de toute forme, ébranla les échos des collines, et les pauvres bêtes épouvantées se dispersèrent en désordre, foulant les récoltes, culbutant les clôtures des champs. Qu'elles s'en aillent paître où bon leur semble, qu'elles commettent toute sorte de dégâts dans les cultures; elles sont libres, personne n'osera les arrêter dans leur fuite. Puis, quand les vaches ont disparu, chassées à grand bruit par ceux-là mêmes qui se prosternaient devant elles quelques heures auparavant, les idoles sont retirées du sanctuaire et promenées solennellement sur leurs chars au son de cette même musique infernale qui a effrayé le bétail. Les danseuses du temple marchent en tête du cortége. Cette fois la folie fait place au délire, qui se trahit dans les poses effrontées de ces femmes, devenues le point de mire de tous les regards, car elles sont toujours choisies parmi les plus jeunes et les plus jolies. Tandis qu'elles édifient la foule par leurs chants voluptueux, on s'occupe de ramener les vaches à l'étable, puis l'idole est remisée, et la fête du *pongol* se termine au milieu des acclamations de ce peuple idolâtre, fatalement épris d'un culte qui n'omet jamais dans ses cérémonies de flatter la sensualité et d'exciter les passions.

Le lendemain, tout rentrait dans le calme, et les laboureurs allaient reprendre leurs travaux interrompus depuis trois jours, lorsqu'une rumeur sinistre se répandit dans le village de Combaconam. Un grand crime, disait-on, avait été commis durant la nuit. Parmi les vaches décorées la veille avec tant de soin, puis lancées dans la campagne, il en manquait une, et la bête sacrée avait été tuée par

les chrétiens de Tirivelly! Les brahmanes, prenant parti pour l'animal objet de leur vénération, jetèrent des cris de détresse, la population s'assembla tumultueusement. Il fut résolu que, pour venger les dieux outragés par le meurtre d'une vache, on marcherait contre les chrétiens auteurs de cet odieux sacrilége. L'indignation était à son comble; une animation extraordinaire régnait dans le village et dans les environs. Dévadatta ne put s'empêcher de sourire d'abord à la vue de cette colère subite qui changeait en furieux les paisibles habitans de Combaconam au lendemain de la joyeuse fête du *pongol;* mais il ne tarda point à se convaincre que la foule, excitée par les brahmanes, pourrait bien se porter aux dernières extrémités. Cette pensée l'effraya, et il sortit spontanément de la neutralité dans laquelle il trouvait plus facile de se tenir renfermé. Pour qui allait-il prendre parti dans cette lutte du plus fort contre le plus faible?

La population exaspérée se disposait à se mettre en marche pour aller châtier les chrétiens, lorsque Dévadatta s'avança hardiment : — Êtes-vous sûrs que les gens de Tirivelly ont commis le crime dont vous les accusez? demanda-t-il. De sauvages clameurs lui répondirent, et il comprit tout de suite qu'il était impossible d'arrêter ce peuple excité par ses brahmanes et avide de vengeance. Faisant alors un geste solennel : — Eh bien! dit-il, suivez-moi... Dévadatta était jeune, alerte; d'un pas rapide il s'avance seul en avant, poussé par le courageux désir non d'attaquer le premier, mais de sauver, s'il se peut, les gens de Tirivelly. Ne les connaît-il pas tous? ne les a-t-il pas longtemps nommés ses frères?... N'a-t-il pas appris au milieu d'eux que la vraie grandeur consiste à se dévouer pour le salut d'autrui?... Il ne se demande point si la foi qu'il a désertée s'est tout à coup ranimée dans son cœur, si ce n'est pas la charité qui le guide. Il vole vers ce village sans défense, qu'une horde aveugle dans sa haine veut envahir et saccager. Là est Nanny, la jeune fille qu'il n'a pu oublier, et devant laquelle il n'osait plus reparaître, et lui, qui, la veille encore, découragé, ennuyé du présent et redoutant l'avenir, flottait au gré de ses rêves attristés, le voilà plein d'énergie : il n'hésite plus. Du fond de sa conscience qui sommeillait, une voix s'est élevée qui lui crie : Déodat, tes frères t'appellent!

Les habitans de Tirivelly ne soupçonnaient rien de ce qui se tramait contre eux; ils n'avaient pas même repoussé les vaches errantes que le vacarme de la musique païenne avait chassées jusque sur leur territoire. C'était fête aussi chez eux ce jour-là, c'était la grande fête de la Noël, et, tous réunis dans l'église, ils la célébraient pieusement. L'office allait finir, lorsque Dévadatta, qui n'avait pas un seul instant ralenti sa course précipitée, parut devant la porte du

temple chrétien. A ce moment, le père Joseph levait la main pour bénir les fidèles agenouillés; sa voix défaillante se faisait à peine entendre au milieu du silence, il tenait les yeux levés vers le ciel. Quand il les abaissa sur la foule, un cri s'échappa de sa poitrine : — Pas d'idolâtre ici!...

Dévadatta haletant, le front couvert de sueur, inclina sa tête, et d'une voix émue : — *Padre*, s'écria-t-il, et vous tous, frères, écoutez-moi! L'ennemi arrive, vous êtes perdus!

En un instant, l'église fut vide : Déodat, c'est Déodat, répétait-on de tous côtés, et les chrétiens se pressaient autour du père Joseph, qui s'entretenait avec son ancien disciple. La vieille Monique était là, debout, transie de crainte, serrant dans ses bras la petite Nanny, qui fixait ses yeux troublés sur Dévadatta.

— Nous n'avons pas tué la vache dont tu parles, dit tout à coup un laboureur; arrivée sur le territoire de notre village, elle s'est embarrassée dans un buisson, et cette nuit les chacals l'ont attaquée, voilà la vérité...

— Le temps presse, mes enfans, interrompit le père Joseph; nous ne ferons pas entendre raison à ces païens... Que chacun de vous s'enfuie dans la campagne en emportant ce qu'il a de plus précieux.

— *Padre*, dit Dévadatta, vous êtes accablé par l'âge, comment pourrez-vous fuir?

— Moi, répondit le vieillard, je resterai; que mon troupeau échappe à la mort, et je mourrai tranquille...

Tandis que les gens de Tirivelly se dispersaient au loin, ceux de Combaconam commençaient à paraître; un nuage de poussière enveloppait la troupe ennemie, conduite par les brahmanes. Quand l'église du village chrétien se montra à leurs regards, ceux-ci éclatèrent en invectives.

— Voilà leur prêtre, s'écrièrent-ils en montrant du doigt le père Joseph, voilà celui qui a fait tout le mal! Tiens-le bien, Dévadatta! Mort à celui qui a tué la vache...

— Mais toi, demanda le père Joseph à son ancien disciple, que fais-tu à mes côtés? Ne vois-tu pas qu'ils vont tourner contre moi toute leur fureur? Retire-toi...

— Ote-toi de là, Dévadatta, s'écrièrent à leur tour les brahmanes; les pierres lancées par ceux qui nous suivent vont pleuvoir sur toi.

— Qu'ils frappent, répondit Dévadatta en couvrant de son corps le vieux prêtre, et vous-mêmes, frappez aussi; je ne bougerai pas de cette place. En vérité, je vous dis que les chrétiens n'ont pas commis la faute que vous leur reprochez, la vache a été dévorée par les bêtes sauvages.

— Mensonge, mensonge! répétèrent les brahmanes et ceux qui les entouraient. C'est une ruse pour nous éloigner... Dévadatta, tu n'es qu'un traître!...

Les gens de Combaconam n'étaient pas venus de si loin pour renoncer à leur vengeance; quelques-uns mirent le feu aux premières cabanes du village, d'autres ramassèrent des pierres pour les lancer sur le père Joseph. Une grêle de cailloux siffla dans l'air, mais aucun ne porta; cette foule aveuglée par la passion dirigeait ses coups au hasard. Le père Joseph fit le signe de la croix.

— Il a fait un geste pour invoquer son Dieu, dirent quelques Hindous; mais nos divinités sont plus puissantes que la sienne! — Parlant ainsi, ils renouvelèrent leur attaque, et Dévadatta, atteint au front, tomba aux pieds du père Joseph, rougissant la terre de son sang.

A cette vue, les assaillans épouvantés prirent la fuite; celui qui gisait sanglant devant eux était lui-même un brahmane, et pour venger la mort d'un animal sacré ils avaient frappé un *deux fois né*, une image vivante de la divinité! Ils abandonnèrent donc le champ de bataille, honteux et déconcertés comme des vaincus. Une terreur superstitieuse s'était emparée de ces Hindous à l'esprit mobile, plus sujets que les autres peuples aux paniques subites.

Dès que l'ennemi commença de battre en retraite, les chrétiens se hâtèrent de rentrer au village pour éteindre le feu qui consumait çà et là quelques chaumières. Penché sur le blessé, le père Joseph cherchait à étancher le sang qui coulait du front de celui-ci. Monique accourut vers le *padre*, et, voyant le jeune homme à terre et sans mouvement, elle appela quelques femmes qui l'aidèrent à l'emporter dans sa maison.

— Déodat, mon cher enfant, toi que j'ai bercé tout petit dans mes bras! disait-elle en versant des larmes...

Déodat rouvrit les yeux et prit les mains de la vieille Monique, qui, à force de laver le sang dont son front était couvert, en avait effacé les trois lignes symbole de l'idolâtrie. — Ma mère, dit-il d'une voix faible, vous m'aimez donc toujours?...

— Mon cher fils, dit le père Joseph en s'approchant de lui, il ne s'est pas passé un seul jour que ton nom n'ait été prononcé dans nos prières!... Mais garde le silence; ta blessure demande du repos et des soins.

Pendant une semaine, la vie de Déodat fut en danger. Monique, assise près de lui, le veillait avec une sollicitude maternelle, et souvent, lorsqu'il était endormi, Nanny, s'approchant doucement de la porte, venait demander des nouvelles de celui qu'elle n'osait plus nommer son frère. La jeune fille était devenue grande; mo-

destement vêtue de la longue pièce de toile qui couvre les chrétiennes de l'Inde depuis l'épaule jusqu'à la cheville, elle se faisait remarquer au milieu de ses compagnes par la grâce naïve de son maintien. Cette dignité un peu sauvage, particulière aux femmes de l'Inde, était tempérée en elle par l'effet d'une éducation chrétienne; on eût dit une antilope des *djungles*, mais apprivoisée, quoique timide encore. Sa peau d'un brun foncé avait juste assez de transparence pour que la rougeur causée par l'émotion se laissât deviner sur ses joues. Aussi, lorsque Dévadatta, — redevenu le Déodat des premiers jours pour tous ses anciens amis, — commença enfin à se remettre de sa blessure, il demeura comme ébloui par les charmes de la jeune fille : la convalescence est un temps propice aux sentimens doux et affectueux. Les furtives et discrètes apparitions de Nanny ne firent que rendre plus vif encore l'amour qu'il éprouvait pour elle.

Cependant on s'inquiétait à Chillambaram de l'absence prolongée de Dévadatta. Un jour qu'il était assis sur le seuil de la porte, auprès de la vieille Monique, le *pourohita* se montra tout à coup devant lui. — Salut à toi, Dévadatta! lui dit-il; je suis venu pour t'emmener... Es-tu en état de me suivre?

— Ma blessure est en voie de guérison, répondit le jeune homme; mais je ne vous suivrai pas.

— Insensé, dit le *pourohita*, n'es-tu pas mon fils par la voie de l'adoption?... Nous t'attendons tous là-bas.

— Non, répliqua Déodat, aucun lien sérieux ne m'unit à vous... Vous avez usé de fraude pour me retenir dans vos pagodes.

— Ingrat, fils ingrat! s'écria le *pourohita*, ne t'ai-je pas déclaré héritier de mes biens? N'as-tu pas joui près de moi de tous les bonheurs de la vie?

— Hélas! ce que vous dites est vrai, répondit le jeune homme: vous m'avez associé à votre existence agréable et facile; mais encore une fois je ne puis vous appartenir...

Puis, le père Joseph ayant paru sur le seuil de la porte : — Tenez, ajouta-t-il, voilà mon père, et cette femme vénérable qui m'a élevé avec tant de tendresse, cette femme est vraiment ma mère.

— Il est fou! murmura le *pourohita*... On l'a ensorcelé ici!... Voyons, Dévadatta, fils de brahmane par la naissance et par l'adoption, veux-tu pourrir dans ce misérable hameau?

— Je veux y vivre. Ici on sait aimer ses semblables...

— Prends garde, interrompit le *pourohita* d'un ton de colère, nous saurons bien t'arracher de ce lieu où tu as causé tant de scandale à toute notre caste!... Ceux de Combaconam avaient raison de le dire : tu as perdu la tête, et tu as juré de nous couvrir de honte.

— Je vous l'ai déclaré au nom de ma conscience et avec la plénitude de ma raison, reprit tranquillement Déodat, j'ai retrouvé ici la famille que vos conseils perfides m'avaient fait abandonner, je ne la quitterai plus désormais. Oui, j'ai près de moi dans ce village un père et une mère; tous les habitans de Tirivelly sont pour moi des frères, entendez-vous?

Le *pourohita* demeurait confondu de tant de folie et d'audace. A ses yeux, Déodat n'était qu'un fou, et il s'éloigna en répétant : — Pauvre insensé! Tu renaîtras dans le corps d'un hibou, et tu pousseras la nuit à travers les forêts ce cri sinistre qui ressemble à la voix d'un désespéré.

— Ma mère, dit Déodat à la vieille Monique, tandis que le brahmane se retirait avec une lenteur affectée, et vous, *padre*, vous avez entendu mes paroles... Voulez-vous de moi? me pardonnez-vous ma fuite en pays ennemi?... Oui; eh bien! un mot encore... Nanny a été pour moi une sœur; dites-lui que je l'aime autrement désormais...

— Mon fils, dit le père Joseph, tu ne serais pas en sûreté parmi nous; il faut que tu t'éloignes pour quelque temps...

— Oh! mon Dieu, répliqua Déodat, m'en aller d'ici!

— Oui, pour un temps, il le faut. Tu reviendras, mon enfant... Si je suis mort, car ma fin approche, la bonne Monique te recevra une fois encore sous son toit... Mais non, ton absence ne sera pas longue; tu reviendras bientôt, Déodat, et j'espère que je pourrai, avant de fermer les yeux, bénir ton union avec celle que tu choisis pour ta compagne.

Les prévisions du père Joseph se réalisèrent. Après quelques mois d'absence, Déodat revint à Tirivelly. La colère des brahmanes s'était apaisée; d'ailleurs, pour se consoler de leur défaite, ils firent semblant de croire que Déodat était réellement fou. Ils le répétèrent si souvent qu'ils finirent peut-être par se le persuader. Le père Joseph, accablé d'années, put unir par le lien indissoluble du mariage Déodat et Nanny, et peu de jours après il s'éteignit doucement au milieu des larmes et des bénédictions de tous ses chers enfans de Tirivelly. Avant de mourir, il avait songé à placer convenablement le jeune couple. Un emploi honorable attendait Déodat dans la ville de Pondichéry. Le jour fixé pour le départ, un petit chariot couvert, attelé de deux bœufs blancs aux fines cornes, au dos bossu, fut amené devant la porte : c'était l'équipage qui allait conduire Déodat et sa femme dans la capitale des établissemens français. La vieille Monique, désormais trop âgée pour continuer à Tirivelly ses pieuses fonctions de mère des pauvres et des orphelins, suivit les jeunes époux. Elle prit place au fond du chariot, à côté de Nanny.

Déodat, assis sur le timon, les jambes croisées, excitait les bœufs du geste et de la voix. De temps à autre il tournait la tête en arrière pour regarder Nanny, qui lui répondait par un sourire. Ils voyagèrent ainsi à petites journées. Chillambaram se trouvait sur leur route; mais Déodat eut soin d'y passer pendant la nuit: le souvenir du séjour qu'il y avait fait lui était devenu insupportable. Après avoir traversé le gros village de Cuddalore, planté de beaux arbres, et la rivière d'Ariacouppam, dont les rives sablonneuses sont semées de palmiers sauvages, le chariot roula sur la grande route ombragée qui annonce les abords de Pondichéry. Tout à coup un sourd murmure retentit aux oreilles de Nanny, et une immense étendue, aussi bleue que le ciel, se déploya à ses regards surpris.

— Qu'est cela? demanda-t-elle en se penchant vers Déodat.

— C'est la mer, répondit-il.

— Et ce qui flotte là-bas?

— C'est le pavillon de la France, du pays qui nous a envoyé notre meilleur ami. Pauvre père Joseph!...

Quelques momens après, le chariot débouchait sur la magnifique place au milieu de laquelle s'élève le palais du gouverneur. Déodat, faisant tourner à gauche ses petits bœufs fringans, se dirigea vers cet assemblage confus de maisons blanches et de huttes sombres, à moitié cachées sous les cocotiers et les manguiers, que l'on nomme la *ville noire*, et il s'arrêta tout près de l'église des missions, devant une porte marquée d'une croix. C'était la demeure de l'évêque et le presbytère. La vieille Monique y fut accueillie avec les égards dus à ses vertus et à son âge, Déodat et Nanny avec l'intérêt qu'inspire un jeune couple qui s'aime; puis on les conduisit dans la maison qui leur avait été préparée, habitation gracieuse et simple, adossée à un jardin où mûrissaient les bananes, les pamplemousses et les cocos. Il y avait là encore autour d'eux des pagodes où se célébraient les fêtes tumultueuses du paganisme; mais le bruit de ces cérémonies extravagantes ne troublait plus l'imagination calmée du néophyte. Déodat, installé tout le jour chez un négociant dont il écrivait les comptes en tamoul et en français, maniant le calame et la plume avec une égale aisance, rentrait chaque soir plein de joie dans sa paisible retraite, où il était sûr de retrouver les deux grands biens de la vie, l'affection d'une mère et la tendresse d'une femme aimée.

TH. PAVIE.

NAPLES

ET LE BRIGANDAGE

DE 1860 A 1864

I.

L'ancien Môle de Naples, avant la chute du gouvernement des Bourbons, était le rendez-vous des *lazzaroni*, qui s'y assemblaient après la pêche et le repas quotidien pour se reposer, faire leurs dévotions, se distraire, attroupés autour du prêtre ambulant ou de Polichinelle, quand ils ne dormaient pas au soleil dans leurs grands paniers d'osier; mais si l'improvisateur, le *chante-histoires* arrivait, brandissant sa béquille en signe de commandement, Polichinelle et le prêtre perdaient aussitôt leur auditoire. Les enfans quittaient leurs jeux, le pêcheur était debout, son panier sur l'épaule; la fille du bord de l'eau, la *marinarelle*, accourait avec sa chaise et sa quenouille, et cette foule bruyante, apaisée par enchantement, se pressait autour du conteur merveilleux, suspendue tout entière à ses paroles, tandis que derrière elle, à travers la forêt de mâts sortant du port, bleuissait la double tête immobile et comme attentive du Vésuve, qui fumait toujours. Que racontait donc le *chante-histoires?* Souvent les poèmes de l'Arioste, mais plus souvent encore des aventures de brigands, les hauts faits des Titta Grieco, des Spicciarelli, des Angelo del Duca, des Bartolomeo Romano, des Pietro Mancini, tous malandrins illustres. L'assistance écoutait des oreilles et des yeux, avec une sorte d'angoisse, et poussait des cris d'admiration à chaque nouveau meurtre commis par un des *héros* que j'ai nommés. Le peuple de Naples a cela de commun avec

beaucoup d'autres, bien plus policés : il aime les histoires où l'on s'entre-tue. Ce peuple s'améliore cependant, il s'éclaire surtout, et le jour approche où l'improvisateur aura grand'peine à réunir ses crédules auditeurs d'autrefois. Quant aux brigands qui pourraient lui fournir le sujet de tragiques histoires, ils auront bientôt disparu à leur tour. Les trois années qui viennent de s'écouler ont vu le brigandage tenter, pour prendre un rôle politique, un effort qui l'a conduit à sa perte. Réprimé par d'énergiques moyens militaires, il voit aujourd'hui s'achever sa ruine, grâce à un heureux concours de progrès matériels et de progrès moraux.

Pour connaître ce qu'était le brigandage sous l'ancien régime, il n'est pas besoin d'aller sur le Môle de Naples. Plusieurs des bizarres histoires qu'enrichissait de mille détails la verve infatigable des improvisateurs nous ont été conservées par l'impression. Ce sont en général des poèmes en octaves, violant toutes les lois de la syntaxe et de la prosodie, écrits dans une double langue, mi-partie d'italien et de patois, que ne comprendraient certes pas les étrangers. Je prends au hasard un de ces poèmes, l'histoire des aventures d'Agostino Avossa : il suffira pour donner une idée de l'ancien brigandage et aussi de ces épopées de carrefour qui ont charmé longtemps les oisifs du Môle.

Le poète commence par *proclamer* ce qu'il chante, à la manière des classiques; jamais il n'y aura rien de comparable aux aventures de son héros. Vient alors l'invocation habituelle, qui ne s'adresse point aux dieux de l'Olympe, mais à Notre-Seigneur Jésus-Christ. Il nous apprend ensuite qu'Agostino Avossa fut Napolitain, fils d'un riche boucher. Il avait deux chiens élevés avec grand amour. Un grand seigneur nommé l'Erario (le fisc, l'autorité joue toujours le rôle odieux dans la poésie populaire), rencontrant un jour Avossa, lui dit : « Mon ami, donne-moi, s'il te plaît, un de tes chiens pour ma chasse. » Avossa refuse. « Ce chien, répond-il, est le cœur de ma vie; prenez mon sang, si vous voulez, mais cette bête est à moi. » Quelques jours après, les deux chiens sont tués par l'ordre du grand seigneur. Cet acte de l'Erario, dans la langue du peuple napolitain, s'appelle un *tradimento*, une trahison. Au *tradimento* répond la *vendetta*, la vengeance. Dans l'opinion du lazzarone, le *tradimento* est infâme, la *vendetta* généreuse (1). Avossa se venge donc

(1) Sous les Bourbons, le plébéien ne croyait ni aux commissaires ni aux magistrats; il se faisait justice lui-même. La justice faite, le meurtre commis, il avait pour lui toute sa caste, il passait pour un homme de cœur. Un procès criminel et même le bagne ne le flétrissaient point. Je rencontrai un jour un forçat libéré depuis plusieurs mois, il portait encore sa veste rouge. Je lui demandai pourquoi il ne la quittait pas; il me répondit qu'elle était encore bonne.

en tuant l'Erario; dès lors il devient *fuorgiudicato*, c'est-à-dire bandit, *outlaw*, et prend la fuite. Il vit d'abord à Rome, où il continue son métier de pourfendeur; ayant *détruit* deux de ses ennemis, il doit quitter la ville éternelle. Il revient à Naples, bien muni de poudre et de balles, et doit s'arrêter en chemin, dans un monastère, où il est bien traité par tous les religieux, qui sous tous les régimes, on ne sait trop pourquoi, ont protégé les bandits. Cependant Agostino Avossa s'éprend bientôt d'une jeune fille de Borgo di Loreto. Ils s'aiment tant, dit le poète, qu'ils paraissent mari et femme; c'est le plus haut point de la passion : tout est singulier dans ce pays. Avossa sort souvent du saint lieu pour aller voir sa bien-aimée. Avertie du fait, la *cour* (on nomme ainsi le gouvernement dans les poèmes du Môle) envoie quatre capitaines et quarante soldats pour arrêter le bandit. A partir de ce moment, toute la vie de ce terrible homme n'est qu'une suite d'étranges prouesses; il tue un des soldats de l'escouade, saute par une fenêtre, chasse trois sbires en brandissant son fusil et enfonce la porte d'un couvent. Les moines tremblent. « Ne craignez rien, leur dit-il, vous devez me connaître : je suis Agostino. » Rassurés, les religieux l'accueillent; mais survient la *cour* (toujours la force armée), et le fugitif est prisonnier. On le conduit aux prisons de l'archevêché, et le peuple accourt en foule pour le voir, en disant avec admiration que cet homme seul remplissait le monde de son nom. A peine enfermé, Agostino s'aperçoit que deux autres détenus veulent le faire mourir (c'est un *tradimento*); il les tue (c'est une *vendetta*). « Comme Judas trahit Jésus pour un peu d'argent, ces deux traîtres voulaient me donner la mort; je les ai châtiés, dit Agostino à l'abbé des prisons, qui l'attendait pour se mettre à table : maintenant dînons! » Mais la *cour*, en apprenant ces nouvelles prouesses, est assez barbare pour mettre des fers aux pieds du héros; il les brise, il enfonce les murs et va échapper encore une fois, quand il est repris par malheur et jeté dans un fossé du château Saint-Elme. Avossa ne se décourage pas pour si peu de chose; il suborne un factionnaire allemand qui gardait la forteresse et s'évade avec lui un beau matin. On voit que les désertions, si fréquentes aujourd'hui, datent de loin; le peuple les trouve toutes naturelles. A peine libre, que fait le brigand? Il se rend à Bosco, chez un curé de ses amis, qui le serre dans ses bras en le couvrant de baisers et de larmes. « Mon cher fils béni (*caro figlio benedetto*), lui dit le prêtre avec un pur amour (*con puro amore*), pense à ta vie! » Cette première visite faite, Agostino va voir ses parens et ses amis, reçoit de l'argent, des armes et des munitions, et court les montagnes. Attaqué par les troupes royales, il fait des prodiges de valeur. Il se précipite enfin du haut d'un rocher et tombe de chute

en chute au fond d'une gorge, tout meurtri, mais vivant encore. Trahi par un paysan, il est pris, garrotté, conduit à Naples en voiture; les caporaux, les soldats tirent des coups de fusil en signe de joie, et le peuple proteste par ses larmes. La justice s'assemble et prononce l'arrêt de mort, qui s'exécute presque aussitôt devant une foule désolée.

Ce récit populaire, choisi entre mille, montre bien quel singulier prestige entourait le bandit il y a quelques années. On ne le regardait pas comme un malfaiteur, mais comme un poétique déclassé pareil aux flibustiers de Byron. Aimé par les femmes, béni par les prêtres, il était acclamé par le peuple. Maintenant même, dans bien des campagnes, contre les parois blanchies à la chaux des maisons de paysans, s'étalent de grossières lithographies qui rappellent les hauts faits de Mammone ou de Fra-Diavolo (1). Le bandit ménageait les pauvres et attaquait les riches; il trouvait partout des complices et des adhérens. Quelquefois il mourait de faim, il était alors secouru par les indigens ses confrères. Il arrivait même que les gens de la campagne exerçaient le brigandage comme un métier et ne s'en cachaient pas devant les autorités civiles. Un préfet napolitain (c'est Stendhal qui raconte le fait) reproche à un paysan de ne pas payer ses impôts. « Que voulez-vous que je fasse, monsieur? répond le paysan : la grande route ne produit rien, il ne passe personne, j'y vais cependant tous les jours avec mon fusil; mais je vous promets d'y aller chaque soir, jusqu'à ce que j'aie ramassé les 13 ducats qu'il vous faut. » Très souvent, après quelques années de cette vie irrégulière, le bandit rentrait dans son village, où il vivait impunément de ses rentes. Le soir, il s'asseyait dans la rue pour prendre le frais, et toutes les filles et les enfans de l'endroit faisaient cercle autour de lui quand il voulait bien raconter ses expéditions qu'il appelait ses campagnes.

Des brigands de cette famille rôdaient autrefois un peu partout, seuls ou par bandes; les déserteurs, les réfractaires, les repris de justice, connaissaient le chemin de la Sila, du Matese et cette fameuse route de Rome, qui eut de tout temps une mauvaise réputation; ils s'y rencontraient en nombre et formaient une compagnie anonyme exploitant le pays en dépit des gardes urbaines et des gendarmes. Quelques-unes de ces bandes ne purent jamais être dé-

(1) Le général La Marmora me racontait qu'un jour, dans une tournée militaire à travers le pays de Bénévent, il rencontra un bourgeois qu'il fit causer, lui demandant ce qu'on disait de Caruso, de Schiavone, que l'on confond souvent à tort avec Chiavone, et d'autres brigands qui venaient de désoler la province. « Eux des brigands! s'écria le bourgeois indigné d'entendre ainsi profaner ce beau nom, ce sont tout bonnement des scélérats et des misérables! »

truites par le gouvernement des Bourbons, qui fut réduit à traiter avec elles : on sait par quelle trahison fut massacrée celle de Vandarelli, et par quelle honteuse capitulation celle de Talarico fut dissoute (1). Une autre demeura plusieurs années sur le Vésuve, où les voyageurs ne se risquaient pas vers 1845 sans être escortés par un gendarme. L'ancien gouvernement ne se donnait pas beaucoup de peine pour combattre ces petites troupes de malfaiteurs; il n'armait de soldats contre elles que lorsqu'elles grossissaient au point d'inquiéter, non plus seulement les particuliers, mais l'état, comme il arriva en 1856 et en 1857 dans les Calabres. Le général Vial fut alors envoyé dans ces provinces avec des forces considérables; mais cet adroit officier ne fatigua point ses soldats dans une chasse ingrate, qui les aurait exténués sans profit : il se servit des gardes urbaines et des propriétaires, il organisa les unes en fortes escouades et menaça les autres de les arrêter, si les brigands ne se rendaient pas. Le système réussit complétement; seulement il arriva quelques années après que ce furent les escouades de gardes urbaines qui désolèrent les campagnes.

Tel était donc le brigandage ordinaire, celui qui exista de tout temps dans l'ancien royaume de Naples à l'état sporadique en quelque sorte. Pour qu'il tournât en épidémie, il fallait une excitation quelconque, un désordre social, une révolution politique où le parti vaincu ne dédaignât pas d'ameuter les bandits sous son drapeau. Il n'est pas besoin de rappeler que le fait s'est reproduit à plus d'une époque dans l'histoire napolitaine. Les vieillards de notre temps ont vu à trois reprises ce fléau terrible suscité par le gouvernement des Bourbons, la première fois en 1799 contre la république de Naples, la seconde fois en 1808 contre l'occupation française, la troisième fois en 1861 contre l'unité de l'Italie. Ces excitations ont donné aux soulèvemens une apparence de guerre civile, qu'ils ne peuvent plus garder depuis que de curieux et authentiques documens (2) sont venus montrer quel est le vrai caractère du brigandage napolitain, quelles sont les causes de sa faiblesse comme arme politique, de sa funeste persistance comme danger social.

Dès que le pouvoir italien se fut établi à Naples, dès que l'armée régulière eut balayé les assiégés de Capoue jusque dans Gaëte,

(1) Voyez à ce sujet une étude de M. Maxime Du Camp, *Revue des Deux Mondes* du 1er septembre 1862.

(2) Parmi ces documens, citons en première ligne le remarquable rapport de M. Massari : *Relazione letta alla camera nel Comitato segreto dei 3 e 4 maggio 1863*, le dossier des brigands recueilli par le député Castagnola, les brochures de MM. Carcani et de Honestis, enfin une étude instructive et judicieuse publiée en français à Turin sous ce titre : *Des Causes du brigandage dans les provinces napolitaines*, par C. L. R.

François II, sans prévoir les calamités inutiles dont il allait accabler son pays, permit l'organisation de bandes armées; mais ces premières bandes, formées surtout de soldats et de gendarmes, furent nettement politiques et commandées par des hommes qu'on peut avouer. On peut citer parmi ces derniers le comte Émile de Christen. Le général napolitain Luvarà ne dédaigna pas de diriger une de ces expéditions où quelques royalistes de bonne foi se battirent en gens de cœur. Des élémens mauvais s'étaient déjà glissés sans doute dans ces troupes de partisans, les saccageurs (*saccheggiatori*) de Giorgi se recrutèrent en partie dans les bagnes; mais l'on n'en doit pas moins distinguer cette première explosion des tristes équipées qui se succédèrent plus tard. Quant à la guerre de partisans qui fut tentée près des frontières romaines pendant le siége de Gaëte, elle ne se rattache pas directement à l'histoire du brigandage. Ce fut une diversion, une longue sortie des assiégés, et non pas un soulèvement d'assassins et de voleurs. Aussi le mouvement fut-il réprimé très vite, et les chefs de guérillas, rejetés dans les états pontificaux, posèrent les armes après la reddition de Gaëte. Leur tâche était accomplie, le roi proscrit les avait relevés de leur serment.

Le véritable brigandage napolitain, qu'on essaya plus tard de transformer et d'astreindre à une organisation militaire, se recruta d'abord parmi d'anciens galériens. Plusieurs d'entre eux s'étaient évadés pendant la révolution, d'autres avaient été graciés par le dernier décret du dernier roi; quelques-uns s'étaient faits garibaldiens, et on les avait vus se battre devant Capoue. Après la guerre, ils demandèrent des gratifications et des places; le pouvoir régulier examina leurs titres et voulut les renvoyer en prison: alors ils se sauvèrent dans les bois et formèrent des bandes. Ainsi commencèrent plusieurs brigands, entre autres le fameux Crocco, qui est devenu chevalier de Saint-George et général en chef de tous les malandrins du pays. Il fut des premiers à se mettre en campagne. Le licenciement des troupes après la reddition de Gaëte renforça les bandes, moins pourtant qu'on ne l'a cru. Bon nombre de soldats bourboniens, en rentrant dans leur village, incapables désormais de reprendre la bêche et le marteau, se joignirent aux bandits qui couraient déjà les grandes routes. Bien plus, ceux qui consentaient à servir encore et qui se présentèrent aux autorités de leurs villages, aussitôt qu'ils furent appelés ou rappelés, durent souvent retourner chez eux, faute de dépôts où l'on pût les recevoir; il y en eut qui furent renvoyés jusqu'à trois fois et qui se firent brigands parce qu'on ne voulait pas d'eux comme militaires. D'autres s'enfuyaient munis de congés que des faussaires habiles leur fa-

briquaient pour un écu. Lorsque l'ordre fut rétabli et la fraude découverte, on se mit à compter le nombre de ces exemptions apocryphes; il y en avait trente mille. Toutes ces circonstances grossirent les bandes; cependant les deux élémens qui les composèrent d'abord ne purent jamais se fondre ni s'accorder. La plupart des militaires, il faut le dire à leur éloge, quittèrent la campagne; il n'y resta que des malfaiteurs de race, ceux qui étaient nés voleurs.

C'est dans cet état que la réaction trouva les bandes quand elle résolut de les exploiter et de les conduire; elle fut exploitée par elles et ne les conduisit pas. Les montagnards ne refusèrent pas l'argent de Rome et de Naples, et consentirent à arborer des drapeaux blancs; mais ils n'acceptèrent jamais ni frein ni discipline : leur unique pensée était le pillage. Jamais les comités bourboniens ne purent leur imposer un plan quelconque, une combinaison d'efforts, une action commune. Jamais ils ne purent les retenir dans un village ni même sur une pointe de rocher où le drapeau blanc demeurât huit jours. Il arriva un moment, en septembre 1861, où, pour les réunir sous un chef reconnu, le comité de Rome eut l'idée de leur envoyer un capitaine. Aucun Napolitain ne voulut se charger de l'entreprise. Il ne manquait cependant pas de généraux à Rome, mais les généraux bourboniens, qui connaissaient le pays, ne voulaient point y risquer leur honneur. Il fallut recourir au zèle d'un Espagnol, rude soldat et honnête homme, qui ne demandait qu'à marcher. Il se nommait Borjès. On connaît son histoire, écrite par lui-même en courant, au jour le jour, sur des pages volantes, en courtes notes qu'il nous a été permis de publier. Rien de plus curieux ni de plus instructif que ce journal saccadé, haletant, rien de plus péremptoire contre cette opinion erronée qui assimilait et assimile encore le voleur de grand chemin, Crocco par exemple, au partisan royaliste, à Borjès. L'Espagnol partit sur la foi d'un faux rapport qui lui annonçait l'existence d'une armée en Calabre; il n'y trouva qu'une bande de voleurs qui refusèrent de le suivre, qui le retinrent prisonnier pendant plusieurs jours. Échappé de leurs mains, il se sauva dans les montagnes, où il vécut à grand'peine, sans trouver de secours ni d'appui nulle part; il gagna ainsi péniblement la Basilicate, où Crocco se fit prier longtemps pour se joindre à lui. La jonction opérée, Crocco fut le maître, et, loin de céder à l'autorité du plus digne, il traîna d'incendie en incendie, de pillage en pillage, ce malheureux Borjès, qui devint brigand lui-même, brigand malgré lui, jusqu'au jour où la bande de Crocco, battue, affamée, se jeta sur celle de l'Espagnol, et lui vola ses fusils et ses piastres, puis s'enfonça dans les bois, où elle rôde encore, tandis que le vrai royaliste, quittant avec horreur cette compagnie infâme, alla se faire fusiller dans les Abruzzes, à quelques pas du sol romain.

Depuis l'exécution de Borjès (décembre 1861), aucun partisan ne s'est plus montré dans l'intérieur de l'ancien royaume. Le brigandage y put prendre ses coudées franches sans être gêné par les scrupules de la faction qui aurait voulu le discipliner et le moraliser. Aussi, depuis lors, toute la conspiration royaliste ne fut-elle plus qu'une honteuse spéculation, non pas au profit, mais aux dépens du prince déchu qu'il s'agissait de rétablir sur son trône. Les procès publics des conspirateurs plus ou mieux sérieux arrêtés en divers temps par la police et jugés par les cours d'assises ont révélé toutes les vulgaires escroqueries qui se commettaient à Naples et à Rome sous prétexte de royalisme et de *nationalité*. Tantôt c'était un prélat qui organisait des souscriptions pour la bonne cause et qui en dépensait le produit en petits soupers dans une villa du Pausilippe avec des faquins et une fille de joie, tantôt c'était un industriel quelconque promettant au roi une armée de quatre-vingt mille hommes, si on lui envoyait beaucoup d'argent, de fusils et de décorations, tantôt un immense complot aboutissant à jeter dans les rues, devant les théâtres ou dans la cour des palais de gros pétards dont l'explosion effrayait les femmes. D'autres fois quelques placards étaient affichés nuitamment, quelques imprimés séditieux étaient jetés dans les carrefours; le plus souvent les agitateurs se bornaient à répandre d'absurdes nouvelles : une levée de boucliers dans le nord, l'entrée des Français dans la terre de Labour ou des Autrichiens dans les Abruzzes, que sais-je encore? C'était pour obtenir ces résultats qu'on entretenait des comités partout : chaque chef-lieu de province avait le sien, dépendant de celui de Naples, et celui de Naples obéissait à celui de Rome; il y avait une hiérarchie de conspirateurs, des degrés d'affiliation, toute une fantasmagorie maçonnique, des épreuves, des sermens, des gestes mystérieux; il y avait surtout (c'était l'important) des centaines d'agens soudoyés, sans compter les prêtres, et tout l'argent de Rome s'en allait ainsi, pièce à pièce, dans les poches de misérables intrigans sans foi ni loi. Le conspirateur faisait son métier d'un côté, le brigand de l'autre, chacun pour son compte et à son profit. Il existait bien quelques rapports entre eux : les comités enrôlaient des hommes, donnaient des avis, prodiguaient les excitations et les encouragemens; mais ces rapports étaient si minces, si décousus, qu'on n'en a jamais pu découvrir parfaitement la trace. Parmi les liasses de papiers saisis dans les maisons suspectes ou sur les bandits arrêtés, on a trouvé beaucoup d'hyperboles, de cadres fantastiques et de burlesques énormités destinées à tromper la crédulité du roi ou l'ignorance du peuple, mais jamais rien qui révélât clairement des intelligences suivies entre les hommes qui manœuvraient dans les villes et ceux qui se battaient dans les bois. Aux frontières seulement, il y

eut toujours des bandes en communication directe et constante avec le comité de Rome. On sait exactement de quelle manière elles étaient recrutées, équipées, entretenues, quel marchand du Ghetto fournissait les uniformes, par quel subterfuge ces capotes militaires se vendaient publiquement et impunément, quel apothicaire très connu tenait un bureau d'enrôlement dans sa boutique, et comment dans Rome même était organisée toute cette conspiration bourbonienne entre la famille détrônée, les émigrés actifs, la police pontificale et tous les principaux coryphées de la réaction. Des lettres interceptées prouvent la connivence des autorités romaines, dénoncent les prélats qui secondaient ces entreprises insensées, désignent les couvens où les bandes étaient accueillies, hébergées et cachées dans des asiles inviolables, dont l'accès était interdit aux troupes françaises aussi bien qu'aux troupes italiennes. On a même des dépêches officielles de gendarmes pontificaux, portant les armes du pape, dans lesquelles tel brigadier traite d'excellence le signor don Luigi Chiavone, général en chef des armées de François II; tel autre communique à son commandant le soin qu'il a pris d'escorter un convoi de bandits en échappant à la vigilance des soldats français. Tout prouve enfin que les comités bourboniens et la cour de Rome assistaient de toute manière cette légion sacrée d'aventuriers venant de tous les pays du monde et rôdant sur toute la ligne des frontières, d'où elle s'élançait à l'improviste tantôt sur quelque point dégarni de troupes, tantôt sur quelque village où les autorités étaient souvent du complot (1).

Malgré l'insuccès de Borjès, on ne renonçait pas cependant à discipliner les brigands. Le comité leur envoya un autre Espagnol,

(1) On n'assistait pas seulement les bandes, on les *affichait* en quelque sorte. « C'est la *bande montre* (écrivait un habitant du pays) que l'on fait passer en revue par les amis qui viennent à Rome et veulent avoir une idée de l'armée des fidèles en campagne : elle compte beaucoup plus d'officiers que de soldats; les colonels et les capitaines d'état-major y foisonnent; c'est à elle que sont attachés tous les brigands amateurs de la légitimité; elle se maintient sur les hauteurs entre Frosinone et Sora, mais sur le territoire romain, afin d'être à l'abri de toute surprise et de permettre à ces messieurs de dormir sur leurs deux oreilles. Les beaux officiers sont en courses continuelles de la montagne à Rome et de Rome à la montagne (affaire de quelques heures de voiture) pour porter les dépêches échangées entre le général Chiavone et sa majesté François II. On sait ce qu'est Chiavone : une plaisante invention de l'évêque de Sora, derrière laquelle se cachent les sommités militaires du brigandage officiel, qui ont toujours tenu à ne pas s'éloigner de la caisse et de Rome. Cela vaut à Chiavone de pouvoir arracher de temps à autre quelques sommes au ministre de la guerre *in partibus* de François II, et franchement on les doit bien au pauvre diable, car sa bande, plus prudente que les autres, fût morte de faim, si elle n'avait eu pour se soutenir que ses propres exploits; les deux ou trois fois qu'elle a eu la malencontreuse idée d'en tenter elle en a rudement payé les frais. »

Tristany, qu'il avait chargé de cette tâche difficile. C'était au *général* Chiavone que Tristany devait avoir affaire. Désespérant d'exercer jamais quelque ascendant sur cet homme inculte, sur ce bandit incorrigible, qui brigandait jusque dans les états du pape, il le fit juger militairement et fusiller. Cet acte de justice lui valut beaucoup d'ennemis dans la bande, même à Rome, et l'officier espagnol dut abandonner la partie (1).

Que conclure de ces expériences faites avec Tristany et Borjès? C'est que le *brigandage militaire* n'a rien de redoutable. Il est permis de sourire de ces équipées de légitimistes qui arrivaient en voiture jusqu'aux frontières, et les franchissaient étourdiment l'épée à la main. C'était sans doute un vif crève-cœur pour les Piémontais (ainsi qu'on les appelle à Rome) d'être attaqués chez eux à tout moment par des poignées d'étrangers qui leur tuaient quelques hommes et se sauvaient ensuite impunément dans les états romains, où il leur était permis de rentrer, mais où il était défendu de les suivre, si bien que les soldats de l'Italie devaient revenir sur leurs pas quand ils étaient arrivés à la frontière et reculer comme des vaincus devant les fuyards. Malgré cette humiliation, si l'armée italienne n'avait rencontré d'autres bandes sur son chemin que celles qui venaient de Rome, le brigandage eût été détruit d'un coup, dès la première année, par la vigoureuse répression du général Pinelli. Par malheur il n'en est point ainsi : les étrangers, les partisans, on ne le répétera jamais assez, car il s'agit de détruire une erreur très répandue non-seulement en France, mais en Italie, ne ressemblaient d'aucune sorte et n'étaient attachés par aucun lien sérieux aux brigands de l'ancien royaume de Naples; ils ont tous été battus, chassés, détruits en quelques rencontres; ils n'ont fait que passer dans le pays. Le vrai brigandage, celui qui persiste et qui reste, est indigène. Ce n'est pas une guerre de partisans, c'est une guerre de paysans. Il faut donc quitter les frontières et s'enfoncer dans l'intérieur de l'ancien royaume pour étudier cette anarchie permanente qui trouble depuis trois ans plusieurs provinces dans l'Italie du

(1) Je tiens d'un général italien que Tristany était un vieux soldat, très sensé, très ferme : il essayait sérieusement de discipliner les bandes. Il n'y réussit point; mais l'insuccès ne l'avait jamais découragé. On lui attribuait ce mot généreux : « quand on a juré de défendre une cause aux jours heureux, c'est un crime de l'abandonner, fût-elle perdue. » Il était en perpétuel mouvement le long de la frontière. Il fit sonder plusieurs fois le Liri (rivière qui sépare les deux états) pour chercher un endroit guéable, mais il ne le traversa jamais. Un jour, une vingtaine d'hommes commandés par un Espagnol poussèrent une reconnaissance jusqu'au Monte-Cesima; mal vêtus, mal armés, ils furent battus; quelques-uns restèrent prisonniers; deux d'entre eux portaient des brevets d'officiers tout neufs délivrés au nom de François II par « Tristany, maréchal-de-camp de sa majesté sicilienne. »

midi. Or, comme un désordre pareil ne peut être expliqué que par la connivence ou du moins par un extrême relâchement des populations, il importe de rechercher avant tout les causes de cette complicité morale.

II.

Quelle est donc cette guerre de paysans? Quels sont les faits qui l'ont provoquée et maintenue? Avant tout, l'état affligeant des campagnes, l'ignorance, la misère, la haine contre la bourgeoisie, puis les folles espérances fondées sur la révolution, les excitations venues de Rome, enfin et surtout la peur. Ce sont autant de points à développer pour que l'on connaisse mieux l'origine du mal, et que l'on soit moins surpris de le voir résister à des efforts dont le succès définitif n'est pas moins certain.

Commençons par l'état des campagnes, et rappelons ce qu'elles étaient il y a trois ans. A mesure qu'on s'éloignait de Naples, on voyait disparaître peu à peu non-seulement la magnificence d'une grande ville, mais l'apparence même d'un pays civilisé. Les voies ferrées s'arrêtaient au bout d'une heure ou deux, et débouchaient dans de grandes routes poudreuses; les routes se resserraient au pied des montagnes en chemins difficiles, les chemins se transformaient en sentiers que les mulets seuls pouvaient gravir. Au bout d'une vingtaine de lieues, on rencontrait des provinces entières où, à l'exception de la grande route de Naples, n'existait aucune voie de communication. Il était et il est encore impossible au moindre cabriolet de s'aventurer dans la partie méridionale de la Basilicate et de gagner par là le bord de la mer. Cette province, aussi grande que la Toscane, est en quelque sorte isolée des autres. Sur 124 communes, elle en compte 91 dépourvues de routes, et d'autres provinces, encore plus négligées, envient son sort. Dans celle de Catanzaro par exemple, les routes manquent à 92 communes sur 108, et à 60 sur 75 dans celle de Teramo. Pas le moindre chemin ne descendait en 1861 des Abruzzes dans les Pouilles : on devait venir à Naples pour aller de Chieti à Foggia. Supposez qu'il faille passer par Bordeaux pour aller de Paris à Lyon, ce serait exactement le même détour. L'inconvénient n'était pas énorme pour le voyageur qui avait de l'argent à dépenser, mais il était grave pour les bergers qui, deux fois par an, mènent leurs troupeaux d'une province à l'autre. Ils devaient faire ce trajet en escaladant des rochers. Un chef de brigands, nommé Tamburrino, les attendait avec sa bande, et percevait un péage en têtes de bétail. Conçoit-on bien l'état de ces campagnes désertes où, pour aller d'un village à l'autre, il fallait souvent une journée de chemin? Le lien social était brisé dans

cette dispersion farouche, et des rivalités haineuses qui durent encore, qui comptent parmi les principales causes du brigandage, se substituaient à ces relations d'intérêts et de famille qu'on voit s'établir dans d'autres pays entre les villages voisins. Chaque commune du royaume ressemblait à une forteresse et presque à un couvent où la population se trouvait confinée. Que pouvait-on espérer d'une claustration pareille, où rien ne pénétrait pour éclairer ces foules inertes? Le roi Ferdinand l'a écrit de sa propre main, il ne voulait pas d'écoles primaires dans les endroits habités par de simples paysans. Voilà pour les villages; mais que dire des campagnes où les bergers nomades vivaient seuls, bestialement, au milieu de leurs troupeaux, et passaient ainsi des saisons entières sans trouver une âme vivante à qui parler?

L'ignorance est sans doute une plaie grave; une autre, plus profonde, est la misère. Le paysan, le *cafone*, comme on l'appelle par dérision, est d'une pauvreté qui révolte. — Dans les Pouilles par exemple, à Foggia, à Cerignola, à San-Marco in Lamis, existe une classe infime de prolétaires qu'on appelle les *terrazzani*, gens sans feu ni lieu qui, s'ils ne volaient pas, ne pourraient pas vivre. « Dans la seule ville de Foggia, dit M. Massari, le nombre des *terrazzani* s'élève à plusieurs milliers d'hommes. Grande culture, aucun fermier et beaucoup de misérables qui ne savent où trouver leur pain... — Les *terrazzani* et les *cafoni*, nous disait le directeur des domaines de Foggia, ont du pain de telle qualité que les chiens n'en mangeraient pas... » Je pourrais ajouter qu'aux environs de Naples j'ai connu des ouvrières pour qui le pain même était un mets de luxe. Or les classes pauvres odieusement exploitées par les classes riches couvent une haine profonde contre les *galantuomini*, c'est-à-dire contre les bourgeois. Cet antagonisme est surexcité dans certains endroits par des abus qui datent de loin, par tout ce qui reste, en un mot, de la féodalité mal détruite. Lorsqu'on abattit les grands barons et qu'on morcela leurs baronies, le partage de ces propriétés, improvisé dans un moment de crise et suspendu sans être fixé définitivement, donna lieu à des usurpations et par suite à des procès qui durent depuis un demi-siècle. Les propriétaires, les prêtres, les communes, les villages entre eux, se disputent depuis lors des lambeaux de terrain auxquels ils ont tous quelque droit; les paysans surtout, à qui l'on avait promis depuis longtemps, à qui l'on promet toujours le partage des biens communaux, demandent que la *cour*, quelle qu'elle soit, tienne enfin cette promesse. Lorsque la commission parlementaire envoyée pour étudier le brigandage parcourut en février 1862 les provinces napolitaines, les campagnards lui criaient partout en la voyant passer : « Nous voulons des terres! » Et ils avaient raison, ces pauvres serfs non encore affranchis dans

des contrées à moitié barbares, où le moyen âge n'est aboli que de nom, où les grandes propriétés continuent les envahissemens des grandes baronies, où les anciens abus se perpétuent sous de nouvelles formes, en vertu d'une sorte de droit coutumier qui maintient l'ancien droit féodal. Pour le paysan, rien ne semble changé : c'est toujours lui qui travaille et qui souffre. Seigneur ou bourgeois, le maître est toujours un tyran pour lui (1)!...

Dans de pareilles conditions, ce qui doit étonner les esprits sérieux, ce n'est pas que le brigandage endémique ait tourné en guerre sociale, mais que cette guerre sociale ait éclaté si tard. Les mêmes élémens de dissolution existaient déjà sous Ferdinand II; pourquoi donc ce monarque, heureux entre tous, demeura-t-il trente années et mourut-il sur le trône? Pour répondre à cette question, quelques mots suffisent, et nous laisserons parler le roi lui-même : « Si je dois quitter mon royaume, dit-il un jour au prince Dentice, je léguerai à mes successeurs cinquante ans d'anarchie. » Ferdinand sentait le mal, mais il ne fit rien pour le combattre, il se contenta d'en ajourner l'explosion. Il persécuta les bourgeois, caressa les pauvres, soutint les prêtres, et, enrôlant les hommes d'énergie qui seraient devenus brigands, il en composa son armée, sa police et ses milices rurales. Il en résulta que ces tyranneaux embrigadés firent à peu près ce que feraient les loups, si on leur confiait la garde des moutons.

(1) Il est si vrai que le brigandage est un soulèvement de pauvres, une guerre sociale, qu'il n'a éclaté dans aucun endroit où un certain bien-être régnait parmi les populations. Dans les Abruzzes par exemple, où le propriétaire et le paysan s'associaient pour la culture du sol et s'en partageaient les produits équitablement, les embaucheurs trouvèrent peu de recrues. On peut citer encore deux villages de la province de Chieti, Bomba et Montazzoli : dans le premier, les pauvres étaient bien traités, mal dans l'autre. Bomba fournit à peine quelques hommes aux bandes, Montazzoli leur offrit une grande partie de ses habitans. Bien des pays relativement heureux, tels qu'Erchia et San-Vito, dans la terre d'Otrante, repoussèrent eux-mêmes les agressions; Atina, dans la terre de Labour, ne voulut même point de soldats pour la défendre. Orsara (Capitanate), où le partage des bien communaux s'était fait depuis longtemps, n'a donné que deux bandits. Encore une fois, ce cri jeté par les paysans aux députés qui venaient étudier leurs besoins : « Nous voulons des terres! » ce n'est pas une exclamation de socialistes, c'est une réclamation de pauvres gens qui rappellent humblement ce qu'on leur a promis. — « Donnez un morceau de terrain à ces campagnards, disait M. Castagnola, le député conservateur, au parlement de Turin, et vous en ferez les hommes les plus heureux du monde. » Ces paroles furent couvertes d'applaudissemens, la chambre sentit que l'orateur avait touché juste. Un fait tout récent vient à l'appui de cette idée. On sait que la culture du coton a pris cette année un grand développement dans l'Italie méridionale, et qu'en Sicile, dans les Pouilles, autour du Vésuve, elle a quintuplé les revenus des fermiers. Eh bien! ces paysans, qui ne sont pas des héros, mais qui tenaient aux récoltes, ont veillé tous les jours et toutes les nuits dans leurs champs, le fusil sur l'épaule, et pas un maraudeur n'est venu les attaquer. Le souci de leur bien les a rendus intrépides. Tous deviendront socialement et même politiquement conservateurs, si l'Italie leur donne quelque chose à conserver.

Ferdinand mourut, et François II fut forcé de donner une constitution. La guerre sociale éclata aussitôt sur plusieurs points de son royaume. A Bovino par exemple, un mouvement populaire eut lieu contre les riches : il y eut déjà du pillage et du sang versé. Garibaldi, qui avait enlevé la Sicile en trois victoires, passa sur le continent; aussitôt le magnifique échafaudage soutenu par le roi mort s'écroula, le clergé même adora la lumière nouvelle. Ce fut dans tout l'ancien royaume une explosion de joie; le peuple, qui voyait en Garibaldi l'homme de son rêve, le pauvre devenu roi, se jeta tout entier sur les pas du vainqueur et lui fit une apothéose éclatante. La victoire sociale était obtenue aux yeux des lazzaroni et des paysans : on donna aux premiers du pain, des illuminations et le droit de vivre à leur aise; on ne supprima la loterie qu'en paroles et on abaissa le prix du sel; on promit aux seconds le partage des biens communaux, et on leur dit : Plus de misère!

Le peuple, habitué à ne voir dans les révolutions que des complots de bourgeois réclamant des libertés politiques dont pour sa part il n'avait que faire, crut que son heure était enfin venue, et que cette fois du moins on s'était soulevé pour lui. Il fut donc franchement garibaldien, il l'est encore. L'avénement du pouvoir régulier trompa toutes ses espérances. Il assista tristement, à l'écart, sans toucher sa part du butin, à l'installation de toute sorte de choses étrangères qu'il ne pouvait comprendre et qui ne le regardaient pas. Il avait attendu je ne sais quelle réparation sociale, et il voyait venir un remaniement politique. Au lieu de Garibaldi et des tuniques rouges, on lui donnait une armée grise et un roi absent; au lieu de pain assuré pour tous les jours, d'un coin de terre au soleil, et, pour égayer ses loisirs, d'une procession ou deux par semaine avec des torches et des drapeaux, on lui donnait un parlement à Turin, des ordonnances contre les attroupemens, le suffrage restreint, le jury pour les causes criminelles et mille autres bienfaits dont il ne se souciait nullement; on lui donnait de plus la liberté de la presse, et il ne savait pas lire! Il se dit avec amertume : Encore une révolution de bourgeois! et il retomba dans cette apathie, frondeuse chez les citadins, stupide chez les campagnards, qui en temps ordinaire est son attitude politique.

Une révolution de bourgeois! Ce fut le principal grief des plébéiens contre le mouvement de 1860, qui continuait pour eux le mouvement de 1848. Un seul fait les frappa, l'installation d'un certain nombre d'habits à basques (des *giamberghe*, comme les appelait Ferdinand) s'étalant sur les siéges du pouvoir. C'était une opinion très accréditée dans la rue que ces révolutions n'étaient que simples débats entre la bourgeoisie et le souverain, si accréditée

même que lorsqu'en 1859 la conspiration libérale fit quelques pas pour se concilier l'appui des lazzaroni, les chefs de ceux-ci répondirent très nettement : « Nous serons des vôtres à la condition que vous ne recommencerez pas l'affaire de 1848, et qu'*il y ait aussi quelque chose pour nous!* » On le voit, les idées ne comptaient guère dans les ambitions de la plèbe; celle-ci demandait nettement des piastres et vaguement son droit dans les émeutes, celui de piller une heure ou deux.

La plèbe napolitaine n'obtint rien de tout cela, mais elle vit partir le héros populaire qui lui avait promis tant de choses et arriver le *regalantuomo* (le « roi-monsieur, » le « roi des messieurs, » comprenait-elle), qui lui ordonnait de se tenir tranquille, et qui distribuait des places et des décorations aux hommes bien vêtus. Ce fut donc un amer désenchantement; mais dans les provinces, dans les campagnes surtout, il y eut des oppositions provoquées par des mécontentemens plus justes. Le bourgeois y devint bien réellement le roi du village; il se forma une oligarchie de petits seigneurs autrefois opprimés et opprimant à leur tour avec toute l'aigreur d'une colère longtemps refoulée. Cependant le simple villageois, le paysan, le berger, restaient aussi pauvres qu'autrefois; l'ancienne ignorance n'avait pu se dissiper en quelques jours, l'ancienne misère persistait avec toutes ses excitations sinistres. En même temps le frein était rompu, la circulation était libre, des colporteurs vendaient de la poudre et des balles, des carabines et des *revolvers;* puis toutes les vieilles haines contenues par la ruse ou la force venaient de se réveiller tout à coup, secouées et débridées par la révolution; elles s'exaltèrent jusqu'à la rage. — Les villages qui se disputaient un champ ou un bois depuis cinquante ans, les familles qui s'exécraient pour des questions de préséance, profitèrent de l'agitation générale pour en venir aux mains; toute rancune privée prit un masque politique, toute vengeance personnelle s'assouvit au nom de Victor-Emmanuel ou de François II. Les anciennes mœurs (il faut le dire, hélas! en mots violens) se maintinrent longtemps dans toute leur infamie. Quand un hobereau sans courage avait un ennemi sous les Bourbons, il le dénonçait comme libéral, et par ce moyen l'envoyait aux galères; les mêmes dénonciations furent continuées sous le nouveau régime : seulement l'homme dont on voulait se défaire était accusé d'être bourbonien. Il en résulta beaucoup d'injustices commises, beaucoup de persécutions et de lâchetés; or les bois étaient proches, les montagnes offraient un refuge aux opprimés, qui ne songeaient qu'à fuir, et des bandes s'y formaient déjà, grossissaient d'heure en heure, appelaient toutes les victimes de la société, malfaiteurs ou indigens, galériens ou soldats, leur offrant des fêtes, des piastres, des filles, des armes, des moyens de vengeance, du sang à

verser, tout ce qu'ils voulaient. Ainsi se forma ou plutôt se réveilla ce brigandage indigène, le seul qui soit vraiment sérieux, vraiment terrible, et qui, n'étant politique que d'occasion, se perpétuera, plus ou moins développé, sous toutes les dynasties, tant que le peuple aura faim.

Si Ferdinand II avait pu ajourner la crise, c'est qu'il tenait dans sa main la police et le clergé : ces deux recours manquèrent au nouveau régime. Abattue dans les villes et dans les campagnes par la rancune des lazzaroni et des paysans, l'ancienne police fournit ses renforts au brigandage; on vit les sbires et les gardes urbaines se jeter dans les bois avec les malfaiteurs qu'ils avaient autrefois combattus. La police nouvelle, improvisée pendant la révolution, fut détestable. Elle se recruta dans les villes parmi les *camorristes* et dans les campagnes parmi des hommes sans ressources et sans valeur, qui se laissaient trop aisément tromper ou corrompre. Jamais policier ne sut dire aux soldats italiens en quel endroit étaient cachés les brigands, qui entretenaient impunément des intelligences partout, et qui disparaissaient, à peine entrevus, comme dans des trappes. Quant au clergé, au lieu de servir la société contre le brigandage, il se tint à l'écart, dans une abstention coupable, et servit plutôt le brigandage contre la société. Il est vrai que le pouvoir se comporta avec lui d'une façon forcément embarrassée, ne sachant s'il devait le combattre ou le ménager. Tantôt caressé, tantôt maltraité, le clergé comprit qu'il avait affaire à une hostilité tempérée par la faiblesse. Rien ne rend plus hardi qu'une agression irrésolue; les prêtres subissaient d'ailleurs l'influence de Rome. De force ou de gré, par devoir ou par rancune, ils en vinrent donc à déclarer la guerre au nouveau maître. La guerre une fois déclarée, ils ne tardèrent point à seconder le brigandage, au moins par une sorte de complicité passive qui se bornait à le laisser faire; mais dans bien des endroits cette tolérance alla jusqu'à l'absolution, et dans quelques autres, activée par le fanatisme, elle tourna en excitation violente; on enrôlait des bandits au confessionnal. Bien plus, on vantait leurs tristes exploits du haut de la chaire (1). Il y a tou-

(1) En décembre 1862, dans une des églises de Naples, devant une foule compacte, un prédicateur osa dire : « Nos frères les brigands remportent la victoire dans plusieurs provinces de l'Italie, et ils la remporteront toujours, parce qu'ils se battent contre le roi usurpateur. La Madone nous fera le miracle de chasser l'usurpateur du royaume. » A Naples encore, dans une autre église, durant la neuvaine de l'*immaculée-conception*, un autre prédicateur se laissa entraîner à cette apostrophe : « Vierge immaculée, je ne te croirai plus vierge, si tu ne fais pas revenir nos souverains adorés, Marie-Sophie et François II. » Les bandits avaient quelquefois des aumôniers; l'un des chefs les plus connus, Pasquale Romano, qui exerçait son métier dans la terre de Bari, faisait dire une messe régulière et périodique (il la payait exactement) dans une chapelle rurale; on l'appelait dans le pays la *messe des brigands*. Un autre, surnommé le prince Louis

jours sans doute des exceptions honorables, je pourrais nommer bien des pasteurs, notamment des évêques des Calabres, qui ont fait des efforts sérieux contre le brigandage et obtenu la soumission de bandes entières; j'en connais d'autres qui font le coup de feu contre les malfaiteurs; j'en pourrais nommer un qui partait bravement, son fusil sur l'épaule, en quête des scélérats du pays, qu'il connaissait tous. S'il en avisait quelque part, il les couchait en joue et les manquait rarement; puis, voyant tomber son homme, il courait à lui, recevait sa confession, si le moribond pouvait la faire encore, et lui donnait l'absolution catholique, après quoi il l'achevait. Ces exemples sont rares. Le plus souvent c'est le bandit qui est le favori du prêtre, et le bandit mérite en général cette faveur par une dévotion vraiment édifiante. Les jours maigres, il tue sans scrupule un homme, mais il ne mangerait certes pas de viande. Il a de saintes images sur la poitrine, il chante des litanies dans les bois, se confesse exactement et fait pénitence. Avant de se mettre en campagne, il se courbe sous la bénédiction d'un prêtre, et ce prêtre le rend invulnérable par l'inoculation d'une parcelle d'hostie consacrée qui lui est insinuée dans le pouce de la main.

Ainsi les deux puissances dont s'était servi Ferdinand pour maintenir l'ordre dans son pays, la police et le clergé, travaillèrent, depuis la révolution, pour le désordre. Les anciens sbires se firent brigands; les nouveaux, par maladresse ou par mauvaise foi, furent inutiles. Les prêtres s'éloignèrent du feu : loin de l'éteindre, quand ils s'en approchaient, ce fut trop souvent pour le raviver. On vit des capucins fournir aux bandits non-seulement un asile, mais des vivres et des munitions. Des soldats se déguisèrent en brigands pour les surprendre; ils furent reçus dans le couvent (c'était l'an dernier, dans la province de Salerne) avec des effusions de joie et d'amour. « Nous avons ici, leur dit-on, assez de provisions pour accueillir une bande de quatre cents hommes. » On vit même en novembre 1862, aux environs de Lucera (Capitanate), dans un combat où les lanciers de Montebello défirent une forte bande, quelques prêtres furieux dans les rangs des malandrins. Avec de pareilles excitations, faut-il s'étonner que tant de paysans incultes et farouches, n'ayant d'autre frein religieux et moral que la peur de l'enfer, se soient jetés dans la campagne? En guerroyant à leur manière, ils se vengeaient des bourgeois, prenaient leur argent, leurs chevaux, leur bétail, au

(*il principe Luigi*), ayant échappé aux lanciers de Montebello, fit peindre un tableau où il était représenté lui-même arraché d'entre les mains des Piémontais par la vierge des Carmes, qui accourait à son secours. Il se trouva un peintre pour exécuter la scène; il se trouva même un prêtre qui reçut l'image sacrilége et la fit solennellement placer dans une église publique, celle de Monte-Sant'Angelo. Le peintre et le prêtre furent appelés devant les juges de Lucera, qui les acquittèrent.

besoin leurs femmes, et par-dessus le marché gagnaient le ciel.

Outre les prêtres, les anciens sbires, les anciens forçats, les réfractaires, les paysans énergiques, les conspirateurs bourboniens, les bandes avaient encore d'autres complices : elles en comptaient même parmi les propriétaires, qui, le voulant ou ne le voulant pas, leur *tenaient la main*, comme on dit à Naples : d'où leur nom de *manutengoli*. Ces riches bourgeois, souvent à contre-cœur, fournissaient des armes, des vêtemens, des munitions, et ravitaillaient ainsi perpétuellement les corps-francs de l'incendie et du pillage. On a prétendu que ces secours étaient offerts avec enthousiasme, et que ces tributaires se laissaient périodiquement rançonner par fidélité au roi déchu; il n'est pas besoin de discuter cette assertion. Il en était sans doute qui, déplacés et amoindris par la révolution, poussèrent au désordre; mais ce fut le petit nombre : un propriétaire ne peut sympathiser de bonne foi avec les ennemis de la propriété. Les *manutengoli*, pour la plupart, étaient des hommes très malheureux, qui, n'ayant pas assez d'énergie pour repousser les sommations des bandits, leur cédaient par faiblesse. Ils tenaient à leurs champs et à leurs maisons, ils tenaient surtout à la vie, ils savaient qu'on leur prendrait de force ce qu'ils n'auraient pas donné de bonne grâce, et qu'on leur couperait la gorge après les avoir dépouillés violemment; ils ouvraient donc leurs tiroirs avec un air de bonne humeur et de complaisance. Quelques-uns payaient des tributs réguliers pour n'être point inquiétés; d'autres, que j'ai connus, prenaient les parens des brigands à leur service; on vit même des libéraux déclarés, des gardes nationaux, des autorités communales (1) entretenir des relations secrètes avec les voleurs de grand chemin. On cite, il est vrai, de nobles exceptions à cette règle déshonorante de poltronnerie : le prince de San-Severo, par exemple, qui ne permit jamais que sur ses terres on donnât une seule piastre aux gens de Caruso; les propriétaires des Calabres, qui armèrent leurs paysans et se défendirent eux-mêmes en prenant sur eux toute la peine et tout l'honneur de la répression; le syndic d'Anzano, qui, recevant

(1) Parmi ces autorités, on pourrait citer tel syndic qui accueillit les brigands, les retint, assure-t-on, deux ou trois jours, et les pria enfin de s'en aller, puis, quand ils furent partis, relevant aussitôt les écussons italiens, appela contre eux les troupes. On pourrait citer le municipe de Camerota (province de Salerne) qui, à l'approche d'une bande (celle de Tardio), adressa la dépêche suivante, du 4 juillet 1862, — portant la signature de tous les officiers municipaux, — à un assesseur nommé don Paolo Ambrosano : « Monsieur, on vous envoie deux femmes que vous chargerez en toute hâte de la plus forte provision de pain possible devant servir à la troupe armée prête à venir dans cette commune; bien entendu que la commune en paiera la valeur. » Toute l'administration d'ailleurs, horriblement corrompue, n'a commencé à se moraliser qu'en ces derniers temps. Le jour où éclata la révolution, les anciens employés de tous grades avaient adhéré en masse au nouveau régime et prêté serment à Victor-Em-

des brigands une forte réquisition d'argent à payer sous peine d'incendie, leur envoya un paquet d'allumettes. Cependant, si la connivence volontaire des uns était rare, la résistance courageuse des autres l'était davantage encore, et la conduite générale des populations envers les brigands fut une sorte de complaisance inspirée par la peur.

Oui, la peur, voilà ce qui perpétue le mal. La peur abattait les populations, les autorités, même les juges. On a vu des magistrats pâlir devant des criminels plus terribles, mieux armés que la loi. Sans cette honteuse complicité, le brigandage aurait disparu depuis longtemps des campagnes. Partout où il a rencontré, je ne dis pas des patriotes et des citoyens, mais des hommes à combattre, il n'a rien pu tenter; il est tombé en Calabre sous les balles du simple paysan qui défendait sa famille et sa maison. La douceur même des populations rurales, leurs habitudes de dissémination et d'isolement, les traditions de l'ancien régime, qui avait brisé le lien social en détruisant l'union, c'est-à-dire la force, voilà ce qui maintint si longtemps cet affreux déchaînement de toutes les passions mauvaises débridées par la réaction et soulevées contre l'Italie ou plutôt contre la société. Avec tant d'excitations politiques, religieuses, légitimant, sanctifiant ses ravages, et ces encouragemens plus efficaces encore qui venaient de l'inertie et de la peur, ce n'est pas la violence et la durée du fléau qui étonnent, c'en est plutôt l'impuissance et la vanité. Il devait envahir l'ancien royaume tout entier, et il n'a pu demeurer trois jours dans le moindre village. Il faut le réduire à ses vraies proportions par l'histoire de ses prouesses.

III.

Le brigandage indigène éclata dans plusieurs provinces à la fois après le siége de Gaëte. Parmi ses premiers chefs, on rencontre Cipriano La Gala, ancien gardeur de vaches de Rionero en Basilicate, ancien voleur, ancien meurtrier, repris de justice, puis Crocco Do-

manuel; ils lui furent fidèles comme ils l'avaient été à François II. Dépouillés peu à peu de leurs passe-droits, ils ne tardèrent pas à regretter l'ancien maître. Il y eut presque une émeute à Foggia, chez les huissiers de la préfecture, quand on leur défendit d'accepter le pourboire qu'ils avaient reçu jusqu'alors pour procurer des audiences ou transmettre des pétitions. Les employés subalternes avaient conservé leurs habitudes de malversation. A Casalvieri, les secrétaires municipaux délivraient des passeports pour faciliter l'émigration des réfractaires. A Pico, tel chancelier communal acceptait des parens de ceux qui devaient tirer à la conscription une gratification de 6 ducats, dont il donnait quittance en promettant de faire tout son possible pour empêcher les fils de partir; en cas de réussite, le père s'engageait à rendre la quittance au chancelier « avec quelque autre rémunération qui lui parût équitable et nécessaire. »

natelli, un moment garibaldien, car il avait espéré obtenir l'impunité sous la tunique rouge, mais bientôt contre son attente enfermé dans les prisons de Cerignola, d'où il s'échappa pour reprendre son métier. Cet homme fut un des premiers à lever le drapeau blanc. Il réunit une grosse bande en Basilicate dès le mois d'avril 1861; il entra dans plusieurs villages et même dans deux petites villes, Venosa et Melfi, où il changea l'administration et vida les caisses. Ce furent les plus grands succès du brigandage, qui depuis n'obtint et ne tenta rien de pareil. Crocco resta trois jours à Melfi, puis, apprenant que les troupes arrivaient, disparut en toute hâte. On ne le revit que plusieurs mois après avec Borjès.

Cependant la plupart des bandes s'étaient formées. On ne peut ici les nommer toutes, on ne peut préciser le nombre et l'importance de celles qui prirent les armes à la première heure. Les documens de 1860, incertains et vagues, jettent peu de lumière. Tout au plus pouvons-nous nommer les principaux chefs qui un peu plus tôt ou un peu plus tard désolèrent le pays. Dès 1861, Chiavone était aux frontières; Centrillo, Conte, Cuccitto, Maccherone, Fuoco, Tamburrino, dans les Abruzzes et dans la terre de Labour; Cimino, le *Padre Santo*, Albanese, d'Agostino, Nunzio di Paola, de Lillis, opéraient dans le Matese, vaste système de montagnes commandant quatre ou cinq provinces, et offrant un sûr refuge aux bandits. Sur les montagnes du Vitolanese et du Taburno, dont le groupe principal forme un large cratère, un excellent point d'appui pour les bandes qui, chassées des Pouilles, veulent se jeter dans le Matese, à Ariano ou à Bénévent, passaient continuellement les hommes de Marzanella, de Martini, de Plensich (tué par la garde nationale de Guardia, un jour qu'il était entré dans ce pays, déguisé en femme), de Marco de Masi, d'Elia, de Struzzo. Dans les bois de Petacciato, Demanio et Tecchio s'enfonçaient avec leurs gens le fameux Pizzolungo, les Abruzzais Casalanguida et Primiano, sans compter un repris de justice, Pinzio. Dans la forêt de la Grotte, *selva della Grotta*, se jetaient les malandrins des Pouilles et du comté de Molise : Minelli, Vanarelli, Pizzi, Cascione, Layala. La plupart de ces chefs n'avaient avec eux que vingt compagnons. Ce chiffre marque l'importance moyenne des bandes. La Capitanate, moins ravagée qu'elle ne le fut plus tard, était pourtant déjà menacée par les malfaiteurs du Gargano. Dans la terre de Bari, un sergent nommé Romano entra le 28 juillet 1861 dans Gioia, sa ville natale, et s'y campa si bien qu'il fallut pour l'en chasser un siége en règle, où cinquante-quatre brigands périrent. Plus bas, dans la terre d'Otrante, se réunirent bientôt les *comitives* (c'est le nom consacré) de Pizzichicchio, de Capraio, de Carbone. Dans le massif de la Sila, en Calabre, aire d'oiseaux de proie sous tous les régimes, terrain tour-

menté, hérissé de grands bois (1), régnait le fameux Muraca, ancien chef urbain et chasseur de bandits, puis bandit lui-même; dans d'autres parties des Calabres rôdaient Mittica et Monaco. Dans la province de Salerne, un débarquement jeta au pied du Cilento le jeune Tardio, qui venait de Civita-Vecchia avec vingt-sept hommes : c'était un étudiant en droit, le seul lettré du pays qui se fût trouvé parmi les brigands, et connu par des proclamations ridicules. L'arrondissement de Campagna fut infesté presque en même temps par Ricci et Marcantonio. Sur les hauteurs qui dominent Amalfi se montraient force paysans armés; Barone et Pilone inquiétaient les pentes du Vésuve; des voleurs s'embusquaient dans les bois des Camaldules. Aux environs de Nola se maintenaient audacieusement Cipriano La Gala et d'autres chefs de bandes, qui venaient attaquer jusqu'aux stations du chemin de fer de Caserte; mais les provinces les plus maltraitées par l'éruption du brigandage furent toujours celles de l'intérieur. Les rives de l'Ofanto et du Fortore virent s'amasser bientôt les plus fortes bandes. Des bords de l'Ofanto, elles se jetèrent dès lors en ordre dans les arrondissemens de Melfi, de Sant' Angelo de' Lombardi, d'Altamura et de Barletta, de Foggia et de Bovino, menaçant ainsi et ravageant quatre provinces. Des bords du Fortore, elles se précipitèrent d'un côté sur les Pouilles, de l'autre sur le comté de Molise et l'ancienne principauté de Bénévent. Crocco, Coppa, Sacchitiello, finirent par résider dans la vallée de l'Ofanto, d'où ils allaient joindre de temps en temps Ninco-Nanco, qui occupait le bois de Lagopesole. Schiavone (qu'il ne faut pas, comme on l'a déjà dit, confondre avec Chiavone) allait et venait, toujours en marche, entre Ariano et Bovino. Caruso et Titta Varanelli se tenaient sur les rives du Fortore, d'où ils firent plus tard de nombreuses expéditions en tout sens, mais principalement en Capitanate. Coppolone et Serravalle erraient dans l'arrondissement de Matera, en Basilicate; au midi de cette province galopait avec ses cavaliers le féroce Cavalcante; Tortora se cachait dans les bois de Ripacandida. Les autres bois de la contrée, ceux de Policoro, de Montemilone, de San-Cataldo, de Monticchio, servaient de refuge et d'asile à des centaines de malfaiteurs. Enfin, pour compléter tout ce désordre, encouragé par l'impuissance ou l'indécision des premiers lieutenans du roi, la réaction se mit de la partie, et le 7 juillet 1861, dans la seule province d'Avellino, trente et une communes se soulevèrent à la fois en arborant le drapeau blanc.

C'est alors que le général Cialdini arrivait à Naples (juillet 1861). La *santa-fede*, c'est-à-dire la populace déchaînée, triomphait dans

(1) Parmi ces bois, on compte le Cariglione, qui fut toujours appelé le *Château des brigands*.

la province d'Avellino, promettant le pillage aux vainqueurs, l'incendie aux vaincus. Le général porta au brigandage par quelques actes énergiques un coup décisif. Il lui enleva son caractère politique, et depuis sa lieutenance aucune bande indigène ne put passer aux yeux des hommes de bonne foi pour une troupe d'insurgés. Les comités bourboniens ne siégeaient plus que pour la forme, et ne servaient qu'à inquiéter la police italienne. Ils sont demeurés sans doute en rapport avec quelques chefs, notamment avec Crocco (1), mais ils ne peuvent ni les arrêter ni les conduire : ils les poussent au feu, voilà tout.

Le commandement du général La Marmora fut inauguré, comme celui de Cialdini, par de brillans résultats. La formidable bande de Borjès et de Crocco fut détruite. On pouvait croire le brigandage vaincu, et il ne tarda cependant pas à reparaître en 1862 avec une sorte de plan concerté. Il paraît certain qu'un débarquement de bourboniens recrutés à Malte ou à Trieste devait s'opérer sur les côtes de la Basilicate, où le Basente et l'Agri se jettent dans le golfe de Tarente. Crocco et Cavalcante avaient donné rendez-vous à toutes leurs forces, disséminées pendant l'hiver, dans le grand bois de Policoro, qui s'allonge et s'épaissit non loin du rivage. Le premier de ces chefs, le généralissime, quittant sa résidence habituelle, s'avança jusqu'à la campagne San-Basile, sur la rive gauche du Basente, à quatre milles des côtes; on le vit plusieurs fois, sa lunette à la main, interroger la mer. Trompé dans son attente et chassé par les troupes, il rôda quelque temps entre l'Agri et le Basente, puis se jeta dans les Pouilles, qui furent le champ de bataille du brigandage en 1862. Au mois de juin, Coppa, Ninco-Nanco, Caruso, étaient en Capitanate, et ravageaient ces vastes plaines qu'ils parcouraient à cheval. Ils y commirent des atrocités sans nom, mais ils prouvèrent par ces excès mêmes et par l'inexplicable caprice de leurs mouvemens que le brigandage avait tout à

(1) On a trouvé dans les papiers de Crocco une correspondance curieuse, entre autres la lettre que voici : « Très respectable monsieur le général, après vous avoir chèrement embrassé, je viens en peu de lignes vous faire part de ce qui suit. Les affaires de la cause à laquelle nous appartenons tous en travaillant pour notre auguste roi François II, que Dieu garde, ont été déjà décidées par les puissances du Nord, et François II a été reconnu comme roi des Deux-Siciles. Le motif pour lequel nous ne l'avons pas encore vu revenir est que précisément on attend la chute de Napoléon dans le Mexique et la révolution populaire en France. Tout ce qui se fera de beau en notre faveur sous d'autres signes (?) vous sera connu; je vous en tiendrai au courant de Naples, où je vais. Je partirai mardi, s'il plaît à Dieu, sans quoi j'aurais fait mon devoir en allant vous embrasser et vous parler de vive voix; mais en attendant vous pouvez pleinement disposer de moi et de ma maison à Naples, et ne craignez rien, car ici sont les vrais hommes et les vrais amis. — J'attends vos ordres précieux, et, vous embrassant et vous serrant contre mon cœur, je signe votre serviteur, *Gaetano Clemente.* »

fait perdu son caractère politique. Il cessa de raisonner ses déprédations et ses ravages, attaquant indifféremment les propriétés de tous les partis : il ne menaça plus les villes et n'assaillit plus ou presque plus les villages; il s'inquiéta beaucoup moins du pape et de François II, mais il brûla les fermes et les récoltes.

Tels furent les principaux exploits des bandits en 1862 dans les provinces qui souffrirent le plus de leurs incursions, c'est-à-dire dans le centre du royaume et particulièrement sur le versant oriental des Apennins déclinant vers l'Adriatique. Les Calabres restèrent tranquilles : un hardi chasseur d'hommes, le colonel Fumel, qui faisait cette guerre en amateur avec une poignée de Calabrais, y suffisait pour contenir les brigands. Aux environs de Naples, Pilone se promenait toujours autour du Vésuve, où son fameux *corps d'observation* faisait plus de peur que de mal. Un autre chef beaucoup plus redoutable, nommé Varrone, qui rôdait non loin de là, fut tué par un de ses hommes. Dans la province de Salerne, Tardio reparut tout à coup et traversa quelques villages; mais sa forte bande fut mise en pièces au premier choc, et trois cents brigands se laissèrent prendre en un moment. Au mois de septembre 1862, la fatale entreprise de Garibaldi dégarnit un instant de troupes l'intérieur du pays : il s'ensuivit une légère recrudescence du brigandage; mais après Aspromonte l'état de siége permit d'arrêter les *manutengoli*, c'est-à-dire les complices, recéleurs ou banquiers des voleurs, et ces derniers se soumirent. A la fin de la même année, Crocco, Ninco-Nanco, battus dans plusieurs rencontres, — une fois entre autres par les volontaires hongrois, qui leur firent beaucoup de mal, — étaient rentrés dans leurs bois. Cavalcante, dégoûté du métier, s'était fait prendre dans Naples même, à la préfecture de police, où il était venu effrontément demander un passeport; il comptait aller vivre de ses rentes en France. Les forces des prétendus insurgés dans la Principauté-Citérieure et dans la Basilicate se réduisaient à une quarantaine de vieux routiers sur le territoire de Melfi, quelques vagabonds dans les districts de Sala, de Campagna, et une vingtaine de voleurs entre Amalfi et Castellamare. Il y en avait eu deux cents en campagne au commencement de l'année 1862 et douze cents vers la fin de l'année 1861, réunis sous les ordres de Crocco et de Borjès. Plus haut, autour de Bénévent et de Campobasso, les innombrables troupes de malandrins avaient disparu : treize chefs sur dix-neuf étaient morts. Dans les Fourches-Caudines, l'illustre Picciocco, qui, après avoir tué son collègue Zappatore, avait perdu dans un combat son ami Calabrese, ne traînait plus derrière lui qu'une dizaine de pauvres diables, derniers débris de la fameuse *brigade* du général Cipriano La Gala. Dans la terre de Bari, rès effrayée un moment par une incursion de Caruso, la forte

bande de Romano, mise en pièces et en déroute, avait laissé soixante-quatorze chevaux au pouvoir des soldats. Enfin les plus terribles *condottieri* de la terre de Labour, Cuccitto, Conte, Centrillo, etc., qui s'étaient réfugiés dans les états romains, avaient été arrêtés par les Français et livrés aux autorités italiennes. Tous les rapports militaires que j'ai pu consulter,—rapports très sincères et très affligeans pour la plupart, — ont constaté cette décroissance du brigandage, et si les faits ne suffisent pas et qu'on veuille des chiffres, voici ceux qui sont donnés par des documens officiels et encore inédits : ils marquent les pertes des brigands, le nombre total ou partagé en diverses catégories de ceux qui furent tués, fusillés, arrêtés, ou qui se soumirent volontairement, dans les sept zones ou divisions militaires, durant le second semestre de 1861 et le cours entier de l'année suivante.

« Terre de Labour (Gaëte). — 1861, second semestre : 109 morts, 46 exécutions, 120 arrestations, 106 présentations volontaires. Chiffre total : 381. — 1862, année entière : 61 morts, 45 exécutions, 88 arrestations, 135 soumissions volontaires. Chiffre total : 329.

« Terre de Labour (Caserte), Molise et Bénévent. — De septembre 1861 à décembre 1862, chiffre total : 533 (les détails manquent dans les rapports).

« Abruzzes. — 1861, second semestre, chiffre total : 1184. — 1862, année entière, 452.

« Salerne et Basilicate. — 1861, second semestre : 508 morts, 258 exécutions, 887 arrestations, 620 soumissions volontaires. Chiffre total : 2,273. — 1862, année entière : 327 morts, 249 exécutions, 767 arrestations, 546 soumissions volontaires. Chiffre total : 1889.

« Capitanate. — 1861, dernier trimestre : 30 morts et 7 exécutions. — 1862, année entière : 322 morts, 136 exécutions, 9 arrestations, 281 soumissions volontaires. C'est la seule province où le mal ait empiré dans la seconde année.

« Terre de Bari. — 1861, second semestre, chiffre total : 168. — 1862, année entière, 173.

« Calabres. — 1861, second semestre : 75 morts, 97 exécutions, 360 arrestations, 814 soumissions volontaires. Chiffre total : 1346. — 1862, année entière : 59 morts, 27 exécutions, 100 arrestations, 31 soumissions volontaires. Chiffre total : 217. »

L'année 1863 fut marquée par de nouveaux progrès dans la répression du brigandage. En 1861, les bandes entraient dans les communes, en pillaient les caisses, désarmaient les gardes nationaux et emportaient leurs fusils : c'était presque une guerre civile attaquant les autorités nouvelles. — En 1862, les bandes s'éloignèrent des endroits habités pour dévaster les campagnes et couper les arbres, égorger les bestiaux, brûler les moissons : ce ne fut plus qu'une guerre sociale contre les riches. — En 1863, les récoltes

furent sauvées, et les actes ordinaires des prétendus bourboniens se réduisirent à des enlèvemens de personnes emmenées dans les bois et rendues contre rançons : ce n'étaient plus que des spéculations violentes, des coups de main de hardis voleurs. Aux frontières, le brigandage politique ou étranger a cessé presque complétement, grâce au concours loyal de l'armée française. On n'a entendu parler que de deux expéditions, qui se sont terminées par une double déroute, celle des chefs Stramenga et Serragante. Dans l'intérieur du royaume, le brigandage indigène diminue sensiblement, et l'armée italienne, après trois ans de campagne, peut aujourd'hui être rappelée dans le nord.

Nous avons parcouru le champ de bataille; ne voudra-t-on pas maintenant jeter un regard sur les combattans? Le lecteur sait déjà que les bandits appartiennent tous aux classes incultes et pauvres, parce que l'ignorance et la misère sont les principales causes du mal. Les rancunes qui poussent au mal varient suivant les provinces. Ainsi, dans les Calabres, les manans s'insurgent à peu près comme les anciens plébéiens de Rome, réclamant l'exécution des lois agraires promulguées contre les envahissemens du patriciat. Ailleurs, dans les Pouilles, le berger et le laboureur ne gagnent pas de quoi vivre; c'est la faim qui leur donne de mauvais conseils. Plus haut, dans les Abruzzes, ceux qui se soulèvent sont surtout les contrebandiers ruinés par la suppression des frontières entre Ascoli et Teramo. En réalité, le brigand indigène ne porte un drapeau que pour se donner une contenance; il s'enrôle quelquefois par dévotion, plus souvent par force. Emmené violemment sur la montagne et compromis par quelques expéditions criminelles, il reste alors avec les autres, craignant d'être fusillé, s'il retourne dans son pays; mais au bout d'un mois ou deux, horriblement dépravés par l'exemple, les meilleurs ne sont plus que des gens de sac et de corde qui disent à leurs prisonniers avec un cynisme révoltant : *Vulimmo sangue e denaro* (nous voulons du sang et de l'argent). Quand ils se battent, ils n'en veulent pas même aux soldats, qu'ils évitent; ils ne tuent que des paysans. Jamais on ne les voit suivre un plan; ils vont au hasard, chacun pour soi, ne cherchant qu'à inspirer la terreur, et se faisant par là d'innombrables complices. Leur police est cependant admirable. « Quand nous nous mettons en marche contre eux, me disait un officier italien, ils en sont avertis par le vent qui passe; ils ont disparu avant que nous soyons à cheval. Nous avisons un paysan dans la campagne; nous lui demandons : « Où sont les brigands? » L'homme hausse les épaules, lève les yeux au ciel et avance la lèvre inférieure avec une indéfinissable expression de niaiserie : *Non saccio* (je ne sais pas). Nous passons outre. Surviennent les brigands, qui, avisant le même paysan, lui demandent où

sont les troupes. Si l'homme leur répond son fameux *non saccio*, ils le tuent. » Ayant des espions dans tout le pays, ils obtiennent des secours, des munitions, des vivres. Le métier est excellent, et tente les pauvres : il est des endroits où tous plus ou moins s'y livrent, même ceux qui ont d'autres moyens d'existence, le berger, le moissonneur ou le bûcheron. Ils gardent leurs vaches, fauchent leurs blés ou coupent du bois pendant le jour; mais ils ont leur fusil caché dans un sillon ou sur un arbre : ils joignent les bandes à la brune, ou courent seuls les grandes routes pour leur propre compte. Malheur aux passans attardés! Ces brigands d'occasion sont cependant connus, enregistrés; ils travaillent, ils vont le dimanche à la messe; le curé les patronne et répond d'eux; puis leurs fusils sont si bien cachés! Quant aux bandits de profession dans l'ancien royaume, vous en aurez deux ou trois cents au plus; mais si vous voulez compter la tourbe flottante des *dilettanti*, peut-être en aurez-vous jusqu'à dix mille.

Et parmi ces dix mille scélérats, c'est à peine si l'on trouvera de quatre à cinq hommes qui ne soient pas des bêtes fauves. L'ancien étudiant Tardio, qui écrivait sottement, mais qui du moins savait écrire, est une de ces rares exceptions; encore, à force de hurler avec les loups, finit-il par mordre comme eux : il mit au pillage le bourg de Sacco, dans la province de Salerne. Cipriano La Gala, arrêté sur l'*Aunis*, puis livré à la France et rendu à l'Italie, passait pour l'un des moins féroces; il était cependant accusé de dix-sept crimes divers, meurtres, incendies, vols qualifiés, etc. C'est lui qui un jour habilla ses hommes en gardes nationaux et osa se présenter à la prison de Caserte en feignant d'y amener un prisonnier. Or Caserte, grande ville et résidence d'un préfet, est exactement à Naples ce que Versailles est à Paris. La prison s'ouvrit aussitôt, et Cipriano eut l'audace d'y entrer avec ses compagnons et de rendre la liberté aux détenus, parmi lesquels se trouvait son propre frère. Les prisonniers délivrés, il les emmena sur les montagnes avant que la force publique eût le temps de se rassembler pour lui barrer le chemin. Ce fut un coup de maître hardiment conçu et vaillamment exécuté. Cipriano par malheur avait d'autres titres à une triste célébrité : il séquestrait les gens et les mutilait sans pitié pour hâter le paiement de leur rançon; il les faisait même rôtir, ont dit des témoins devant la cour de Santa-Maria, qui l'a récemment condamné à mort.

Un autre chef beaucoup moins connu valait mieux, c'était Centrillo ou plutôt Domenico Coja (tous les bandits ont un nom de guerre). Ce villageois de Cardito, ancien soldat dans un régiment de ligne, avait en 1848 crié : vive la liberté! un peu plus fort que les autres. On le mit en prison; il en sortit royaliste et devint chef

urbain. Destitué en 1861, il se mit en campagne l'année suivante, au mois d'avril, avec soixante hommes. Il pratiquait modérément le brigandage, ne volant que le strict nécessaire et ne tuant point ceux qui lui refusaient de l'argent. Rien de plus singulier que son expédition de Vallerotonda. Il entra une nuit dans ce village sur la prière de quelques habitans; il n'avait avec lui que vingt-cinq compagnons, tous sans armes. Il se rendit au corps de garde, qu'il trouva par hasard ouvert et désert; il y prit dix-huit fusils, après quoi, sans colère, sans violence, il alla visiter un à un dans leurs maisons tous les gardes nationaux, les priant de lui livrer leurs armes. Tous obéirent, et Centrillo rassembla ainsi cinquante-sept mauvais fusils, la plupart hors de service, qu'il emporta tranquillement. Il fit ensuite une réquisition de pain, de fromage et de vin pour sa bande, prit fort peu d'argent (50 ducats en tout), et s'en alla comme il était venu, sans faire de mal à personne. La troupe était à quelques milles de Vallerotonda : elle fut avertie de ce qui était arrivé par le syndic d'un village voisin trente-six heures après. L'entrée de Centrillo à Cardito, son village natal, n'est pas moins curieuse. Il s'y rendit en plein soleil un beau jour de juillet, et ne demanda que du pain, du fromage et du vin, qu'il but tranquillement avec ses hommes; puis il fit le tour du village, confisqua en passant des fusils et accepta quelque argent du caissier communal, qui voulut bien le lui offrir; il en donna quittance. Apercevant le portrait de Victor-Emmanuel, loin de le décrocher et de le mettre en pièces, comme eussent fait Chiavone et les autres, il le salua poliment. Après sa promenade, il resta deux heures encore à Cardito, trinquant avec ses amis, puis il remonta sur les hauteurs de Mainarde. Il attaqua bien deux ou trois maisons de campagne, mais je ne crois pas qu'il ait commis d'autres méfaits. Battu par les troupes, il se réfugia dans les états romains, où les Français le prirent et ne voulurent pas le rendre au général Govone, qui le réclamait; cependant ils le consignèrent plus tard à la frontière toscane. En visitant, il y a quelques mois, la prison de la Vicaria, il m'a été permis de le voir et de causer avec lui; j'avoue qu'il m'a gagné par un air de bonne humeur et de franchise. Avec son front carré, ses yeux très vifs, il paraît alerte et résolu, mais rien en lui ne repousse.

Parmi les bandits honnêtes, on cite encore Pasquale Romano, surnommé le sergent de Gioia; sa bande fut détruite le 5 janvier 1864 par une charge brillante de chevau-légers de Saluces, admirablement secondés par les gardes nationaux. Pasquale Romano tomba mort avec vingt et un de ses compagnons; on trouva sur lui divers papiers, une formule de serment très étendue et une suite de notes intitulées mélancoliquement *le mie Disgrazie* (mes malheurs). J'en extrais textuellement les lignes suivantes :

« Après un an environ de solitude dans les bois, je vis venir un jour treize brigands (*masnadieri*) plus ou moins armés, qui se présentèrent à moi comme défenseurs de François II et de la sainte église catholique romaine. Désireux de former une compagnie pour l'*exacte* défense de ces droits à laquelle j'étais tout disposé depuis longtemps, comme il est connu de tout le monde, j'accueillis ces hommes, et je me mis sur-le-champ, de tout mon zèle, à m'occuper de tout ce qui me convenait, si bien que ceux-ci m'acceptèrent pour leur chef. Ils devaient rester *sous mon obéissance dans tous les commandemens émanés de moi pour le bien de notre roi et de leur propre vie;* mais comme en ces gens (je traduis mot à mot) existait le seul *sentiment de voler, et non, conformément au mien,* celui de se faire honneur, ils commencèrent à s'agiter contre moi, se permettant de dire entre eux : « Nous sommes entrés en campagne, nous sommes appelés voleurs et nous devons voler, et si notre chef ne fait pas comme nous disons, il finira mal ou il restera seul. » — Une pareille conspiration se tramait contre moi sans que j'en fusse informé. Ils se permettaient aussi de commettre des vols à mon insu, quand j'ordonnais de marcher régulièrement et militairement, *avec éducation;* mais voici que Dieu, n'ayant jamais permis la fausseté, a démontré soudain que celui qui croyait tromper est trompé lui-même. — Et comme ceux-là me trompaient et me trahissaient, moi qui cherchais à me faire honneur, ainsi, par un traître encore plus mauvais qu'eux, ils ont été trahis amèrement et défaits à mon grand déplaisir, et presque tous ont péri de mort atroce... Et cependant Dieu, toujours loué, permit que, resté seul dans le plus affreux et cruel combat, je fusse sauvé par sa protection, etc. »

Si le sergent de Gioia n'était qu'un fanatique, que dire de ses compagnons? Lâches presque tous et fuyant à l'approche des troupes, ces hommes ne se jetaient sur elles, comme il arriva cinq ou six fois en trois années de campagne, que lorsqu'ils étaient pour le moins dix contre un. Ils n'ont ni stratégie, ni discipline, se battent à l'aventure, à la débandade, se réunissent pour un mauvais coup, et, le coup fait, se disséminent par les campagnes, où ils s'évanouissent en un clin d'œil. Leur habileté suprême est dans la dispersion; leur triomphe, c'est la déroute. Les troupes leur donnent la chasse et combinent contre eux leurs mouvemens; des détachemens partent de tous les points et marchent les uns vers les autres; la bande doit être cernée, le cercle se resserre de moment en moment; on crie déjà : Victoire! Tous les détachemens se rejoignent; ils n'ont pas rencontré un seul brigand, la bande entière a disparu. De pareils mécomptes se répètent tous les jours. La seule *comitive* vraiment courageuse et aguerrie était celle de Caruso et de Schiavone, maintenant détruite : ces deux chefs, tantôt réunis, tantôt séparés, avaient passé plusieurs fois de Bénévent en Capitanate et de Capitanate en Bénévent à travers les troupes qui les enveloppaient. Ils se battaient comme des vétérans, mais frappaient en aveugles.

Ceux qui restent suivent leur exemple : vieillards, enfans, paysans, bourgeois, tout ce qu'ils rencontrent, ils le tuent sans pitié; s'ils trouvent une femme sur leur chemin, ils lui sautent à la gorge et l'étranglent. Caruso frappa un jour de sa main avec un rasoir dix-sept pauvres paysans qui ne lui avaient rien fait. Interrogé sur le motif de cette cruauté, il répondit : « Pour faire peur aux autres! »

Voilà les hommes de la réaction; tournons-nous maintenant vers ces soldats italiens qu'on traite à leur tour de brigands, et qui se livrent à une chasse ingrate, pleine de fatigues et de périls, sans repos ni trêve, avec des alertes continuelles, des courses incessantes dans les ravins, dans les broussailles, des escalades effrayantes sous un soleil de feu, avec de longues nuits dans la neige et dans la boue. Veut-on des chiffres désolans pour apprécier les joies de ces « bourreaux » qui excitent tant de colères : un colonel commandait l'an dernier 1,800 hommes en Capitanate; il avait quelquefois 500 hommes malades à la fois. Chaque compagnie aurait dû se composer de 100 fusiliers, mais n'en fournissait que 35 au plus capables de marcher. Dans un seul mois périrent exténués 3 officiers et 80 soldats. Les hôpitaux manquaient; pendant des mois entiers, les malades eux-mêmes ne purent ni quitter leurs vêtemens, ni seulement coucher sur un peu de paille. Ce régiment avait un périmètre de cent milles de circonférence à garder, sans compter les prisons de Lucera, où veillaient continuellement 60 hommes. Une nuit, le nombre des malades s'accrut à tel point qu'il fallut mettre les tambours et les trompettes en sentinelle devant ces prisons. Dans le temps des semailles et des moissons, les soldats devenaient gardes champêtres et passaient leurs nuits dans la campagne. Cependant les marches sans fin, les perquisitions, les battues, les escarmouches, les embuscades, la petite guerre en un mot, cent fois plus pénible que la grande, continuait de l'aube au soir et du soir à l'aube, sans un moment de relâche, du printemps jusqu'à l'hiver. Et ce que faisait ce régiment, toute l'armée devait le faire aussi : plus de 65,000 hommes, parmi lesquels 5,000 malades, étaient en mouvement au printemps de 1863, partagés en zones et en sous-zones fractionnées en subdivisions et en détachemens, dont chacun avait sa liberté d'action et sa responsabilité personnelle : tous ainsi, sur tous les degrés de la hiérarchie, depuis le dernier fusilier jusqu'au commandant suprême, étaient chargés d'une lourde tâche, sous laquelle ils n'ont jamais fléchi. A la tête de ces troupes excellentes, dont l'organisation est en grande partie son œuvre, le général Alphonse de La Marmora, qui s'était habitué, sur d'autres champs de bataille, à combattre des ennemis plus dignes, et qui, après une longue carrière noblement parcourue, élevé aux premières

fonctions du royaume, ne pouvait attendre ni surcroît de crédit, ni surplus d'honneur des campagnes commandées contre le brigandage, n'en a pas moins accepté la peine et le souci, le travail incessant, l'énorme responsabilité de cette humble mission, et la remplit avec une infatigable abnégation, qu'il a su communiquer jusqu'aux derniers rangs de son armée. Sous lui, les généraux Villarey, Reccagni, Mazé de La Roche, Avenati, Sirtori, Franzini, Pallavicino, se multiplient modestement dans d'innombrables expéditions.

Un seul épisode suffira pour montrer comment savent agir les soldats italiens aux prises avec les brigands. C'était en 1862, le 6 avril; deux cents bandits environ, ramassés dans les états romains, ayant passé les frontières à l'improviste, étaient tombés sur le petit village de Luco, au bord du lac Fucin. La garnison se composait de vingt soldats de ligne, dont cinq étaient absens; le sergent qui les commandait se barricada dans la caserne. Survinrent les brigands, qui leur crièrent de se rendre. Le sergent répondit : « Venez nous prendre! » Aussitôt la porte fut attaquée; mais elle résista aux coups de fusil comme aux coups de hache. Les brigands montèrent alors sur le toit et enlevèrent les tuiles, puis, par une brèche, ils jetèrent des fascines allumées dans la caserne. La fumée devint étouffante, le toit flamba; les soldats, invités à faire leur soumission, ne répondaient qu'en tirant sur leurs adversaires, sachant qu'ils allaient mourir. Le combat dura trois heures; le toit brûlant allait crouler sur les assiégés, quand arriva une patrouille sortie du village voisin de Trasacco. Le caporal qui la conduisait s'était, au bruit de la fusillade, dirigé vers Luco, et, avant d'y entrer, avait demandé ce qui s'y passait; on lui avait dit que quinze soldats attaqués par des milliers de brigands allaient être brûlés vivans dans une caserne. Alors il s'était tourné vers ses hommes en leur demandant : — Allons-nous? — Allons! avaient répondu ces braves, et au cri de « Savoie! » ils étaient entrés dans le village. Les sentinelles des brigands, frappées de stupeur, donnèrent l'alarme; ceux qui étaient sur le toit roulèrent dans la rue, ceux qui étaient devant la caserne s'enfuirent dans la campagne, et tous pêle-mêle, chassés dans tous les sens, jetant derrière eux leurs fusils et leur butin, se précipitèrent au hasard. Les quinze soldats délivrés se mirent à les poursuivre. La bande dispersée et décimée ne repassa plus jamais les frontières; l'homme qui la commandait, lieutenant de Chiavone, fut pris et fusillé; Chiavone lui-même ne se montra plus nulle part depuis lors : tout cela grâce à un coup d'audace tenté par une patrouille qui passait d'aventure près de Luco, et cette patrouille se composait de cinq hommes!

Ce seul exemple montre que les brigands ont affaire à une armée *vraiment héroïque*; le mot est d'un ancien conseiller de François II, Antonio Spinelli. Cette armée, c'est l'Italie déjà faite; c'est l'unité nationale organisée, disciplinée, prête à combattre et réunissant déjà trois cent mille hommes de toutes les provinces étroitement serrés par la fraternité des armes et par la religion du drapeau. L'armée cependant n'est pas seule contre les brigands. Les gardes nationales, formées à la hâte aux premiers jours de la révolution, étaient quelquefois timides, au moins dans les villages, ou violentes comme les gardes urbaines qu'elles remplaçaient, parfois même complices des malfaiteurs qu'elles avaient à combattre. Elles laissaient désarmer les postes et piller les maisons, quitte à partager le butin. Elles sont maintenant réformées, aguerries, elles se battent. La garde nationale de Naples réunit vingt mille jeunes gens, la fleur du pays, admirablement assidus, dévoués et fidèles depuis trois ans, trois années d'épreuves où ils ont subi de rudes corvées et traversé de mauvais jours : celles des Calabres et des Abruzzes se défendent toutes seules, celles de Pietragalla, de Gioia, etc., ont fait vaillamment leur devoir. Partout d'ailleurs s'éveille une émulation de zèle et de bon vouloir : ne fût-ce que le point d'honneur, c'est quelque chose. Dans la plupart des provinces, notamment dans celle de Molise, autrefois cruellement ravagée, aujourd'hui tranquille, l'esprit public est tout à fait relevé, le pouvoir a décidément le dessus. L'administration réformée se conduit presque bien; les tribunaux épurés rendent la justice; les maires rassurés se mettent eux-mêmes à la tête de leurs hommes quand il y a une agression à repousser. La complicité des autorités dans le brigandage est un scandale qui ne se reproduit plus nulle part. La police dans les provinces n'a pu encore s'organiser fortement, mais elle est remplacée par la vigilance des populations et par le zèle admirable des carabiniers royaux.

Enfin le terrain même, si propice au brigandage, se réforme peu à peu sous l'influence du nouveau régime. Ainsi le Gargano (l'éperon de la botte italienne), autrefois peuplé de larrons, en est maintenant complétement délivré, grâce aux routes militaires que le général Mazé de La Roche a fait ouvrir par les sapeurs du génie dans ces montueuses solitudes. La *selva della Grotta*, forêt vierge qui aurait pu couvrir une armée en déroute, est maintenant praticable, percée de clairières et défendue par une sorte de blockhaus dont le parapet et le fossé suffisent pour arrêter les brigands. La province de Bénévent sera bientôt sillonnée de larges voies qui partent déjà dans toutes les directions et qui la défendront contre les incursions à venir, car les brigands évitent toute espèce de chemin frayé; ce qui gêne le plus leur ciculation, ce sont les routes. Enfin le railway

de Turin à Foggia (1) a rendu non-seulement la paix, mais la vie à tout le littoral de l'Adriatique.

Il ne faut pas se hâter cependant de crier victoire : le fléau décroît chaque jour, mais dure encore, et on ne peut malheureusement contester la nécessité de mesures exceptionnelles pour le combattre énergiquement. Ces rigueurs ont diminué toutefois sous le commandement du général La Marmora; l'on n'a plus fusillé, depuis son avénement, que les brigands pris les armes à la main, et le parlement italien, en exigeant la formation de conseils de guerre appelés à juger tous les prisonniers, a fort diminué le nombre des condamnations capitales (2). Tout porte à croire que le système des jugemens militaires sera bientôt abandonné. C'est à la cause permanente du mal qu'il importe de s'attaquer, si l'on veut abréger la lutte, et pour atteindre ce but il faut autre chose qu'une vaillante armée et une répression vigoureuse; il faut une œuvre de civilisation et de moralisation que l'unité italienne est seule capable d'accomplir. La misère, l'ignorance, voilà ses véritables ennemis, et c'est à l'Italie seule qu'il appartient de les détruire. Pourquoi n'a-t-elle point réussi encore dans l'œuvre commencée? Essayons de l'expliquer.

Lorsqu'il s'établit à Naples, à la fin de 1860, le gouvernement italien se trouva fort embarrassé. Il succédait à une révolution inachevée qu'il devait à la fois arrêter et accomplir. Cette œuvre double, qu'il poursuivit longtemps à travers toute sorte de difficultés et de trop visibles perplexités, l'empêcha de trouver d'un côté ou de l'autre un appui solide, et souleva contre lui le parti de l'action et celui de la réaction. Ce n'est pas tout, et il y eut un motif plus sérieux de mécontentement chez les populations méridionales, qui virent bientôt une sorte de malentendu dans le plébiscite. Les Italiens et les Napolitains ne s'étaient pas compris. Les Napolitains avaient vu dans Garibaldi un sauveur qui venait les affranchir des Bourbons et leur apporter la liberté et le bien-être. Les Italiens suivaient une idée patriotique rêvée dès le moyen âge, dès l'anti-

(1) Victor-Emmanuel, qui est venu l'inaugurer solennellement, a pu traverser toutes les provinces les plus ravagées l'an dernier sans rencontrer un seul malfaiteur embusqué dans les bois pour l'attendre. Du Tronto jusqu'à Naples, le chemin parcouru par le cortége royal était peuplé comme une rue immense, et des groupes de paysans armés s'y montraient à chaque pas. Les ministres étrangers qui étaient du voyage regardaient avec surprise, et peut-être même avec un peu d'inquiétude, ces milliers de fusils qui auraient pu partir par mégarde ou en signe de joie et envoyer une grêle de balles dans la voiture du souverain. Il n'arriva rien de pareil, et d'un bout à l'autre de ce pays de brigands les multitudes armées s'écrièrent d'une seule voix, presque sans interruption : « Vive Victor-Emmanuel! vive l'Italie! »

(2) Le rapport de M. Massari compte 1,038 exécutions depuis l'explosion du brigandage.

quité même, par tous les grands esprits de leur race; ils traduisaient en réalités les poèmes de Dante et les traités de Machiavel. Ces deux intérêts très différens, l'un national, l'autre local, ne pouvaient se concilier et se fondre dès le premier jour. Il y eut donc beaucoup de vœux déçus, beaucoup de vanités humiliées, sans compter l'immense froissement d'intérêts produit par la révolution d'abord, puis par l'annexion, la suppression des douanes, etc. Le gouvernement était naturellement avec les Italiens, dont il suivait l'idée; son premier soin fut d'organiser l'unité le plus complétement possible et de couper les liens qui attachaient ensemble et qui nouaient à Naples les quinze provinces de l'ancien royaume pour les détacher l'une de l'autre et les nouer fortement à Turin. Ce travail précipité augmenta le trouble et la confusion qu'il cherchait à réparer, et fit régner quelque temps dans le pays une véritable anarchie administrative. Au lieu des bienfaits attendus, les Napolitains ne sentirent d'abord que les inconvéniens du nouveau régime, et ne virent plus dans la révolution qu'une sorte d'exploitation étrangère augmentant aux dépens du midi la richesse et l'importance du nord. De leur côté, les Italiens attendaient toujours, toujours en vain, Rome et Venise.

Tels furent les inévitables embarras de la première heure; mais depuis lors, depuis le travail d'unification, les populations méridionales ont commencé à sentir les bienfaits du nouveau régime. Le pouvoir a compris quelle mission lui était assignée dans ses provinces du midi, et que, pour fermer les deux plaies qui les déchirent, il fallait avant tout donner au peuple des écoles et du travail. Il s'est mis à l'œuvre avec une activité dont il faut lui tenir compte. Les écoles s'ouvrent partout, même dans les provinces les plus attardées. Naples en compte à elle seule plus de cinquante entretenues par la municipalité; seize écoles du soir accueillent des milliers d'artisans qui, en un clin d'œil, avec la souple intelligence du midi, apprennent les lettres et les chiffres; il en est qui au bout de deux mois non-seulement savent lire, mais encore, sur le système décimal et métrique, embarrassent leurs examinateurs. Neuf asiles arrachent des centaines d'enfans du peuple aux dangers du vagabondage et aux mauvais conseils de la rue. Chaque province a son lycée, quelques-unes en ont deux; les écoles techniques commencent à se fonder; l'université de Naples, où régnait il y a trois ans le silence dans le désert, est aujourd'hui la première de l'Italie; deux de ses facultés, celle des sciences naturelles et celle des sciences mathématiques, affronteraient la comparaison avec les plus célèbres de France et d'Allemagne; les autres comptent des professeurs éminens, celle de droit deux ministres, MM. Manna et Pisanelli. Toutes ces facultés ensemble forment enfin un magnifique

atelier de science où s'élèvent plus de soixante chaires autour desquelles se pressent jusqu'à douze mille étudians. Voilà ce qu'on fait contre l'ignorance.

Voici maintenant ce qu'on a fait contre la misère. La mendicité d'abord est vaillamment combattue par des hommes de bien dont l'infatigable dévouement remporte chaque jour de nouvelles victoires. Lorsque François II quitta sa capitale, il y laissa de 13 à 14,000 mendians. C'est tout au plus s'il en reste à cette heure quelques centaines. Toutes les institutions de bienfaisance, désormais réformées, ne sont plus comme autrefois d'ignobles taudis où un monde d'employés sans foi ni cœur dévorait l'argent des pauvres. L'hospice des enfans trouvés, qui tuait naguère 75 nouveau-nés sur 100, est devenu, sous la direction gratuite de M. Vincenzo Paladino, le plus beau d'Italie et peut-être du monde. La prostitution est enfin surveillée et disciplinée, le vagabondage réprimé par des lois sévères. Toutes ces abjectes manifestations du même vice social, dont le brigandage n'est que l'explosion violente, vont s'effaçant de jour en jour sous la vigilance de la police et de la charité; mais ce n'est là qu'un des côtés de la question. Ce qu'il faut aux malheureux, c'est plus que les secours passagers de l'aumône, c'est le pain quotidien, le travail de chaque jour. Eh bien! même en ce point, malgré les embarras financiers, les troubles politiques et les déchiremens administratifs, l'activité du pouvoir a décuplé sous le nouveau régime. Le chemin de fer qui s'arrêtait à Vietri va maintenant de Salerne à Eboli, jusqu'au pied des montagnes. Foggia, qui ne tenait pas même aux Abruzzes par une simple route, tient aujourd'hui à Turin par une grande voie ferrée. Les wagons, qui depuis douze ans ne dépassaient pas Capoue, roulent jusqu'à Rome. Confié à une compagnie sérieuse, le réseau ferré des Calabres occupe déjà le monde laborieux des ingénieurs. Des lignes transversales doivent couper, au moins sur deux points, la partie méridionale de la péninsule. Quelques routes nouvelles sont achevées, beaucoup d'autres sont entreprises. On en signale cinq partant de Bénévent. Les ports se creusent, les phares s'allument, les chantiers et les arsenaux travaillent; le *far niente* du bon vieux temps n'existe plus, même dans les cloîtres, convertis en vastes ateliers. Les prisons, assainies, disciplinées, moralisées, ne sont plus ces bouges honteux qu'a décrits M. Gladstone : la *camorra*, cette iniquité barbare, n'y existe plus; les détenus sont traités d'une façon chrétienne. L'état économique du pays change d'heure en heure; le prix des vivres, des terrains, des bestiaux, de la main-d'œuvre, augmente, et la valeur de l'argent diminue à vue d'œil, ce qui n'a jamais été, que je sache, un signe de dépérissement. La population des villes s'accroît dans une proportion considérable; les Italiens du nord inon-

dent le midi de la péninsule, apportant avec eux des ressources et des industries qui certes n'appauvrissent pas le pays. Les étrangers arrivent plus nombreux que jamais (1).

La civilisation, qui se répand, crée des besoins que le peuple laborieux est appelé à satisfaire : ainsi Naples veut être éclairée au gaz. Il s'agit de creuser et de placer les tuyaux pour une canalisation de 140 kilomètres : cet immense travail, entrepris il y a quelques mois, doit être achevé en 1864; je laisse à penser le nombre de bras qui y sont employés. Grâce à leur chemin de fer, les Pouilles et les Abruzzes ont pris une vie nouvelle; le voyageur qui retourne dans ces provinces ne les reconnaît plus : elles n'ont rien gardé du passé, ne comptent que par centimes et par mètres, ne veulent plus entendre parler des vieilles *cannes* ni des vieux *ducats*, et sont tout à fait détachées de leur ancienne capitale. En un mot, tout se fait peu à peu dans ces pays, où tout, hélas! était à faire, et les capitaux étrangers affluent pour seconder cette révolution matérielle, qui rendra le brigandage impossible d'ici à peu de temps. L'agriculture s'éveille, des compagnies sérieuses s'organisent pour dessécher les marais et les canaliser en rivières, les terrains abandonnés vont revivre, des colonies lombardes s'établissent déjà pour donner à de vastes plaines désolées la plantureuse apparence des environs de Milan; la culture du coton vient d'enrichir des milliers de paysans; les récoltes, qui ont quintuplé en 1863, décupleront en 1864, et sont achetées d'avance par les grands manufacturiers de l'Alsace. Enfin, quand on songe à tout ce qui est en projet ou en cours d'exécution à Naples seulement, — les maisons ouvrières entreprises par M. Marino Turchi, les hôpitaux inaugurés par le roi lui-même, — on entrevoit pour les provinces toute une suite de progrès matériels et moraux dont les amis de l'Italie ne peuvent que se réjouir.

C'est par là que s'affermit de jour en jour l'unité nationale. Un plaisant disait, il y a trois ans : « Mettez un Napolitain et un Piémontais dans la même marmite, vous aurez deux bouillons. » Cette boutade aujourd'hui n'aurait plus de sens. Le mouvement des idées et des hommes, la pacifique invasion des septentrionaux dans le midi, des méridionaux dans le nord (on comptait à Turin, au dernier recensement, plus de 20,000 Napolitains), la fusion des intérêts, l'unification de la rente, la révolution administrative, les grandes entreprises industrielles, — toutes ces circonstances rendent impossible une nouvelle dislocation, qui serait un bouleversement formidable, la ruine du pays tout entier. Les ennemis de

(1) Naples comptait en 1858 326 auberges et 166 maisons meublées; en 1863, le nombre des auberges s'est élevé à 418, celui des maisons meublées à 313.

l'unité commencent à le reconnaître, et de force ou de gré toute activité sérieuse concourt à l'œuvre italienne. Le parti de l'intelligence et du travail est pour l'Italie une et pour le roi national. Les oppositions sincères (elles n'ont pas toujours tort) ne sont au fond que des impatiences; il n'existe entre les partis qu'une différence d'allure.

Ainsi les discordes italiennes ne se produisent qu'à fleur d'eau : le courant est le même, tous y roulent, — jusqu'aux populations napolitaines, qui s'arment maintenant partout pour la défense de la patrie commune et de la société. On a beaucoup écrit contre elles en les jugeant sur de tristes apparences; on leur a demandé avec une extrême exigence les vertus acquises qu'elles n'ont point encore, sans prendre garde aux vertus natives qu'elles pourraient enseigner non-seulement aux Italiens du nord, mais aux peuples de tous les pays. Sans évoquer le glorieux contingent de héros que Naples a fournis au martyrologe de l'Italie, et pour ne parler que des classes incultes et pauvres, où en trouvera-t-on qui les vaillent? Le peuple napolitain est bon, dans la plus haute acception de ce mot, dont on abuse : il se donne volontiers avec une effusion de cœur que je cherche en vain dans les pays froids; il a des accès d'enthousiasme et de générosité qui le rendent capable de tous les sacrifices. On le dit fainéant, on se trompe; il ne demande que du travail. Lorsqu'un chef de fabrique a besoin de vingt ouvriers, il en trouve cent sous la main. Non, ce peuple n'est point fainéant, il n'est point lâche. Quand on voulut lui imposer l'inquisition, il se souleva pour ne pas la subir, et ne la subit pas; quand il se battit dans Venise assiégée, il fut héroïque; il se conduit en Italien dans l'armée italienne. Et que dire des intrépides scélérats qui suivaient en novembre 1863 Caruso et Schiavone? Quels soldats ils feraient, si on leur avait donné l'idée de l'honneur!

C'est cette idée qu'il s'agit de répandre. L'Italie a charge d'âmes, elle doit accomplir la régénération sociale de ce pays. C'est ce qu'elle fait en détruisant le brigandage, et voilà pourquoi le brigandage résiste : il en veut à la cause de l'unité parce que c'est la cause de la société; mais on vient de voir l'impuissance de ses efforts. Il ne sera pas donné à quelques bandits d'anéantir la pensée de Dante et de Machiavel, l'œuvre de Garibaldi et de Cavour, ni d'étouffer ce rêve généreux qui fut la souffrance de tant de siècles, et dont la réalisation sera la gloire du nôtre. Ce pays n'a plus rien à craindre de la réaction, Naples est définitivement italienne.

MARC MONNIER.

GUSTAVE III

ET

LA COUR DE FRANCE

III.

LE COUP D'ÉTAT DU 19 AOUT 1772.

I.

En traversant l'Allemagne pour rentrer dans ses états (1), le nouveau roi de Suède ne pouvait refuser à son oncle, le grand Frédéric, l'hommage d'une visite. Une vive sympathie ne l'attirait pas à Potsdam et à Berlin comme à Paris et à Versailles; il n'abordait au contraire qu'avec une défiance très légitime le redouté roi de Prusse. Catherine II et lui étaient les deux terribles voisins contre lesquels Gustave pressentait qu'il aurait à lutter, s'il ne voulait pas accepter l'abaissement et peut-être la ruine entière de son propre royaume. Frédéric, dans ses entretiens familiers, ne manqua pas d'insister sur les dangers que Gustave III, à son avis, attirerait sur la Suède et sur lui-même, s'il faisait quelque entreprise contre la fameuse constitution de 1720. On se rappelle que cette constitution, imposée après les désastres du règne de Charles XII, sous l'influence d'une impuissante et aveugle aristocratie devenue pour un temps maîtresse, était de nature à fomenter en Suède une périlleuse anarchie; les cabinets de Berlin et de Pétersbourg s'étaient empressés d'en garantir le maintien, comme ils s'étaient unis pour garantir les dé-

(1) Voyez la *Revue* du 15 février et du 1er mars.

plorables lois polonaises, et les traités secrètement conclus entre eux dans les années 1764 et 1769, aujourd'hui connus, témoignent assez quelle était leur impatience de se partager la Suède aussi bien que la Pologne.

Frédéric II se garda bien de révéler à son neveu tout le complot; mais, faisant allusion aux efforts déjà tentés par Gustave sous le règne précédent pour obtenir une augmentation de la puissance royale, il rappela du moins les engagemens contractés par la Russie et la Prusse, de concert avec le Danemark, pour conserver l'œuvre de 1720, et il rappela aussi les sermens que Gustave lui-même, comme prince royal et ensuite comme roi, avait dû prêter en vue de l'inébranlable maintien de cette constitution : politique doublement perfide, puisque Frédéric II et Catherine entendaient bien, après avoir fait durer la charte de 1720 jusqu'à ce que l'anarchie suédoise fût devenue extrême, laisser naître ou susciter quelque violation de ce même acte qui leur donnât le prétexte d'une intervention active. Destiné à bafouer, en les ruinant, ces hypocrites desseins, Gustave opposa aux dangereux conseils du roi de Prusse une égale dissimulation : il affirma sur tout ce qui lui était le plus sacré qu'il n'avait contracté avec le cabinet de Versailles aucune liaison nouvelle, qu'il ne formait pas de projets hostiles contre les lois fondamentales de son pays, et que sa ferme intention était de vivre en paix avec ses voisins : il avait seulement à cœur de réconcilier les partis en Suède, et d'y rétablir le gouvernement sur le même pied où l'avaient mis les législateurs de 1720. Frédéric II, malgré sa vieille expérience, paraît avoir été trompé : plusieurs lettres, qu'il écrivit peu de temps après le départ de son neveu, le montrent renouvelant auprès du jeune roi ses équivoques assurances d'affection, et se portant auprès de l'impératrice Catherine garant de la résignation inoffensive qu'on lui avait témoignée.

Gustave III avait pu déjouer pour un instant la vigilance de ses ennemis du dehors; de retour dans sa capitale le 30 mai 1771, il se trouva en présence des difficultés intérieures. La mort du roi Adolphe-Frédéric, au mois de février, avait surpris le parti des bonnets, toujours soutenus par la Russie, l'Angleterre et le Danemark (1), au

(1) Le chargé d'affaires de Danemark à Stockholm écrit en date du 12 avril 1771 : « Le comte d'Ostermann (ministre de Russie) m'ayant fait l'honneur de passer hier chez moi, je lui ai fait confidence de la volonté du roi de payer les 10,000 écus que sa majesté avait promis de vouloir fournir pour sa part à la caisse commune, selon le plan concerté à Stockholm en avril dernier. Je lui témoignai en même temps que c'était vis-à-vis de la Russie plutôt qu'avec l'Angleterre que sa majesté se croyait engagée à concourir aux opérations en Suède. » Il parle aussi des « pensionnaires » que le roi de Danemark avait à Stockholm. (Archives des affaires étrangères à Copenhague, correspondance de Suède.)

moment où ils croyaient obtenir un triomphe définitif. Ils avaient tout à craindre de Gustave et ne doutaient pas que son voyage à Paris ne lui eût procuré contre eux des forces nouvelles. Ils avaient donc tenté, dès la mort du roi, d'empêcher que le prince royal montât sur le trône; leurs émissaires s'étaient répandus parmi le peuple en insinuant une absurde accusation de parricide : un poison lent avait été administré au feu roi, disaient-ils; on parlait tout bas de ce que l'autopsie, pratiquée par le célèbre docteur Acrell, avait révélé (1); Gustave s'était éloigné à dessein jusqu'à l'entier accomplissement du crime; il n'oserait pas revenir dans la capitale, et on pressait le prince Charles, son frère, de prendre la couronne. « Envoyez-nous vite de l'argent, écrivait un ami de Gustave au comte de Creutz, ministre suédois à Paris, afin que nous puissions déjouer les plans de nos adversaires, et que le roi, à son retour, ne trouve pas la Suède vendue à la Russie. » Proclamé en dépit de ces viles intrigues, Gustave III avait encore devant lui la perspective d'une diète qui pouvait lui devenir fatale, si une puissante majorité y était acquise à ses ennemis : c'était sur cette assemblée qu'ils reportaient leurs espérances; ils comptaient empêcher le couronnement, et forcer tout au moins Gustave à une abdication en découvrant de graves illégalités dans ses actes antérieurs, ou bien en lui imposant une série de conditions absolument inacceptables.

Pour résister à leurs suprêmes efforts, quels étaient les secours dont le nouveau roi disposait? Son meilleur allié devait être M. de Vergennes. Doué d'un esprit étendu et solide, d'une grande sûreté de caractère et d'une probité reconnue, appliqué aux affaires, attentif aux grands intérêts, soucieux des bonnes traditions dans un temps où l'insouciance, qui devenait générale, commençait à les mettre en oubli, M. de Vergennes fut un des derniers grands représentans de notre ancienne diplomatie. Ses mémoires sur la Louisiane et sur le Canada montrent qu'il savait prévoir et avertir; mais sa gloire principale a été de remplir dignement le poste difficile d'ambassadeur à Constantinople. Dès cette époque, c'était par l'impulsion qu'elle imprimait aux ministres de la Porte-Ottomane que la France communiquait à la politique du reste de l'Europe le mouvement le plus conforme à ses vues. Vergennes fut alors pour le cabinet de Versailles un interprète prudent et sûr. Ses lenteurs mesurées impatientaient quelquefois l'impétueux Choiseul, ministre des affaires étrangères, qui toutefois ne tardait pas à reconnaître son dévouement en lui rendant justice. « Le comte de Vergennes trouve toujours des raisons contre ce qu'on lui propose, disait-il, mais jamais des difficultés pour l'exécuter. Si nous lui demandions

(1) Archives royales à Dresde, correspondance de Suède, 22 février 1771.

demain la tête du grand-vizir, il nous écrirait que cela est dangereux, mais il nous l'enverrait. » Une solidarité constante unissait la Turquie et la Suède, toutes deux menacées par de communs ennemis, surtout par les Russes, et liées entre elles par un échange nécessaire de diversions réciproques. Aussi M. de Vergennes, après avoir combattu de Constantinople la ligue du Nord, se trouva-t-il naturellement désigné pour aller lutter en Suède contre les mêmes adversaires. Le crédit de Choiseul avait récemment procuré cette ambassade à M. d'Usson, fort accueilli de Gustave III lors de son voyage en France; mais le duc d'Aiguillon, qui cédait volontiers à ce plaisir secret de défaire tout ce qu'a fait un prédécesseur, ne confirma pas le choix de M. d'Usson, qui déjà se préparait à partir, et M. de Vergennes, que Choiseul avait depuis deux années rappelé de Constantinople, fut nommé à sa place (mars 1771). Ses instructions, probablement rédigées par lui-même, étaient ainsi conçues (1) :

« ... Bien que les deux partis qui ont divisé la Suède aient concouru presque également à l'avilissement et à la décadence de leur patrie, ces maux ne seraient cependant pas incurables, si la nation voulait enfin se réunir sous les auspices de son roi dans des principes uniformes de zèle pour le bien général. Il faudrait, pour cet effet, déraciner les partis, et qu'ils ne s'occupassent de concert que des moyens de rétablir l'ancienne considération de leur royaume soit au dehors soit dans l'intérieur. C'est un objet important que le comte de Vergennes ne doit pas perdre de vue. Il doit travailler à rapprocher les esprits et à faire sentir aux deux cabales, qui ont violé tour à tour les lois d'une saine politique, détruit la confiance et le crédit, ruiné le commerce, découragé l'industrie, que tous ces désordres sont le fruit honteux de leur diversité d'opinions et de sentimens, qu'il est plus que temps qu'on ne connaisse plus les Suédois par ces noms ridicules de chapeaux et de bonnets, et qu'on y substitue la dénomination naturelle de zélés et vertueux citoyens. A cette condition seulement, le roi consent à regarder toujours la Suède comme son ancienne amie et son alliée la plus constante... Sa majesté a résolu de payer les arrérages des subsides qui restaient dus à la Suède et qui avaient été suspendus; elle a destiné pour cela une somme de 1,500,000 francs par an, qui seront acquittés successivement, à commencer du quartier de janvier 1772. Indépendamment de cela, le roi appuiera de ses finances le succès de la prochaine diète. — M. le comte de Vergennes passera à Copenhague. Il serait de l'intérêt réciproque de la Suède et du Danemark de se tenir étroitement unis pour maintenir l'équilibre du Nord contre les vues de la Russie et pour mettre un frein à ses projets d'ambition et de despotisme. La France avait autrefois efficacement contribué à établir entre ces deux anciennes couronnes une liaison si analogue à leurs avantages; il serait fort à désirer que leur union politique fût une suite des liens du sang qui subsistent entre les deux souverains. »

(1) Archives des affaires étrangères à Paris.

On voit que le cabinet de Versailles ne savait pas jusqu'où le Danemark était engagé dans la ligue formée contre la Suède; ses projets sincères de conciliation allaient échouer contre des haines héréditaires que les ambitieux voisins de Gustave III avaient su raviver et envenimer. — Le 7 juin 1771, quelques jours seulement après que le nouveau roi était de retour à Stockholm, M. de Vergennes écrivait de cette même ville au duc d'Aiguillon, ministre des affaires étrangères de France :

« Je suis arrivé à Stockholm aujourd'hui vers le midi. J'ai fait toute la diligence qui était en mon pouvoir pour me rendre un moment plus tôt à ma destination ; mais les postes sont si mal servies en Allemagne et les chemins y sont si détestables que, malgré le sacrifice de plusieurs nuits, je n'ai pas avancé autant que je l'aurais désiré. J'ai aussi essuyé quelques contradictions sur la mer. J'ai surmonté toutes celles qu'il dépendait de moi d'aplanir; mais il en est qui sont supérieures à ma volonté et à mon zèle. Je me trouve ici sans équipages, sans aucune nouvelle du vaisseau qui me les apporte, et peut-être sans moyens de suppléer à ce qui me manque. »

La plus grande promptitude avait été en effet recommandée au nouvel ambassadeur, parce que les préparatifs de la prochaine diète, déjà engagés, allaient offrir des circonstances critiques, dont il fallait s'emparer habilement. D'ailleurs un parti de la cour, détaché de l'ancien parti des chapeaux, s'était formé depuis quelques années déjà, grâce aux efforts intelligens de Gustave et à la coopération du cabinet de Versailles. Déjà le comte de Modène, ministre de France à Stockholm de 1768 à 1770, avait eu au château, dans les appartemens de Beylon, lecteur de la reine Louise-Ulrique, plusieurs entretiens secrets et nocturnes avec le prince et les chefs de ce parti, pour préparer une révolution. Choiseul avait même plus d'une fois cru voir ces desseins aboutir; il était pressant et s'irritait des retards. « Le moment favorable pour la révolution est arrivé, mandait-il dès le 4 décembre 1768; c'est de cette cour que nous doivent venir les projets d'exécution. » Le 7 septembre 1769, il écrivait avec une visible mauvaise humeur : « On a manqué le moment de faire la révolution. La France ne veut pas se ruiner pour ses amis, qui ne veulent pas se sauver. La France avait donné de l'occupation à la Russie en Pologne et contre les Turcs... Si la révolution ne se fait pas dans un mois, on ne donnera plus un sou (1). » Mais le péril était plus grand que ne le pensait Choiseul; l'échafaud de 1756 pouvait se relever entre les mains du parti des bonnets, et le prince royal pouvait perdre à ce jeu sa couronne : il fallut que Choiseul se résignât à attendre. Beylon, tout dévoué à Gustave, et par qui

(1) Archives des affaires étrangères.

notre gouvernement était informé des lettres dangereuses que la reine recevait du roi de Prusse son frère, vint à Versailles conférer avec Choiseul lui-même et prépara le voyage du prince royal en France. Tels furent les commencemens du parti de la cour ou des patriotes, comme ils s'appelaient. Ce parti, en faveur duquel la France avait consenti à de nouvelles largesses, était encore imparfaitement uni. Une dépêche de M. de Vergennes nous apprend quels en étaient les principaux chefs dans les premiers temps de la diète nouvelle; nous connaissons déjà quelques-uns d'entre eux, que nous rencontrerons plus d'une fois encore dans la suite de notre récit. Cette dépêche montre aussi avec quelle sérieuse attention la correspondance diplomatique, ranimée sous Choiseul, était encore écrite, ce qu'elle devenait sous la plume du nouvel ambassadeur de France en Suède, et quel désordre s'offrait à lui lors de son arrivée à Stockholm.

Le premier chef du parti de la cour était le comte Charles-Frédéric Scheffer, qui avait accompagné Gustave pendant son voyage à Paris. M. de Vergennes loue son honnêteté, son dévouement, ses talens supérieurs; mais tant d'éminentes qualités étaient compromises, dit-il, par une légèreté et une indiscrétion qui lui faisaient perdre tout ascendant. Ce témoignage de Vergennes est grave; il est d'accord avec ce que nous avons dit du comte Scheffer comme gouverneur du prince royal, et il nous fait prévoir quelles pourront être plus tard l'inconsistance et la mobilité de Gustave III ayant auprès de lui un tel conseiller.

« Le baron Ulric Scheffer, son frère, n'a pas des qualités aussi brillantes, continue Vergennes, mais il en a de plus solides; ses vues sont justes et profondes; personne, à mon avis, ne saisit mieux que lui le vrai point d'une affaire, ses rapports, ses conséquences, et n'est plus capable d'une résolution ferme et courageuse; mais un fonds de paresse et d'indolence, le goût du plaisir et de la dissipation, l'éloignent le plus souvent de son objet. Ces deux frères, l'un pour être trop ouvert et trop franc, l'autre pour ne l'être pas assez, n'ont pas, à beaucoup près, dans le parti toute la considération et tout le crédit qu'ils devraient avoir. Le seul dessein sur lequel leur activité ne s'endort point est de s'assurer exclusivement la confiance du roi leur maître, ou du moins de ne la partager qu'avec des gens qui ne puissent leur faire ombrage, et surtout d'empêcher que le maréchal comte de Fersen n'y fasse trop de progrès.

« Le maréchal comte de Fersen (1), le citoyen le plus illustre par le rôle principal qu'il a joué si longtemps dans sa patrie comme chef du parti des chapeaux, est l'homme peut-être le plus difficile à bien définir. C'est avec regret que je me vois dans l'obligation de tracer une esquisse d'un caractère qui me semble réunir bien des contrastes. Pour ne rien donner au hasard,

(1) Père du célèbre et malheureux Axel Fersen, si dévoué à Louis XVI et à Marie-Antoinette, et que nous connaîtrons plus tard.

je réunirai sous un même point de vue les reproches qu'on lui fait, et je récapitulerai sommairement tout ce qu'on peut dire à sa justification ou à son avantage. On ne l'attaque ni dans sa capacité ni dans son intégrité, mais on lui reproche une faiblesse de caractère qui le porte à négocier lorsqu'il faudrait agir, et qui lui a fait perdre en plus d'une rencontre des momens précieux et décisifs. On l'accuse d'une déférence aveugle pour quelques amis qui ne devraient pas avoir sa confiance, et que l'on dit plus zélés pour leurs intérêts particuliers que pour l'avancement du bien public. On lui soupçonne un orgueil indomptable qui ne lui laisserait voir dans l'accroissement de la prérogative royale qu'un maître dont l'autorité lui serait insupportable; ce sont ses créatures, dit-on, qui, ayant eu la direction principale des élections dans les provinces, y ont fait des dépenses considérables qui n'ont produit, pour la plupart, que peu ou point de succès. On attribue à une autre de ses créatures la défection des paysans au moment de l'élection de l'orateur de leur ordre; la veille, on était assuré de 130 voix : plus de 60 ont manqué à leur engagement et à leur parti. On veut aussi que ce soit un autre de ses amis, chargé de la négociation avec les prêtres, qui nous ait fait perdre la supériorité dans cet ordre en pressant l'élection de l'orateur et en retardant la formation du comité secret, le tout à contre-temps. On en conclut les soupçons les plus odieux sur les intentions du maréchal et de ses amis. Cependant je dois dire que ces traits conviennent peu à l'idée que je me fais de son caractère. Il a quelquefois très bien su tirer parti des conjonctures; il a un grand fonds d'amour-propre, peut-être même d'orgueil, cela est vrai; mais je crois qu'il ne manque pas de droiture et d'honnêteté. Attaché à sa patrie, il en connaît assez les vrais intérêts pour ne pas se méprendre sur les liaisons étrangères qu'il lui convient de préférer. — Il n'a pas le cœur du roi, qui voit en lui un rival dont il faut circonscrire le crédit. »

Telles étaient les divisions du parti de la cour; elles avaient exercé une influence funeste sur les élections de la diète, qui s'était réunie le 25 juin 1771 avec des dispositions fort peu favorables envers le pouvoir royal. Heureusement pour Gustave III, une extrême anarchie régnait aussi parmi ses adversaires, chacun des quatre ordres dont la représentation nationale se composait voulant escompter le triomphe commun, qu'il estimait prochain, pour usurper d'importans priviléges : les paysans réclamaient la possession des *hemman* ou anciennes terres domaniales de la couronne, sur lesquelles la noblesse élevait également des prétentions, et de graves questions sociales venaient ainsi créer des inimitiés redoutables entre les différentes classes de la nation. La riche correspondance de M. de Vergennes contient encore à ce sujet d'utiles remarques, fruits d'une étude consciencieuse et dévouée (1). La

(1) « Ces anciennes terres domaniales formaient, dit-il, la plus grande partie du pays. Jusqu'à l'avénement d'Ulrique-Éléonore, sœur de Charles XII, les paysans ne tenaient ces *hemman* en ferme qu'à titre d'économes; ils pouvaient en être dépouillés à volonté. En 1723, ils obtinrent qu'en payant six années des fruits de la terre ils en auraient la

bourgeoisie, de son côté, voulait qu'en dehors de ses corporations étroites, qui ne dépassaient pas les murailles des villes, il n'y eût ni industrie ni commerce; elle exigeait par exemple que la cour prît l'engagement de ne commander aucune fourniture ni aucune emplette, fût-ce pour la vie de chaque jour, qu'en s'adressant directement à elle. Bien plus, les rivalités enfantent ici encore d'absurdes haines, la bourgeoisie, devenue plus riche que la noblesse, entendait qu'il fût interdit aux filles de bourgeois de se mésallier en contractant mariage avec des nobles. — Quant aux ordres inférieurs, ils affectaient une complète indépendance, dit M. de Vergennes, et ne respiraient que la démocratie : ils réclamaient leur part des priviléges, prétendaient à l'égalité avec la noblesse, et voulaient l'avilir.

Ainsi une animosité commune réunissait contre la noblesse les trois derniers ordres, car le clergé ne s'était pas en cela distingué des paysans ni des bourgeois. La passion d'une révolte longtemps préparée contre les prérogatives traditionnelles du premier ordre de l'état commençait à se répandre; une presse exaltée, enchérissant sur les lieux communs mis en faveur par l'école philosophique française du XVIIIe siècle, revendiquait l'égalité politique et l'égalité civile. Cette agitation funeste enfanta bientôt l'esprit d'insurrection jusque dans les rangs de l'armée; les soldats exprimèrent, eux aussi, leurs griefs, et d'insolens pamphlets rédigés en leur nom dénoncèrent avec violence l'orgueil des officiers, qui, pour la plupart, étaient nobles. Une de ces publications, qui avait beaucoup échauffé les esprits, fut traduite en justice; mais le procès traîna plus d'une année, pendant laquelle l'auteur, ayant à l'insu du gouvernement une libre entrée aux archives des tribunaux militaires, fit paraître en brochures mensuelles, avidement recherchées, des extraits de récits et de rapports plus ou moins officiels qui, au milieu du désordre, passaient pour des preuves authentiques à l'appui des accusations émises. L'importation anglaise des clubs préparait enfin des échos aux scandales et aux divagations politiques, et érigeait en face du pouvoir royal des puissances dangereuses bien qu'éphé-

possession mobilière pour eux, leurs enfans et leur postérité à l'infini, sans pouvoir en être déplacés, s'ils payaient exactement le prix de la ferme suivant le contrat primitif. D'autre part, les priviléges de la noblesse, qui datent de la même année 1723, lui assuraient non-seulement le droit de posséder des *hemman* aux mêmes conditions que les paysans, mais encore celui de pouvoir les obtenir par voie d'échange et les réunir à leurs terres. Or il arriva que, des paysans ayant acquis de tels *hemman*, quelques gentilshommes qui avaient acquis ultérieurement la possession foncière de ces mêmes terres par voie d'échange en voulurent faire déguerpir les paysans. Ceux-ci prétendirent que la noblesse renonçât à la possession de ces domaines, ce qui était contraire à ses priviléges; il était injuste également que les paysans ne pussent jouir en paix d'avantages tout à fait légaux... »

mères. Il fallait à Gustave III et à M. de Vergennes, en présence d'une telle anarchie, des précautions extrêmes; tout pouvait être perdu sans retour, s'ils découvraient imprudemment leurs projets et leur plan de conduite.

Gustave se montra fort habile. En dépit des cabales, il avait été bien accueilli à son retour de France par le peuple de Stockholm; son affabilité, son facile accès, même sa première harangue aux états assemblés, avaient confirmé cette heureuse impression. La foule applaudissait volontiers un prince né Suédois et parlant enfin, après deux rois allemands, la langue nationale. Aux excès parlementaires, dans le moment où ils étaient encore pour lui très dangereux, Gustave savait fort bien opposer l'apparente indolence d'un prince bénévole qui se voyait avec plaisir déchargé d'une partie de son fardeau, ou bien la légèreté feinte d'un étourdi livré à de petites choses : on le voyait alors s'occuper de dessin, de broderie, de costumes de théâtre, tout au plus de quelque cérémonial à régler; c'est ainsi qu'il dessina lui-même, dans ces premiers mois, la décoration de l'ordre de Vasa, qu'il venait d'instituer. S'il se mêlait des affaires, c'était uniquement, semblait-il, pour réconcilier les partis, remplir le rôle de médiateur et sauvegarder la liberté. « Le dernier terme de mon ambition, disait-il le 25 juin, à l'ouverture de la diète, est de gouverner un peuple libre. Ne croyez pas que ce soient là de vaines paroles que démentiraient mes secrets sentimens; elles sont le fidèle langage d'un cœur trop sincère pour n'être pas de bonne foi dans ses promesses, et trop fier pour y manquer jamais. » Cinq mois plus tard, le 28 novembre 1771, l'anarchie étant à son comble entre les différens ordres de la diète, il réunit le sénat et les présidens des quatre chambres : « Si mes intentions étaient moins droites et moins pures, leur dit-il, je pourrais attendre les événemens et profiter de vos divisions aux dépens des lois et de la liberté; mais la première fois que je saluai les états en qualité de roi, je contractai avec eux un engagement d'autant plus sacré qu'il était libre, engagement trop solennel pour me permettre d'oublier ce que mon honneur m'impose, et, bien plus, ce qu'exigent de moi les sentimens de mon cœur... Je ne demande rien pour moi-même; dégagé de tout intérêt personnel, j'aspire à faire revivre entre le roi et les sujets cette mutuelle confiance que les derniers temps ont détruite. »

A ces paroles conciliantes Gustave mêla toutefois, dans cette circonstance même, d'assez vifs reproches sur les dissensions intestines, sur l'anarchie qui en résultait, et sur la misère du peuple, dont il rendait les représentans de la nation responsables. Cette partie de sa harangue, habilement préparée, s'adressait à l'opinion

publique : il voulut la faire imprimer, mais ses adversaires lui opposèrent alors une équivoque légalité; l'impression dut se faire en secret, ainsi que la distribution d'innombrables exemplaires. Les états poursuivirent l'éditeur sans oser monter jusqu'au roi, et le but que Gustave se proposait commença d'être atteint : il passa dès lors pour le vrai protecteur du peuple contre ses nombreux tyrans. La presse politique, dont ses adversaires faisaient un perpétuel usage, était un organe trop puissant pour qu'il négligeât de s'en servir; il eut, lui aussi, ses pamphlétaires anonymes, qui réfutaient pied à pied les doctrines des états. Thiébaut, l'auteur des *Souvenirs sur Frédéric le Grand*, raconte que la mère de Gustave III, présente à Berlin, le chargea un jour, bien à l'improviste, de lui composer très vite une brochure destinée pour la Suède, et où serait démontrée la nécessité d'une royauté forte pour le bonheur des peuples. Son embarras était grand, dit-il, vu qu'il n'avait jamais réfléchi aux théories politiques; mais la sœur du grand Frédéric le sermonna si bien, avec une telle énergie d'expression et de pensée, qu'il n'eut pas de peine à lui apporter après quelques jours un pamphlet très convenable. Thiébaut ne dit pas qui des deux fit les frais d'invention pour le titre : *Les adieux du duc de Bourgogne et de Fénelon, son précepteur, ou Dialogue sur les différentes formes de gouvernement*. Une première édition fut imprimée clandestinement à Berlin pour être aussitôt envoyée et distribuée en Suède; une seconde parut plus tard à Paris, en 1788, pour préparer les voies à un second coup d'état de Gustave III. Parmi les pamphlets composés en Suède même sous l'inspiration immédiate du roi et le plus souvent en français, il faut signaler celui qui a pour titre : *Réflexions sur la corruption des mœurs des Romains vers la fin de la république, et sur le renversement de leur gouvernement républicain, qui en fut la suite naturelle*. Une lettre d'un des frères de Gustave III, datée du mois d'août 1771, et qu'on a imprimée, félicite l'auteur pour l'à-propos et la dextérité des allusions mêlées à sa prédication indirecte, et prouve en même temps que dès cette époque le jeune roi, épiant l'occasion d'opérer quelque grande et subite réforme, faisait provision d'argumens pour présenter une telle entreprise comme fondée en droit et comme autorisée par des précédens historiques.

Gustave eut soin surtout d'entretenir les bonnes dispositions du cabinet de Versailles; au milieu de sa lutte patiente contre les états, il écrivait à Louis XV (1) :

(1) Les originaux autographes de cette lettre de Gustave III et de celles qui vont suivre sont conservés dans la correspondance politique de Suède, aux archives des affaires étrangères de France.

« Stockholm, 24 octobre 1771. — Monsieur mon frère et cousin, j'avoue sincèrement à votre majesté que j'avais besoin d'une consolation comme celle que j'ai trouvée dans la lettre que son ambassadeur m'a remise de sa part. J'ajouterai encore à cet aveu que si j'ai pu montrer quelque courage dans les conjonctures difficiles où je me trouve, ce n'est que parce que j'ai été persuadé qu'avec une bonne cause et un allié tel que votre majesté, on doit triompher enfin de tous les obstacles. Si j'y réussis, ce sera un grand avantage pour mes affaires, mais ce sera une plus douce satisfaction encore pour mon cœur de sentir toutes les obligations que j'aurai à votre majesté. Quant à la situation politique dans ce moment, je m'en rapporte aux relations de l'ambassadeur de votre majesté, dont je ne puis assez louer la sagesse et la bonne conduite. Rien ne peut être ajouté à l'étendue des sentimens avec lesquels je serai toute ma vie, etc... »

On le voit, deux mois après, implorer de Louis XV le paiement par avance du premier quartier des subsides, car c'était toujours l'argent qui manquait pour agir sur la diète et contre-balancer les largesses des ministres étrangers.

« Stockholm, 19 décembre 1771. — Monsieur mon frère et cousin, je prie votre majesté de se faire rapporter par le duc d'Aiguillon le mémoire que je lui fais adresser aujourd'hui pour être mis sous les yeux de votre majesté. Elle verra que j'ai besoin dans ce moment de toute son autorité et de toute l'assistance que votre majesté m'a fait espérer dès les premiers instans de mon règne avec une tendresse paternelle dont mon cœur restera pénétré tant que je vivrai. La nature de l'affaire dont il s'agit ne me permet pas d'en dire davantage ici; seulement je puis assurer votre majesté qu'elle n'en aura plus jamais de pareille à agiter pour moi ni par rapport à moi. J'ai pris la ferme résolution de ne plus consentir qu'on emploie, pour avancer mes intérêts, des moyens qui ne servent qu'à perpétuer le mal au lieu de le déraciner. J'attends tout de votre majesté elle-même, de sa sagesse à prévoir toutes les suites dont je suis menacé, et de l'intérêt qu'elle prend à ma sûreté personnelle, qui pourrait être compromise. Plein de cette confiance, je ne porte mes regards que sur un avenir plus heureux et qui me donnera sans doute les moyens de convaincre votre majesté des sentimens avec lesquels, etc. »

Cependant une dépêche écrite par le comte de Creutz, ministre de Suède en France, au commencement de janvier 1771, montre qu'on ne voulait pas à Paris avancer inutilement les fonds, et qu'on réclamait toujours avec impatience la révolution tant de fois promise. Creutz, qui était tout zèle, tout ardeur, tout enthousiasme pour son roi, s'ingéniait à inventer les moyens de surmonter les obstacles.

« C'est le désespoir, dit-il, qui me fait expédier ce courrier. M. d'Aiguillon m'a assuré qu'il était impossible d'accorder ce que demandait votre majesté, que l'argent manquait absolument, que tout ce qu'on dépensait en Suède ne servait qu'à perpétuer la corruption, à détruire l'esprit national,

à intéresser la cupidité. Le duc d'Aiguillon a insisté sur la nécessité de mettre fin à cette déplorable diète; il supplie votre majesté d'y employer tous les moyens qui sont en son pouvoir. Il a même dit que si votre majesté vient à bout de terminer immédiatement la diète, le roi de France voudra bien alors avancer le premier quartier des subsides. Dans cette terrible position, voici les expédiens que je propose à votre majesté : c'est, en renvoyant le courrier, 1° d'écrire une lettre très touchante au roi, une très flatteuse à Mme Du Barry, et une pleine de confiance et d'amitié à M. le duc d'Aiguillon : cela est de la dernière nécessité; 2° en cas que tout cela fût sans fruit, de m'envoyer par le même courrier une lettre pour M. de Laborde (le banquier), dans laquelle votre majesté lui rappellera ses offres de service, et le priera de lui faire, pour un temps déterminé, l'avance de 375,000 livres, laquelle somme répond à celle du premier quartier des subsides (1). »

Enfin, le 16 janvier, Creutz mande, tout joyeux, que les lettres écrites par Gustave III ont produit l'effet désirable; même « la dame qui a la confiance du roi » prend l'intérêt le plus vif à tout ce qui intéresse le roi de Suède. « Elle m'en parle sans cesse, dit-il, et m'a chargé d'exprimer ses vœux à votre majesté. » Mais si le cabinet de Versailles faisait une concession, il en devenait plus exigeant, et demandait en échange l'accomplissement du coup d'état, qui devait, selon ses vœux, mettre à néant les projets conçus par la ligue du Nord, et rendre quelque efficacité à l'ancienne alliance de la France avec la Suède. On écrivait donc de Versailles au comte de Vergennes dès le 23 février 1772 :

« Les choses en sont venues à un point si critique qu'il n'y a peut-être que des moyens violens qui puissent y remédier. Vous en avez assez dit au roi de Suède pour lui faire sentir tous les inconvéniens auxquels il s'exposerait en prenant prématurément des partis de vigueur, et votre conduite ne saurait être trop sage ni trop circonspecte : vous devez continuer de lui donner, dans l'occasion, des conseils de modération, mais sans contredire les mesures que vous aurez lieu de juger qu'il se propose de suivre pour parvenir à son but. »

En réalité, Gustave III lui-même était très résolu. Il avait déjà communiqué plusieurs plans à M. de Vergennes. « Le roi est fort actif, mandait celui-ci; il ne m'a pas caché que son penchant est pour les cas hasardeux... Il n'aspire pas au pouvoir absolu de Charles XI et de Charles XII, mais il veut avoir, comme le roi d'Angleterre, les mains liées pour le mal, libres pour le bien... Il se rapproche adroitement de l'armée. » Les préparatifs de Gustave étaient fort avancés quand plusieurs circonstances extérieures vin-

(1) Archives royales à Stockholm; correspondance de France. — Les volumes 35, 36, 37, in-4°, de la collection des papiers de Gustave III à Upsal sont aussi composés des lettres de Creutz.

rent l'émouvoir et le déterminer à brusquer l'entreprise qu'on attendait de lui.

II.

De graves changemens, qui avaient dû attirer l'attention de Gustave III, étaient survenus en Danemark. Ce royaume était alors cruellement avili. Nous avons dit que l'influence de la Russie et de la Prusse y avait été toute-puissante, et avait fait du cabinet de Copenhague, dans les dernières années du règne de Frédéric V et au début de celui de Christian VII, un mortel ennemi de la Suède. La nationalité danoise subissait une de ces périodes d'asservissement à l'influence allemande et de dissolution intérieure contre l'effet desquelles nous la voyons réagir et se débattre aujourd'hui. Le malheureux Christian, dont le triste et long règne avait commencé en 1766 (1), n'était pas capable d'affranchir son pays de cette dangereuse vassalité. C'est dans les mémoires de Reverdil, devenu son précepteur après le Genevois Mallet, qu'il faut lire les incroyables détails de sa triste enfance. Devenu roi à dix-sept ans, il avait donné depuis longtemps déjà des signes d'imbécillité. L'homme de cour qui, suivant l'usage de ce temps, avait les fonctions de gouverneur, M. de Reventlow, lui avait infligé la plus brutale éducation : il le meurtrissait de coups, et le malheureux prince, dans sa démence, avait pour suprême idéal de voir son corps devenir invulnérable et endurci; il palpait son ventre pour savoir s'il *avançait*, disait-il, vers cet état de perfection. Nul délassement, nul plaisir conforme à son âge ne lui était offert. « Les amusemens d'hier, disait-il un jour à son précepteur, ont considérablement ennuyé mon altesse royale! » Vers la fin de 1770, un favori allemand, le célèbre Struensée, prit en main le pouvoir que ces débiles mains ne pouvaient retenir. Bien que son administration ait été souvent inspirée par l'esprit libéral de son temps, on ne peut lui savoir beaucoup de gré de réformes accomplies avec une précipitation qui jeta partout le désordre, et l'on ne saurait oublier qu'après avoir déshonoré la cour et la maison royale, Struensée laissa après lui les germes d'une profonde corruption.

Gustave III était le beau-frère de Christian VII; il avait vu de ses yeux, lors de son passage à Copenhague, commencer l'insolente domination du favori. « La cour, dit Reverdil, était devenue une maison bourgeoise où l'on voyait la société du comte Struensée. Gustave, ayant appris qu'il était invité chez le roi avec une ou deux femmes de négocians, demanda s'il n'y avait point aussi de juifs dans la compagnie; une de ces femmes lui reprocha obli-

(1) Il devait se prolonger jusqu'en 1808.

geamment de ne lui avoir point fait visite. On voulut qu'il fût témoin des merveilles de l'éducation du prince royal de Danemark (1). Struensée le mena sans façon au travers de la cour du palais, sous la pluie, dans l'appartement du petit Fritz... En un mot, ajoute Reverdil, Struensée était chez lui, et le gouvernement de l'état était un accessoire de sa position. » Ce spectacle avait inspiré au prince de Suède un réel dégoût. Cette cour prostituée, qui n'avait rien conservé ni du luxe ni de la dignité royale, ce roi faible d'esprit et ne rachetant sa honte par aucun retour de volonté virile, cette reine alors déjà soupçonnée, sinon coupable, ce parvenu qui régnait en maître, qui traitait avec lui sur un pied d'égalité et lui faisait avec une insolente aisance les honneurs du palais des rois de Danemark, tout cela avait profondément blessé Gustave. Le cabinet de Copenhague lui était déjà suspect pour ses anciennes liaisons avec les ennemis de la Suède; il souffrit plus que jamais d'être allié par le sang à une telle cour, et, devenu roi, il ne dissimula pas les expressions de son mépris. Et pourtant la politique de Struensée s'était éloignée de la Russie pour se rapprocher de l'alliance française et suédoise. Ce fut donc pour Gustave III, quand il apprit qu'une révolution de cour avait renversé en Danemark ce qu'une faveur de cour y avait fait naître, à la fois un soulagement et un nouveau péril, et dans tous les cas un avertissement, une excitation puissante. Il avait suffi, pour mettre un terme à une domination honteuse, de l'énergie d'une femme, de cette reine qui, avec quelques serviteurs seulement, à la suite d'un bal, avait fait arrêter Struensée et quelques complices. Des supplices barbares avaient suivi cette révolution de palais (17 janvier — 28 avril 1772); Gustave se flattait de n'avoir pas besoin de sévir de la sorte, et son caractère assurément y répugnait, mais il se promettait bien d'avoir au moins autant d'énergie qu'on en avait eu à Copenhague, et le spectacle d'un si prompt changement acquis par un seul coup de vigueur lui inspirait, en vue d'une cause meilleure et plus haute, un ferme espoir. D'ailleurs le nouveau gouvernement du Danemark allait reprendre sans aucun doute ses anciennes traditions d'alliance étroite avec la Russie et la Prusse, et c'était à Gustave d'empêcher un nouveau rapprochement entre ses ennemis.

Un autre incident politique, le premier partage de la Pologne, irrévocablement décidé par le traité signé à Pétersbourg le 25 juillet (5 août) 1772, fut pour lui l'avertissement suprême. Avant même que la Prusse et la Russie eussent préparé par des négociations secrètes le démembrement de la Suède comme celui de la Pologne, la communauté de péril pour ces deux pays était évidente; elle n'a-

(1) Plus tard Frédéric VI; il avait alors trois ans.

vait pas échappé à Gustave : dès sa jeunesse, il avait suivi avec une grave attention les douloureuses péripéties de l'anarchie polonaise. On lit déjà dans son journal de 1768 :

« 18 avril. — Les nouvelles arrivées de Pologne parlent d'une grande confédération à Kaminieç. On a tenu à Varsovie deux conseils, et le résultat des délibérations a été que le roi et le sénat de la république invoqueraient la protection de l'impératrice de Russie. C'est une infamie !... Ah ! Stanislas-Auguste, tu n'es ni roi ni même citoyen ! Meurs pour sauver l'indépendance de ta patrie, et n'accepte pas un joug indigne dans le vain espoir de conserver une ombre de puissance qu'un ordre venu de Moscou suffira pour faire évanouir ! »

« 7 novembre. — Nouvelles de Pologne toujours pareilles : anarchie et corruption ! Voilà notre sort à nous-mêmes, si des mesures vigoureuses ne viennent bientôt nous secourir ! »

Gustave n'était pas le seul à comparer les destinées des deux pays; un journal très répandu à Stockholm s'écriait au commencement de 1772 :

« Il est temps de regarder à notre lendemain. Nous sommes menacés du même sort que les Polonais, mais nous pouvons aussi retrouver un Gustave-Adolphe. Qui a fait le malheur de la Pologne ? L'instabilité des lois, l'abaissement continu du pouvoir royal, et par suite l'intervention inévitable de puissans voisins dans les affaires intérieures. La Suède est à l'abri de telles destinées tant que nous n'aurons pas renié notre roi et notre patrie : nous avons une antique patrie à défendre et un grand roi à sauver. Concitoyens ! si la mémoire de Gustave-Adolphe est encore présente dans vos cœurs, tournez-vous vers son tombeau. De sa cendre, que recouvrent les trophées de la guerre civile et ceux de la guerre étrangère, sort une voix qui crie à chacun de vous que l'heure est enfin venue ! »

Dès le 21 mai de cette année, M. de Vergennes reçut la confidence d'une partie du plan qui fut exécuté trois mois après, dans la fameuse journée du 19 août 1772 :

« Gustave III m'a fait ces jours-ci, écrit-il à cette date, la révélation d'un projet véritablement hardi. Quoique j'aie promis à ce prince le plus profond secret, mon devoir me prescrit, monsieur le duc, de vous le dévoiler. — La forteresse de Sveaborg, en Finlande, vis-à-vis d'Helsingfors, située au milieu de la mer, est l'arsenal destiné à la défense maritime de cette province. Elle est gardée par une garnison de 1,500 hommes, tous étrangers. Les officiers et les soldats, que la parcimonie de la diète menace d'une réforme, sont mécontens et disposés à toute entreprise. Il s'agit de les soulever, et, à la faveur des bâtimens dont ils disposent, de les faire arriver en vue de Stockholm avant qu'on puisse y avoir avis du soulèvement; la chose est possible pour peu que les vents d'est, ordinaires dans cette saison, soient favorables. On profitera de la surprise pour s'assurer des personnages les plus suspects dans l'assemblée des états, puis on proposera

à la diète un plan de constitution très modéré, qui, réservant la liberté civile et tous les droits des différens ordres, ne leur ôtera que le pouvoir de faire le mal et de trahir l'intérêt public. On s'attend que la frayeur leur fera tout accepter; la chose faite, on les renverra chez eux, en reculant de quatre années l'ouverture d'une nouvelle diète. Si les révoltés de Sveaborg étaient empêchés ou détournés par les vicissitudes de la mer, le roi de Suède ferait mine de marcher contre eux à la tête de son régiment des gardes, sous prétexte d'empêcher leur débarquement; il réunirait à son régiment de la garde plusieurs corps armés, postés à quelque distance de Stockholm et gagnés d'avance, puis il reviendrait en force avec eux sur la capitale et mettrait la dernière main à son entreprise. »

Une autre insurrection devait coïncider avec celle de Sveaborg. Un jeune capitaine nommé Hellichius, commandant la garnison de Christianstadt, forteresse importante de Scanie (1), s'engageait à soulever ses soldats au nom du roi, et promettait d'entraîner toutes les campagnes voisines, qui attribuaient au mauvais gouvernement des états leur misère et la cherté des grains. Les deux frères du roi, Charles et Frédéric, se trouveraient dans les provinces : le prince Frédéric en Ostrogothie pour prendre les eaux de Medevi, le prince Charles en Scanie pour attendre le retour de la reine sa mère, en visite à Berlin. L'un et l'autre s'appliqueraient à préparer les esprits. Le prince Charles, dès qu'il apprendrait le mouvement de Christianstadt, en prendrait immédiatement prétexte pour réunir sous ses ordres les régimens les plus voisins et ceux que le prince Frédéric pourrait lui amener, ce que la constitution ne lui eût permis en aucun autre cas; il tiendrait secret son but réel et ne parlerait que de marcher en toute hâte contre les révoltés jusqu'à ce que Gustave III lui-même eût réussi dans la capitale. En même temps on ferait circuler dans les provinces des bruits de complot contre le roi. De la sorte, si la tentative de Stockholm venait à échouer, les mesures que les états prendraient infailliblement contre la personne même du roi paraîtraient une confirmation de leurs desseins supposés, et on pourrait encore espérer, par un autre coup de main, délivrer Gustave et réparer son échec. Le prince Charles, en quittant Stockholm, emporta la moitié d'un petit écu de France, dont l'autre moitié resta entre les mains de Gustave III, qui devait la joindre à tout message non suspect qu'il voudrait adresser à son frère. C'était une précaution utile, en cas d'échec, contre l'exécution possible d'ordres imposés par les états (2).

Ce plan fort habile paraît, à la vérité, avoir eu pour premier auteur, non pas Gustave III lui-même, mais un énergique ennemi des

(1) La province de Scanie est située à l'extrémité sud-ouest de la péninsule suédoise.

(2) Cet écu brisé a été conservé depuis au cabinet des médailles, au château de Drottningholm.

bonnets, le colonel Sprengtporten. Depuis le mois de juin 1772, cet officier en discutait tout le détail avec le roi, qui lui communiquait aussi ses projets de constitution; mais les deux révoltes de Finlande et de Scanie, ainsi que les mesures confiées aux princes Charles et Frédéric, n'étaient après tout que des annexes de la principale entreprise, c'est-à-dire du coup d'état dans la capitale, que Gustave III semble bien avoir seul médité et qu'il a seul exécuté, avec toute la dissimulation et toute la bravoure nécessaires.

Dès le milieu de juillet, les états commençaient à soupçonner vaguement ses projets; mais, déjà livrés à ce vertige qui présage et prépare les défaites, ils commettaient à leur insu les fautes les plus grossières. Une lettre où Gustave s'ouvrait à Louis XV, en termes généraux il est vrai, tomba entre les mains de l'ambassadeur d'Angleterre à Paris, qui informa par l'agent anglais à Stockholm les chefs des bonnets. Cet avis coïncidait avec de sourdes rumeurs et avec de violens pamphlets, où s'exhalait le mécontentement public. Les états résolurent donc de surveiller de très près Gustave III, déterminés qu'ils étaient à user de violence envers lui, s'ils découvraient dans sa conduite quelque démarche tendant à renverser la constitution. Leur plus grave mesure fut de désigner, pour remplacer prochainement la garnison du château, le régiment d'Upland, commandé par le baron Cederström, un des leurs, et auquel ses soldats auraient obéi. Heureusement l'activité de Gustave III prévint l'arrivée de ces hommes dans la capitale; le régiment se trouvait toutefois à quatre heures de Stockholm quand le coup d'état s'achevait : ce fut le plus sérieux danger que courut le roi de Suède. Les états furent plus mal inspirés quand ils éloignèrent le colonel Sprengtporten, dont les fréquentes visites au château ne leur avaient pas échappé; on savait d'ailleurs qu'il était à la tête d'un club de jeunes officiers fort dévoués à Gustave. Ils crurent faire un coup de parti, dit M. de Vergennes dans sa dépêche du 23 juillet, en le désignant pour aller rétablir le calme dans la Finlande, où le mécontentement paraissait augmenter de manière à inquiéter la diète. Sprengtporten feignit de recevoir cet ordre avec mécontentement; mais il partit sans retard : les états lui procuraient de la sorte le moyen d'aller mettre le feu à la mine qu'il avait préparée lui-même, et ils entraient dans le jeu du roi, qui de son côté s'empressait de calmer leurs alarmes, rendant plus rares, après qu'elles lui avaient fait de nombreux amis, ses entrevues avec les jeunes officiers de la garnison, et se livrant en apparence tout entier aux fêtes et aux plaisirs.

Sprengtporten avait quitté Stockholm emportant un plein pouvoir signé du roi, auquel était joint ce billet :

« 29 juillet 1772. — Je remets entre vos mains le secret de ma vie, et

je n'ai sur ce point aucune crainte. Je vous prie encore une fois de vous épargner et de ne point exposer vos jours, qui en ce moment sont si intimement liés au bien de l'état. Si vous rencontrez de la résistance, il vaut mieux abandonner l'entreprise que d'exposer votre sort au hasard. J'espère que vous anéantirez en ce cas le papier que je vous ai remis, comme aussi dans le cas où vous auriez cessé d'en faire usage. »

Sprengtporten et Hellichius une fois partis de Stockholm avec les ordres relatifs aux révoltes de Scanie et de Finlande, tout était dit : il fallait que la destinée de Gustave s'accomplît et qu'il ne se manquât pas à lui-même. L'ambassadeur russe, comte Ostermann, étant venu le saluer, il l'entretint avec bonhomie d'un projet de voyage; il lui annonça qu'il allait immédiatement demander au sénat l'autorisation de s'absenter quelques semaines, et dépista de la sorte ses premiers soupçons.

Sauf l'entreprise de Finlande, qui fut retardée et se trouva inutile, le plan adopté par Gustave III réussit de tous points. Le capitaine Hellichius n'eut pas de peine, dans une province fort mal disposée d'avance, à souffler la révolte : la garnison de Christianstadt se déclara le 12 août; son chef publia un manifeste refusant fidélité aux soi-disant états du royaume, coupables envers le pays, qu'ils avaient ruiné, et envers le roi, dont ils avaient usurpé les droits légitimes. « Braves Suédois, disait-il en s'adressant aux habitans de la ville et des campagnes voisines, le sort en est jeté. Aussi longtemps que le roi et la patrie n'auront pas recouvré ce qui leur appartient, chacun de nous fait serment de mourir plutôt que de déposer les armes. Venez à nous, croyez à notre loyauté, et faisons cause commune! » Hellichius avait pris soin d'expédier aussitôt un messager vers le prince Charles, qui, sans expliquer autour de lui ses intentions, avait réuni promptement sous ses ordres jusqu'à cinq régimens, qui stationnaient dans la province. Cependant le baron Rudbeck, envoyé par les états pour s'assurer si rien ne se tramait en Scanie, avait voulu visiter en passant la forteresse de Christianstadt. Quel ne fut pas son étonnement en se voyant refuser l'entrée de la place et en lisant le manifeste d'Hellichius! Il reprit en toute hâte le chemin de Stockholm, où il rentra dans la soirée du 16. L'extrême péril commençait pour Gustave III; le sénat et les états n'avaient aucune preuve de sa complicité, et néanmoins plusieurs voix s'élevaient déjà pour demander qu'on s'assurât de sa personne. Le baron Rudbeck alla dès le 17 au matin lui apprendre lui-même ce qui était arrivé. Le roi témoigna d'une telle indignation, l'embrassa et lui serra les mains avec tant d'effusion, et le remercia si bien d'avoir sauvé le pays en apportant le premier une telle nouvelle, que le vieux général se retira très convaincu de la parfaite innocence de Gustave. Le soir même, au souper de la cour, le duc

d'Hessenstein et le sénateur comte Ribbing firent tomber la conversation sur la révolte de Christianstadt. Comme le roi répétait ces seuls mots : « cela est étrange, cela est singulier, » le comte Ribbing, fixant sur lui de hardis regards, osa dire à haute voix que le plus singulier et le plus étrange était le récit de l'officier de garde à la porte de la forteresse, lequel avait affirmé que rien ne s'était fait que par l'ordre du roi lui-même. « Vous vous trompez, répondit aussitôt Gustave sans se troubler un instant; j'étais présent quand Rudbeck fit son rapport devant le sénat : c'est la sentinelle qui a dit cela et non l'officier; le mieux informé devait être certainement l'officier. » Le lendemain 18, nouvelle et longue visite du baron Rudbeck. Gustave lui parut cette fois évidemment distrait : il était tout occupé d'un point de broderie dont il avait promis le dessin pour le soir même à une dame de la cour. Rudbeck ne manqua pas de rapporter ce détail aux chefs du parti, en leur assurant du fond de son âme que « le personnage ne serait jamais dangereux. »

Ce fut seulement dans la journée du 18 que Gustave III reçut le message du prince Charles, qui lui apprenait la réunion sous ses ordres de cinq régimens, sans l'appui desquels rien ne pouvait être sagement tenté dans la capitale. Les états, de leur côté, avaient pris de graves mesures : envoi de troupes pour châtier Hellichius, ordre à deux bataillons casernés dans les provinces voisines d'accourir, rappel des deux frères du roi, invitation formelle à Gustave lui-même de ne pas quitter la ville; de plus, le régiment de Cederström devait être à peu de distance : chaque parti observait l'autre, et il ne s'agissait plus que de savoir lequel agirait le plus sûrement et le plus vite. Gustave prit donc une résolution définitive pour le lendemain. Sa dissimulation fut parfaite pendant les dernières heures qui précédaient l'acte suprême d'où sa destinée et sans aucun doute celle de son pays dépendaient. Le soir même du 18, il assista à la représentation du premier opéra donné en langue suédoise : *Thétis et Pélée;* un brillant souper réunit ensuite toute la cour; Gustave témoigna une insouciante gaîté, joua gros jeu pendant le reste de la soirée, et gagna une forte somme à la baronne Pechlin, femme du plus redoutable d'entre ses adversaires. La nuit fut bien employée : une fois ses invités partis, Gustave écrivit quelques lettres; par celle qu'il destinait à son frère Charles, il exprimait son espoir du succès, mais il le conjurait, dans le cas contraire, de ne pas venger sa mort. Un billet avertissait M. de Vergennes de la décision prise irrévocablement pour le lendemain. Gustave sortit ensuite du château pour aller, comme il le faisait depuis quelque temps, visiter les différens postes de la ville; nul ne pouvait apparemment lui reprocher de veiller de sa personne aux précautions de sûreté publique, et il y gagnait de connaître par lui-même les dispositions de ses ennemis.

Les événemens du 19 sont bien connus : vers dix heures du matin, Gustave monte à cheval et se rend à l'arsenal, où il assiste à quelques exercices; entouré d'un grand nombre de jeunes officiers dévoués qu'il a fait prévenir, il traverse la ville en saluant avec grâce partout sur son passage, puis rentre au château. La garde montante venait d'arriver, celle qu'elle devait relever n'était pas partie encore. Gustave rassemble les officiers dans le poste, il les harangue; sauf trois d'entre eux, ils prêtent immédiatement un nouveau serment de fidélité. Il s'adresse ensuite aux soldats; une seule réponse négative est couverte par les exclamations favorables. Le bruit avait attiré le peuple, qui, après avoir entendu les dernières paroles de Gustave, mêle ses cris à ceux de la garde. Les sénateurs étaient déjà réunis comme à l'ordinaire dans le château même; ils veulent accourir pour savoir la cause d'un si grand tumulte, mais ils trouvent aux portes une trentaine de grenadiers qui, croisant la baïonnette, leur apprennent qu'ils sont gardés à vue. Pendant ce temps, Gustave, suivi d'une grande foule d'officiers et de citoyens, avec un mouchoir blanc au bras en signe de ralliement, se dirige vers les principaux postes de la ville, et partout on l'acclame sans nulle résistance. Il adresse la parole aux groupes populaires, répétant qu'il s'agit seulement de mettre fin à l'anarchie, qu'il refuse le pouvoir absolu, et qu'il veut mériter la confiance, l'amour de ses sujets : tout cela dit avec chaleur, avec entraînement, et en langue suédoise, chose inaccoutumée avec une cour qui était depuis si longtemps française ou allemande. Il arrive enfin au parc d'artillerie et y prend quelques mesures militaires qui seront inutiles, car il suffit qu'il ait fait arrêter les principaux chefs ou partisans des états, y compris le baron Rudbeck, devenu un instant redoutable par une tentative de résistance armée; les sénateurs sont prisonniers dans la chambre du conseil pour trois jours, et les membres du comité secret, loin de chercher à se réunir, ne songent qu'à leur propre salut; en moins d'une heure, toute la capitale a fait sa soumission.

La journée du 20 fut consacrée à recueillir les sermens et à prévenir les dangers les plus pressans hors de la capitale. Il restait à faire accepter une constitution nouvelle; Gustave en avait trois dans sa poche quand il parut en costume royal devant les membres de la diète, convoqués pour le 21 dans la grande salle du château; le choix de l'exemplaire, c'est-à-dire probablement d'une constitution plus ou moins libérale, devait dépendre des dispositions qu'il rencontrerait. Le projet dont il donna lecture avait été préparé par lui-même; à la manière dont il fut accueilli, on eût dit que cette assemblée n'avait jamais compté que des partisans dévoués de la cause royaliste. Sauf un amendement qu'un membre de la noblesse

proposa et qui ne fut pas écouté, nul signe d'opposition n'apparut, et la nouvelle charte, en 57 articles, fut adoptée au milieu des applaudissemens, puis signée du maréchal de la diète, président de l'ordre de la noblesse, ainsi que des orateurs des trois ordres inférieurs. Cela fait, Gustave III se leva et dit : « Puisqu'il a plu à la divine Providence de renouer les liens qui unissaient anciennement le roi et son peuple, il est de notre devoir à tous de lui rendre ici de justes actions de grâces. » Otant alors de sa tête la couronne, il tira son livre de prières, et ordonna à l'évêque placé à ses côtés d'entonner le *Te Deum*, que toute l'assemblée continua avec lui; la séance se termina par un baise-main royal. Le consentement de la diète une fois obtenu, celui des provinces ne se fit pas attendre, et la révolution se trouva tout entière accomplie sans une seule goutte de sang versée. Gustave ne manqua pas d'écrire dès le 21 une lettre à Louis XV pour lui annoncer sa victoire :

« Monsieur mon frère et cousin, je serais bien ingrat, si, dans ces premiers momens de la révolution la plus heureuse pour moi et mon état, je ne témoignais à votre majesté ma sensible et vraie reconnaissance pour la part qu'elle a bien voulu y prendre. Le temps ne me permet pas de rien ajouter davantage; je me rapporte entièrement à ce que l'ambassadeur de votre majesté lui marquera sur le détail d'un événement dont je me flatte que les suites convaincront votre majesté bien pleinement des sentimens avec lesquels je suis, etc. »

Gustave III, au moment décisif, ne s'était donc pas manqué à lui-même; M. de Vergennes avait été tout surpris d'un si rapide succès, et les récits anecdotiques nous le représentent, dans la journée du 19 août 1772, debout sur une échelle appliquée au mur du parc d'artillerie, suivant d'un regard inquiet les mouvemens de Gustave et des troupes, et se rassurant aux exclamations enthousiastes qui allaient décider le succès. Il restait néanmoins à soutenir l'acte vigoureux du jeune roi, à défendre la révolution contre les rancunes étrangères. La vieille alliance du cabinet de Versailles, qui avait encouragé et soutenu Gustave dans la préparation de son œuvre, ne lui fit pas défaut non plus quand il fallut, par un nouvel effort, consolider l'entreprise commune.

III.

Gustave III avait tout à craindre du ressentiment des cours dont il venait de déjouer les secrètes espérances, et leurs réponses aux messages officiels qui leur avaient porté la nouvelle du coup d'état ne laissaient pas que d'être fort peu rassurantes. Catherine II accusa simplement réception, sans ajouter un seul mot de compliment

ni de blâme. Elle se bornait à exprimer sèchement le vœu qu'il fût encore possible de maintenir la paix; mais sa mauvaise humeur était visible, et se montre tout entière dans sa correspondance, où on la trouve balancée, il est vrai, à cette date, par la satisfaction qu'elle ressent de l'affaire de Pologne. Il faut voir de quel ton dégagé, avec persiflage et colère, elle parle, à travers cent nouvelles, littéraires ou autres, des deux graves épisodes qui préoccupaient les contemporains. « Je viens d'acheter, écrit-elle à Voltaire (1) le 1/12 septembre 1772, la collection de tableaux de feu M. de Crozat, et je suis en marché d'un diamant de la grosseur d'un œuf. Il est vrai qu'en augmentant ainsi ma dépense, d'un autre côté mes possessions se sont accrues un peu par un accord fait entre la cour de Vienne, le roi de Prusse et moi; nous n'avons pas trouvé d'autre moyen de garantir nos frontières que de les étendre. — A propos, que dites-vous de la révolution de Suède? Voilà une nation qui perd en moins d'un quart d'heure sa constitution et sa liberté. Les états, entourés de troupes et de canons, ont délibéré vingt minutes sur cinquante-sept points, qu'ils ont signés, comme de raison. Je ne sais pas si cela peut s'appeler une douce violence, mais je vous garantis la Suède sans liberté et son roi aussi despotique que celui de France, et cela deux mois après que le souverain et la nation s'étaient juré réciproquement la stricte conservation de leurs droits. — Le père Adam (2) ne trouve-t-il pas que voilà bien des consciences en danger? »

Le roi de Prusse dissimula moins encore que l'impératrice quel était son dépit. Suivant M. de Vergennes, Frédéric II, avant même d'être informé entièrement, assurait à sa sœur, la mère de Gustave III, en répondant à ses vœux en faveur d'une révolution, que si les choses tournaient à l'avantage du roi de Suède, il ne pourrait se dispenser de joindre ses armées à celles de la Russie pour s'y opposer, ses engagemens avec cette puissance lui en faisant un devoir indispensable. Quant à Gustave III, il s'attendait à de telles dispositions, et dès les premières menaces il avait adressé la lettre suivante au vieux roi Louis XV, son unique allié.

« 18 septembre 1772. — Monsieur mon frère et cousin, il m'est bien agréable de pouvoir saisir toutes les occasions qui se présentent pour renouveler à votre majesté les assurances de la vive amitié et de la sincère reconnaissance dont je suis pénétré pour elle... Vous êtes déjà informé du

(1) Voyez le supplément de la *Correspondance de Grimm et Diderot*, in-8°, Paris, 1814, où se trouvent ces lignes parmi les morceaux de ses lettres supprimés par Catherine elle-même dans les précédens recueils, et qui sont restitués dans ce volume.

(2) On sait que ce jésuite avait à Ferney le joli métier d'aumônier de Voltaire, qui faisait avec lui sa partie d'échecs.

premier succès de mon entreprise; la suite en a encore été heureuse, et la main de la Providence, qui m'a si visiblement soutenu, m'a conduit jusqu'à ce moment. Il n'y a personne dans tous mes états qui ne témoigne la joie la plus marquée et la confiance la plus entière en ma personne. Il serait heureux que mes voisins fussent dans les mêmes sentimens; mais il ne me reste que trop d'incertitude sur leur façon de penser. Le roi de Danemark, à la vérité, a déjà témoigné une satisfaction entière sur le grand changement qui vient de se faire ici; mais pour les sentimens de l'impératrice de Russie et du roi de Prusse, je les ignore encore, n'ayant point eu de réponse aux lettres que je leur ai d'abord écrites après l'événement du 21 août dernier, et qui étaient pleines d'assurances de mes vues pacifiques à leur égard. Je dois pourtant juger, par les éclaircissemens qui me sont venus par la reine ma mère, que le roi de Prusse est médiocrement content de ce qui s'est fait ici. On parle même d'un traité conclu en 1769 entre lui et la Russie, qui doit les engager mutuellement à perpétuer les désordres dans mon royaume en soutenant la constitution anarchique que je viens d'abolir. Malgré cela, j'ai trop bonne opinion de la sagesse et de l'équité de ces deux cours pour imaginer qu'elles voudront m'inquiéter, dans la situation où elles se trouvent en ce moment, au sujet d'un arrangement qui ne regarde que l'administration intérieure de mes états, dans laquelle elles n'ont aucun droit de se mêler. Je suis résolu d'user envers elles de la modération la plus parfaite, afin de les convaincre encore davantage de la droiture de mes vues; mais si, malgré mon attente, malgré mes soins, malgré l'équité, le droit des gens et les liens de la nature, elles voulaient m'inquiéter, forcé à une juste défense, je me trouverais contraint à opposer la force à la force. Je me flatte que votre majesté ne m'abandonnera pas à la fureur d'ennemis qui ne le sont que parce qu'ils connaissent mon attachement inviolable pour elle, et que je trouverais toujours dans son cœur les mêmes sentimens dont elle m'a si souvent donné des preuves si évidentes, et dont l'assurance a soutenu mon courage parmi tous les dangers que j'ai courus. Il me sera toujours doux de pouvoir y compter, tout comme je ne désire rien avec plus d'ardeur que de pouvoir convaincre votre majesté de la haute estime et de la tendre amitié avec lesquelles je suis, etc. »

Quelques jours après, des bruits de préparatifs hostiles arrivaient au cabinet de Stockholm, et Gustave se hâtait d'en faire part à Louis XV.

« 8 octobre. — J'avoue que je ne comprends rien à la conduite du roi de Danemark à mon égard. Il a, par son ministre, donné à votre majesté des assurances qui, dans d'autres circonstances, devraient paraître suffisantes; il vient d'en donner également au mien, et, malgré cela, il fait faire des préparatifs si formidables en Norvége, que tous mes sujets sur la frontière en sont alarmés. Si c'est de concert avec quelque autre cour, ou si l'on se flatte de pouvoir exciter quelques mécontentemens dans l'intérieur de mes états, je l'ignore; mais en attendant j'ai cru essentiel de me présenter moi-même sur la frontière. »

Les soupçons de Gustave contre ses voisins ne purent qu'être augmentés par les lettres amères et menaçantes que Frédéric II et le prince Henri lui adressèrent ainsi qu'à Louise-Ulrique. Nous avons déjà cité plus d'une fois ici même ces lettres, qui sont maintenant bien connues. On se rappelle que Frédéric II et son frère y faisaient enfin connaître les stipulations secrètes par lesquelles, de concert avec la Russie et le Danemark, la Prusse avait garanti la constitution de 1720. Frédéric II y protestait de son désintéressement. « Ce n'était assurément pas ce petit morceau de la Poméranie, disait-il, bon tout au plus pour un cadet de famille, qu'il pouvait ambitionner; mais le moyen de ne pas remplir ses saints engagemens et de souffrir une révolution grâce à laquelle, si la Suède conservait la paix pendant dix ans, elle deviendrait puissance prépondérante! » On perçait le cœur de Frédéric II et celui du prince Henri en les mettant dans l'obligation de combattre un neveu qui leur était si cher, et la nature répugnait en eux à l'accomplissement de devoirs que leur loyauté rendait inévitables! Double hypocrisie et double mensonge : outre les sentimens que lui inspirait sa politique, Frédéric II détestait personnellement Gustave; il écrit maintes fois à son frère que les fils de sa sœur ne lui ont jamais plu, qu'il n'a jamais rien senti pour ces princes de Suède, et il n'est pas rare qu'il traite fort lestement dans sa correspondance Gustave III en particulier, jusqu'à s'emporter contre « ce monsieur Gustave, cette vipère envenimée, cette créature atroce. » Bien qu'il se contraignît dans ses premières réponses, le roi de Prusse y montrait un dépit qui ne laissait pas d'être fort redoutable; une guerre pouvait renverser tout l'édifice qui venait d'être élevé, et creuser pour la Suède et pour son roi un profond abîme. Aussi M. de Vergennes exprimait-il tout d'abord à sa cour, avec l'indignation qu'il ressentait de la perfidie des puissances confédérées, l'inquiétude que lui inspiraient la faiblesse de la Suède et la nécessité où se trouverait la France de supporter à peu près tout le fardeau.

« Je crois, monsieur le duc, qu'il est sans exemple que des puissances se soient avisées de faire des transactions entre elles sur le compte d'un tiers sans en être requises et sans l'en prévenir. La Russie ni la Prusse n'ont aucun titre pour s'ingérer dans les affaires intérieures de la Suède; leur prétendue garantie clandestine n'est donc qu'un attentat aux droits imprescriptibles d'une nation libre, et même une violation de la constitution dont on prétend être les gardiens et les garans. Les états de Suède, en faisant la constitution de 1720, ne se sont-ils pas réservé le droit d'y changer et d'y ajouter ce qu'ils croiraient convenable? Et on leur fera la guerre parce qu'en 1772 ils trouvent bon de substituer à des lois versatiles, source intarissable d'abus, des lois fixes et nerveuses d'où doit dé-

couler le bien public!... Mais on invoquerait vainement des sentimens de justice de la part de deux puissances qui paraissent en avoir abjuré les notions les plus communes; leur convenance fait leur droit public : c'est elle qui, après avoir déterminé le démembrement de la Pologne, voudra aussi déchirer la Suède et se partager ses plus belles provinces, si l'on n'y oppose les obstacles les plus puissans. — La Poméranie est étrangère au changement fait en Suède; elle conserve les lois allemandes qui l'ont régie avant et depuis la conquête. Le roi de Prusse ne peut donc en emprunter aucune cause, aucun prétexte d'inquiétude; mais, quoi qu'il dise, ce « petit coin de terre » qu'il affecte de dédaigner est à sa bienséance : il pique son ambition. — Le roi de Suède demande s'il ne faut pas faire quelques démarches à Vienne. L'impératrice-reine est engagée, par la convention de 1757, à la garantie de la Poméranie et des autres états suédois en Allemagne. Le roi espère beaucoup des offices que M. Durand a ordre de lui rendre à Pétersbourg...

« Le roi de Suède compte avoir avant quelques mois quarante mille hommes en état d'entrer en campagne et une escadre de quatorze ou quinze vaisseaux de ligne; il aura quelques magasins en Finlande et près de la frontière de Norvége... J'avoue toutefois, monsieur le duc, que je suis effrayé quand je considère tout ce qu'il faudrait pour donner de la consistance à un corps qui est impuissant par lui-même à faire un effort vigoureux et salutaire. La Suède n'est aujourd'hui qu'un squelette gigantesque dont les membres disproportionnés sont incapables de se prêter un secours et un appui mutuels. Minée par cinquante ans d'anarchie, elle se voit accablée par la misère la plus affreuse : la famine dévore la plupart de ses provinces; les ravages en sont effrayans; la rentrée des contributions ordinaires se fait très difficilement. Il faut donc des coups de vigueur; la Suède ne peut traîner longtemps sans être épuisée. Cronstadt n'est qu'en bois, et quelques boulets rouges le détruiraient; il est vrai que la Russie n'a pas de marine ou l'a mauvaise. Si du moins la Suède était délivrée de l'épine du Danemark!... »

Les craintes exprimées par Vergennes n'étaient pas sans raisons : de jour en jour, les périls semblaient s'accumuler. Le comte d'Ostermann, ministre russe à Stockholm, avait pris une attitude très menaçante; il avait déclaré au cabinet suédois, par ordre de son gouvernement, que l'impératrice regarderait toute agression contre le Danemark comme dirigée contre elle-même; il continuait à entretenir dans Stockholm des clubs où se réunissaient encore quelques désœuvrés dont il payait la turbulence et les calomnies; il ne s'abstenait pas enfin de dire et de faire répéter autour de lui qu'il y avait lieu de soudoyer des révoltes dans chaque province de Suède, si les confédérés ne s'entendaient pas pour organiser la guerre extérieure (1), car il fallait à tout prix relever la liberté suédoise,

(1) L'envoyé danois à Stockholm écrit le 22 août 1772, immédiatement donc après la révolution : « Le comte d'Ostermann m'a communiqué confidemment le projet d'entre-

rétablir cette constitution de 1720, qui en était le plus sûr rempart, et châtier l'imprudent souverain qui avait osé dépouiller un peuple. On ne doit point oublier que la Russie n'avait pas seulement en vue, par ses traités avec la Prusse et le Danemark, un prochain démembrement de la Suède; elle avait aussi ambitionné l'honneur de former une puissante ligue du Nord, d'où l'influence française fût entièrement exclue. Si Gustave III avait consenti à répudier l'alliance française, il eût conjuré le danger présent : M. de Vergennes, dans sa correspondance, répète à chaque instant que M. d'Ostermann ne perdait aucune occasion d'insinuer cette pensée non-seulement à Gustave III, mais à ceux qui entouraient le roi, et, s'il était possible, à la nation suédoise elle-même. Aussi Gustave était-il écouté à Versailles lorsqu'il réclamait directement auprès de Louis XV notre secours pour une cause qui était plus que jamais commune.

« Ulricsdal, 17 mars 1773. — Monsieur mon frère et cousin, des circonstances dont l'ambassadeur de votre majesté lui rendra compte m'obligent à réclamer aujourd'hui de nouveau et de la manière la plus pressante cette amitié que votre majesté m'a accoutumé à regarder comme le plus sûr et le plus ferme appui de mon trône. Je dois y compter dans ce moment avec d'autant plus de confiance qu'il ne s'agit pas de mon intérêt seul, mais que ma cause est réellement celle de l'Europe entière, menacée des efforts réunis d'une ligue qui paraît avoir une domination universelle pour objet. La puissance de votre majesté seule peut mettre des bornes à des vues si ambitieuses et si injustes. C'est d'elle que j'attends et les conseils et l'assistance dont j'ai besoin, étant du reste, avec des sentimens fortifiés tous les jours par la reconnaissance, monsieur mon frère, etc. »

Le gouvernement français ne refusa pas de reconnaître l'évidente solidarité qui l'unissait à la Suède, et entama de nouvelles négociations. En février 1773, une convention de subsides vint s'ajouter à celle que Gustave III avait personnellement conclue lors de son voyage à Versailles, et le mois suivant on lui proposa un traité défensif : la France fournirait 12,000 fantassins ou un secours en argent avec une escadre de douze vaisseaux et de six frégates. Suivant une dépêche de Creutz, le quatrième article stipulait formellement que le *casus fœderis* aurait lieu, si quelque puissance attaquait la Suède « en haine de sa nouvelle constitution, » qui devenait ainsi la base de

tenir une fermentation dans les provinces : sa cour agirait en Finlande, la mienne en Scanie, celle de Prusse en Poméranie. Ce concert éclaterait partout en même temps, au moment décisif, avec l'appui de manifestes et de déclarations signés des trois puissances. — 23 octobre. Je crois me conformer aux ordres du cabinet en m'abstenant de toute démarche qui pourrait démasquer les intentions secrètes de nos maîtres. Je ne désespère pas au reste d'un mécontentement dans ce pays dont nous pourrions tirer parti en notre faveur. »

tout le traité. De plus, une partie de la négociation devait rester secrète. Voici ce qu'on écrivait de Versailles à ce propos : « Si la France attaquait les Russes dans la Baltique, il pouvait en résulter une guerre entre elle et l'Angleterre; pour éviter ce grave danger, il valait mieux, dans l'intérêt de Gustave III lui-même, que l'escadre française fût employée dans l'Archipel contre les vaisseaux russes, qui infestaient depuis trois ans ces parages au détriment du commerce européen dans le Levant et au grand dommage de la Porte-Ottomane en particulier. Le grand-seigneur, encouragé par cette entreprise de la France, redoublerait d'efforts contre la Russie, et aiderait efficacement la Suède. Le ministère français proposait à Gustave III d'inscrire cette diversion dans un article secret; toute la convention serait en outre antidatée de six mois, afin de lui donner à l'égard de la Russie ou des autres cours un caractère moins agressif. » On a vainement cherché dans les archives diplomatiques l'instrument de ce traité; l'examen comparé des dépêches de M. de Vergennes et du comte de Creutz donne à penser qu'il n'a pas abouti. Je lis en effet dans la correspondance française : « 5 avril 1773. M. de Scheffer (qui dirigeait les affaires étrangères à Stockholm) croit qu'il serait prématuré de signer le traité définitif; il croit utile de ménager l'Angleterre, qui paraît bienveillante, et représente que des traités signés restent difficilement secrets. — 24 avril. Le roi de Suède, lié par l'article 6 de la constitution à ne faire aucun traité sans le communiquer au sénat, ne peut garantir le secret. » La vérité est que la conclusion de ce traité devint finalement inutile. La France fit de sérieuses promesses de secours en cas d'attaque contre la Suède; l'ordre fut envoyé à Toulon d'équiper douze vaisseaux de ligne et six frégates; la flotte de Brest dut aussi se tenir prête à partir. En même temps notre diplomatie intervenait partout pour empêcher toute entreprise contre Gustave III. L'Espagne, notre alliée, avait adopté sa cause et contribuait même aux subsides. M. de Martange fut envoyé en Angleterre, et, si ce diplomate n'obtint pas l'assentiment du cabinet de Londres à une expédition maritime dans la mer Baltique, les dissensions qui agitaient alors la Grande-Bretagne détournèrent du moins l'attention jalouse de ses hommes d'état. Entre une opposition conduite par le premier Pitt, Burke et Fox, et des ministres égoïstes comme lord North et ses collègues, tout était désordre chez les Anglais et tout passait inaperçu, sauf la haine contre la France, qu'on n'aurait pour rien au monde laissé remporter des victoires navales dans la Baltique. A Pétersbourg, notre chargé d'affaires, M. Durand, multiplia ses déclarations et ses notes; on contint le Danemark par des menaces formelles. M. de Saint-Priest surtout, depuis quatre ans ambassadeur à Constanti-

nople, soutint les efforts opiniâtres des Turcs contre la Russie, les détourna de traiter, quand s'assemblèrent, en août et octobre 1773, les congrès de Fokschani et de Bucharest, et parvint de la sorte à entretenir une guerre ardente qui força Catherine II à réunir vers le même objet toutes ses forces; elle dut renoncer absolument à toute prochaine entreprise contre la Suède dès que la révolte de Pugatchev vint s'ajouter pour elle aux difficultés extérieures.

Quant à Frédéric II, il n'avait pas fait tout d'abord de préparatifs militaires, parce qu'il comptait sans doute, pour s'emparer sans grand effort de la Poméranie suédoise, sur les occupations que donnerait à Gustave III la mauvaise volonté de l'impératrice de Russie. Il ne s'était pas soucié d'ailleurs de concerter une action commune avec Catherine, parce que, n'aspirant pour cette fois qu'à une province qui se trouvait sous sa main, il n'avait nulle raison de travailler à la conquête de la Finlande pour le plus grand profit des Russes. De profondes jalousies divisaient donc les adversaires de Gustave III, et c'est ce qui ne contribua pas médiocrement à son salut. Il y avait eu jusqu'alors, il est vrai, des liens étroits entre Frédéric II et Catherine; le roi de Prusse avait beaucoup fait pour s'assurer l'amitié de l'impératrice : « petits soins, éloges directs ou détournés, attentions fines et délicates, enthousiasme joué, condescendances, respects, déférences aveugles, tout avait été dirigé par le grand Frédéric, dit un diplomate contemporain (1), vers ce but en apparence unique. Je doute vraiment, ajoute-t-il, que l'homme le plus consommé dans le commerce des femmes ait jamais déployé tant d'art pour subjuguer une maîtresse coquette que n'en a montré le roi de Prusse pour triompher ici. » Tout cela n'empêchait pas que Frédéric II, lors du premier partage de la Pologne, trouvât désormais la frontière russe trop voisine de ses états, et Catherine de son côté, avertie par les prétentions du roi de Prusse sur la Courlande, le soupçonnait de vouloir reprendre pièce à pièce tout ce que l'ordre teutonique, dont il se disait le représentant, avait possédé en quelque temps et à quelque titre que ce fût. Ces divisions entre les ennemis de la Suède et les haines qu'enfantait déjà parmi eux le démembrement de la Pologne, la ferme attitude du jeune roi de Suède, les efforts du gouvernement français, les embarras suscités à la Russie du côté du Danube, l'égoïste indifférence enfin de Frédéric II, qui savait faire céder son amour-propre à sa politique, voilà ce qui sauva l'œuvre de Gustave III. Il n'est pas bien sûr que la France des dernières années de Louis XV, si épuisée, eût procuré

(1) Voyez *Catherine II, sa Cour et la Russie en 1772*, par Sabathier de Castres, Berlin 1862.

à la Suède, en cas de guerre, une assistance bien efficace. « Cette cour n'aura de longtemps, disait Voltaire à Catherine II, assez d'argent pour seconder ses bonnes intentions, à moins qu'on ne vous vende, madame, le diamant nommé *le Pitt* ou *le Régent;* mais il n'est gros que comme un œuf de pigeon, et le vôtre est plus gros qu'un œuf de poule. » Mais enfin, les complications de l'Europe orientale aidant, il avait paru dans les mesures prises par le duc d'Aiguillon assez de vive énergie pour qu'on pût leur attribuer une grande part du succès. « Nos voisins ont été confondus de l'armement de Toulon, mande Gustave III au comte de Creutz le 14 mai 1773; il a déconcerté tous leurs desseins. Je vous charge d'en témoigner au roi toute ma reconnaissance. Quoique, dans le moment présent, je puisse me flatter de n'avoir pas besoin de son puissant secours, j'espère pouvoir y compter dans des occasions où il me deviendrait indispensable. La fermeté et la vigueur que sa majesté très chrétienne met dans sa conduite m'obligent à une reconnaissance sans bornes. Elles deviendront une barrière formidable contre l'oppression et l'injustice et feront respecter de toutes les puissances de l'Europe une monarchie si fidèle à ses alliés. » Quelques mois plus tard, Gustave III adressa à Louis XV la lettre suivante, qui peut servir à marquer la fin du remarquable épisode par où s'inaugura son règne :

« 2 novembre 1773. — Monsieur mon frère et cousin, on vient actuellement d'achever la médaille que les derniers états assemblés me demandèrent la permission de frapper, en mémoire du jour où ils convinrent unanimement avec moi de rétablir les anciennes lois, et jurèrent la nouvelle constitution. Cette époque m'est trop intéressante pour que je puisse perdre le souvenir d'aucune des circonstances qui l'ont amenée. J'ai senti alors combien votre majesté se plaît à concourir à l'avantage de ses alliés; c'est dans cette vue que j'ai la satisfaction d'envoyer à votre majesté une de ces médailles que la banque, au nom des états, vient de me présenter, afin que, si vous jugez à propos de lui donner une place dans votre médaillier, votre majesté y puisse conserver un monument de plus de sa gloire, rappelant à la postérité un événement auquel votre majesté a eu tant de part. Je suis, etc. »

Ici se terminerait le récit de l'intervention française dans les affaires suédoises au commencement du règne de Gustave III, si un autre épisode, fort curieux, de notre histoire diplomatique ne s'y rattachait encore. On sait aujourd'hui ce que fut sous Louis XV la fameuse « diplomatie secrète; » ce malheureux roi, dont l'insigne faiblesse étouffait la réelle intelligence, avait, à côté de son ministre avoué des affaires étrangères, un pareil ministre non déclaré, avec des agens secrets répandus dans les diverses cours de l'Europe. A

l'aide de ce personnel inconnu, Louis XV aimait à diriger lui-même avec une certaine attention les principales affaires; peut-être, jaloux de tous ceux qui l'entouraient, favoris et maîtresses, goûtait-il le plaisir de pouvoir les contrarier et les combattre sans s'imposer l'effort de leur résister ouvertement. Sa politique cachée se trouva fréquemment plus honorable que la politique avouée du cabinet de Versailles, comme si, ressentant l'humiliation de son gouvernement officiel, Louis XV eût voulu se réserver les moyens de céder quelquefois, sans permettre qu'on le sût, à des velléités qui le ramenaient vers le bien. A ce qu'on savait de cette singulière histoire, les dépêches du comte de Creutz, ministre suédois à Paris, ajoutent de nombreux détails. La diplomatie secrète faillit être découverte en 1773, précisément par suite des efforts que le roi voulait tenter en faveur de Gustave III. Il s'agissait de savoir comment on ferait passer en Suède, si cela devenait nécessaire, les secours qui avaient été promis. Le duc d'Aiguillon, soucieux avant tout de ne point blesser l'Angleterre, se résignait à embarquer nos soldats sur des navires britanniques; d'autres conseillers de Louis XV et le roi lui-même voyaient au contraire dans cette démarche un aveu de faiblesse trop humiliant. Le duc d'Aiguillon, devenu ministre par la seule faveur de Mme Du Barry, n'avait jamais été initié à la diplomatie secrète et n'en savait absolument rien; mais son collègue M. de Monteynard, ministre de la guerre, en faisait partie, et tenta par ce moyen de rendre inutiles toutes les mesures de d'Aiguillon, en faisant lever en Allemagne un régiment étranger qu'on enverrait de là directement en Suède. Dumouriez, qui préludait à sa célébrité prochaine par une vie d'aventures, chargé de se rendre pour ce dessein à Hambourg et dans le Nord, vint demander à Creutz des lettres de recommandation, sans révéler son but secret, prétextant au contraire un voyage de plaisir ou d'affaires personnelles. Creutz conçut fort maladroitement des soupçons et avertit le premier ministre, que certains autres indices, particulièrement des lettres détournées par Mme Du Barry, avaient déjà mis en garde. D'Aiguillon aperçut une partie de la vérité, mais ne put se dissimuler que le roi était derrière ces intrigues. Voulant néanmoins satisfaire son dépit en arrêtant, s'il le pouvait, des menées qui lui étaient contraires, assuré d'ailleurs par Mme Du Barry de n'avoir rien à redouter pour lui-même de la faiblesse de Louis XV, qu'elle surveillerait, il se détermina à frapper ceux que le hasard offrit à ses coups.

Sous le prétexte d'un grave complot découvert, il fit arrêter Dumouriez avec deux ou trois autres personnages qui furent enfermés à la Bastille. Le comte de Broglie, sur le témoignage de quelques

lettres qui paraissaient se rapporter aussi aux affaires de Suède, fut accusé publiquement de s'être mis à la tête de la conspiration, dans laquelle d'Aiguillon parvint à envelopper son ennemi dans le cabinet, M. de Monteynard. Louis XV, comme toujours, céda devant l'orage, quel qu'il fût. Le comte de Broglie fut exilé dans sa terre de Ruffec, mais un billet du roi tout confidentiel l'informait en même temps qu'il n'avait rien perdu de la confiance royale. Bien plus, il devait continuer, du fond de son exil, la direction de cette diplomatie secrète à laquelle, malgré de nombreux déboires, Louis XV ne voulait pas renoncer. Quant à Monteynard, Creutz ne revenait pas de son indignation et de son étonnement en le voyant rester en place. Louis XV hésitait à frapper celui qui n'avait été que son serviteur intime et dévoué; il assurait toutefois qu'il l'allait remplacer incessamment, et disait avec son habituelle insouciance: « Monteynard est le seul honnête homme de mon conseil, mais il ne résistera pas longtemps, il n'y a que moi qui le soutiens. » D'Aiguillon triompha en effet à la fin du mois de janvier 1774, et réunit, par le renvoi de Monteynard, les deux portefeuilles de la guerre et des affaires étrangères; au mois de mai suivant, Louis XV mourut, et la diplomatie secrète s'interrompit. Le comte de Broglie, qui en avait été le ministre dirigeant, fut rappelé de son exil et justifié, et l'on sut alors quels avaient été le mécanisme et l'histoire de cette mystérieuse institution. Elle avait commencé vers 1740, quand le prince de Conti avait entretenu avec le roi une correspondance secrète concernant la succession de Pologne, à laquelle ce prince aspirait. Le comte de Broglie avait été chargé en 1756 de continuer cette correspondance, qui s'était alors étendue : il y avait eu bientôt des agens affidés dans toutes les cours; quelquefois c'était le ministre résident lui-même, à l'insu du ministre titulaire des affaires étrangères; plus souvent c'était un employé subalterne de légation, qui devenait ainsi l'espion de son chef immédiat. M. d'Ogny, directeur du bureau secret à la poste, reconnaissait à un signe extérieur les dépêches des diplomates initiés; elles étaient envoyées au comte de Broglie par Guinard, garçon du château, déchiffrées dans le cabinet du comte, puis renvoyées à Louis XV avec les projets de réponses, auxquels le roi mettait chaque fois son visa après corrections. Le duc de Choiseul, le comte Desalleurs, ambassadeur à Constantinople, le baron de Breteuil, ambassadeur en Suède en 1766, et à qui le roi avait recommandé de suivre avec beaucoup d'attention les affaires de ce pays, M. de Saint-Priest, M. de Vergennes enfin, avaient fait partie de la diplomatie secrète; mais elle avait compté parmi ses agens inférieurs, comme on peut le croire, beaucoup d'aventuriers, notamment le chevalier d'Éon. La diplomatie secrète s'était occupée de toutes

les grandes affaires contemporaines. Le comte de Broglie était en correspondance avec les *insurgens* d'Amérique, et les excitait à proclamer leur indépendance; la cause de la Pologne surtout avait été sans cesse défendue auprès de Louis XV par son conseil secret : les avis généreux ne coûtent rien aux agens irresponsables, et l'occasion de donner un avis honorable était cette fois trop belle pour qu'on la laissât échapper (1).

En résumé, malgré les craintes imaginaires de Creutz, la diplomatie secrète du règne de Louis XV s'était trouvée d'accord avec sa politique déclarée pour offrir à la Suède un prompt secours en cas d'agression étrangère contre l'œuvre accomplie de concert avec Gustave III. Ce qui restait au cabinet de Versailles de son vieil ascendant, un instant ranimé par Choiseul et soutenu soit par les velléités secrètes que ce dernier épisode diplomatique vient de nous révéler, soit par des agens tels que M. de Saint-Priest et M. de Vergennes, avait écarté les suprêmes périls : la Suède était délivrée de l'anarchie; la France avait maintenu l'indépendance d'une ancienne alliée, rompu la ligue du Nord, rétabli l'équilibre si gravement menacé. Par malheur il n'y avait là qu'un effort partiel, auquel l'habileté de quelques hommes avait assuré le succès. C'était contre le démembrement de la Pologne, accompli précisément à la même époque, qu'il eût fallu être habile et résolu; ce dernier mal une fois commis, la balance de l'Europe, comme on disait alors, avait perdu son contre-poids. L'œuvre accomplie en Suède était insuffisante au point de vue de la politique générale; considérée en elle-même, elle était incomplète aussi : le cabinet de Versailles donna, par cette intervention, un témoignage d'énergie qui fut le dernier avant la guerre d'Amérique, et Gustave III ne sut ni étouffer entièrement les germes funestes que laisse d'ordinaire à sa suite un coup d'état, ni s'abstenir d'un rôle irréfléchi dans les affaires de l'Europe. Il est vrai que les temps devenaient singulièrement difficiles et allaient offrir des complications inouies, où nous verrons Gustave III s'embarrasser et se perdre.

A. Geffroy.

(1) Voyez les études de M. Alexis de Saint-Priest sur *le Partage de la Pologne* dans la *Revue* du 1er et 15 octobre 1849. Voyez aussi, pour l'histoire de la diplomatie secrète, les *Mémoires du maréchal de Richelieu*, et l'ouvrage publié par M. de Ségur sous ce titre : *Politique de tous les cabinets de l'Europe pendant les règnes de Louis XV et de Louis XVI*, 2 vol. in-8°, 1793, ou 3 vol. in-8°, 1802. On y trouve, au tome Ier, un mémoire *sur les avantages qui résulteront de la révolution de Suède*. Parmi les desseins particuliers auxquels la diplomatie secrète avait été employée, se trouve un curieux projet de mariage, en 1770, entre l'archiduchesse Élisabeth, sœur de Marie-Antoinette, et le vieux Louis XV, que le parti des dévots voulut aussi marier, en 1772, à la princesse de Lamballe.

LES

CARTES GÉOGRAPHIQUES

LA MESURE ET LA REPRÉSENTATION DU GLOBE TERRESTRE.

Certaines sciences se présentent sous une forme modeste, et ne se révèlent que par des résultats simples et clairs, où il ne reste plus aucune trace des grands travaux qui en ont assuré le développement. De ce nombre est la science géographique. Les cartes qui en expliquent jusqu'aux plus récentes découvertes sont entre toutes les mains. Le touriste les consulte pour ses voyages, le général pour ses plans de bataille, l'ingénieur pour ses projets; l'homme du monde y jette souvent les yeux, car la géographie est une des études les plus familières et les plus attrayantes. Néanmoins on ignore en général comment ces cartes se font et quel degré de confiance il est permis d'accorder aux indications qu'elles fournissent. On sent bien, il est vrai, qu'il a fallu des observations délicates pour relever les principaux linéamens du globe, mers, vallées et plateaux, et pour les reporter à leur place sur une feuille de papier, pour espacer les villes dans une juste mesure et représenter d'une façon correcte les sinuosités des fleuves ou la forme des montagnes; mais on ne saurait apprécier l'exactitude du dessin, si l'on ignore les procédés qui sont en usage pour ces diverses opérations. Il y a d'ailleurs dans le dessin topographique des signes de convention dont il importe de connaître la valeur pour savoir lire sur le papier tout ce que le géographe y a mis; les cartes ont leur alphabet et une langue qui leur est propre. Faire connaître ces côtés trop négligés de la

science géographique, ce n'est peut-être pas la montrer sous un de ses aspects les moins attrayans : on verra qu'elle repose sur les observations les plus minutieuses de l'astronomie, et qu'elle pousse la précision jusqu'aux plus extrêmes limites que nos sens puissent atteindre.

Les cartes ont été pendant longtemps des dessins d'imagination où l'on figurait, avec des procédés empruntés à la perspective, les villages par des clochers et les montagnes par des masses d'ombre fortement accusées; la belle carte de France de Cassini nous offre encore une application de ces méthodes imparfaites. Sous l'influence de nouveaux besoins que faisait sentir plus vivement l'extension donnée aux grands travaux publics, routes, canaux et fortifications, on reconnut qu'il était utile de peindre les mouvemens de terrain avec plus de vérité. La carte dut devenir assez parfaite pour donner la position d'un village à quelques mètres près, et non plus avec une approximation grossière. Il ne suffisait plus à l'ingénieur de savoir qu'un pays est montagneux, il fallait encore qu'il connût les moindres replis du sol et les limites exactes des vallées. Ces perfectionnemens dans le dessin topographique sont l'œuvre des géographes français, qui fixèrent, au commencement de ce siècle, les bases de tous les travaux exécutés depuis cette époque. En faisant de la géographie une science exacte, ils ont préparé des matériaux pour la solution d'un problème agité depuis longtemps : la vraie forme de la terre.

I.

Homère, on le sait, considérait la terre comme un disque rond entouré par la mer océane et supporté par une colonnade que gardait Atlas. Hérodote en faisait une plaine d'une immense étendue. L'observation des astres conduisit peu à peu vers des idées plus saines. Après avoir remarqué qu'il existe dans le ciel une étoile qui reste seule immobile et sert de pivot, de pôle, au mouvement apparent des globes célestes, les premiers astronomes ne tardèrent pas à reconnaître que cette étoile s'abaissait d'autant plus que l'on s'avançait vers le sud, et qu'elle s'élevait au contraire sur l'horizon à mesure que l'on se dirigeait vers le nord. Ce changement d'horizon ne pouvait se concilier avec l'idée d'une surface terrestre plane : la terre devait donc être circulaire. On ne tarda pas à s'apercevoir aussi que le soleil se lève plus tôt pour les peuples qui habitent plus à l'est : c'était encore une preuve de la rondeur de la terre. Au temps d'Aristote, on en était déjà venu à considérer la terre comme un globe d'immense dimension isolé dans l'espace. On peut faire re-

monter à la même époque la division de la surface terrestre par des méridiens qui s'étendent d'un pôle à l'autre et par des cercles parallèles à l'équateur, et comme les contrées connues des anciens étaient supposées, peut-être à tort, s'étendre beaucoup moins du nord au sud que de l'est à l'ouest, les premières divisions reçurent le nom de degrés de longitude, et les secondes furent appelées degrés de latitude. Dans l'un et l'autre sens, la circonférence fut divisée en trois cent soixante parties. C'est ce qu'on appelle les *coordonnées* géographiques, dont on fait encore usage aujourd'hui. La situation d'une ville, d'une montagne ou d'un port de mer est déterminée sur le globe et sur la carte lorsqu'on en connaît la longitude et la latitude.

L'un des premiers sujets d'étude que devait se proposer l'activité des astronomes était de mesurer les dimensions du globe terrestre, c'est-à-dire de mesurer le diamètre ou la circonférence de cette sphère immense sous la forme de laquelle on se figurait la terre. Le premier essai de ce genre remonte loin. Ératosthène avait remarqué qu'à Syène le soleil ne projetait aucune ombre au moment du solstice d'été, et il en avait conclu avec raison que cette ville était située sous le tropique. Ayant mesuré en outre la longueur d'ombre que donnait le soleil à Alexandrie à la même époque de l'année, il avait calculé qu'Alexandrie est à 7° 12′ au nord de Syène; puis en évaluant assez arbitrairement la distance de ces deux villes, qu'il supposait être sous le même méridien, il était arrivé à donner à la circonférence terrestre une longueur de 250,000 stades environ. D'autres astronomes contemporains obtinrent par des observations analogues des résultats un peu différens. Ces mesures grossières manquaient naturellement de précision, et l'on peut d'autant moins en apprécier l'exactitude que la vraie valeur du stade, unité de mesure employée par les Grecs, nous est inconnue.

Les observations astronomiques dont dépendent les mesures géodésiques ne purent faire de progrès sensibles jusqu'à l'invention des lunettes. Il s'agit, dans les opérations de ce genre, de mesurer avec une extrême justesse certains angles, et la lunette est indispensable, moins pour grossir les objets que pour en donner avec une parfaite netteté la direction. Au XVIe siècle, Tycho-Brahé mesurait les angles à l'œil nu à une minute près; ses contemporains, moins habiles, étaient loin d'obtenir cette approximation, tandis qu'aujourd'hui il est aisé de pousser jusqu'aux secondes et même aux très petites fractions de la seconde la précision des mesures angulaires.

L'invention des lunettes datant de 1609, la mesure de la terre ne fut reprise avec succès qu'au XVIIe siècle. Avant d'énumérer

les tentatives nombreuses qui ont été faites en vue de résoudre ce problème, il importe d'exposer le principe même de la méthode que l'on emploie. On choisit deux points de repère suffisamment distans; on détermine, séparément pour chacun de ces points, la longitude et la latitude au moyen d'observations astronomiques; on en conclut la distance en degrés, minutes et secondes. Si l'on mesure ensuite la distance réelle à la surface du sol, on sait aussitôt combien un degré contient de fois le mètre, et par suite quelle est la longueur totale de la circonférence terrestre; mais comme il serait trop long et trop pénible de mesurer en ligne droite à la surface du sol la distance des deux points, que l'on choisit d'habitude à des centaines de kilomètres l'un de l'autre, on se contente de mesurer une *base* de quelques milliers de mètres, on prend cette base pour origine d'une série de triangles qui s'enchaînent les uns aux autres sur toute l'étendue de la distance à franchir, et l'on n'a plus qu'à mesurer les angles de ces triangles. Telle est la méthode qui fut adoptée dès les premiers travaux géodésiques et qui est encore en usage, sauf des modifications légères dont l'expérience a montré l'utilité.

La première opération géodésique fut entreprise en 1669 par Picard, de l'Académie des sciences de Paris, qui prit pour lieux extrêmes d'observation Sourdon en Picardie et Malvoisine dans le Gâtinais. Le résultat qu'il obtint fut que le degré terrestre avait 57,060 toises de longueur. Ce travail, exécuté avec des soins minutieux, semblait définitif, lorsqu'on vint à douter que la terre fût rigoureusement sphérique. Une horloge qui avait été réglée à Paris sur le mouvement moyen du soleil ayant été transportée à Cayenne par l'astronome Richer, ce savant reconnut qu'elle retardait de deux minutes et demie par jour. Il découvrit aussi que le pendule, pour battre juste la seconde, devait être plus court à Cayenne qu'à Paris. Il en résultait que la force de la pesanteur devait être plus intense en France qu'à l'équateur, et par conséquent que la terre était aplatie vers le pôle. L'hypothèse de l'aplatissement des pôles paraissait d'ailleurs rationnelle aux géomètres, comme conséquence naturelle de la rotation de notre planète, masse semi-fluide, autour de son axe. Huyghens émit le premier cette idée, et Newton la confirma bientôt par des raisonnemens appuyés sur des observations purement astronomiques.

Ceci compliquait singulièrement les recherches relatives à la mesure de la circonférence terrestre et infirmait les calculs établis par Picard. Du moment qu'il fallait considérer la terre comme un sphéroïde et non comme une sphère, tous les degrés n'étaient plus de la même longueur; ils s'allongeaient d'autant plus que l'on se rapprochait du pôle. Il ne suffisait donc plus d'en mesurer un à la sur-

face de la France; il fallait en mesurer un autre près de l'équateur, puis un autre dans les régions polaires. Par ces opérations comparées entre elles, on espérait déterminer la vraie figure du méridien terrestre, que l'on supposait pour le moment être une ellipse. Le but qu'il s'agissait d'atteindre était double : il fallait connaître le grand axe de cette ellipse, c'est-à-dire le diamètre terrestre dans le plan de l'équateur, et en outre le petit axe, qui est le diamètre d'un pôle à l'autre.

Cette question de la mesure de la terre fut au siècle dernier l'une des grandes préoccupations des savans, et surtout des savans français. Il n'est que juste de rappeler que la géodésie est une science éminemment française, et que les astronomes de notre pays furent à peu près seuls pendant longtemps à s'en occuper. Maintenant encore les étrangers ne font qu'appliquer sans modifications importantes les procédés inventés par nos compatriotes. En 1736, l'Académie des sciences reprit avec persévérance l'examen de la question; plusieurs de ses membres furent chargés d'expéditions lointaines, Maupertuis en Laponie, Bouguer et La Condamine au Pérou, tandis que Cassini prolongeait la triangulation de Picard d'une extrémité à l'autre de la France. Vers la même époque, l'abbé Lacaille mesurait un degré au cap de Bonne-Espérance, et des opérations analogues étaient faites en Amérique, dans l'état de Pensylvanie, et en Italie. Par malheur les résultats de ces travaux s'accordaient mal. Maupertuis, contrarié par la rigueur du climat, n'avait pas prolongé ses triangles assez loin. L'arc mesuré par Lacaille était aussi trop court. Bref, l'incertitude était telle sur la valeur véritable du méridien terrestre qu'en 1792, lorsque la convention nationale voulut créer le nouveau système de mesures décimales, dont le mètre (dix millionième partie du quart du méridien terrestre) devait être la base, il fut indispensable de recommencer avec plus de soin les opérations antérieures qui se contredisaient. L'arc mesuré au Pérou par Bouguer et La Condamine étant admis comme bon, on résolut de reprendre la mesure de l'arc français entre Dunkerque et Barcelone. Delambre et Méchain furent chargés de ce travail. C'est d'après leurs calculs que fut fixée la longueur légale du mètre. Il faut remarquer à ce sujet que la convention s'était assigné un but quelque peu illusoire lorsqu'elle se proposait d'adopter une unité de mesure prise dans la nature qui ne fût ni spéciale à une contrée, ni variable avec le temps. D'abord la détermination rigoureuse de cette unité présentait de si grandes difficultés qu'il est presque certain qu'on obtiendrait aujourd'hui un résultat un peu différent avec des instrumens et des méthodes perfectionnés. Il faut encore tenir compte des erreurs de calcul qui se glissent involontairement dans un tra-

vail si ardu. On sait que Puissant a relevé une erreur de cette nature dans les travaux de Delambre et Méchain, erreur telle que la valeur positive du mètre devrait être augmentée d'un sixième de millimètre. Enfin il a été reconnu que les méridiens terrestres paraissent avoir des longueurs inégales : celui qui passe par Paris serait plus grand que celui qui passe par New-York. — L'invariabilité de la base n'est donc pas un argument à invoquer en faveur du système métrique, qui possède au reste assez d'autres avantages pour qu'il soit indifférent de renoncer à celui-là.

Les travaux géodésiques dont il a été question jusqu'ici sont assez anciens pour qu'il ait suffi de les rappeler brièvement. On aurait même pu croire que la question était épuisée, et qu'après les opérations si minutieuses de Delambre et Méchain sur la grande méridienne de France entre Dunkerque et Barcelone, la vraie figure de la terre était suffisamment connue. Il est probable en effet que personne n'eût entrepris une nouvelle triangulation uniquement pour étudier la courbure d'un méridien terrestre; mais peu à peu tous les gouvernemens européens sentirent le besoin de dresser rigoureusement une carte correcte de leur territoire. La France commençait ce vaste travail dès le premier empire; après elle vint l'Angleterre, puis l'Allemagne et la Russie; l'Espagne ne s'est mise que récemment à l'œuvre. Ce n'est pas en Europe seulement que la topographie faisait des progrès. Aux Indes, au cap de Bonne-Espérance, aux États-Unis, dans l'Amérique centrale et en Égypte, partout enfin où la civilisation s'est étendue, partout où la colonisation fait naître les routes, les chemins de fer et les canaux, le lever du terrain est considéré comme le début nécessaire des travaux publics. Or les grandes triangulations qui servent de canevas à la topographie sont précisément ce que le géomètre met en œuvre pour étudier la forme du globe terrestre. Il ne faut donc pas s'étonner que les opérations géodésiques aient été continuées sans interruption et se poursuivent encore de nos jours.

Le désaccord que les astronomes du XVIIIe siècle observèrent entre les indications fournies par les arcs de la France, du Pérou, de la Laponie et du Cap pouvait tenir pour beaucoup à la faible étendue de ces arcs. Il est aisé de concevoir que les résultats sont d'autant moins justes que la longueur mesurée est plus courte, car les irrégularités locales jouent un plus grand rôle sur un petit arc que sur un grand. Les savans cherchèrent donc d'abord à étendre leurs observations sur un plus long parcours. Ainsi la méridienne française, qui s'arrêtait à Barcelone, fut prolongée par Biot et Arago vers le sud jusqu'aux îles de Formentera et d'Iviça; au nord, elle fut reliée à la triangulation que les Anglais ont terminée depuis la Manche

jusqu'aux îles Shetland, en sorte que cet arc total, mesuré avec une extrême précision, s'étend aujourd'hui sur 22 degrés de latitude. Au lieu du petit arc de Laponie, mesuré par Maupertuis en 1737, on possède maintenant un arc de 25 degrés de longueur qui traverse toute la Russie et la presqu'île scandinave. Les Anglais ont encore mesuré 21 degrés aux Indes et 5 au cap de Bonne-Espérance. Ces travaux permettent de traiter la question à un point de vue plus général; mais trop de contrées restent inexplorées pour qu'il soit possible d'obtenir dès à présent une certitude complète. Après avoir démontré que la terre est aplatie vers les pôles, il est bizarre que les académiciens du XVIIIe siècle aient admis sans contestation qu'elle était parfaitement circulaire à l'équateur. Ils ne paraissent pas avoir soupçonné que notre globe pourrait bien avoir aussi dans sa zone tropicale des renflemens et des aplatissemens. Cependant c'est cette dernière hypothèse qui paraît aujourd'hui la plus probable et la plus conforme aux faits observés. Au lieu d'être un ellipsoïde de révolution, la terre serait un ellipsoïde à trois axes inégaux; l'équateur et les sections parallèles qui tracent à la surface les degrés de latitude deviendraient des ellipses et ne seraient plus des cercles, comme on l'avait cru jusqu'à ce jour. On peut objecter, il est vrai, à cette nouvelle théorie, qu'aucune considération mécanique prise en dehors de la géodésie ne vient la confirmer. Quoi qu'il en soit, l'idée des trois axes inégaux, émise par le général russe de Schubert, a été discutée de nouveau par le capitaine Clarke, ingénieur anglais attaché à la géodésie des îles britanniques. D'après les calculs de ce savant, le plus grand méridien terrestre serait situé par 12 degrés de longitude est, et le plus petit méridien, perpendiculaire à celui-là, par 102 degrés de longitude. Ici il faut citer des chiffres pour faire comprendre la valeur approximative de ces aplatissemens. L'axe polaire ayant une longueur de 6,522,362 toises, le plus grand diamètre de l'équateur aurait 6,545,088 toises, et le plus petit 6,543,428 toises. Entre les deux diamètres extrêmes de l'équateur, il n'y aurait ainsi qu'une différence de 1,660 toises (1). Si la terre n'est pas une sphère parfaite, elle s'en rapproche du moins de très près. Sur un globe d'un mètre de diamètre, l'aplatissement polaire se modèlerait en enlevant une couche de 3 à 4 millimètres d'épaisseur aux extrémités d'un diamètre, et on figurerait le renflement elliptique de l'équateur en ajoutant aux extrémités d'un diamètre perpendiculaire au précé-

(1) Dans la géodésie, tout est français, les méthodes et les instrumens. L'unité de mesure universellement adoptée par les savans de toutes les nations, sauf en Angleterre, est la toise du Pérou, qui a conservé ce nom depuis que Bouguer et La Condamine l'employèrent à la mesure d'un méridien terrestre dans l'Amérique du Sud.

dent une couche d'un centième de millimètre d'épaisseur. Aussi les géographes peuvent-ils négliger cette correction sur les mappemondes et les cartes d'ensemble; l'effet n'en devient sensible que sur les cartes topographiques à grande échelle qui embrassent une vaste étendue de pays.

Cette hypothèse, assez séduisante en apparence, de considérer le globe terrestre comme un ellipsoïde à trois axes inégaux, repose jusqu'à présent, il faut l'avouer, sur des observations trop incertaines et surtout trop restreintes pour que les savans s'en contentent. Comme complément indispensable des observations délicates et des calculs arides sur lesquels le géodète s'appuie, il faut toujours considérer l'approximation du résultat qu'il a obtenu, c'est-à-dire l'amplitude de l'erreur que les défauts des instrumens et l'incertitude des calculs font naître. On sait, à n'en pouvoir douter, que l'aplatissement des pôles, tel qu'on l'a calculé jusqu'à ce jour, est exact à moins d'un centième près, tandis que l'aplatissement hypothétique de l'équateur n'a pu être déterminé qu'avec une approximation tellement insuffisante qu'il est même encore permis de douter que cet aplatissement existe. Au reste, il est assez singulier que ces calculs purement théoriques, qui signalent à notre attention particulière les méridiens de 12 et de 102 degrés de longitude orientale, reçoivent une première confirmation par l'aspect physique du globe. En jetant les yeux sur une mappemonde, on remarquera que le méridien de 12 degrés coupe l'Europe et l'Afrique sur une petite longueur, et que sur tout le reste de son parcours, y compris l'hémisphère qui nous est opposé, il traverse des océans. De tous les méridiens terrestres, c'est à peu près celui qui est le plus océanique. Au contraire, le méridien de 102 degrés coupe l'Asie parallèlement aux longues chaînes de montagnes de l'empire birman, il passe près de l'Australie, et, dans l'autre hémisphère, côtoie les deux Amériques en coïncidant presque avec le système montagneux des Andes, que les géologues considèrent comme le produit le plus récent des cataclysmes terrestres. Ce méridien traverse les continens sur une plus grande longueur qu'aucun autre. Il y a dans ces faits un rapprochement peut-être fortuit, mais à coup sûr ingénieux, entre deux sciences, la géodésie et la géologie, qui étudient l'une et l'autre notre planète à un point de vue très différent. Il ne serait pas téméraire de supposer que les dernières révolutions du globe ont altéré la figure circulaire de la terre primitive, et lui ont donné à son équateur cette forme elliptique que les géographes semblent découvrir aujourd'hui.

Il reste cependant un doute à écarter avant d'admettre le principe même de l'ellipticité de l'équateur. Cette hypothèse repose tout

entière sur la différence de longueur qu'auraient les méridiens terrestres, et le moyen de connaître la longueur de ces méridiens, c'est, on l'a vu plus haut, de mesurer d'une part la distance en mètres ou en toises qui en sépare les points extrêmes, d'autre part de déterminer la latitude de ces points, ou autrement de déterminer l'angle que font les verticales. Or il n'est pas aussi facile qu'on pourrait le supposer de reconnaître la verticale. Lorsque Newton eut établi les lois de la gravitation universelle, il en conclut comme une conséquence immédiate que le fil-à-plomb devait être dévié par l'attraction des montagnes voisines. Par des observations très précises faites au Pérou, près du Chimborazo, Bouguer et La Condamine s'assurèrent que le fait était vrai; mais, la déviation observée dans ce cas étant très faible, ils furent portés à croire que ces montagnes volcaniques renferment d'immenses cavités. L'attraction des montagnes fut reconnue postérieurement par beaucoup d'autres astronomes, et, ce qui est plus curieux, on a remarqué récemment que le fil-à-plomb peut même être dévié de la verticale dans un pays plat, comme s'il existait à l'intérieur de la terre des parties lourdes et des parties légères qui attirent plus ou moins énergiquement les corps situés à la surface. M. de Struve, géomètre russe, a signalé récemment une perturbation de ce genre qui vient d'être remarquée aux environs de Moscou, au milieu d'une vaste plaine dont le sol n'est caractérisé que par des ondulations très faibles. On ne peut expliquer ces anomalies que par l'existence dans les régions souterraines de grandes cavités ou de masses très pesantes qui rompent l'homogénéité du globe. Quoi qu'il en soit, les observations astronomiques qui ont pour but de déterminer la longitude et la latitude d'un lieu sont fatalement entachées d'erreurs assez considérables. La déviation du fil-à-plomb a atteint 54 secondes près du Caucase. Toutes les conséquences qui résultaient de la comparaison des arcs de méridien mesurés en divers pays se trouvent infirmées par l'inexactitude des observations premières, si l'observateur n'a pas tenu compte de cette cause de perturbation. Ces discordances locales, où l'on croyait reconnaître l'effet d'une déformation générale du globe, peuvent s'expliquer aussi bien par des variations inattendues dans l'intensité et la direction de la pesanteur.

Cette grande question de la forme du globe terrestre, le problème le plus élevé que comporte la géographie, n'est donc pas encore résolue après plus d'un siècle de travaux assidus. Les astronomes ont pensé plusieurs fois qu'ils avaient enfin obtenu des chiffres définitifs; mais les difficultés naissent à mesure que les méthodes d'observation s'améliorent et que les instrumens, en se perfectionnant, se prêtent à des études plus délicates. Les expériences qui se pour-

suivent encore à cette heure en Allemagne, en Angleterre, en France, donneront sans doute avant peu d'années des résultats plus complets; dès à présent, on peut admettre que notre planète n'est pas un globe parfait, et qu'il y a, soit dans sa forme, soit dans sa constitution géologique, des irrégularités partielles ou générales dont l'influence s'exerce sur toutes nos mesures géodésiques.

II.

Que la terre soit une sphère parfaite, comme le supposaient les anciens, ou un ellipsoïde de révolution autour de l'axe des pôles, ainsi que l'admettaient les astronomes du dernier siècle, ou bien encore un ellipsoïde à trois axes inégaux, suivant la théorie suggérée par les dernières observations, il n'en est pas moins certain qu'il est impossible de représenter fidèlement sur une feuille plane une portion un peu étendue du sol. La courbure de la surface ne permet pas de conserver sur un plan les véritables distances des lieux et l'étendue relative des diverses régions. La forme ou la grandeur des contrées se trouve nécessairement altérée sur les cartes géographiques. Les géomètres ont inventé un nombre infini de méthodes pour remédier à ce défaut et tracer le canevas des cartes, méthodes qui ont toutes quelques inconvéniens et des avantages qui leur sont propres. Ainsi, pour le planisphère en particulier, on peut employer la *projection orthographique*, inventée par Hipparque, qui rétrécit les bords de la mappemonde et en élargit le milieu : elle est rarement appliquée par les géographes, quoiqu'elle fasse ressortir la rotondité du globe avec une vérité saisissante. Il y a encore la *projection stéréographique*, non moins ancienne, et d'un usage plus général aujourd'hui, qui produit une déformation précisément contraire, et la *projection homalographique*, qui est due au géomètre Mollweide, et qui a obtenu dans ces dernières années un succès mérité, parce qu'elle renferme dans l'intérieur d'une seule ellipse l'ensemble de la terre, qui était autrefois séparé dans les deux cercles d'une mappemonde. Cette dernière méthode conserve, il est vrai, l'étendue relative des parties du globe, mais en produisant sur les bords de la carte une déformation très sensible à laquelle l'œil a peine à s'habituer. Le tracé du canevas des cartes géographiques est une question purement théorique, et qui intéresse surtout les mathématiciens. Il s'agit de choisir pour chaque région de la terre le tracé qui en altère le moins les formes et les dimensions. Pour la mappemonde, il est assez indifférent que les régions polaires n'aient pas leurs justes proportions, pourvu que

les zones équatoriales et tempérées soient rendues avec fidélité. Pour les cartes moins étendues, une méthode de tracé avantageuse à la France ou à l'Angleterre peut être mal appropriée à la Russie. C'est ainsi que le dépôt de la guerre a fait choix pour la grande carte de France, qui s'achève en ce moment, d'une projection particulière qui ne pourrait être étendue aux états limitrophes sans quelques modifications.

Quelle que soit la projection adoptée, le tracé du canevas se borne à figurer sur la carte les méridiens et les parallèles qui en divisent la surface en quadrilatères curvilignes ou mixtilignes entre lesquels le géographe inscrira les villes, les montagnes, les routes et les fleuves, tous les accidens du sol, toutes les constructions faites de main d'homme, même les diverses cultures, et en particulier les bois, les prairies, les terres labourables. La place qu'occupent ces détails est proportionnée aux dimensions mêmes du cadre; mais en principe toutes ces indications doivent se retrouver sur les cartes à grande échelle, et les cartes à petite échelle, qui ne sont ou qui ne devraient être qu'une réduction des précédentes, conservent seulement les détails qui peuvent s'y introduire sans confusion. Les cartes à grande échelle sont donc l'expression la plus correcte de la géographie et la peinture la plus fidèle du territoire que nous habitons.

Au commencement de ce siècle, l'empereur Napoléon Ier, qui attachait une extrême importance à la topographie en raison des services qu'elle rend aux opérations militaires et stratégiques, résolut de faire exécuter une carte de la France à grande échelle. Il s'agissait de représenter fidèlement le sol de notre pays avec les moindres détails, comme le plan d'un jardin, et avec l'exactitude rigoureuse que permettent les observations astronomiques les plus délicates. On ne possédait alors, en fait de cartes à grande échelle, que celle des Cassini, œuvre remarquable à bien des égards pour l'époque à laquelle on l'avait pu terminer; mais, exécutée en grande partie au moyen d'anciens plans d'une authenticité douteuse, elle était insuffisante par les détails comme par l'ensemble; d'ailleurs elle avait vieilli, et n'indiquait plus qu'imparfaitement le tracé des voies de communication. On prenait déjà l'habitude d'exécuter de bons travaux topographiques. Il existait un corps d'ingénieurs géographes qui étaient attachés aux états-majors des armées en campagne pour lever le plan des contrées peu connues où nous conduisaient les hasards de la guerre. Pendant la paix, ces officiers pouvaient se livrer en France à des travaux de même nature, en y apportant le savoir et la ponctualité qu'exigeaient les besoins actuels. Ce projet, entravé d'abord par les événemens politiques, fut ajourné jusqu'en

1817, époque à laquelle le gouvernement, voulant faire étudier à l'avance les bases et le mode d'exécution d'une telle entreprise, en confia l'examen à une commission présidée par l'illustre Laplace, et composée de quatorze membres appartenant aux divers services publics qu'intéressait la description topographique du pays. Il fut décidé par cette commission que la nouvelle carte serait faite de toutes pièces, sans qu'on s'aidât en aucune manière des anciens plans ou dessins dont l'authenticité était contestable. L'arpentage des géomètres du cadastre, commencé depuis 1808 dans tous les départemens de l'empire, pouvait seul être utilisé comme moyen accessoire d'obtenir à moins de frais la planimétrie du terrain. Le canevas trigonométrique devait avoir pour base la grande méridienne mesurée par Delambre et Méchain entre Dunkerque et Barcelone; d'autres chaînes de triangles, déterminées avec le même soin et les mêmes garanties, seraient espacées de 200 kilomètres, tant du nord au sud que de l'est à l'ouest. C'était là la triangulation de premier ordre; puis les quadrilatères ainsi formés seraient remplis par une triangulation secondaire, exécutée avec des instrumens moins parfaits et plus expéditifs, et enfin ces triangles secondaires seraient divisés à leur tour en triangles de troisième ordre, qui seraient encore moins soignés, comme ayant moins d'étendue et d'importance, et qui donneraient des points de repère aux ingénieurs chargés des derniers détails du lever. Tout était étudié et calculé pour que chaque partie de l'opération eût un degré d'exactitude proportionné à son importance, et ainsi pour que les erreurs ne s'accumulassent pas d'un bout à l'autre de la France. La carte d'un grand pays doit être en effet une œuvre d'ensemble. Lorsqu'en Angleterre on voulut faire séparément la topographie de chaque comté, on reconnut bien vite que toutes ces feuilles isolées manquaient de symétrie, et qu'elles ne pouvaient être rapprochées l'une de l'autre sans présenter dans leurs parties communes des anomalies choquantes.

Les travaux de la carte de France, commencés en 1818, ont été poursuivis sans interruption depuis cette époque, d'abord par les ingénieurs-géographes seuls, puis, à partir de 1831, grâce au concours des officiers d'état-major avec lesquels les premiers se virent fusionnés. La triangulation du premier ordre, base primordiale de l'œuvre, fut terminée en 1845, après vingt-sept années de travaux. Le lever du terrain serait aujourd'hui complet, si l'on n'avait eu depuis 1860 à y comprendre les trois départemens annexés. Les premières feuilles gravées parurent en 1833, et les dernières ne seront probablement pas publiées avant sept ou huit ans. Il aura donc fallu plus de cinquante années pour exécuter la topographie com-

plète de la France, quoiqu'il y ait eu souvent jusqu'à quatre-vingts officiers employés à ce travail (1).

La partie la plus importante et la plus délicate d'une carte géographique est la triangulation du premier ordre qui a pour but de fixer les positions relatives des points les plus éloignés. Il a été dit plus haut que, pour exécuter ce travail, on part d'une *base* mesurée à la surface du sol et qu'on s'avance de triangle en triangle, en mesurant seulement les angles, jusqu'à l'extrémité opposée du territoire, où l'on mesure une nouvelle base qui sert de vérification à l'exactitude de toutes les opérations intermédiaires. Cette manière d'opérer repose sur ce principe que l'on peut calculer tous les côtés d'un triangle lorsqu'on en connaît seulement un côté et deux angles. De plus, la somme des angles d'un triangle étant de 180°, il suffirait de mesurer deux angles pour en déduire le troisième; mais dans les réseaux géodésiques de grande étendue on a pris l'habitude de mesurer directement les trois angles de chaque triangle, afin d'avoir une première vérification qui permette d'apprécier la justesse des opérations. La géodésie a donc à mesurer des bases et des angles; quelques détails feront apprécier les difficultés qui se présentent dans la pratique.

L'exactitude de tout l'ensemble dépend de la précision avec laquelle la base a été mesurée, cette base étant la seule longueur déterminée par l'observation directe. Pour la méridienne française, Delambre et Méchain firent usage de quatre règles en platine qui sont encore conservées comme étalons au bureau des longitudes pour servir à la comparaison des règles géodésiques employées dans les travaux plus récens. Ces règles étaient posées bout à bout sur des supports le long de la ligne à mesurer; mais, comme la dilatation du métal en fait varier la longueur, il fallait regarder chaque fois le thermomètre et corriger en conséquence la longueur observée. Depuis, on a employé des règles formées de deux métaux différens, cuivre et fer, qui, se dilatant inégalement, constituent un véritable thermomètre métallique. Les Anglais ont essayé des tubes en verre, qui ont l'avantage de se dilater très peu. En France, l'état-major a dans ces dernières années adopté des règles en bois de sapin imprégnées d'huile bouillante et de vernis; elles ont quatre mètres de longueur

(1) Il serait difficile de se rendre compte des frais de l'opération, car il y est pourvu sur divers chapitres du budget de l'état. A raison de 40,000 ou 50,000 francs par feuille, on peut évaluer que la dépense totale est de 10 ou 12 millions; mais il est certain qu'elle a déjà été largement compensée par les économies réalisées sur les avant-projets des voies de communication. Les ingénieurs chargés de l'étude d'une route, d'un canal, d'un chemin de fer, trouvent sur ces feuilles les renseignemens et les indications qu'il leur faudrait relever sur le terrain pour chaque entreprise particulière.

et sont terminées par des languettes mobiles, afin d'éviter, au moment où l'on met deux règles successives en contact, les chocs et les mouvemens brusques qui pourraient déranger le système. Bien d'autres précautions sont nécessaires pour assurer le succès : il faut que l'horizontalité des règles soit parfaite; il faut éviter que les rayons du soleil les frappent directement. La mesure d'une base est un travail long et fastidieux, même quand on a trouvé un terrain favorable. S'il fallait maintenant recommencer une opération de cette nature dans un pays civilisé, le tracé des chemins de fer fournirait aisément de longs alignemens droits qui simplifieraient le travail. D'ailleurs on a reconnu que les bases peuvent être beaucoup plus courtes qu'on ne le supposait autrefois. Au commencement de ce siècle, les géographes français croyaient qu'il était indispensable de mesurer une longueur de 15 à 20 kilomètres; dans les travaux très récens exécutés en Espagne pour le lever de ce pays, on a reconnu qu'il suffit d'opérer sur 3,000 ou 4,000 mètres. Par compensation, l'exactitude est devenue plus grande. On se contentait d'une approximation d'un centimètre sur la longueur totale, et maintenant on détermine la longueur à un millimètre près. Pour faire comprendre à quelle précision on est arrivé, un seul exemple suffira. On eut dernièrement à mesurer en Espagne une base de 2,838 mètres au moyen d'une règle construite par M. Brunner. L'opération, faite d'abord dans un sens, fut ensuite recommencée en sens contraire; les deux résultats obtenus s'accordèrent à deux dixièmes de millimètre près. Cet accord vraiment merveilleux prouve combien les travaux géodésiques ont été perfectionnés depuis cinquante ans.

La mesure des angles, opération qui se présente le plus fréquemment dans les travaux géodésiques et astronomiques, a été poussée à un degré d'exactitude qu'il serait difficile de se figurer, de même qu'on ne peut guère concevoir, sans les avoir manœuvrés soi-même, les précautions infinement délicates qu'exigent les instrumens dont on fait usage pour cet objet. Ces instrumens consistent en une lunette, pour viser alternativement les deux directions dont on veut connaître l'angle, et en un cercle divisé, sur lequel on lit le nombre des degrés, minutes et secondes, à l'aide de plusieurs verniers (1) systématiquement espacés sur la circonférence. Tel était le principe du cercle répétiteur de Borda, qui, après avoir été longtemps employé par les géodètes, a été remplacé par le *théodolite*, appareil un peu différent, dont l'invention est due au physicien anglais Ramsden. Les ingénieurs anglais se servent encore d'un de ces in-

(1) Sorte de micromètre ou instrument de réduction ainsi nommé du nom de l'inventeur.

strumens construit par l'inventeur lui-même, et qui se trouve, après soixante-quinze ans de service, aussi bon que le premier jour; mais les théodolites de Ramsden sont d'une dimension colossale qui en rend l'usage et le transport incommodes. Ce fut un des principaux titres de gloire de notre compatriote Gambey d'avoir perfectionné cet appareil en le réduisant à des proportions plus appropriées au service extérieur. Les nombreux instrumens construits par Gambey ont beaucoup contribué aux progrès de la géodésie; la précision inouie qu'ils conservent sous un volume restreint fait l'admiration de tous ceux qui en font usage et le désespoir des constructeurs modernes qui essaient de les imiter.

Les erreurs que l'on peut commettre en mesurant un angle sont de plusieurs sortes. D'abord se présente l'erreur du pointé. Quoique la lunette avec laquelle on vise porte à son foyer un réticule de fils très fins sur lesquels on amène l'image du signal, il est admis qu'avec un théodolite de dimension commune, dont la lunette grossit de vingt à trente fois les objets, le pointé ne peut se faire qu'à deux secondes près à droite ou à gauche de la vraie direction. En lisant sur le cercle divisé l'angle décrit entre les deux directions que l'on a visées, on commettra encore une erreur de 2 à 3 secondes. Enfin les divisions du cercle ne peuvent être parfaitement régulières; elles sont un peu plus grandes ou un peu plus petites qu'elles ne devraient être. L'amplitude de l'erreur qui en résulte dépend, on le conçoit, de la qualité de l'instrument que l'observateur a entre les mains, et dans les meilleurs théodolites de Gambey cette erreur peut encore s'élever à 5 secondes. En récapitulant ces trois causes d'erreur qui peuvent s'ajouter les unes aux autres, on voit qu'il serait impossible de mesurer directement un angle avec une approximation plus petite que 9 secondes. Ce degré de précision serait insuffisant pour les besoins de la géodésie, où les grandes triangulations doivent fournir des angles exacts à moins d'une seconde près. Les astronomes, qui ont dans leurs observatoires de grands cercles divisés de 2 mètres de diamètre avec des lunettes qui grossissent de deux cents à deux cent cinquante fois, arrivent aisément à une plus grande perfection; mais les instrumens gigantesques dont ils disposent ne pourraient être transportés tour à tour dans tous les observatoires provisoires d'un réseau géodésique. Il faut donc recourir à des méthodes détournées.

Borda, marin et astronome français du XVIIIe siècle, eut recours, pour remédier à ce défaut d'exactitude, à la méthode de répétition qui avait été inventée par un astronome allemand, Tobie Mayer, et il en fit la base de tous les instrumens géodésiques. Le principe de cette méthode est bien simple : quand on mesure un angle, on ne

commet d'erreur qu'aux deux extrémités de cet angle, quelle qu'en soit la grandeur, en sorte que, s'il était possible de l'ajouter un grand nombre de fois à lui-même, la mesure de l'angle total ne serait ni plus ni moins exacte que celle de l'angle simple : on l'obtiendrait par exemple à 9 secondes près; mais, comme pour avoir l'angle simple, il faudrait diviser l'angle total par le nombre de fois qu'il a été répété, l'erreur serait divisée dans la même proportion, et ne serait plus que de 0,9 seconde, si l'angle a été répété dix fois. Cette méthode fut acceptée comme bonne pendant longtemps, et les ingénieurs géographes l'appliquèrent avec persévérance, malgré la monotonie fastidieuse des opérations qu'elle leur imposait (1). On s'aperçut au bout de quelques années que la précision des mesures n'augmentait pas en proportion du temps que l'on y consacrait. Les erreurs que l'on commet sont les unes accidentelles, c'est-à-dire qu'elles influent tantôt en plus, tantôt en moins sur le résultat, et celles-là, la répétition les fait décroître indéfiniment; mais il y a d'autres erreurs, que l'on nomme systématiques, qui influent toujours en plus ou toujours en moins, et la répétition n'a pas le pouvoir de les corriger. Ces erreurs systématiques tiennent soit à l'instrument, soit à l'observateur lui-même. Par exemple, tel observateur, par aberration ou par mauvaise habitude de l'organe visuel, visera toujours un peu à gauche du signal réel.

Le désir d'échapper à ces erreurs systématiques a fait abandonner la méthode de répétition des angles dans la géodésie. On y a substitué la méthode de réitération, qui consiste simplement à recommencer dix fois ou cent fois, suivant la précision exigée, la mesure du même angle, en changeant un peu chaque fois la position du cercle divisé pour éviter l'influence des mêmes causes d'erreur. Ces procédés de répétition et de réitération, au moyen desquels l'ingénieur géographe corrige les erreurs qu'il commet, ne sont au fond que l'application rationnelle des principes dont chacun de nous se sert pour contrôler son propre travail. Toute œuvre matérielle que l'homme, servi par des organes imparfaits, veut entreprendre est entachée d'erreurs régulières ou accidentelles. Éliminer les unes en réitérant ou répétant les opérations, annuler les autres par l'emploi de méthodes ou d'instrumens convenables, ce sont des procédés pour ainsi dire instinctifs, que nous appliquons souvent sans en avoir conscience et sans nous en rendre compte. Les astronomes ont systématisé les principes d'observation. Ne pouvant s'affranchir de l'influence exercée par l'aberration des sens et par les vices des

(1) Certains angles de la grande triangulation française ont été répétés des milliers de fois.

instrumens, ils ont étudié les lois qui régissent ces erreurs inévitables. C'est ainsi que l'astronomie et les sciences qui en dérivent sont arrivées à la plus exquise perfection.

Du reste, il est admis maintenant que la précision des mesures dépend surtout de l'étude approfondie que l'ingénieur géographe a faite de son appareil, et de la scrupuleuse sincérité qu'il apporte dans ses observations individuelles. L'œil, armé d'une lunette, est en réalité le plus parfait des sens; c'est un organe d'une subtilité merveilleuse qui dépasse peut-être en délicatesse la limite de nos besoins. Les mouvemens les plus faibles ne peuvent lui échapper. En veut-on des preuves? Il a été possible de mesurer par expérience la quantité dont un canon suspendu par ses deux bouts fléchit en son milieu. Il n'y a plus moyen de trouver l'immobilité dans la nature. L'astronome Bouguer, voulant un jour prendre pour repère une des lignes verticales du dôme du Val-de-Grâce, reconnut avec étonnement que ce dôme tourne, comme l'héliotrope, avec le soleil; il se déplace infiniment peu, il est vrai, mais cette rotation infinitésimale est appréciable. Que serait-ce de nos jours dans Paris avec la circulation croissante de nos lourds véhicules? On peut affirmer qu'il n'est pas au centre de la capitale un monument assez solide pour échapper aux agitations continuelles de la voie publique, assez ferme pour donner un point d'appui immuable aux appareils géodésiques. Aussi les hommes initiés à la délicatesse des opérations trigonométriques s'étonnèrent-ils quand, il y a quelques années, furent élevés en divers points de Paris de hauts échafaudages en charpente du sommet desquels on devait lever le plan de la ville. Il était aisé de prévoir que les trépidations du sol rendraient les mesures imparfaites.

Dans les campagnes, il est moins difficile d'organiser un observatoire où l'on puisse asseoir solidement le théodolite et faire des observations dignes de confiance. En général, les points que l'ingénieur choisit comme sommets de triangle sont situés au faîte d'une montagne, à une grande élévation, afin que la vue puisse porter au loin. L'installation se borne alors à consolider le sol, qui se trouve parfois trop mobile, et à dresser une espèce de cabane en charpente de 7 à 8 mètres de haut, qui sert à la fois d'abri à l'ingénieur et de signal pour reconnaître au loin cette station. Ces observatoires sont les meilleurs, parce que rien n'ébranle l'instrument; mais dans les pays très accidentés c'est souvent un séjour pénible, dangereux même pour l'opérateur que le sentiment du devoir et l'amour de la science y retiennent pendant plusieurs semaines. Qu'on se figure l'existence de ces officiers qui, dans les Alpes notamment, passaient quelques mois sous la tente à 2,500 et même à 3,000 mètres de

hauteur, au milieu des torrens, des glaciers et des précipices (1)! Dans les contrées où les montagnes sont peu élevées, où les arbres interceptent les rayons visuels, il est nécessaire d'édifier des échafaudages en charpente de 20 à 30 mètres de haut. Ces échafaudages sont quelquefois composés de deux parties s'emboîtant l'une dans l'autre sans se toucher. La première porte l'instrument, et l'autre les observateurs, qui peuvent circuler tout autour, monter et descendre sans que l'ébranlement produit par la marche se communique au théodolite. D'autres fois on s'établit sur un monument public, au sommet d'une tour d'église. Dans le tableau des coordonnées géographiques que reproduit chaque année l'*Annuaire du bureau des longitudes*, la position de chaque ville est déterminée par la longitude et la latitude du clocher qui a servi de signal pendant la triangulation. A Paris, quoique l'Observatoire soit le point de départ de toutes les longitudes françaises, c'est au sommet de la lanterne du Panthéon que fut placée la station géodésique. Il importait que la situation de tous ces observatoires temporaires fût soigneusement conservée, car on aura sans doute besoin par la suite de vérifier à nouveau une partie de la triangulation. Dans les villes, l'emplacement des signaux placés sur les édifices sera aisé à reconnaître tant que ces monumens resteront debout. Dans les campagnes, on a marqué le point où les signaux avaient été dressés par une borne en pierre à la surface supérieure de laquelle sont tracées deux lignes dont l'intersection correspond mathématiquement à la pointe du fil-à-plomb descendant de l'instrument. Au-dessous de ce même point, on a enfoui du charbon, substance inaltérable, qui servirait de repère au cas où la borne serait déplacée. En dépit de toutes ces précautions, on a reconnu, dans une occasion récente, où l'on eut besoin de rechercher les sommets des triangles primitifs, que les repères ont souvent disparu. Des clochers ont été déplacés ou démolis sans que les architectes aient pris soin d'en indiquer l'ancien emplacement; les bornes ont été arrachées par les agriculteurs dont elles gênaient les travaux. Le dépôt de la guerre dut prendre, sur les instances de l'Académie des sciences, de nouvelles mesures pour conserver à la surface du sol les traces du réseau géodésique.

Dans la triangulation de premier ordre, les sommets des trian-

(1) Dans l'œuvre collective d'un corps savant, il est difficile de discerner la part individuelle de tous ceux qui ont coopéré aux travaux. Cependant il n'est que juste de citer, parmi tant d'officiers du corps d'état-major qui ont été employés à la carte de France, M. Brousseaud, dont les observations géodésiques sur le parallèle moyen de Cordouan à Belley se distinguent par une originalité et une précision remarquables, M. Bonne, inventeur du système de figuré du terrain qui est encore en usage, MM. Corabœuf, Henry, Peytier, etc., qui ont consacré presque toute leur carrière à la géodésie.

gles sont choisis de telle sorte que les côtés aient de 20 à 50 kilomètres de long. Cependant il semble démontré maintenant qu'on obtient plus d'exactitude en augmentant le nombre des triangles, dont l'étendue est ainsi diminuée. Quelquefois la disposition du terrain exige que les signaux soient bien plus espacés. Lorsque Biot et Arago prolongèrent la méridienne française jusqu'aux Baléares, ils formèrent entre la côte d'Espagne et les îles d'Iviça et de Formentera de grands triangles dont un côté mesurait plus de 160 kilomètres. Dans la triangulation anglaise, les signaux du mont Snowdon (pays de Galles) et du Bérule (île de Man) sont distans de plus de 120 kilomètres. Dans les contrées où l'atmosphère est généralement brumeuse, en Angleterre par exemple, il serait impossible de reconnaître à de telles distances un signal obscur, quand bien même on disposerait des lunettes les plus puissantes. On fait usage alors de l'héliostat, miroir tournant qui réfléchit les rayons du soleil dans la direction du point d'où l'observateur veut être aperçu. C'est au moyen du même instrument que l'on a pu relier les côtes d'Angleterre à celles de France et de Belgique en envoyant des rayons lumineux par-dessus la Manche; mais la surface de la mer émet en toute saison des brouillards tels qu'il s'offre à peine dans un mois quelques heures d'atmosphère sereine dont l'ingénieur géographe puisse profiter. Confiné dans son observatoire pendant des journées entières, il attend patiemment que les nuages se dissipent, et il épie le moment où la brume donnera passage au rayon lumineux sur lequel il doit viser sa lunette.

Quels sont maintenant les résultats de ces opérations si longues et si délicates? La précision que l'on obtient est-elle en rapport avec les soins minutieux qui ont été pris? Quelques chiffres permettront d'en juger. Sur la chaîne de triangles qui s'étend de Brest à Strasbourg, on a mesuré trois bases : l'une d'elles étant seule nécessaire pour calculer la longueur des côtés de tous les triangles, les deux autres ont servi de vérification. Si, partant de la base de Melun, qui est au milieu du parallèle dont il s'agit, on chemine de sommet en sommet jusqu'à la base d'Ensisheim, en Alsace, on trouve que cette dernière doit avoir $19,044^{m}\,13$; la mesure directe a donné $19,044^{m}\,40$: la différence n'est que la $70,535^{e}$ partie de la longueur totale. En s'avançant de Melun vers Brest, la base de Plouescat, près du cap Finistère, a été trouvée par le calcul de $10,527^{m}\,16$, et par la mesure directe de $10,527^{m}\,33$; la différence n'est que la $61,924^{e}$ partie de la longueur totale. Toutes les autres chaînes de triangles du réseau géodésique français ont été contrôlées de même par des bases de vérification, et ont donné un accord aussi satisfaisant. On croyait à cette époque qu'une telle approximation était suffisante; mais avec les méthodes et les instrumens perfectionnés qui ont été

mis en usage depuis quelques années, il est permis d'exiger un accord plus parfait entre les résultats du calcul et ceux de l'observation directe. Aussi a-t-on déjà senti la nécessité de reprendre en beaucoup de points les mesures géodésiques terminées il y a vingt ans environ.

On connaît donc, à un mètre près, la longitude et la latitude de tous les points géographiques qui font partie de la triangulation principale. On sait au juste quelle position il faut donner sur la carte à Paris, Brest, Strasbourg, Bordeaux, Rhodez, enfin à deux ou trois cents localités éparses sur toute la surface du pays. Les intervalles entre ces points de premier ordre ont ensuite été remplis par la triangulation secondaire, qui exigeait moins de soin, parce que les distances étaient moins grandes, et que les erreurs d'observation ne pouvaient plus s'accumuler autant. L'excessive précision des mesures précédentes n'étant plus nécessaire, on a pu choisir des méthodes plus expéditives, répéter moins souvent les angles et faire usage d'instrumens plus portatifs. Il est à remarquer qu'on n'a trouvé dans toute l'étendue de la France qu'un très petit espace où la triangulation fût d'une exécution difficile : c'est la plaine très plate qui s'étend entre Meaux, Châlons et Reims. Comme il eût fallu élever des signaux d'une hauteur démesurée et d'un prix exorbitant, on a laissé là un vide qui est sans importance dans le réseau général. La triangulation de deuxième ordre a donné environ quatre cents points toujours très exacts, et de chacune de ces stations on a relevé enfin avec moins d'application et plus rapidement encore tous les clochers que l'on pouvait viser, tous les lieux remarquables qui, reportés sur la carte, servent de repère et de canevas pour le lever définitif des détails du terrain.

On s'étonnerait de l'extrême minutie de ces divers travaux, si l'on ne savait par expérience combien d'erreurs contiennent les cartes qui n'ont pas eu pour canevas un bon réseau trigonométrique. Il y a encore peu de pays qui aient été levés par des procédés géodésiques, et la plupart des cartes que nous avons entre les mains ont été dressées à l'aide de méthodes beaucoup moins parfaites. Lorsqu'il n'est pas indispensable d'obtenir une exactitude rigoureuse, on peut se contenter en effet de reporter sur le papier les localités importantes d'une contrée au moyen de la longitude et de la latitude telles que les fournit l'observation des astres. Les marins fixent par ce procédé la situation des ports de mer, des caps, des phares, des embouchures de rivière, des hautes montagnes, de tous les lieux en un mot qui attirent le plus directement l'attention du voyageur. En réalité, les cartes d'ensemble des continens et les planisphères ne sont pas établis sur d'autres données; mais ces observations, auxquelles il manque un contrôle commun, sont toujours douteuses.

Le navigateur, perdu à la surface de l'Océan, peut bien se contenter d'indications approximatives, parce qu'une erreur de quelques kilomètres en plus ou en moins est insignifiante à ses yeux tant qu'il est en pleine mer, et que dans le voisinage des terres il rectifie sa position d'après l'aspect de la côte; on comprend qu'il n'en est plus ainsi sur la terre ferme, et qu'une erreur de 100 mètres sur la distance de Paris à Orléans ne laisserait pas d'avoir de l'importance. Ce n'est pas que les observations astronomiques ne soient excellentes lorsqu'elles se font avec des instrumens bien montés et qu'on a le temps de les prolonger suffisamment. La latitude, qui ne dépend que d'une mesure relativement facile, celle de la hauteur du soleil ou d'une étoile au-dessus de l'horizon, est en général assez exactement indiquée. Sur la longitude au contraire, les erreurs sont souvent graves. On a découvert récemment qu'il y a une erreur de 30 à 35 secondes, c'est-à-dire de 700 à 800 mètres, sur la longitude que toutes les cartes modernes assignent à Madrid par rapport au méridien de Paris.

Les horloges de deux villes, dont l'une est située plus à l'ouest que l'autre, ne marquent pas, on le sait, la même heure, et la différence d'heure est d'autant plus grande que ces deux villes sont plus éloignées dans le sens de la longitude. La marche des chemins de fer, réglée uniformément en France sur l'heure de Paris, a rendu ce phénomène très sensible; à la frontière rhénane, l'heure du chemin de fer français est à Wissembourg en retard de 27 minutes et à Kehl en retard de 32 minutes sur l'heure du chemin allemand. De même les horloges de Berlin avancent de 50 minutes sur celles de Paris, et celles de Saint-Pétersbourg de 1 heure 7 minutes sur celles de Berlin. Mesurer cette différence d'heure est une des méthodes que l'on emploie pour déterminer la longitude, et l'un des moyens les plus simples de la mettre en pratique consiste à transporter successivement en divers lieux une montre bien réglée. C'est ainsi qu'agissent les marins; ils ont d'habitude à bord de leur bâtiment deux chronomètres qui se contrôlent mutuellement et se suppléent en cas d'accident; mais, lorsqu'une grande précision est nécessaire, il faut des soins infinis. Aussi, quand on a voulu connaître par ce procédé la différence de longitude entre deux points éloignés et importans, on a dû faire de véritables expéditions chronométriques. Telle est celle que le gouvernement russe a fait exécuter en 1843 entre l'observatoire impérial de Poulkova, près de Saint-Pétersbourg, et l'observatoire danois d'Altona. On fit quinze voyages en transportant chaque fois soixante-huit chronomètres d'une station à l'autre.

On peut encore déterminer la longitude en observant de deux stations différentes l'heure à laquelle se produit un phénomène cé-

leste, tel qu'une éclipse, dont l'effet est instantané pour tous les lieux de la terre. Les éclipses des satellites de Jupiter fournissent d'utiles indications aux navigateurs; mais, les phénomènes de ce genre n'étant pas assez fréquens pour les usages de la géodésie, on y supplée au moyen de signaux artificiels, comme une fusée que l'on fait partir pendant la nuit entre deux observateurs qui pointent l'heure où elle leur est apparue. Cette méthode fut essayée en France en 1824 et 1825 par les ingénieurs géographes qui déterminèrent les longitudes sur le parallèle moyen et sur le parallèle de Paris à Brest. On en fit une autre application en 1825 entre les observatoires de Paris et de Greenwich. Aujourd'hui les fusées sont remplacées par des signaux télégraphiques. Il n'est pas, on le conçoit aisément, de procédé plus parfait que le télégraphe électrique pour produire des signaux instantanés en deux localités éloignées, fussent-elles distantes de plusieurs centaines de kilomètres. C'est un système très expéditif et moins coûteux que la triangulation géodésique. Les Américains du nord n'ont pas employé d'autre méthode sur leur immense continent, et ils prétendent être arrivés à connaître la longitude aussi exactement que la latitude. En Europe, où les réseaux géodésiques étaient achevés en général avant que l'on eût songé à transmettre les signaux par l'électricité, la méthode télégraphique ne peut que vérifier les résultats déjà connus. En France, on en a déjà fait quelques applications; mais les opérations entreprises en dehors des deux corps savans, le bureau des longitudes et le dépôt de la guerre, qui conservent les saines traditions géodésiques, ne sont que des essais sans importance, plus propres à mettre en relief les avantages du système qu'à contrôler systématiquement les calculs de l'ancienne triangulation.

Les ingénieurs disposent donc de plusieurs méthodes propres à contrôler les mesures de triangles qu'ils ont faites sur la surface du pays. La géodésie, qui fournit la longitude et la latitude de chaque signal, a encore l'avantage d'en donner l'altitude, c'est-à-dire l'élévation au-dessus du niveau moyen des mers. La hauteur des montagnes s'obtient ainsi avec autant de rigueur que par les nivellemens les plus délicats. Dans le lever de la carte des îles britanniques, la hauteur d'un des principaux sommets de l'Écosse, le Ben-Macdui, fut trouvée par le calcul géodésique de 1,300^{m},16, et deux nivellemens opérés sur la même montagne, l'un de bas en haut et l'autre de haut en bas sur un autre versant, donnèrent le même chiffre à 4 ou 5 centimètres près. La mesure des altitudes est une des parties les plus importantes de la géographie, car il ne suffirait pas de dessiner sur le papier l'emplacement des villes, le tracé des routes, le cours des rivières; il faut encore peindre les accidens du terrain et rendre sous une forme sensible à l'œil le creux des val-

lées et le soulèvement des montagnes. Les nivellemens à grande distance présentent au reste un autre intérêt : ils permettent de comparer le niveau relatif des différentes mers. On avait cru pendant longtemps que la Méditerranée est à quelques mètres plus haut que l'Océan. La triangulation de la carte de France a prouvé que ces deux mers, en les supposant dans un état de repos absolu, ne formeraient qu'une seule et même surface de niveau. Cette surface, que l'on suppose, par une conception idéale, prolongée sans interruption au-dessous du sol de la France, est le repère auquel sont rapportées les altitudes de tous les autres points du territoire.

C'est après que la géodésie a fixé les coordonnées géographiques des points principaux du pays que commence le travail de la topographie proprement dite, d'abord la planimétrie, que l'ingénieur exécute en explorant le pays et dessinant à mesure sur le papier, puis le modelé du sol, qui a pour but de représenter les pentes des montagnes et les ondulations des plaines. Ce travail, nécessairement moins parfait que la triangulation qui lui sert de canevas (les erreurs sont locales et ne peuvent s'ajouter), doit néanmoins donner une image du terrain aussi fidèle que possible. C'est sur le terrain même que se dessinent les cartes à grande échelle que nous avons entre les mains; mais, pour rendre sur une feuille de dimension très restreinte l'infinie variété d'apparence du sol, il a fallu établir des signes conventionnels, une sorte de dessin figuré dont le sens n'est pas assez généralement connu pour que la lecture en soit toujours facile. Pour lire les cartes et y déchiffrer toutes les indications qu'elles contiennent, il faut une étude préliminaire et la connaissance des signes qui ont été employés par le topographe.

III.

Lorsqu'on examine les cartes anciennes, l'attention se porte d'abord sur quelques bizarreries de dessin. Des monstres marins d'une forme fantastique nagent sur la surface blanche de la mer, de petits clochers figurent les villages; les montagnes sont posées en perspective au milieu des plaines, avec des contours nets et bien arrêtés, comme si la nature ne procédait pas toujours par pentes douces et par gradations presque insensibles. On ne saurait mesurer sur ces cartes la largeur d'une vallée, fixer l'emplacement d'un col, ni tracer les limites du bassin d'une rivière. Les cartes topographiques étaient un tableau, une sorte de paysage; elles sont devenues un plan géométrique aussi vrai dans les détails que le plan d'un édifice. C'est aux géographes français que revient surtout le mérite de cette transformation. Le principe posé étant que la carte doit être une figure semblable au terrain que l'on veut représenter, des in-

structions très minutieuses ont été rédigées par le dépôt de la guerre, et ont prescrit, pour tous les travaux qui s'exécutent dans cet établissement, la largeur à donner aux routes et aux chemins de communication de toute classe, le mode de représentation des villes et des villages, des châteaux et des fermes, les dessins conventionnels qui figurent les bois, les prairies, les rochers et les sables. La forme et la dimension des écritures à placer sur la carte ont été rigoureusement fixées suivant l'échelle et l'importance des objets. Les limites des états sont indiquées par d'autres traits que les limites des départemens. Grâce à ces conventions très claires et très nettes, on peut réunir sur une carte de petit format tous les traits saillans, tous les caractères distinctifs d'une grande étendue de terrain. Il importe seulement que celui qui consulte la carte ait la clé de ce système conventionnel.

C'est surtout par l'expression des formes du terrain que les cartes modernes diffèrent des cartes anciennes. Dans le système qui était autrefois en usage, les montagnes étaient figurées par de petites élévations de profil qui supposaient l'œil du spectateur dans le plan de la carte; la direction des chaînes était mal indiquée; les cols et les sommets se devinaient à peine. Les géographes du dernier siècle rendirent cette méthode plus expressive en changeant la position du centre de perspective d'où l'œil du spectateur est supposé regarder le tableau. Ils inventèrent la topographie à lumière oblique, où les montagnes sont dessinées avec un côté éclairé et l'autre dans l'ombre, et ils obtinrent des effets pittoresques des plus heureux par cette opposition de l'ombre et de la lumière.

Vers la même époque, Buache, géographe français, indiqua un procédé tout différent pour exprimer les ondulations du sol. Ayant à faire comprendre ses idées sur la topographie sous-marine du Pas-de-Calais, il imagina, dans un mémoire qui date de 1744, de tracer sur la carte la limite qu'occuperaient les eaux, si le niveau s'en abaissait de 10 toises, puis de 20, de 30 toises, etc. Il obtint par ce moyen des courbes horizontales très espacées lorsque le terrain était faiblement incliné, et très rapprochées au contraire lorsque la pente était rapide. Sur les continens, on peut obtenir le tracé de ces mêmes courbes en supposant que les eaux de l'Océan s'élèvent peu à peu au-dessus du niveau actuel. C'est en quelque sorte une représentation géométrique et mathématiquement exacte des ondulations du sol; aussi les ingénieurs civils et militaires lui ont-ils unanimement donné la préférence pour tous les plans topographiques où l'on trace les projets de routes, de canaux et de fortifications; mais les cartes dessinées d'après cette méthode ne conviendraient peut-être pas pour l'usage habituel.

A l'époque où l'on préparait les premières feuilles de la nouvelle

carte de France, de graves discussions s'élevèrent au sujet du système qu'il convenait de suivre pour figurer le relief. Le soin de terminer le débat fut confié à une commission nommée en 1826 par le ministre de la guerre. Il fut décidé que les minutes des cartes, c'est-à-dire le travail fait sur le terrain, seraient toujours dessinées avec des courbes horizontales, mais que sur les cartes gravées, ces courbes disparaîtraient, et que l'intervalle qui les sépare serait rempli par des hachures dont l'espacement et la grosseur seraient gradués suivant l'inclinaison des pentes (1). Tel est le système de représentation du sol qui a été mis en pratique pour le dessin de la carte de France qu'achève le dépôt de la guerre. Quoique la conception en soit rigoureusement exacte, on est forcé de reconnaître que cette méthode est trop conventionnelle, et contribue à rendre les cartes confuses. Il est permis de croire que, si la question était de nouveau soumise à la discussion, on accorderait la préférence à une méthode différente. L'éclairement du sol par lumière oblique, dont la commission de 1826 n'a pas voulu, a été adopté en pays étrangers, particulièrement en Suisse et dans les états sardes, ce qui donnerait à croire que ce procédé convient très bien aux pays de montagnes (2).

Il n'y a donc pas uniformité dans les méthodes que les géographes des divers pays emploient pour exprimer, par des signes conventionnels, les formes du terrain et les accidens du sol. L'uniformité n'existe pas davantage, on le sait, dans l'orthographe des noms que l'on inscrit sur les cartes. Combien de villes, de rivières, de montagnes, dont le nom varie d'une langue à l'autre? Pour n'en prendre qu'un exemple, le fleuve qui pour nous se nomme le Rhin est appelé par les Allemands *Rhein*, par les Anglais *Rhine*, par les Hollandais *Rijn*, par les Espagnols *Rin*, et par les Portugais *Rheno*. Autant de peuples, autant de mots différens. Encore cette terminologie multiple s'expliquerait-elle lorsqu'il s'agit d'un cours d'eau qui appartient successivement à plusieurs puissances : on comprendrait même que chaque peuple se fît une orthographe à part pour

(1) Pour que des pentes égales dessinées par des mains différentes sur deux feuilles séparées fussent toujours exprimées par des teintes uniformes et des hachures de même force, on adopta l'échelle des teintes proposée par le colonel Bonne.

(2) On peut citer notamment, parmi les travaux exécutés suivant cette méthode, la carte de Suisse dressée par le bureau topographique fédéral sous la direction scientifique du général Dufour. Des effets de lumière en blanc marquent avec une grande netteté le sommet des montagnes, et si l'on combine ce système avec des teintes bistrées étendues sur le creux des vallées, on peut obtenir quelquefois un effet de relief surprenant. En France même, bien des ingénieurs conservent encore, malgré ses défauts, l'ancienne carte de Cassini, parce que le figuré du terrain y ressort d'une façon plus saisissante que sur la carte nouvelle.

les mots empruntés aux idiomes persans, arabes ou indiens qui ont un alphabet différent du nôtre; mais ces bizarreries de la nomenclature géographique n'ont plus de raison d'être au sein de l'Europe entre des populations dont les rapports sont fréquens. Sans encourir le reproche de chercher à outrance la couleur locale, on peut désirer que Londres, Vienne, Cologne, reprennent sur nos cartes le nom qui leur est propre, et dans le discours la prononciation que les indigènes leur donnent. Il résulte des habitudes orthographiques actuelles que les cartes exotiques sont quelquefois indéchiffrables pour des lecteurs français.

Il y a aussi un désaccord regrettable entre les travaux topographiques des divers états en ce qui concerne l'échelle des cartes. On admet que le terrain ne peut être représenté avec assez de détails, si l'échelle n'est plus grande que le 100,000e. Au-dessous de cette limite, on n'a plus que des cartes d'ensemble, des cartes chorographiques, qui sont utiles sans contredit lorsqu'on veut étudier la surface entière d'une contrée ou l'aspect général d'une province, mais qui ne peuvent contenir toutes les indications propres à faire apprécier la nature et la configuration du sol. En France, on a d'une façon absolue adopté les échelles décimales (1). La surface entière de la France comprend deux cent soixante-huit feuilles, à l'échelle du 80,000e, dont sept sont consacrées aux départemens récemment annexés, chaque feuille représentant une surface de 40 kilomètres de haut sur 64 kilomètres de large. L'ensemble de cette carte, si l'on en réunissait toutes les parties bout à bout, couvrirait un espace de 11 mètres sur 13; mais les feuilles sont faites pour être consultées isolément, pour être examinées de près, et non pour être réunies les unes aux autres.

Le cadastre français, qui fut une entreprise locale poursuivie avec les fonds que votaient chaque année les conseils-généraux des départemens, n'a rien eu de commun avec les travaux géodésiques. Il en résulte peu d'inconvéniens, car il n'importe guère que le plan d'ensemble du cadastre soit imparfait, pourvu que l'arpentage des parcelles soit juste et que le plan de chaque commune ne contienne pas d'erreur sensible. En Angleterre, ces deux opérations, topographier et lever des plans cadastraux, ont été confondues. Après de longues discussions et plusieurs enquêtes parlementaires, il fut dé-

(1) Le cadastre est au 1,000e; les plans spéciaux d'une ville, d'une place forte, se font au 2,000e ou au 2,500e; pour la carte de l'état-major, les levers ont été faits dans l'origine au 10,000e, puis au 20,000e et enfin au 40,000e; les feuilles gravées, réduites d'après les minutes, sont au 80,000e. On s'accorde à reconnaître que cette dimension est bien suffisante pour les usages habituels, pour les travaux publics et pour les opérations militaires.

cidé que la carte des îles britanniques serait publiée à trois échelles différentes : d'abord à l'échelle de 25 pouces par mille (soit au 2,500e environ), pour servir à l'établissement de l'impôt et à la délimitation des héritages, puis à l'échelle de 6 pouces par mille, pour les opérations militaires et les travaux publics, et enfin à l'échelle de 1 pouce par mille (c'est-à-dire au 63,360e), ce qui donne une véritable carte topographique dans des conditions analogues à la nôtre (1).

L'exécution de cette carte à triple échelle est confiée à une administration spéciale (*ordnance survey office*), sous l'habile direction d'un ingénieur, sir Henry James, qui, pour accélérer le travail sans en diminuer la précision, a su mettre en pratique d'heureux perfectionnemens. Il est de principe que les cartes-minutes dressées sur le terrain ne peuvent être amplifiées, parce qu'en élargissant le dessin on risquerait d'en altérer les proportions. Elles peuvent seulement être réduites à une échelle moindre, pourvu qu'à chaque réduction on supprime tous les détails trop minutieux qui surchargeraient une feuille de moindre étendue et y produiraient la confusion. Les minutes sont par conséquent levées à l'échelle cadastrale et subissent des réductions successives. Jusqu'à ce jour, les réductions d'échelle étaient faites au moyen du pantographe, instrument sûr, mais lent, dont les graveurs font un usage fréquent pour reproduire les dessins avec des dimensions variables. On s'est servi pour les cartes anglaises d'une méthode différente qui donne d'excellens résultats. — Voici, en résumé, la série complète des opérations. Après que la triangulation de troisième ordre a donné la position de tous les objets remarquables d'une contrée, clochers, arbres isolés, etc., des arpenteurs retournent sur le terrain pour relever avec la chaîne, qui est le plus simple des instrumens topographiques, les détails de tous ces petits triangles que forment les signaux géodésiques. Les distances, ainsi mesurées et inscrites sur

(1) Il a été reconnu qu'il était avantageux de posséder de bonnes cartes à l'échelle cadastrale, avec des indications complètes sur les pentes du terrain et tous les accidens du sol, parce que les ingénieurs sont alors dispensés de lever les plans spéciaux dont ils ont besoin pour les travaux de drainage, de mines, de fortifications, etc. Par malheur, le gouvernement anglais ne s'est décidé à entreprendre le plan cadastral de tout le royaume qu'en 1862, à une époque où la plus grande partie du territoire était déjà levée à l'échelle de six pouces, ou même seulement d'un pouce par mille. Tous les travaux topographiques exécutés plus anciennement devront être recommencés, et l'opération entière, dont la dépense est évaluée à 35 millions de francs, ne peut durer moins d'une vingtaine d'années, quelque activité que déploient les ingénieurs géographes, et quelque régulières que soient les allocations budgétaires. Il n'est pas hors de propos de rappeler que le comité d'enquête, dont le rapport a provoqué l'adoption de cette mesure, s'exprimait ainsi à l'occasion de la dépense qu'il prévoyait : « Si considérable que soit le prix de revient d'une carte cadastrale, les avantages en sont si grands pour le pays que c'est un judicieux emploi de la fortune publique. »

un carnet, sont vérifiées par des procédés très simples, puis reportées sur le canevas que l'on a préparé. Le dessin en est fait à l'encre lithographique. On inscrit en même temps, avec des timbres préparés à l'avance, les indications qui se représentent le plus fréquemment, et tout ce travail est si simple qu'il peut être fait par de jeunes enfans. Il ne reste au dessinateur qu'à introduire les détails spéciaux qui réclament une main exercée. Ensuite la feuille est décalquée sur une plaque de zinc, ce métal ayant sur les pierres lithographiques l'avantage du bon marché et de la légèreté. On en tire autant d'épreuves qu'il est nécessaire. Voilà donc le plan cadastral établi, lithographié et mis à la disposition de tous les propriétaires intéressés qui veulent l'acheter, ce qui est déjà une amélioration notable. Les feuilles du cadastre français n'ayant pas été reproduites par l'impression, on ne peut s'en procurer une copie qu'avec des frais assez considérables.

Pour passer du plan cadastral, qui est à l'échelle de 25 pouces par mille, à la carte topographique à l'échelle de 6 pouces, l'*ordnance survey* emploie les procédés de la *photozincographie*, application nouvelle de la photographie. Comme il eût été impossible de construire un objectif d'assez grand diamètre pour donner, sans déformation appréciable, l'image d'une grande planche, la feuille est divisée en petits rectangles qui viennent passer tour à tour, par une disposition ingénieuse, devant l'appareil photographique. L'image négative réduite que l'on obtient sur le collodion est reportée sur une plaque en zinc, puis sur une planche de cuivre, que le graveur burine à la manière habituelle. On a pensé que l'impression sur zinc donnerait des résultats imparfaits pour ces feuilles déjà surchargées de détails délicats, et que la touche moelleuse et fine des planches en cuivre pouvait seule produire des lignes nettement accentuées. Du reste, certains perfectionnemens accélèrent et simplifient le travail de la gravure. Ainsi les semis de points qui représentent les sables, les signes conventionnels qui indiquent les arbres, les rochers, sont exécutés avec une machine à style d'acier que peut manœuvrer un enfant, au lieu d'être fouillés par le graveur lui-même. Ces procédés expéditifs diminuent assurément le prix de revient du travail; mais il est à croire que la perfection y perd. On a remarqué en effet que les artistes qui s'adonnent spécialement à la gravure topographique acquièrent un sentiment instinctif des formes du terrain en vertu duquel ils rectifient bien des erreurs qui avaient échappé au géographe. La carte de 6 pouces par mille est à son tour réduite par la photographie pour donner l'échelle d'un pouce, après qu'on a eu soin d'y figurer les hachures qui simulent les ondulations du sol.

Un perfectionnement nouveau, non moins ingénieux et plus utile

encore que les précédens, est la reproduction galvanoplastique des planches elles-mêmes. Les planches en cuivre de la carte de France, qui coûtent chacune, — lever, dessin et gravure, — de 40,000 à 50,000 francs, ne peuvent fournir qu'un nombre très limité d'épreuves, 2,000 ou 3,000 au plus; pour obtenir un nouveau tirage, il faudrait graver la feuille une seconde fois. Cet inconvénient, qui s'était fait sentir depuis longtemps non-seulement pour les cartes topographiques, mais aussi pour toute sorte de plans et de dessins gravés a été habilement surmonté en ces dernières années au moyen de l'électrotypie. Maintenant on peut, quand les planches sont encore neuves, en obtenir un fac-simile identique (1). Les reproductions galvanoplastiques ont encore l'avantage de faciliter les corrections que l'on doit, d'année en année, faire subir aux planches pour que les feuilles de chaque nouveau tirage soient modifiées d'après les changemens survenus à la topographie du pays. Il est long et pénible, on le sait, de corriger une planche gravée en creux, tandis que les corrections se font très promptement sur le cliché en relief que l'on obtient du premier coup par l'immersion dans un bain galvanique. Pour toutes les cartes de grande valeur, pour les plans topographiques que font exécuter les gouvernemens européens, on en viendra à ne considérer la planche type, œuvre du graveur, que comme un étalon qui doit être conservé précieusement aux archives et d'où l'on tire successivement, à mesure que le besoin s'en fait sentir, autant de clichés qu'il est nécessaire. On peut espérer que ce perfectionnement amènera une réduction notable dans le prix des feuilles de ces cartes, qui est encore beaucoup trop élevé pour les usages habituels, quoiqu'elles soient vendues en général bien au-dessous de la valeur réelle. Il n'est pas à craindre d'ailleurs que ces reproductions successives altèrent en quoi que ce soit la pureté du dessin. Le dépôt de la guerre montrait à l'exposition universelle de 1855 deux épreuves d'une même carte, l'une tirée sur la planche-mère et l'autre sur la planche électro-typique, et l'observateur le plus attentif ne pouvait découvrir la plus légère différence entre ces deux spécimens.

Pour compléter l'énumération des perfectionnemens industriels introduits dans la fabrication des cartes, il faut dire quelques mots

(1) On vient d'essayer en France un procédé plus simple et moins dispendieux qui permet de multiplier presque indéfiniment l'impression sans user la planche. Il consiste à aciérer la surface gravée, c'est-à-dire à la recouvrir par la galvanoplastie d'une couche d'acier, ou plus probablement de fer, qui est si faible que les traits les plus fins de la gravure n'en sont pas altérés. Les planches en cuivre qui ont subi cette préparation ont autant de durée que les planches en acier, et conservent néanmoins le ton et le moelleux qui font que l'on préfère pour les œuvres d'art la gravure sur cuivre à la gravure sur acier.

de la chromo-lithographie ou impression en couleur. Les teintes de diverses couleurs rentrent dans la classe des signes conventionnels dont il a été question plus haut. Elles ont été employées depuis longtemps sur les cartes vulgaires pour marquer les limites des états. On a été amené peu à peu à en faire un usage plus délicat et plus complexe. Ainsi les teintes servent à indiquer sur les cartes géologiques la nature variée des sols. Dans les pays montagneux, un coloris léger étalé sur les vallées fait ressortir plus nettement les ondulations du territoire. On commence même à introduire le dessin en couleur dans les œuvres topographiques les plus soignées, afin d'éviter que trop d'indications réunies dans un cadre restreint ne nuisent à la clarté. Il devient possible, grâce aux nuances, de diminuer la dimension des feuilles sans sacrifier des détails essentiels. La fabrication matérielle des cartes n'a pas fait en définitive moins de progrès que la science topographique proprement dite : il reste à examiner dans quelles limites ces perfectionnemens ont été appliqués.

IV.

La topographie fut dans l'origine une branche accessoire de l'art militaire. Pour combiner les mouvemens stratégiques d'une armée, choisir un champ de bataille favorable, apprécier les travaux de défense les plus propres à couvrir une frontière, le général doit connaître le terrain où il opère. Il faut qu'il soit renseigné sur la raideur des pentes, sur le tracé et la viabilité des routes; il faut même qu'il sache quelles cultures recouvrent le sol. Les cartes furent donc tout d'abord dressées au point de vue de l'utilité qu'elles ont pour la guerre, et, conséquence naturelle, on crut longtemps qu'elles devaient être conservées secrètement comme les documens qui importent à la défense du territoire. Les cartes réduites, qui représentaient une grande contrée sur une feuille de médiocre étendue, ne pouvaient être établies que sur des observations astronomiques souvent imparfaites, et plus souvent encore sur des évaluations arbitraires qui ne méritaient aucune confiance. On a maintenant des idées moins exclusives sur l'utilité des études topographiques. Elles sont encore d'un usage fréquent à la guerre, et la preuve en est que dans presque tous les états de l'Europe les ingénieurs géographes appartiennent à l'armée; mais on a senti que les cartes doivent être livrées à la publicité pour le profit de toutes les classes de la société, pour l'ingénieur qui y étudie les projets de route, pour l'industriel qui fait construire une usine sur le cours d'une rivière, pour l'administrateur et le magistrat dont elles guident les inves-

tigations, et même pour le propriétaire terrien qui retrouve sur un plan cadastral les titres les plus clairs, et l'inventaire, en quelque sorte, de sa propriété. La topographie à grande échelle satisfait à tous ces besoins, et elle fournit encore, après que le dessin en a été réduit dans de justes proportions, le canevas mathématiquement exact des feuilles d'ensemble ou cartes réduites sur lesquelles nous étudions la configuration d'une province, d'un état ou même d'un continent tout entier. Il est à peine besoin de dire qu'il n'y a encore qu'une très petite portion de la surface terrestre qui soit décrite sur le papier avec la précision des méthodes géodésiques modernes; mais les progrès accomplis depuis cinquante ans sont déjà considérables et répondent aux besoins les plus pressans.

En France, la carte de l'état-major, dont les premiers travaux remontent à 1818, dont les premières feuilles gravées parurent en 1833, et qui, après avoir été poursuivie sans interruption pendant cette longue période, n'est pas encore achevée, — la carte de l'état-major n'est pas la seule œuvre topographique de notre pays. Des plans spéciaux, à l'échelle du 20,000e, représentent avec des détails plus complets les environs des villes importantes. La grande carte a aussi été réduite et copiée sous différentes formes par les départemens ou par les divers services publics, qui en ont extrait des plans mieux appropriés à leurs exigences particulières. Le dépôt de la guerre exécute lui-même une réduction au quart, c'est-à-dire à l'échelle du 320,000e, qui rentre dès lors dans la classe des cartes chorographiques. On trouve encore sur cette réduction le tracé des cours d'eau, les principales formes du terrain et toutes les indications locales qui ont pu prendre place, sans l'encombrer, sur une feuille de moindre format. Enfin cette carte, déjà réduite au quart, sera encore réduite de façon à donner une carte géographique portative, où la rigueur du dessin et la multiplicité des détails seront proportionnés à la grandeur du format.

En même temps que s'accomplissait l'exploration topographique du territoire continental de la France, les officiers du corps d'état-major exécutaient, à la suite des armées, des travaux d'égale importance en divers pays. Pour l'Algérie, il n'y eut pendant longtemps que des cartes très imparfaites, dressées pour ainsi dire à vol d'oiseau. On a levé d'abord les environs des villes, puis on a entrepris de faire la topographie complète de cette colonie en s'appuyant sur des mesures géodésiques aussi rigoureuses que celles qui ont servi de base à la topographie de la France; la triangulation du premier ordre est déjà terminée. A la suite des expéditions de Chine et de Syrie, il a aussi été dressé des cartes du terrain occupé par les troupes. Ce ne sont, il est vrai, que des ébauches topographiques

rédigées d'après les itinéraires que dessinent les officiers en parcourant le pays dans tous les sens. Ne pouvant exécuter une triangulation régulière, ils prennent pour base quelques observations astronomiques; ils mesurent les hauteurs avec le baromètre, ils évaluent les distances d'après le temps employé pour les parcourir. Pour les cantons qu'ils ne peuvent visiter eux-mêmes, ils mettent en œuvre les renseignemens fournis par les habitans. Néanmoins ces reconnaissances militaires sont toujours précieuses pour la géographie et sont d'autant plus utiles qu'elles se font en général dans des contrées presque inconnues auparavant.

La triangulation géodésique de l'Angleterre, commencée en 1783, n'a été terminée qu'en 1858. Après de nombreux levers partiels qui sont devenus inutiles faute d'avoir été coordonnés et rapportés à un plan commun, après de longues hésitations quant à l'échelle qu'il convenait d'adopter, il a été décidé, comme on l'a dit plus haut, que des cartes cadastrales et topographiques à trois échelles différentes seraient publiées simultanément. Cette vaste entreprise exigera bien des années de travail. Quelques feuilles en sont déjà publiées. Quoique dessinées avec un certain luxe, il faut reconnaître qu'elles ne sont pas aussi satisfaisantes d'aspect que les cartes françaises. Il y a toujours dans la gravure quelque chose de dur et de heurté, et lorsque les couleurs y sont employées, en particulier dans les cartes géologiques, on y remarque une crudité de tons qui fatigue l'œil. Les Anglais poursuivent en outre des travaux topographiques considérables dans leurs colonies, et notamment aux Indes orientales. Après avoir exécuté dans cet immense empire une triangulation très étendue, et après avoir mesuré des arcs terrestres d'une grande amplitude, tant du nord au sud que de l'est à l'ouest, ils ont résolu de continuer leurs opérations géodésiques vers le nord, à travers le Turkestan chinois, jusqu'aux frontières des possessions russes. On ne pourra manquer d'obtenir ainsi d'importantes notions sur la géographie encore obscure de l'Asie centrale.

Les états qui composent le centre de l'Allemagne se sont entendus récemment pour entreprendre en commun des mesures géodésiques, afin d'étudier les irrégularités de forme du globe terrestre. Outre les conséquences purement théoriques qu'on pourra en tirer sur une question si souvent débattue, les observations nouvelles auront l'avantage de relier entre elles les triangulations de diverses contrées. On se propose de déterminer avec beaucoup de soin, par la méthode télégraphique, les longitudes des principales villes, Leipzig, Berlin, Prague, Vienne. Grâce aux travaux persévérans du général de Bayer, le territoire prussien est déjà couvert d'un réseau géodésique dont l'exécution ne laisse rien à désirer, et qui s'étend

de la Silésie à la frontière rhénane. L'Autriche a aussi à peu près terminé sa triangulation; mais les ingénieurs de l'institut impérial et royal de géographie militaire ont reconnu qu'il était devenu nécessaire d'en recommencer certaines parties d'une exactitude douteuse, et ils ont senti surtout qu'il serait utile de contrôler leur travail en se reliant vers le midi au réseau italien, de même qu'ils se joignent vers le nord au réseau prussien. Les cartes topographiques que publient les gouvernemens de l'Allemagne seront ainsi rattachées les unes aux autres. Il est à regretter qu'elles soient dressées en général à des échelles différentes. La Prusse a dessiné au 80,000e les feuilles des provinces rhénanes, et au 100,000e les feuilles des provinces orientales; l'Autriche a adopté les échelles du 144,000e et du 288,000e, qui sont assurément trop petites pour des plans topographiques. Les états de moindre importance, le grand-duché de Bade, la Saxe, le Wurtemberg, qui n'avaient à explorer qu'un territoire restreint, ont, pour la plupart, fait choix d'une échelle plus grande, le 50,000e ou même le 25,000e, et ont, pour la même raison, terminé promptement leurs travaux. Les petites principautés ont presque toutes pris des arrangemens avec leurs puissans voisins pour que leur surface fût levée et publiée en même temps que celle des royaumes où ces principautés sont enclavées. Toutes ces cartes sont les unes achevées, les autres très avancées, et la topographie allemande sera complète d'ici à quelques années.

De tous les pays, c'est peut-être la Russie qui dans ces derniers temps s'est montrée le plus favorable aux travaux géodésiques. On doit ce résultat principalement au zèle et à l'habileté de quelques savans astronomes, parmi lesquels il est juste de citer spécialement M. le général de Schubert et M. de Struve, directeur de l'observatoire impérial de Poulkova. Mesure d'un arc de méridien de 25° 20′ entre Ismaïl, à l'embouchure du Danube, et Fugleuaes, à l'extrémité septentrionale de la presqu'île scandinave, nivellement des pays compris entre la Mer-Noire et la Mer-Caspienne, observations astronomiques nombreuses en Sibérie et au Caucase, expéditions chronométriques entre Poulkova, Altona et Greenwich, triangulation presque complète des provinces européennes et d'une partie du pays transcaucasien, tels sont les immenses travaux, d'une valeur scientifique incontestable, par lesquels se sont signalés les astronomes de l'empire des tsars. Quelque vastes que soient les possessions russes en Europe, la topographie en est déjà très avancée, et la publication de l'œuvre totale ne se fera pas beaucoup attendre. En même temps, la Société impériale de géographie de Saint-Pétersbourg coopère aux explorations topographiques, et fait lever une carte de la Sibérie orientale jusqu'à l'embouchure du fleuve Amour.

L'Espagne, dont le sol montagneux présentait bien des difficultés, n'en est encore qu'à la géodésie. La Hollande a presque terminé sa carte, où les nivellemens sont l'objet d'un soin tout particulier, en raison de la nature presque plate du territoire, qui l'expose à de grandes inondations. Il faut encore citer la Suède, dont le réseau géodésique présente cette particularité intéressante, que l'une des bases fut mesurée en hiver sur la surface glacée d'un lac. En Italie, les anciens états sardes sont entièrement levés à l'échelle du 50,000ᵉ. La Lombardie et les provinces centrales l'ont été par le gouvernement autrichien au 86,400ᵉ. Le royaume de Naples était resté seul en dehors de ces travaux; mais les études topographiques viennent d'être reprises par le gouvernement du roi Victor-Emmanuel sur toute l'étendue de la péninsule. La Belgique, qui s'était longtemps contentée de cartes particulières, vient aussi d'entreprendre sa carte officielle. En résumé, les deux tiers de l'Europe sont déjà représentés sur le papier, et dans quelques années la topographie aura terminé son œuvre sur ce continent. Dès à présent, la triangulation des états de l'Europe forme un canevas continu qui s'étend en hauteur, du nord au sud, sur 35 degrés de latitude, et en largeur, de l'est à l'ouest, sur 70 degrés de longitude. Ce n'est guère pourtant que la cinquantième partie de la surface totale du globe.

La topographie est, on le voit, presque exclusivement l'œuvre des gouvernemens, sauf un petit nombre de cas exceptionnels où les sociétés savantes ont pris une part directe dans ses travaux. La raison principale en est sans doute dans la dépense considérable qu'occasionnent la géodésie et le lever du terrain. On ne peut évaluer le prix de revient d'une bonne carte topographique à moins de 20 ou 30 francs par kilomètre carré, la dépense étant plus ou moins grande suivant la nature du sol. Les cartes détaillées sont d'ailleurs d'une utilité incontestable dans les pays civilisés pour les questions de propriété et de travaux publics; aussi aucune nation ne saurait-elle s'en passer. En dehors de ces œuvres officielles qui s'exécutent aujourd'hui chez toutes les nations européennes et dans leurs colonies, on n'a plus pour guides et pour renseignemens que les itinéraires des voyageurs, documens consciencieux sans doute, mais souvent imparfaits. Les hommes qui consacrent leurs loisirs et leur fortune à des voyages lointains ne possèdent pas toujours les connaissances indispensables à qui veut faire de bonnes observations astronomiques, ou ils n'ont pas entre les mains les instrumens nécessaires. Les trois quarts du monde habitable ne nous sont connus que par les récits des voyageurs. De là proviennent tant d'erreurs grossières qui se sont conservées sur les cartes géographiques. On

s'en fera une assez juste idée en comparant une carte ancienne de l'Afrique avec celles plus récentes qui ont été rectifiées d'après les explorateurs modernes. Une critique judicieuse sait faire un choix entre les renseignemens topographiques qui lui sont offerts, et elle élimine ou signale comme douteuses les indications qui ne paraissent pas dignes de foi. C'est en cela, plus que dans la perfection du dessin, que consiste le mérite d'une bonne carte géographique (1).

Il n'a été question jusqu'ici que des cartes terrestres qui montrent la surface des continens; mais les océans ont aussi leur géographie. L'hydrographie, tel est le nom qui a été donné à cette étude, a pour but d'explorer et de représenter sur le papier la surface et les profondeurs de l'Océan, et en particulier les rivages de la mer. De même que la topographie terrestre a pour mission spéciale de faciliter l'exécution des travaux publics à faire sur le terrain solide, de même l'hydrographie est principalement destinée à guider les navigateurs. Elle signale à leur attention les roches sous-marines et les bas-fonds dangereux; elle leur trace la route à suivre pour entrer dans une rivière ou dans un port. Combinée avec la météorologie, elle s'occupe encore des vents et des courans qui contrarient ou facilitent la marche des bâtimens. Cette science fut en honneur dès les premiers temps de la navigation lointaine. Les anciens pilotes consignaient les observations qu'ils avaient recueillies sur des cartes qu'ils nommaient *Flambeau de la mer*, *Routier de l'Océan*, parce qu'en effet ces documens semblaient éclairer et jalonner en quelque sorte la course aventureuse des marins. Les études hydrographiques, auxquelles le développement de la marine commerciale a donné plus d'importance, sont devenues l'une des grandes préoccupations des nations maritimes, et ont été confiées à des ingénieurs spéciaux, savans modestes dont les travaux restent presque inconnus en dehors du petit nombre d'hommes qui en profitent directement.

Les cartes marines diffèrent beaucoup par l'aspect des cartes terrestres. Sur celles-ci, les continents occupent la plus grande place; sur les autres, c'est la surface des mers qui domine. Des accidens du sol, montagnes et vallées, il ne reste que ce que le marin peut apercevoir de la haute mer; le reste ne lui est d'aucun inté-

(1) Il ne manque pas en France, en Angleterre, en Allemagne, d'éditeurs instruits, qui soumettent à un contrôle rigoureux les renseignemens inscrits sur les feuilles qu'ils publient, et qui rectifient les anciennes erreurs à mesure que les découvertes nouvelles se produisent. Par malheur, ce travail, dont les résultats sont en quelque sorte latens, ne frappe pas les yeux et peut passer inaperçu. Aussi voyons-nous fréquemment des cartes défectueuses, grossièrement reproduites d'après des documens anciens, obtenir autant de succès que celles dont le dessin a été soumis à une critique scrupuleuse.

rêt. Le système de projection est aussi différent, car on n'emploie pour les cartes à petite échelle que la projection de Mercator, qui élargit démesurément les contrées éloignées de l'équateur. Il ne s'agit plus de figurer la terre telle qu'elle est; l'objet principal est que la position du navire puisse être marquée chaque jour par sa longitude et sa latitude, et que le pilote voie immédiatement la route qu'il doit suivre. Sur les cartes à grande échelle que l'on dresse pour les côtes fréquentées, pour les îles et les archipels, en un mot pour toutes les portions de l'Océan où des détails spéciaux sont utiles, la forme des rivages est dessinée avec le plus grand soin, les roches isolées sont marquées à leur place précise, la profondeur des eaux est indiquée par de nombreuses cotes de sondage; enfin des vues de la côte en perspective complètent les indications dont le marin a besoin pour reconnaître où il se trouve et pour savoir où il doit se diriger.

Les états qui possèdent des marines puissantes ont senti qu'il ne suffisait pas d'explorer leurs propres rivages, et qu'il fallait encore lever le plan de tous les parages où les navires peuvent être poussés par les vents ou les courans. Ainsi on a fait l'hydrographie de tout le pourtour de la Méditerranée, même des côtes inhospitalières du Maroc, où l'on ne pouvait descendre à terre, ni faire une triangulation, ni mesurer une base. On supplée alors aux mesures directes par divers artifices : on évalue les distances en observant de loin la hauteur du mât d'un navire ou le temps que le son met à franchir l'intervalle entre deux stations. Dans les parages inconnus, l'hydrographe est souvent réduit à esquisser un croquis du terrain devant lequel le navire passe rapidement.

Ce fut après les événemens politiques de 1815 que l'hydrographie, comme la topographie terrestre, reçut une vigoureuse impulsion. Les cartes anciennes de nos côtes étaient fautives : les ingénieurs de la marine débutèrent donc par une reconnaissance minutieuse de toutes les côtes de France, et ce grand travail les occupa pendant près de trente ans. Pour faire apprécier l'exactitude et l'utilité des opérations hydrographiques, il suffira de dire que l'on découvrit pendant cette exploration un grand nombre de bancs de sable et de roches sous-marines que les pilotes du pays ne connaissaient même pas. Les côtes de nos colonies ont ensuite été relevées avec le même soin. En Angleterre, l'amirauté a aussi consacré plusieurs navires et a dépensé des sommes considérables pour les reconnaissances hydrographiques de ses côtes et des rivages les plus fréquentés du globe. Aux États-Unis d'Amérique, le *coast survey*, sous l'habile direction du professeur Bache, a exécuté des travaux importans. Possesseurs de rivages étendus sur le Pacifique

et l'Atlantique, les Américains ont senti la nécessité d'une prompte exploration des rivières, des ports et des rades que leurs bâtimens de commerce parcourent sans cesse. Ils se sont mis à l'œuvre sur tous les points à la fois, dans les états du nord, en Californie et dans le golfe du Mexique : ils ont exécuté une foule de triangulations partielles qui se relient et se contrôlent mutuellement, et dont l'ensemble donnera plus tard, si les événemens politiques permettent que l'œuvre s'achève, les positions géographiques des principaux points de ce vaste continent. Le lever des côtes de l'Union américaine est commencé depuis 1832, et n'était encore qu'à moitié fait lorsque la guerre actuelle éclata, quoiqu'on ait mis en usage les méthodes les plus promptes et les procédés les plus expéditifs.

Malgré l'activité imprimée depuis cinquante ans aux travaux géodésiques et à l'exploration topographique de la surface terrestre, la planète que nous habitons est, on a pu s'en convaincre par cette étude, encore peu connue. En dehors de l'Europe et des colonies européennes, nous ne pouvons tracer sur le papier que les grands linéamens du terrain; la configuration du sol, la hauteur et la direction des montagnes ne sont que grossièrement représentées sur les cartes. Quelques portions centrales des continens restent même encore en blanc. Ces lacunes se comblent de jour en jour; mais les travaux topographiques entraînent des lenteurs telles qu'il n'est pas permis d'entrevoir encore l'achèvement de cette entreprise immense, — la mesure et la représentation du globe terrestre. Les travaux de nos topographes modernes sont-ils au moins définitifs, ou bien deviendra-t-il nécessaire de recommencer dans un avenir plus ou moins proche la carte de France de l'état-major, de même qu'on a recommencé la carte de Cassini? Il n'y a pas de doute que les méthodes et les instrumens, en se perfectionnant progressivement, permettront d'atteindre une exactitude plus grande. On ne se contente plus aujourd'hui des approximations qui suffisaient à Delambre et à Méchain au commencement de ce siècle. Il est question déjà de réviser les longitudes au moyen de signaux électriques. On a reconnu que les hauteurs, sauf celles des points géodésiques, n'étaient pas assez bien fixées, et l'on a entrepris un nivellement général du territoire, qui est déjà terminé sur les grandes voies de communication et s'étendra plus tard sur toute la surface du pays. Les cartes seront refaites peu à peu et maintenues au niveau des besoins de l'époque.

Ce qu'il y a peut-être de plus regrettable à cette heure, c'est l'isolement dans lequel se renferment la plupart des nations qui contribuent aux opérations de ce genre. Autant de pays, autant de mesures différentes, autant d'échelles et de conventions variables

pour les cartes. Cependant la géodésie ne peut être une entreprise locale; elle franchit aisément les frontières, et gagne en précision en même temps qu'en étendue. La coordination des travaux topographiques exécutés par les divers états dépend en partie de l'uniformité des poids et des mesures, question que la géodésie elle-même a essayé de résoudre, et qui est des plus graves pour les progrès de la science, pour l'extension du commerce et de l'industrie. Le système décimal des mesures, des poids et des monnaies, dont l'existence légale en France remonte déjà loin, n'a encore été accepté que par quelques nations européennes, la Belgique, la Hollande, la Suisse et l'Italie, et par des états nouveaux de l'Amérique du Sud, qui l'ont en partie modifié et accommodé à leurs usages locaux. On attribue volontiers à des préjugés nationaux le retard que mettent les autres nations à s'approprier le système métrique. Cette opinion peut avoir quelque fondement; mais les préjugés et même les habitudes ne sont pas le seul obstacle à la généralisation de nos mesures décimales. La géodésie nous a fait voir qu'il y a un certain degré d'arbitraire dans l'évaluation primitive de l'unité de longueur métrique. Enfin une nouvelle théorie vient d'apparaître, qui considère les forces physiques comme des manifestations variées d'un seul et unique pouvoir (1). A ce titre, les unités de temps, de longueur, de force, de chaleur, de lumière, d'électricité, sont connexes, et doivent s'enchaîner l'une à l'autre au moyen de certains nombres appelés *coefficiens* ou *équivalens*, que l'observation fera connaître. Nous avons pris dans la nature l'unité de longueur; d'autres, y prenant l'unité de force, créeront un système de mesures différent du nôtre et cependant aussi naturel. Par malheur, la détermination des équivalens physiques est un problème trop complexe et trop délicat pour que la solution en soit prochaine. Il faut, pour le moment, que nous nous contentions de poids et de mesures arbitrairement fixés. Malgré ses imperfections, notre système décimal peut donc encore réclamer la suprématie, et tous ceux qui s'intéressent au progrès des sciences géographiques doivent faire des vœux pour qu'il se propage, car on comprend aisément quelle force elles puiseraient dans une meilleure coordination des travaux si délicats et si variés qui leur servent de base.

H. Blerzy.

(1) Voyez la *Revue* du 1er mai 1863.

L'ÉCONOMIE RURALE

EN NÉERLANDE

SCÈNES ET SOUVENIRS D'UN VOYAGE AGRICOLE.

IV.

LES CULTURES ET LA PRODUCTION HOLLANDAISES.

La Hollande était autrefois, avec Venise, l'état européen qui devait la plus grande part de sa richesse au commerce et la moindre à l'agriculture. Ce qui permettait au pays de subsister, ce n'était pas la charrue ouvrant à grand effort le sein d'une terre trop humide et sans cesse menacée par les eaux, c'était le navire sillonnant librement les flots de toutes les mers. Un ancien écrivain hollandais, pour dissimuler l'infériorité de sa patrie au point de vue agricole, disait dans ce latin relevé d'antithèses qu'on aimait alors : « *Hollandia non floret agricultura, sed agricultura floret in Hollandia* (la Hollande ne prospère pas par l'agriculture, mais l'agriculture prospère en Hollande). » Un de ses compatriotes, esprit éminent et trop peu connu, un des précurseurs de l'économie politique au XVIIe siècle, l'ami et le collaborateur de Jean de Witt, Pieter de La Court, avoue, lui, franchement, que, sans le commerce, le sol de son pays ne vaudrait pas la peine d'être mis en culture, et cette idée revient sans cesse dans les publications du temps. Ni l'état ni les particuliers ne songent à encourager ou à protéger cette branche de la production nationale, complétement abandonnée aux mains des paysans.

Il faut arriver à une époque récente pour voir la disposition des esprits changer à ce sujet : cette époque est celle du déclin, de la chute même de la république des Provinces-Unies. Elle qui avait vaincu l'Espagne, glorieusement résisté à la France et à l'Angleterre coalisées, succomba lentement, on le sait, sous les mortelles atteintes d'une guerre de tarifs. Les droits différentiels et l'acte de navigation repoussèrent ses navires de tous les ports; son commerce fut anéanti, sa marine détruite. A la fin du XVIIIe siècle, la Hollande était arrivée au plus affligeant degré de faiblesse, et la conquête française, sous l'empire, acheva de la ruiner en livrant ses colonies à l'Angleterre. C'est précisément alors cependant que l'agriculture, autrefois si dédaignée, vint lui ouvrir de nouvelles sources de prospérité et de richesse. On a vu souvent des hommes politiques, ministres ou même souverains, trouver dans la vie rurale une nouvelle jeunesse et cette pensée consolatrice, que, pour son humble part, on contribue à fertiliser le sol de la patrie et à augmenter le bien-être de ses semblables. Il en est des nations comme des hommes. Le sort leur a-t-il été contraire, ont-elles succombé dans une lutte inégale, leur commerce, leur industrie, ont-ils décliné sous l'empire de circonstances adverses, il est encore à leur disposition une source inépuisable de profits et de bien-être qui compensera toutes leurs pertes, qui guérira leurs blessures, et que ne pourront jamais tarir les hasards de la guerre ou les vicissitudes des traités : c'est la terre mise en valeur et toujours prête à récompenser au décuple tous les sacrifices intelligens qu'on consent à lui faire; en un mot, c'est l'agriculture. C'est elle en effet qui a soutenu autrefois la Lombardie et la Belgique, asservies à l'étranger et privées de leurs anciennes industries, et c'est elle aussi qui, plus récemment, a relevé la Hollande déchue de son antique grandeur commerciale. Peu à peu, à l'insu de l'étranger et du pays lui-même, sans bruit, sans éclat, mais par des améliorations poursuivies de tous les côtés à la fois, la Néerlande, qui ne vivait jadis que par le trafic, est devenue une des nations agricoles les plus avancées de l'Europe, et celle qui relativement exporte le plus de produits de son sol. Le café et le sucre de ses belles colonies, le beurre, le fromage et le bétail de ses gras pâturages, voilà maintenant les élémens solides de sa prospérité. Déjà (1), en parcourant le pays, en décrivant ses différentes régions, la région *verte* de la Frise et de la Hollande, les riches cultures de la Zélande et de la Groningue, en constatant le bien-être répandu dans beaucoup de fermes, nous avons signalé les symptômes de cette grande révolution économique.

(1) Voyez la *Revue* du 15 septembre et 1er novembre 1863, et du 15 janvier 1864.

Nous voudrions en chercher les preuves directes et irréfutables dans les chiffres et dans les faits qu'ont pu recueillir les statistiques officielles. Au retour d'un voyage entrepris pour étudier l'économie rurale d'un état étranger, on aime à contrôler ses observations personnelles en les comparant aux données les plus exactes émanées du pays même qu'il s'agit de faire connaître. C'est le meilleur moyen de se rapprocher de la vérité et de présenter au lecteur un tableau fidèle, dont il peut lui-même apprécier les élémens.

I.

Quelle est d'abord l'étendue du domaine agricole de la Néerlande, et quelle place y occupe chaque genre de culture? Le territoire du royaume des Pays-Bas mesurait 3,275,533 hectares en 1858; mais il faut remarquer que ce chiffre change d'année en année : il s'accroît en moyenne de 1,000 hectares par an, grâce aux conquêtes faites sur les eaux. La terre, on le sait, est encore ici en voie de formation, et les fleuves travaillent de concert avec l'homme à étendre le fonds productif dont celui-ci peut disposer. Les chemins, les lacs, les canaux, les maisons, prennent 169,000 hectares; reste donc pour la superficie susceptible de livrer quelque produit à l'agriculture un peu plus de 3 millions d'hectares, ce qui fait dix-sept fois moins que la France, qui compte environ 50 millions d'hectares imposables, et 400,000 hectares de plus que la Belgique, qui n'en a que 2,600,000. D'après un document dont les données restent encore aujourd'hui opportunes et significatives, le domaine agricole de la Néerlande en 1859 se partageait ainsi :

Froment	85,000	hectares.
Seigle et sarrasin	255,000	—
Avoine et orge	129,000	—
Légumineuses, panais, racines	80,000	—
Pommes de terre	100,000	—
Plantes industrielles	60,000	—
Jachère	21,000	—
Prairies permanentes	1,352,000	—
Bois	225,000	—
Terres vagues	702,000	—

Ce tableau montre qu'avec la Suisse, la Néerlande est le pays où les herbages occupent le plus de place. En y ajoutant les racines fourragères et les prairies artificielles, on trouve que la superficie consacrée à nourrir les animaux domestiques est de 1,400,000 hectares, c'est-à-dire deux fois aussi grande que celle destinée à des

produits servant immédiatement à satisfaire les besoins des populations. La terre arable est très peu étendue, puisqu'elle ne comprend que 700,000 hectares environ, soit moins du quart de la superficie totale susceptible d'être mise en valeur. Sauf les contrées couvertes de hautes montagnes, on ne rencontre guère en Europe de pays où la charrue joue un rôle aussi secondaire.

Les bois occupent également une place très restreinte : tandis qu'en France et en Belgique ils s'étendent sur le sixième du territoire, ici ils n'en prennent que la quatorzième partie. C'est très peu à coup sûr. A l'époque anté-historique, la plus grande partie de la contrée semble avoir été couverte d'épaisses forêts de chênes, de pins et d'aunes, car au fond des tourbières on trouve une couche pour ainsi dire continue de gros troncs d'arbres étendus presque tous dans le même sens. On suppose que ces arbres poussaient sur un terrain peu consistant, et que les tempêtes les auront renversés dans les eaux des marais, qui les auront conservés et où ils se seront ensevelis peu à peu sous les détritus accumulés. C'est un phénomène naturel dont on peut suivre encore la marche dans les grandes forêts marécageuses de la Louisiane et dans le *dismal swamp* de la Virginie, où les ouragans abattent parfois par milliers les gigantesques *taxodiums* aux fûts élancés comme des mâts de navire et aux racines en forme d'arcs-boutans. Même jusqu'au commencement du moyen âge, la plus grande partie de la région sablonneuse, maintenant presque tout à fait dépouillée et transformée en landes nues ou en sables mouvans, était occupée par de grands bois dont il ne reste plus que quelques lambeaux. Les hagiographes et les anciennes chroniques nous représentent les apôtres de l'Évangile et les chasseurs égarés à la poursuite du gros gibier marchant des journées entières en de vastes forêts qui ont disparu sans laisser de traces. Aujourd'hui il y a des provinces où les bois font complétement défaut. Ainsi la Drenthe n'en possède que 5,000 hectares, et la Groningue qu'un millier d'hectares seulement. Cela est d'autant plus regrettable que la Hollande a besoin de beaucoup de bois, d'abord pour ses constructions navales, ensuite pour tous ses travaux de défense contre la mer et les fleuves, enfin pour ses bâtimens de tout genre où le bois entre dans une grande proportion, à cause de la difficulté de se procurer d'autres matériaux et aussi de la mobilité du terrain, qui, en beaucoup de localités, ne supporterait pas des murs trop pesans. L'importation du bois, qui vient principalement du Nord, s'élève, année moyenne, à 15 ou 20 millions de francs, somme énorme pour un si petit pays.

En examinant encore le tableau de la répartition des cultures, on peut remarquer que les pommes de terre entrent pour une large

part dans l'alimentation des classes les plus nombreuses, car on leur destine autant de terrain qu'au froment. Prise dans son ensemble, cette répartition des cultures est extrêmement favorable. Comme en Angleterre, et par suite aussi de la prédominance des herbages, elle assure aux cultivateurs de riches produits sans exiger beaucoup de travail, car dans les prairies c'est la fertilité du sol et l'humidité du climat qui font naître spontanément les plantes dont les animaux se nourrissent, et qui produisent ainsi le lait et la viande, dont les prix augmentent bien plus rapidement que ceux des céréales. En effet, les régions les plus lointaines, les fertiles plaines de l'ouest des États-Unis ou du sud de la Russie peuvent envoyer des blés sur les marchés de l'Europe occidentale, et empêcher en conséquence les prix de cette denrée de s'élever en raison de l'accroissement rapide de la population; mais il n'en est pas de même pour le beurre et la viande fraîche, qui ne supportent pas d'aussi longs trajets. Le cercle des pays producteurs est beaucoup plus limité, et l'offre ne peut s'accroître aussi rapidement que la demande, qui va sans cesse s'étendant à mesure que l'augmentation si rapide des capitaux crée de nouveaux consommateurs. Les contrées où les pâturages dominent profitent donc plus largement que les autres des progrès économiques des sociétés modernes.

Si l'agriculture néerlandaise jouit ainsi d'incontestables avantages, on regrette d'autant plus de rencontrer de si vastes étendues de landes qui ne lui livrent pour tout produit que quelques mottes de bruyère employées à former des fumiers de *composts*. Les terres vagues prennent encore le quart du domaine agricole, tandis qu'en France elles n'en occupent que la sixième partie, et en Belgique la neuvième seulement. Ces lacunes, ces taches de terrains improductifs qui frappent désagréablement quand on étudie la belle carte rurale du pays dressée par M. Staring, s'expliquent par l'action de deux causes qui, réunies, ont dû arrêter ou au moins retarder singulièrement toute nouvelle conquête de la culture. La première de ces causes est la qualité détestable du sol : ainsi qu'on l'a vu, il est en général formé d'un sable aride qui, abandonné à lui-même, se couvre à peine d'une maigre végétation, et qu'on ne parvient à mettre en valeur qu'au prix de beaucoup de sacrifices et des plus persévérans efforts. La seconde de ces causes, nous la trouvons dans l'ancienne constitution de la propriété. — Aussi longtemps que la lande demeurait le bien commun et indivis des cohéritiers de la *marke*, aucun de ceux-ci, et nul autre à plus forte raison, ne pouvait songer à employer à cette terre rebelle le capital considérable nécessaire pour la défricher. Comme la stérilité naturelle ne peut être vaincue que peu à peu, à force d'engrais et de travail, il faut

que l'énergique stimulant de la propriété privée intervienne. Maintenant du moins l'obstacle qui résultait des institutions locales a disparu en grande partie, et déjà l'étendue des terrains improductifs diminue chaque année.

L'examen de la répartition des cultures suffit pour faire deviner que les produits végétaux entrent dans le chiffre total de la production agricole pour une moins forte part que les produits animaux, et en effet les statistiques montrent que la Hollande récolte peu de céréales, surtout extrêmement peu de froment. Comme le froment n'est cultivé que dans la région fertile, le produit moyen est élevé : il monte à 22 hectolitres par hectare; mais dans la région basse il est peu de terres qui conviennent à cette céréale : les terres légères sont trop maigres et les terres grasses des polders sont trop fortes, surtout quand elles sont nouvellement endiguées. Il y a même des provinces entières qui n'en cultivent pour ainsi dire point du tout, comme la Drenthe et l'Over-Yssel. La récolte totale du froment ne dépasse pas 1,800,000 hectolitres, ce qui fait à peine un demi-hectolitre par habitant. C'est moitié moins qu'en Belgique, et seulement le quart de la proportion qu'on a constatée en France. Il est vrai que le pain de froment est un aliment de luxe qu'on ne rencontre que dans les maisons riches, et encore en très petite quantité. On consomme généralement du pain de seigle, non-seulement dans les campagnes, mais encore dans les villes. Aussi la récolte de cette céréale est-elle deux fois plus considérable que celle du froment : elle dépasse 3 millions 1/2 d'hectolitres, soit environ 1 hectolitre par habitant. Quoique en Hollande on mange relativement peu de pain, et qu'il faille encore tenir compte d'environ 1 million 1/2 d'hectolitres de sarrasin, dont une grande partie sert à l'alimentation des populations rurales, la récolte totale des céréales est insuffisante pour faire face aux besoins de la consommation. Cette insuffisance de la production nationale date de l'affranchissement des Provinces-Unies, et du prodigieux développement de population et de richesse qui en fut la suite. Les grandes villes commerciales étaient toutes placées le long des côtes, dans la région des pâturages, qui ne produisaient guère de céréales; les communications avec l'intérieur du pays étaient rares, difficiles, et il était bien plus aisé aux marchands d'Amsterdam de tirer les approvisionnemens de la Baltique et même de la Mer-Blanche que de la région haute, qui d'ailleurs avait peine à suffire à ses propres besoins. Les navires hollandais transportaient les grains de la Russie en Flandre, en France, jusque dans la Méditerranée, et pendant le XVIe et le XVIIe siècle on put dire sans exagération que la Hollande, qui ne cultivait pas de blé, n'en était pas moins le grenier d'abondance de toute l'Europe. L'ambassadeur

d'Angleterre, le chevalier Temple, cet excellent et profond observateur, croyait même que la Hollande de son temps ne produisait pas assez de grain pour nourrir les ouvriers employés à la conservation de ses digues. D'autres affirmaient que la production agricole répondait environ au cinquième des besoins de la consommation. Les opulentes cités de la région basse et même les campagnes, dont le beurre et le fromage constituaient les seuls produits, s'habituèrent ainsi à puiser dans les vastes approvisionnemens que le commerce de transit mettait à leur disposition, et elles pouvaient se vanter avec raison de manger du pain à meilleur compte que les autres nations, surtout à un prix moins variable, elles qui n'en récoltaient pas elles-mêmes. Depuis le XVIIIe siècle heureusement, la production des céréales a beaucoup augmenté dans les Pays-Bas; des terres nouvelles, propres à cette culture, ont été conquises sur les eaux; on a ouvert de bonnes routes, reliant l'intérieur du pays aux marchés de la côte, et l'on peut prévoir le temps où la Néerlande se suffira sous ce rapport à elle-même. Déjà elle ne demande plus à l'étranger, année moyenne, que de 800 à 900,000 hectolitres de céréales. C'est à peu près la même proportion qu'en Angleterre; mais c'est quatre fois moins qu'en Suisse, où l'importation s'élève à 1 hectolitre par tête.

La pomme de terre, avons-nous vu, entre pour une grande part dans l'alimentation publique; aux repas de midi et du soir, elle tient lieu de pain. Dans les dîners mêmes qui se composent de plusieurs plats, elle sert d'accompagnement obligé à chaque mets. Aussi le chiffre de la récolte totale est-il très élevé; il monte à plus de douze millions d'hectolitres, ce qui fait environ quatre hectolitres par tête. On cultive encore beaucoup d'avoine et d'orge. Le produit de la première de ces céréales est de trois millions et demi d'hectolitres, et celui de la seconde d'un million et demi. Parmi les plantes industrielles, les plus importantes sont le colza, le lin, la garance et le tabac, qui donnent une valeur annuelle de trente à quarante millions de francs; mais il est d'autres produits dont s'enorgueillit avec non moins de raison l'agriculture néerlandaise et qui donnent lieu à un immense commerce d'exportation : ce sont ceux des innombrables et magnifiques troupeaux répandus dans ses vastes et riches pâturages. Je n'ai trouvé nulle part une estimation satisfaisante de la valeur de ces produits; il faut donc se résoudre à la fixer approximativement et par voie de comparaison. Je crois qu'on peut porter la quantité de lait que donne une vache en Hollande à environ 2,000 litres par an (1), ce qui, au prix de 10 centimes, ferait un

(1) Je sais parfaitement qu'il n'est pas rare de trouver en Hollande des vaches nouvellement vêlées qui donnent la quantité énorme de 24, même de 30 litres par jour, et

total annuel de 200 francs : comme on comptait dans le pays, en 1860, 856,000 vaches, on arriverait de cette façon à un produit de 170 millions. On peut contrôler ce résultat en le comparant à celui qu'on a constaté dans les autres pays pour lesquels le laitage est aussi le principal produit de l'espèce bovine. En Lombardie, on a estimé que les vaches, au nombre de 256,000, livraient en 1854 une valeur annuelle de 80 millions de francs, ce qui ferait 350 fr. par tête. Sans doute les animaux qui paissent dans les gras pâturages des bords du Pô sont d'origine suisse et de première qualité, les herbages sont excellens et en grande partie arrosés, et le fromage de Parmesan se vend très cher; mais néanmoins le chiffre de 350 fr. paraît trop élevé. En Belgique, on a porté le produit de 680,000 vaches à 90 millions, soit 132 fr. par tête, et en Suisse on a inscrit 100 millions pour 525,000 vaches, ce qui fait 190 fr. par tête. Le chiffre adopté pour la Hollande se rapprocherait donc beaucoup de celui qu'on a cru pouvoir constater en Suisse; il le dépasserait même un peu, parce que si la nourriture est de moins bonne qualité que celle des pâturages alpestres, elle est beaucoup plus abondante. Il serait notablement supérieur à celui de la Belgique, parce que, sauf en Flandre et dans la Campine, les vaches y sont mal nourries l'hiver et donnent ainsi peu de lait pendant le tiers de l'année.

Si l'on veut maintenant se faire une idée suffisamment exacte du produit brut de la Néerlande considérée comme territoire agricole, il ne reste plus qu'à former un tableau dont les détails qui viennent d'être exposés ont fourni la base.

Produits végétaux.	
Céréales (semence déduite).....	90,000,000 fr.
Plantes industrielles, fruits, etc.....	50,000,000
Pommes de terre, légumes.....	70,000,000
Bois.....	10,000,000
Produits animaux.	
Lait, beurre, fromage.....	170,000,000
Viande.....	60,000,000
Laines, volailles, peaux, etc.....	18,000,000
Jeunes chevaux.....	13,000,000
Total.....	481,000,000 fr.

qui arrivent au bout de l'année à 4,000 ou 5,000 litres; mais ce sont là des exceptions. J'ai sous les yeux des tableaux faits avec soin qui indiquent le produit annuel de chaque vache dans différentes étables des deux provinces de Hollande, et les chiffres varient entre 5,000 et 2,000 litres. On pourrait donc me reprocher de m'être arrêté au chiffre le plus bas et de ne pas avoir pris la moyenne; mais les deux Hollandes sont les provinces où se rencontrent évidemment les vaches les plus lactifères, et ce n'est pas d'après celles-ci qu'il faut juger celles de la Drenthe, de l'Over-Yssel, de la Gueldre et du Brabant. Les animaux de dernière qualité de la Hollande ou de la Frise peuvent être pris, me semble-t-il, comme moyenne pour tout le pays.

Ces résultats méritent, à plus d'un égard, de fixer l'attention. Ils montrent que l'agriculture de la Néerlande, si peu connue de l'étranger, la classe dès aujourd'hui parmi les nations les plus avancées sous ce rapport, car le produit brut s'élève à 150 francs par hectare de la superficie totale, tandis que dans les îles britanniques il ne va qu'à 135 francs, et en France à 100 francs. Les Pays-Bas ne le céderaient donc qu'à l'Angleterre proprement dite, prise indépendamment de l'Écosse et de l'Irlande, à la Belgique et à la Lombardie. Si l'on ne considérait que la superficie productive, déduction faite des terrains vagues, on arriverait au magnifique résultat de 240 francs par hectare. Ce sont les belles prairies de la Hollande et de la Frise, les riches terres d'alluvion de la Zélande et de la Groningue, qui compensent la stérilité naturelle de la région sablonneuse et qui contribuent principalement à élever la moyenne aussi haut. Il est encore un fait qui vient confirmer les données précédentes, et qui étonnera ceux qui sont habitués à considérer la Néerlande comme un pays qui tire sa principale richesse du commerce : c'est que nul autre état en Europe n'exporte relativement une égale quantité de produits agricoles. Le chiffre de ces exportations s'est élevé en 1860 à plus de 100 millions de francs. Dans ce total, le fromage entrait pour 18 millions, le beurre pour 21, la garance pour 13, le lin pour 13, l'avoine pour 5, et le bétail pour 21 millions.

L'accroissement de la population est encore un indice qui permet de mesurer les progrès de l'agriculture, principalement quand l'importation des denrées alimentaires a diminué sans que la condition des classes inférieures ait empiré. Or les Pays-Bas présentent sous ce rapport des faits extrêmement remarquables : il y a telles provinces qui ont été pour ainsi dire créées par le travail agricole, la Groningue et l'Over-Yssel par exemple. Il ne faut pas oublier que tout le poids des formidables luttes contre l'Espagne d'abord, puis contre l'Angleterre et la France, a été supporté presque en totalité par trois provinces, la Hollande, la Zélande et la Frise. Dans les dépenses de la fédération, sur 100 florins, la Hollande seule en payait 58, et la Gueldre, la Groningue, l'Over-Yssel ensemble, à peine 18, c'est-à-dire moins du tiers. Ces quatre provinces formaient en grande partie de vastes déserts, des landes à moitié recouvertes de tourbières, de marais et de dunes de sables mouvans. On rencontrait de distance en distance, au milieu de la *marke*, une oasis, un village qui se suffisait à lui-même, mais qui n'avait rien à exporter, et qui manquait par conséquent de capital disponible et de numéraire. Même vers la fin du siècle dernier, la province de Groningue ne comptait que 110,000 habitans, et celle d'Over-

Yssel 120,000; la Drenthe n'en avait pas 40,000, dont 6,000 seulement dans les villes. Dans cette dernière région, la population a plus que doublé en un demi-siècle, tandis qu'en même temps la condition des habitans s'améliorait beaucoup, et cet accroissement s'est produit, non comme dans d'autres pays par le développement de l'industrie et du commerce, mais uniquement par les progrès de l'agriculture. On sait comment le sol arable de certaines régions de la Néerlande a été conquis pas à pas sur la mer, sur les sables et sur les tourbières, offrant au cultivateur ici une argile d'une merveilleuse fécondité, là un terrain tout à fait artificiel, mais composé avec tant d'art et si convenablement fumé que ses produits égalent ceux de la région la plus favorisée. La population ne s'est donc pas accumulée sur une superficie immuable en s'avançant ainsi, comme le prophétisent les économistes, vers une gêne croissante : elle s'est répandue sur des espaces nouveaux tirés du néant, pour ainsi dire, par son propre labeur, elle a colonisé le territoire même du pays. L'étendue de la surface productive s'est accrue plus rapidement encore que le chiffre de la population, circonstance qui ne peut manquer de favoriser le bien-être de la nation tout entière (1). Maintenant les Pays-Bas figurent parmi les états les plus peuplés relativement à l'étendue du territoire. Au 30 décembre 1860, la Néerlande comptait 3,336,000 habitans, ce qui fait exactement un habitant par hectare. C'est la même proportion qu'en Angleterre, soit environ un tiers de plus qu'en France et un tiers de moins qu'en Belgique. La population des villes forme le tiers du chiffre total, les deux autres tiers appartiennent aux classes rurales, de sorte qu'on trouve à la campagne précisément un habitant par hectare de terrain productif, ce qui ferait une moyenne de 4 hectares 1/2 par famille. Si l'on tient compte de la fertilité exceptionnelle d'une partie du royaume, cette proportion prise comme moyenne paraît suffisante. Aussi la condition des populations rurales est-elle en général assez heureuse : elles consomment une grande quantité de produits animaux sous forme de lard, de poisson, de lait et de fromage. Les boissons seulement laissent beaucoup à désirer. Les habitans des campagnes néerlandaises n'en ont point de généreuses ou de forti-

(1) Il est bien remarquable que malgré le déclin si rapide de son énorme commerce de transports maritimes, la ville d'Amsterdam n'ait point vu sa population diminuer pendant le XVIIIe siècle, tandis qu'en des circonstances analogues Anvers, Gand, Bruges, perdaient les deux tiers de leurs habitans; c'est qu'elles avaient cessé d'être libres, tandis qu'Amsterdam l'était restée malgré ses revers. Avant l'époque de la réforme, ce n'était qu'une insignifiante bourgade perdue dans les marais de l'Y; en 1657, elle avait 145,000 habitans, en 1685 185,000, et en 1748 241,000, chiffre qui s'est maintenu jusqu'à la fin du siècle. Cela fait supposer que l'accroissement de la production intérieure compensait la décadence du commerce extérieur.

fiantes comme le vin ou la bière; ils boivent du café et du thé très faibles et du genièvre, dont souvent ils abusent. Les petits tableaux de l'école hollandaise, les Ostade, les Téniers, les Wouvermans, m'avaient fait croire, comme à tout le monde, que les compatriotes de ces peintres si exacts, si minutieux dans tous les détails, devaient être grands buveurs de bière. En réalité, soit que les habitudes aient changé, soit que les peintres qu'on appelle *flamands* s'inspirassent plutôt de la Flandre, il est certain que la bière est en Hollande une boisson de luxe qui se vend relativement cher, et il m'est arrivé souvent de n'en point trouver d'aucune sorte dans les villages de la Groningue et de la Frise (1).

Ce qui frappe l'étranger, c'est la part relativement très forte que chaque famille, même parmi les moins aisées et dans les campagnes les plus reculées, consacre à l'entretien de son habitation et de tout ce qui la garnit. Tandis que souvent ailleurs les demeures des ouvriers, et même celles des fermiers ou des métayers, ne présentent que quelques meubles grossiers et sales et des ustensiles ébréchés, ici on trouve jusque dans les plus humbles chaumières tous les bois parfaitement peints, frottés, lustrés, époussetés, les ustensiles de cuivre et d'étain brillans comme de l'or ou de l'argent. Il est peu de ménages qui ne conservent quelque ancien bahut datant de l'époque de la splendeur de la république, c'est-à-dire du XVIIe siècle, et des porcelaines de Chine du même temps. Ce trait de mœurs date de loin, car l'excellent observateur qu'il faut toujours citer quand il s'agit de l'ancienne Hollande, le chevalier Temple, l'a déjà noté. « De ce qu'ils peuvent épargner, dit-il, après la dépense nécessaire de la maison, ils emploient une partie à augmenter leurs fonds et revenus, et l'autre à embellir et meubler leurs demeures, et de cette façon non-seulement ils accroissent la fortune de leur famille, mais ils contribuent aussi à la beauté et à l'ornement du pays. » Tous les économistes sont d'accord pour donner la préférence à ce genre de dépenses, qu'ils appellent des consommations lentes, par opposition aux consommations rapides, qui sont celles qu'exige la satisfaction des besoins journaliers. Dans le nord, et surtout dans un climat humide comme celui des Pays-Bas, la demeure, le *home*, a une bien autre importance que dans le midi, où l'on vit en plein air, et déjà les anciennes lois frisonnes parlent avec amour et respect de la chaude habitation où l'on se réfugie quand au dehors tombe la neige et souffle la tempête.

(1) Ce fait, en apparence accessoire, est pourtant d'une grande importance, car le défaut d'une bonne boisson pour le peuple est une regrettable lacune dans l'alimentation publique : il a pour effet de favoriser la consommation des liqueurs alcooliques, si nuisibles en même temps à la santé et à la moralité.

Si l'on consulte les données fournies par la statistique, on voit qu'elles viennent confirmer ce que nous avait révélé l'observation directe, c'est-à-dire que la population en Hollande est en moyenne un peu mieux pourvue que celle des autres états européens, l'Angleterre exceptée. En effet, le chiffre du produit brut, divisé par celui qui représente le nombre des habitans, donne pour résultat 150 francs par tête. C'est plus qu'en France, où la répartition par tête ne donne que 140 francs, et bien plus aussi qu'en Belgique, où l'on n'arrive qu'à 110 francs. Toutefois il ne faut pas oublier que la Néerlande exporte en Angleterre une notable partie de ses produits agricoles, en échange desquels elle reçoit, il est vrai, du numéraire ou des marchandises, mais qui sont néanmoins enlevés à la masse des denrées alimentaires que le pays consomme. On peut donc conclure de ces faits que si l'abondance et le haut prix de ses produits agricoles permettent à la Néerlande d'augmenter son capital, néanmoins, sous le rapport de l'alimentation publique, elle ne s'élève qu'un peu au-dessus de la moyenne des états de l'Europe occidentale.

II.

On vient de voir toute l'importance de la production agricole de la Néerlande; un seul fait suffit pour expliquer cette prospérité : c'est le nombre considérable d'animaux domestiques qu'on trouve dans les Pays-Bas, et qui, relativement à la superficie, surpasse celui qu'on rencontre dans les autres pays, sauf en Belgique. En 1859, on comptait dans les onze provinces néerlandaises 239,000 chevaux, soit 7 par 100 hectares de superficie totale. C'est encore un de plus que dans les îles britanniques, où l'on n'en a que 6 sur la même étendue. Si l'on se rappelle que la moitié du territoire est en prairies permanentes, on sera fondé à conclure que le chiffre de 7 chevaux par 100 hectares est très élevé. Plusieurs causes tendent à produire ce résultat. D'abord, sauf en Zélande, les chevaux ne sont pas très forts; ce ne sont pas de ces puissans animaux de trait comme en produisent le Boulonnais et la Flandre : il faut donc en atteler davantage pour disposer de la même force. Ensuite, comme on l'a vu, les cultivateurs entretiennent beaucoup de chevaux pour leur usage personnel, et enfin, dans plusieurs provinces, on élève des poulains pour l'exportation. Parmi les races de chevaux hollandais, celle qui présente les caractères distinctifs les plus marqués est la race frisonne. Elle a la robe noire, luisante comme l'aile du corbeau, et le col de cygne toujours gracieusement recourbé. Quoique les chevaux de cette race aient les pieds trop plats, ils sont excellens trotteurs, et les plus rapides forment ces fameux

hard dravers si recherchés dans tout le nord du pays. La conformation de la race indique qu'elle s'est perpétuée depuis longtemps dans une région marécageuse, et qu'elle doit fournir d'excellens nageurs; elle descend probablement de ces coursiers bataves qui, sous les ordres de Cariovalda, traversaient le Rhin à la vue des légions romaines étonnées. Le bœuf n'est employé au labour que dans le Brabant septentrional, le Limbourg, la Gueldre et l'Over-Yssel, et encore en très petit nombre : on n'en trouve en tout dans le royaume que 11,000 employés comme bêtes de trait; mais l'orgueil, la richesse de l'agriculture néerlandaise, ce sont ses vaches, de cette race renommée à juste titre pour la quantité de lait qu'elle produit : lourdes, flegmatiques, la tête petite et les cornes fines, la panse rebondie, ces bêtes paisibles sont de véritables machines lactifères. Elles engloutissent des quantités incroyables de fourrages qui se transforment aussitôt en lait et en crème. Le chiffre total des vaches est de 856,000. Malheureusement toutes ne valent pas les magnifiques animaux de la Hollande ou de la Frise : la petite vache de la région sablonneuse, *zandkoetye*, donne moitié moins de profit; elle se contente aussi, il est vrai, de moitié moins de nourriture. On essaie depuis quelques années de communiquer à la race hollandaise, au moyen de croisemens avec les durham, plus d'aptitude à l'engraissement. On comprend que les éleveurs s'efforcent d'obtenir un pareil résultat, car presque tous les pâturages de la zone basse sont assez nourrissans pour engraisser des animaux de boucherie, et plus vite on arrive à leur faire acquérir le poids voulu, plus le profit est grand et peut se renouveler souvent.

Le chiffre total de l'espèce bovine monte à 1,220,000 têtes, ce qui fait 37 têtes par 100 hectares de superficie totale et 53 têtes par 100 hectares de superficie productive. Les provinces néerlandaises entretiennent en outre environ un million de moutons et de chèvres et 300,000 porcs. En réduisant les têtes du jeune et du petit bétail au type commun d'une bête adulte de l'espèce bovine, on arrive encore à un total de 1,361,000, ce qui fait 41 têtes par 100 hectares de surface totale et 59 par 100 hectares de superficie productive. Ce sont là des proportions très élevées et qu'on ne rencontre nulle part ailleurs, sauf en Belgique. D'après ces chiffres, on serait disposé à placer la Néerlande au tout premier rang des nations agricoles, puisqu'on mesure généralement l'intensité de la culture sur la quantité du bétail; mais il ne faut pas oublier que la prédominance des herbages place les Pays-Bas dans des conditions exceptionnelles sous ce rapport, et que dans les régions où domine la terre labourée on a trop souvent lieu de regretter que les étables ne soient pas plus garnies.

Le prix des terres est encore un indice assez exact de l'avancement de l'agriculture, aujourd'hui que, grâce à la facilité des communications et à la mobilité des capitaux, une moyenne générale tend à s'établir en Europe. Malheureusement les publications hollandaises contiennent bien peu de renseignemens à ce sujet. Il faut donc nous contenter d'une estimation approximative et appliquée à de grandes divisions du territoire. La zone argileuse, formée par les alluvions de la mer et des fleuves, est à peu près partout d'une très grande fertilité; elle se vend de 3,000 à 5,000 fr. l'hectare, ce qui donnerait une moyenne de 4,000 fr. pour les 1,500,000 hectares de la région basse. Les 1,500,000 hectares qui forment la zone sablonneuse sont loin cependant d'atteindre à une telle valeur, d'autant plus que la moitié à peu près en est encore inculte. Comme une partie de ces landes contient de la tourbe, on ne pourrait cependant les porter au-dessous de 300 fr. l'hectare. En attribuant aux terres cultivées une valeur de 1,600 francs, on arriverait pour la superficie totale du domaine agricole à une valeur d'environ 9 milliards, chiffre énorme relativement à l'étendue du territoire, et qu'on ne rencontre guère ailleurs. Ce qui explique ce total si considérable, c'est la merveilleuse fécondité du limon que les fleuves ont apporté ici, et qui est formé de la fine fleur de la terre d'une partie de l'Europe. L'Escaut, la Meuse et le Rhin, semblables à trois divinités bienfaisantes, enlèvent aux contrées plus élevées les élémens les plus précieux de leur fertilité, et viennent les déposer aux pieds de la Hollande, qui hérite par là des dépouilles des nations voisines. Ainsi procède la nature, fée toute-puissante et toujours active, qui, par d'invisibles opérations, ravit aux uns ce qu'elle donne aux autres.

Il n'est point de pays où le prix de la terre ait plus augmenté qu'en Néerlande, et la raison n'en est pas difficile à découvrir. Outre les causes générales, conséquences de la paix et du progrès de l'industrie, qui ont agi partout en Europe, telles que l'accroissement de la population, l'avilissement du numéraire, l'augmentation des produits, l'amélioration des moyens de communication, il est des circonstances particulières aux Pays-Bas, et qui les ont singulièrement favorisés. D'abord, tandis que le prix des céréales augmentait très peu, celui de la viande, du beurre et du fromage doublait, et au-delà. Or, comme la plus grande partie du territoire néerlandais est consacrée à la production de ces denrées si recherchées, il a dû participer plus que tout autre à la hausse générale du prix des terres. Ensuite, jusqu'à présent, le capitaliste hollandais n'achetait la terre que quand elle lui rapportait 4 pour 100, tandis qu'ailleurs on se contentait de 3 et de 2 1/2. A un placement qui le soumet-

tait au paiement de l'impôt foncier, des droits de succession et des frais d'entretien de tout genre, il préférait les rentes sur l'état, ne lui produisant que 3 pour 100, ou des fonds étrangers, qui donnaient un plus fort intérêt. Il n'était habitué à porter en compte ni la dépréciation certaine et continue du numéraire, ni la hausse rapide des fonds de terre. Il s'en est suivi que tous ceux qui, il y a quelques années, ont acheté des biens ruraux touchent aujourd'hui 6 et 7 pour 100 de leur capital; mais déjà il n'en est plus ainsi : l'attention s'est portée de ce côté, et la concurrence des pères de famille économes, en quête d'un bon placement pour leurs épargnes, continuera à faire monter le prix des terres. Remarquons toutefois que cette hausse ne sera féconde en bons résultats que si elle est accompagnée de travaux d'amélioration ayant pour but d'augmenter en même temps la production agricole.

Il est à peine nécessaire de rappeler ici l'influence vraiment merveilleuse que de bonnes routes exercent sur l'agriculture. On sait aujourd'hui à quel point elles favorisent ses progrès en ouvrant de nouveaux débouchés à ses produits; mais comment améliorer les routes dans un pays où les matériaux nécessaires manquent complétement, et où la terre n'est qu'une boue figée, encore noyée pendant une partie de l'année? C'est cette boue même qui en a fourni les moyens : cuite dans des fours fermés avec un feu de tourbe, elle donne des briques excellentes et si dures qu'elles résonnent comme du métal, d'où leur vient le nom de *klinkers*. On a exhaussé les routes au-dessus du niveau des eaux en creusant un canal à côté, et on les a pavées de ces *klinkers*, ce qui fait des voies admirables. Un gazon fin, uni et très productif, parce qu'il est toujours arrosé d'engrais, encadre ce pavé de briquettes, sur lequel on roule aussi doucement que sur les dalles de Naples et de Florence. On n'est jamais incommodé par la boue ou par la poussière, et le chemin lui-même n'est point perdu pour la nourriture du bétail, car le foin qu'il produit, et qu'on fauche deux fois, est loué à un très haut prix. Impossible, on le voit, de mieux joindre en ce genre l'utile à l'agréable, car il n'est pas de chemins, même dans un parc anglais, qui pour l'état d'entretien valent ces routes de la Néerlande. Les côtés en sont partout plantés d'arbres et souvent aussi d'un taillis qui, scrupuleusement respecté par le passant, est coupé tous les huit ou neuf ans. Dans mes courses à pied jusque dans les provinces du nord, en Frise, en Drenthe ou dans les îles de la Zélande, je ne pouvais me lasser d'admirer ces voies charmantes, fraîches et ombragées, qui forment un si frappant contraste avec les routes tour à tour poudreuses ou boueuses de la plupart des autres pays; mais ces chemins ne servent qu'aux voitures légères, les seules qui, à

vrai dire, existent en Hollande. Les gros transports se font tous par eau, et dans toute la région basse il n'est pas une ferme qui n'ait creusé son bout de fossé, afin de se mettre en communication avec le canal le plus rapproché. Comme les statistiques ne tiennent pas compte de ces innombrables fossés navigables, on ne peut, d'après les chiffres qu'elles donnent, se faire une idée des facilités de transport dont jouit l'agriculture dans cette contrée. Au XVIe et au XVIIe siècle, quand ailleurs les charrois ne se faisaient qu'à grand renfort de chevaux, et que les marquises en voyage devaient en atteler huit à leur carrosse, qui ne s'en embourbait pas moins, alors déjà les étrangers s'étonnaient de voir ces routes si admirablement entretenues, ces canaux sans cesse animés d'une foule innombrable de bateaux, et très semblables pour le mouvement aux rues d'une grande ville.

Malheureusement la région haute était restée dans son isolement, et, faute de matériaux, ses seules voies de communication étaient l'ancien chemin de sable serpentant à travers la bruyère; mais récemment on a songé à tirer parti des pierres et du gravier que le *diluvium* du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut avait enfouis dans le sol, et avec ces petits fragmens roulés de silex, de granit et de basalte, on fait d'excellentes routes macadamisées (*grindwegen*). Partout ailleurs c'est dans les régions argileuses qu'on trouve les chemins de terre les plus défoncés, les plus coupés d'ornières et les plus impraticables. Ici on a trouvé moyen de les rendre aussi durs, aussi unis, aussi bons qu'un dallage d'asphalte, grâce à la bonne entente des cultivateurs et à leur esprit de prévoyance. De temps en temps, dès que de petites ornières se forment, et surtout au printemps, on donne aux chemins un léger labour avec une forte herse de fer, on les dispose en dos d'âne, puis on les foule avec de grands rouleaux de bois ou de pierre; l'eau s'écoule, le soleil durcit l'argile et la transforme en une sorte de ciment, sur lequel on roule comme sur le meilleur macadam. Pour obtenir cet excellent résultat, auquel on pourrait arriver dans toutes les régions de terre forte, le travail à exécuter est, on le voit, extrêmement facile et peu dispendieux; mais il doit être fait à temps. On comptait dans les Pays-Bas, à la fin de 1861, 8,716 kilomètres de routes pavées ou empierrées, 362 de chemins de fer et 2,916 de canaux, sans compter les innombrables fossés navigables de la région basse. Ce grand golfe intérieur, le Zuyderzée, et les grands estuaires des fleuves offrent aussi à l'agriculture des facilités extrêmes. Les rivières ne sont pas seulement ici, comme dit Pascal, des chemins qui marchent; ce sont des chemins qui, grâce à la marée, vont et viennent dans les deux sens, de sorte qu'on peut toujours partir avec le flux et reve-

nir avec le reflux. Jusqu'à présent, les chemins de fer ont fait défaut dans la plus grande partie du pays; mais, quand le réseau sera terminé, l'agriculture néerlandaise se trouvera, sous le rapport des voies de communication, dans les meilleures conditions.

Ce qui fait encore bien présumer de l'avenir, c'est le nombre vraiment étonnant des membres que comptent les différentes associations agricoles qui existent en Néerlande; ce nombre dépasse 20,000. La Société d'agriculture des deux provinces de Hollande, *de Hollandsche Maatschappy van landbouw*, avait à elle seule en 1860 plus de 7,000 associés sur une population de 1,141,000 âmes, tandis que la *Société royale* d'agriculture d'Angleterre n'en avait que 5,000, et tous les comices et sociétés belges réunis que 6,000. Chaque province de la Néerlande possède au moins une société, ordinairement divisée en autant de sections qu'il y a de régions distinctes. Ces sections se réunissent plusieurs fois dans l'année, pour examiner les questions à l'ordre du jour. S'agit-il d'une amélioration nouvelle, chacun apporte le tribut de ses lumières, expose les résultats de ses expériences, et s'instruit en prenant connaissance de ceux qu'on a obtenus ailleurs. Petits et grands cultivateurs, fermiers et propriétaires se rencontrent; la fusion des classes tend à s'établir; des notions pratiques appuyées d'exemples et présentées sous une forme vivante pénètrent peu à peu dans les campagnes; tous les griefs peuvent se produire, se discuter librement; une opinion publique éclairée se forme parmi l'élite des populations rurales. L'esprit de routine est attaqué sur son propre terrain, et ne tarde pas à perdre son empire; les bons effets de ces modestes institutions sont donc incalculables, et on ne saurait trop en encourager la multiplication. Une ou deux fois par an, l'association centrale réunit les membres des sections en une assemblée générale ordinairement suivie d'une exposition de produits agricoles ou d'animaux domestiques, d'un concours ou d'essais d'instrumens aratoires. Ce sont là les fêtes utiles et instructives de l'agriculture moderne. On parle maintenant dans les Pays-Bas de réunir en une puissante fédération les 20,000 membres des associations provinciales, dont le nombre s'élèverait bientôt, espère-t-on, à 40,000, si la cotisation annuelle n'était que de 1 florin. On arriverait ainsi, sans l'intervention de l'état, à disposer d'une somme importante qu'on pourrait consacrer à distribuer des primes, à récompenser des inventions nouvelles ou des livres utiles à l'agriculture, et à organiser de magnifiques expositions. Dès ce moment, le congrès agricole néerlandais, qui tient ses séances une fois par an, tour à tour dans chaque province, répond au but qu'on a en vue; mais ce serait un moyen de lui donner plus d'éclat, de ressources et d'action.

Parmi les influences qui tendent à favoriser les progrès de la cul-

ture, il ne faut pas oublier non plus celle des publications agricoles. On compte beaucoup de ces publications en Néerlande, et cela ne doit point surprendre, car chacun sait combien le goût de la lecture est répandu dans ce pays. Beaucoup d'associations agricoles font paraître un bulletin de leurs travaux. Toutes les questions qui se rattachent à l'économie rurale sont traitées dans une quantité de brochures et de livres hollandais, et les ouvrages importans de l'étranger sont traduits. On publie aussi plusieurs recueils et journaux d'agriculture, parmi lesquels il faut citer en première ligne : *de Vriend van den Landman* de M. Enkelaar, le *Landbouw-Courant* et le *Boeren-Goudmyn* de M. L. Mulder, professeur de botanique à Deventer et directeur du jardin d'essais (*Proeftuin*), qui rend de si grands services en étudiant les plantes et les variétés nouvelles et en multipliant les graines de toutes les espèces reconnues réellement utiles, — enfin le *Magazyn voor landbouw en kruidkunde* de M. J.-C. Ballot, qui paraît à Utrecht. Le nombre croissant des lecteurs que comptent la plupart de ces publications périodiques prouve bien que les cultivateurs comprennent de plus en plus la nécessité de suivre attentivement ce qui se fait ailleurs et de modifier les pratiques vicieuses ou arriérées, en adoptant les réformes qui ont déjà donné de bons résultats.

J'ai essayé de montrer, en m'appuyant sur des chiffres, la transformation économique qui a fait de la Néerlande un des pays agricoles les plus productifs de l'Europe. J'ai indiqué les progrès accomplis et les facilités qui existent pour en réaliser de nouveaux. Maintenant il faudrait en terminant porter un jugement d'ensemble sur l'agriculture néerlandaise au point où elle s'est élevée; mais elle s'exerce sur un sol d'une nature si spéciale et dans des conditions si exceptionnelles qu'il est presque impossible de la comparer à celle des autres pays. La région *verte*, la zone des herbages, est d'une extrême fécondité : seulement cet avantge est dû tout entier à la nature. L'exploitation pastorale est simple et ne comporte pas de grands perfectionnemens. Le point principal est le choix du bétail; or ici la race qui s'est développée dans la contrée, sous l'action des influences locales, est parfaitement adaptée au climat et à la qualité de la nourriture, et elle répond complétement au but qu'on s'est surtout proposé, la fabrication du beurre et du fromage. Ce qu'on peut reprocher aux cultivateurs de toute la région basse, c'est leur négligence à recueillir les engrais. Je sais qu'il ne peut être question de fumier proprement dit, puisque l'on n'a pas de paille pour donner une litière au bétail, lequel, étant d'ailleurs nuit et jour au pâturage, depuis mai jusqu'en novembre, engraisse naturellement les prés qu'il pâture; mais il faudrait des fosses maçonnées pour recueillir le purin l'hiver, quand les animaux restent à l'étable. Que de fois j'ai vu

ainsi de précieux élémens de fertilité s'écouler dans le fossé voisin, dont ils gâtaient les eaux! On cite dans le pays le mot d'un agronome hollandais à une fermière trop avare de son beurre : « Ne voyez-vous pas, lui disait-il, que votre mari laisse se perdre beaucoup plus de crème qu'il n'en faudrait pour la consommation de toute la famille? » Le conseil de mieux recueillir les engrais liquides a été répété si souvent dans les publications agronomiques et au sein des associations et des congrès agricoles qu'il commence à être écouté et suivi. — Dans la région haute, l'engrais est beaucoup mieux soigné, et on l'augmente en préparant des *composts* avec toute sorte de détritus végétaux; mais dans cette zone si rebelle et si maigre, ce qui est vicieux, c'est l'assolement, qui tend à lui enlever toujours le peu de fertilité qu'on lui communique à grand'-peine. Les céréales reviennent trop souvent sur la même terre, les prairies artificielles sont à peu près inconnues, et ainsi l'hiver on n'a pas assez de nourriture pour augmenter le chiffre du bétail, ce qui serait le premier pas à faire, si l'on veut marcher décidément en avant. La culture du trèfle semble tout à fait ignorée; on croit généralement que ce précieux fourrage ne peut prospérer sur les terres légères du *diluvium*, et néanmoins dans le pays limitrophe, en Belgique, on en obtient des récoltes magnifiques sur des terres exactement pareilles; seulement on y met du purin et des cendres, des cendres de tourbe notamment, qu'on achète en Hollande. Quand les cultivateurs hollandais auront appris à faire usage de cet excellent amendement au lieu de le laisser sortir du pays, ils auront des trèfles tout aussi bien que leurs voisins.

Il est temps aussi que la Néerlande se mette sérieusement à l'œuvre pour rendre productifs les 700,000 hectares de terrains vagues qu'elle possède encore. Le quart du territoire, livré à la vaine pâture et ne donnant que quelques mottes de bruyère tous les dix ou douze ans, c'est une lacune qui ne peut continuer à subsister dans un pays qui a de si admirables ressources et où le sol tend à acquérir une si grande valeur. Seulement, qu'on y fasse attention, il ne faut point prétendre brusquer la marche naturelle des choses. Deux économistes allemands, von Thunen et M. Roscher, et un agronome français, M. Royer, ont montré les premiers qu'à mesure qu'un pays se peuplait, la culture devenait plus *intensive*, c'est-à-dire employait plus de capital sur une même étendue, passant ainsi par une série de périodes très nettement caractérisées. La première époque est celle des forêts, la seconde celle des pâturages; à la troisième apparaît la culture des céréales avec jachère, à la quatrième la culture des céréales avec engrais remplaçant la jachère, à la cinquième les plantes industrielles; enfin arrive la

culture maraîchère. Ces économistes ont très bien démontré que, lorsqu'il s'agit de mettre des terres en valeur dans une contrée isolée et peu peuplée, on ne peut intervertir cet ordre et commencer par la culture de la quatrième ou de la cinquième époque sans s'exposer à de cruels mécomptes, ou en tout cas à des sacrifices très longtemps prolongés. Or c'est ce qu'on a fait assez fréquemment dans les Pays-Bas, où l'on a trop négligé la plantation des bois dans les landes. A cet effet, le pin sylvestre offre cependant d'incontestables avantages; il permet d'établir des massifs forestiers à peu de frais. La création, l'entretien, l'exploitation de ces massifs appellent quelques familles d'ouvriers qui forment peu à peu la colonie dont les bras mettront plus tard le sol déboisé en culture. Le chiffre énorme auquel monte l'importation des bois étrangers montre suffisamment qu'il y a là un besoin que la production forestière du pays devrait s'efforcer de satisfaire, car les forêts de la Suède et de la Norvége commencent à s'épuiser; le prix des poutres du Nord s'élève d'année en année, et d'autre part les progrès de l'industrie et de la richesse publique augmentent la consommation du bois dans toute l'Europe. Il est donc temps de songer à l'avenir. Les propriétaires prévoyans qui auront établi des plantations sur leurs domaines seront assurés de laisser à leurs enfans des biens dont la valeur s'accroîtra rapidement, et ils pourront en outre se rendre ce témoignage, qu'ils auront contribué à la prospérité de leur patrie. Quand il s'agit de hautes futaies, le choix de l'essence à propager offre, il est vrai, d'assez grandes difficultés. En Hollande comme ailleurs, on avait cru tout concilier en prenant le mélèze, qui semblait réunir tous les avantages, puisque le bois en est aussi durable que celui du chêne et qu'il pousse quatre fois aussi vite; mais cet arbre, originaire des hauteurs de la Suisse, où on ne le trouve que sur les rochers de formation cristalline et au-dessus de 5,000 pieds d'altitude, semble, comme les montagnards, regretter partout le souffle froid des glaciers et le repos des longs hivers; il ne peut s'habituer au printemps précoce et à l'air épais des plaines. Atteint d'une sorte de nostalgie, après quelques années de croissance rapide, il languit et cesse de grossir (1). Heureusement la syl-

(1) La section de l'Over-Veluwe de la Société d'agriculture de la Gueldre s'est occupée, dans sa réunion du 26 janvier 1864, de la culture du mélèze, qui a tant d'importance pour cette partie du pays, et il résulte des intéressantes discussions auxquelles cette question a donné lieu que cet arbre n'a réussi que dans quelques endroits qu'on cite à titre d'exception. Le mélèze ne semble prospérer que dans le nord de l'Écosse, où il trouve un sol et un climat plus analogues à ceux des Alpes. On ne saurait trop s'occuper du choix des essences forestières, car il s'agit pour l'avenir d'un produit du sol dont la valeur se comptera par centaines de millions, si on établit les plantations avec soin.

viculture a fait de nouvelles conquêtes, et l'une des plus précieuses est le pin d'Autriche (*pinus nigra austriaca*), qui se développe aussi très vite et qui se contente des plus maigres terres. Avec ces deux résineux, le pin sylvestre pour les bois légers et le pin d'Autriche pour les hautes futaies, la Hollande doit faire la conquête de ses landes et les transformer peu à peu en forêts assez étendues pour répondre en grande partie aux besoins de la consommation intérieure.

En résumé, un meilleur assolement dans la région des sables, plus de soin à recueillir les engrais dans la région de l'argile et plus de plantations dans les landes encore trop étendues, voilà les améliorations principales que réclame l'économie rurale de la Néerlande. Déjà de divers côtés on travaille dans ce sens, et tout indique que les efforts seront couronnés de succès. Par suite de la configuration du pays et plus encore des circonstances, les classes aisées s'étaient vouées presque exclusivement au commerce, et cependant le Hollandais, non moins que l'Anglais ou l'Allemand, aime la campagne; il est, comme on dit de l'autre côté du Rhin, *naturfreund*, c'est-à-dire ami de la nature. Sa littérature même le prouve, car on y rencontre tout un groupe spécial de poésies destinées à célébrer les délices de la vie champêtre et les caractères propres de chaque province, de chaque district. Ces bucoliques s'appelaient des *arcadias*, et quoique la plupart soient d'un goût suranné et un peu trop surchargées de souvenirs mythologiques, il s'en trouve dans le nombre quelques-unes qui sont naïves et vraies. Le nombre immense des maisons de campagne et le soin minutieux qui y préside à l'entretien des fleurs et des bosquets révèlent aussi le goût de la vie rurale. Sans doute on ne trouve guère ici de ces châteaux accouplés à une vaste ferme dont ils dominent la cour, comme on en voit tant encore en France et dans le sud-est de la Belgique; mais il ne faut pas oublier que la noblesse féodale a disparu de bonne heure, et que les riches commerçans qui lui ont succédé tiraient leurs profits du trafic avec l'étranger et non du sol de leur pays. La terre était restée ainsi entre les mains des paysans, qui s'enrichissaient sans aspirer à changer d'état et sans songer à vendre leurs biens. Toutes les grandes villes étaient d'ailleurs situées dans la zone des herbages, qui ne comportait qu'une exploitation pastorale extrêmement simple et peu de nature à tenter l'activité des capitalistes qui auraient pu s'occuper d'améliorations agricoles. On se contentait d'avoir près des villes, à l'abri des dunes ou sur quelque relèvement sablonneux au-dessus du niveau des hautes eaux d'hiver, une maison des champs, ou même un petit pavillon, *koepeltje*, refuge verdoyant et tout orné de fleurs, où l'homme d'affaires venait se reposer du mouvement trop aride des transactions commerciales et financières.

Comme on ne pouvait aller chercher les arbres dans la forêt, on les amenait jusque dans l'intérieur des villes, on en plantait les rues, les bords des canaux, et on aménageait aux portes de la cité des bois tels que ceux de Harlem et de La Haye, où des foules silencieuses et paisibles viennent respirer la fraîcheur sous les vastes rameaux des hêtres et des chênes. Depuis qu'elles ont pu abattre leurs murailles, élevées autrefois pour repousser les Espagnols, les villes hollandaises ont pris un caractère tout à fait agreste. Les remparts sont convertis en promenades, en pelouses vertes qui se marient par échappées aux prairies des environs; les bastions démolis se sont changés en petites collines plantées d'arbres exotiques aux feuillages des teintes les plus variées; les fossés, de divers côtés réunis aux canaux qui traversent le pays, reflètent ces gracieux paysages dans le miroir de leurs eaux immobiles, qu'animent de temps à autre un bateau aux vives couleurs ou quelques cygnes que les jeunes filles apprivoisent et nourrissent comme dans les légendes du Nord. Partout des corbeilles de plantes rares, que les écoles publiques apprennent aux enfans à respecter, embaument l'air ou charment les yeux et donnent à l'ensemble un cachet de soin et d'élégance qui ravit. La campagne embrasse et envahit la ville, qui, tout enfouie sous ses verts ombrages, ressemble avec ses vieux clochers à quelque antique manoir féodal de l'Angleterre posé au milieu d'un parc immense. Ce n'est qu'en donnant un caractère champêtre aux lieux de leur résidence habituelle qu'a pu se manifester ici l'amour de la nature, si prononcé même chez les populations urbaines de la Néerlande; mais quand le chemin de fer aura relié les différentes parties du pays, il faudra que le capital accumulé dans la zone de l'argile aille féconder la maigre région des sables. Trop longtemps ce capital est allé chercher dans les emprunts des états étrangers un placement hasardeux, souvent suivi de pertes effectives et toujours atteint d'une dépréciation inévitable et continue; appliqué à la mise en valeur du sol national, il donnera des profits bien plus sûrs et non moins élevés.

Tel est, dans ses traits généraux, le spectacle qu'offre le domaine agricole de la Hollande. On le voit, dans le grand mouvement de progrès matériel qui caractérise notre époque, la Néerlande marche au premier rang. Pour s'y maintenir, elle a tout ce qu'il faut : la liberté, la prévoyance, l'esprit d'association, l'instruction, le capital, des bras, et des espaces à conquérir, non l'épée à la main sur des peuples voisins, mais avec la bêche et la charrue sur la stérilité des sables et des landes.

ÉMILE DE LAVELEYE.

LA FIN

DE

LA LIBERTÉ A ROME

POMPÉE, CICÉRON ET CÉSAR

Fin du consulat de Cicéron. — César consul, sa loi agraire, scènes dans la Curie et dans le Forum. — Cicéron pendant son exil toujours à Rome par la pensée. — César en Gaule, Pompée à Rome. — Violences de Clodius, rappel de Cicéron, son retour triomphal. — Cicéron plaide pour rentrer en possession de sa maison du Palatin. — Villa de Tusculum. — Union de César, de Pompée et de Crassus. — Pompée et Crassus élus consuls, bataille dans le Champ-de-Mars. — Guerre de César en Gaule, enthousiasme populaire, protestation de Caton, soumission de Cicéron. — Cicéron écrivain. — Théâtre de Pompée. — Pompée impopulaire et mécontent. — Guerre de Milon et de Clodius dans le Forum. — Milon tue Clodius sur la voie Appienne. — Plaidoyer de Cicéron pour Milon. — Le sénat veut s'opposer à l'ambition de César. — César achète Curion et Æmilius Paullus. — Cicéron préteur en Cilicie. — César fait des conditions au sénat. — Pompée quitte Rome ; César poursuit Pompée, qui passe en Épire. — César revient à Rome et prend le trésor. — Terreurs dans la ville. — Incertitudes de Cicéron, il finit par aller rejoindre Pompée. — Le camp de Pompée. — Bataille de Pharsale, Pompée assassiné en Égypte, son tombeau près d'Albano. — Caton, sa vie et sa mort. — La morale dans la politique.

I.

A l'approche des dernières luttes où allait succomber la liberté romaine, trois hommes qui devaient tenir une grande place dans ces luttes (1) se trouvaient à Rome. Pompée était revenu d'Orient avec une immense gloire. Absent, il semblait devoir être l'arbitre

(1) Cette étude est en quelque sorte le testament littéraire de notre cher et regrettable collaborateur. En même temps que M. Ampère la préparait à Pau pour la *Revue*, il mettait la dernière main à son nouveau volume sur *l'Histoire romaine à Rome*, qui doit paraître prochainement à la librairie Michel Lévy, et dans lequel ce travail aura sa

de la république; mais sa présence le diminuait. Il ne savait pas se rendre populaire, et les efforts qu'il faisait pour le devenir blessaient de plus en plus le sénat. Cicéron avait joué le premier rôle pendant son consulat, un coup hardi avait un moment ébloui la foule et lui-même tout le premier; mais il lui était impossible de rester au rang où les événemens et son courage l'avaient porté. Les patriciens ne subissaient qu'à regret la reconnaissance qu'ils ne pouvaient lui refuser. Les hommes de guerre n'étaient pas disposés à prendre pour drapeau la toge du consulaire, à laquelle ils n'admettaient pas que dussent *céder les armes* (1). César, jusque-là, n'avait pas joué un rôle militaire qui pût être comparé à celui de Pompée, ni un rôle politique égal à celui de Cicéron. Il n'avait pas été consul; mais, par une habileté toujours sûre et qu'aucun scrupule n'arrêtait, il avait miné le terrain sous les pas de ses rivaux, compromis Cicéron et le sénat, enfin attiré à lui la popularité, que Pompée, ce grand conquérant, n'avait pas su conquérir.

Le jour où expirait son consulat, Cicéron se présenta au pied de la tribune pour y monter et, suivant l'usage, rendre compte au peuple de ce qu'il avait fait pendant la durée de sa charge. Le tribun Metellus y avait pris place et lui défendit de parler : celui qui avait fait mettre à mort des citoyens romains sans les entendre ne méritait pas d'être entendu. Cet outrage était un avant-coureur des récriminations qui attendaient le consul dès qu'il aurait déposé le pouvoir; mais ce fut pour Cicéron un dernier triomphe. Il insista sur son droit de jurer que dans l'office qu'il venait de remplir il n'avait point démérité; il fallut y consentir. A la tribune, à côté d'un ennemi acharné, en présence de ce peuple ébranlé, Cicéron eut un mouvement sublime, et, changeant la formule ordinaire du serment, il s'écria : « Je jure qu'à moi seul j'ai sauvé la république et cette ville! » Ce cri d'un noble orgueil alla au cœur du peuple, qui lui répondit par des acclamations, et quand, simple citoyen, il rentra dans la maison des Carines, où il logeait encore, la foule l'escorta comme au jour où il avait triomphé de la conjuration de Catilina. A partir de ce moment, Cicéron cesse de jouer un rôle politique; pénétré du sentiment de sa faiblesse, il se résigne à plier sous César et Pompée, mais non sans amertume. N'ayant pour se

place. Le 26 mars au matin, nous recevions les dernières corrections de M. Ampère, et le 27 la triste nouvelle d'une mort prématurée que rien ne faisait prévoir.

Voyez, pour cette série, les *Commencemens de la liberté à Rome* dans la *Revue* du 1er décembre 1861 et les *Luttes de la liberté* (1er septembre 1863). Voyez aussi dans la série sur *l'Histoire romaine à Rome* les *Derniers temps de la République* (15 juillet 1855).

(1) *Cedant arma togæ*, avait dit Cicéron dans le poème qui était une glorification de son consulat.

consoler de l'ingratitude qu'il sentait venir autre chose que la conscience de sa gloire, n'était-il pas excusable de revenir trop souvent sur le grand acte qui l'a justement immortalisé, et de se rendre à lui-même, avec trop de complaisance sans doute, une justice que tout le monde ne lui rendait point?

César voulait être consul; pour cela, il était revenu en toute hâte d'Espagne, il avait sacrifié le triomphe au Capitole pour le triomphe au Champ-de-Mars : il l'avait obtenu, il était consul. Maintenant, ce dont il avait besoin, c'était de triompher au Forum. Avant d'y paraître, il proposa dans le sénat une loi agraire qui n'était plus, comme au temps des Gracques, une revendication des terres usurpées par les riches sur l'état, mais une aliénation des terres de l'état au profit des plébéiens pauvres et chargés d'enfans. C'était une loi populaire, le consul se faisait tribun. La loi était sage et ses dispositions habilement combinées. Il semble que Caton eut tort de s'y opposer; mais sa clairvoyance, à laquelle on n'a pas rendu justice, découvrait le but auquel César voulait arriver par la popularité. Il vint donc dans la curie avec son intrépidité ordinaire pour le combattre; il était seul, toutes les autres voix ou approuvaient ou se taisaient. César, le traitant comme un perturbateur, donna l'ordre à un licteur de l'arrêter et de le conduire en prison. Caton se leva tranquillement pour marcher vers la prison. Ce spectacle émut et indigna; beaucoup de sénateurs se levèrent aussi et le suivirent; un d'eux s'écria généreusement qu'il aimait mieux être en prison avec Caton que dans la curie avec César. César, qui s'arrêtait toujours à temps, fit relâcher Caton. « Puisqu'on m'y force, dit-il, je vais recourir au peuple. »

Le jour des comices, César avait pris ses précautions : un grand nombre de gladiateurs, d'esclaves et de plébéiens armés de poignards occupaient le Forum. César parut sur les marches du temple de Castor et harangua le peuple. Ce jour-là, Caton n'était pas seul; le collègue de César, Bibulus, dont le temple de Castor rappelait l'impuissance (1), montra un vrai courage contre cette populace, je suis bien tenté de dire cette canaille, qui le fit rouler au bas du temple de Castor, lui jeta sur la tête un panier d'ordures, brisa les faisceaux de ses licteurs sans que son collègue César intervînt pour le protéger; ses amis le sauvèrent de la furie populaire, qu'il bravait résolûment, et l'entraînèrent par la voie Sacrée dans le temple de Jupiter Stator. Caton, fendant la foule, réussit à gagner un lieu élevé et essaya de parler au milieu de ce tumulte. Les césariens le saisi-

(1) On comparait Bibulus, consul sans importance, à Pollux, auquel était aussi dédié ce temple, que dans l'usage on appelait seulement temple de Castor.

rent et l'emportèrent. Lui, rentrant par un autre côté, s'élança à la tribune, mais ne put se faire entendre. On voulut le chasser violemment du Forum; cependant il en sortit le dernier, ferme et indomptable jusqu'au bout.

Pompée avait figuré dans la scène du Forum, dans cette scène tragique mêlée d'incidens burlesques, et il y avait joué, j'en demande pardon à sa grande ombre, le rôle du niais. Tout glorieux de paraître protéger César, dont il faisait les affaires sans s'en douter, il était venu se placer à côté de lui et déclarer qu'il approuvait la loi; elle donnait des terres en Campanie à vingt mille de ses vétérans. — Et si l'on résiste à cette loi, lui demanda César, ne viendras-tu pas au secours du peuple? — J'y viendrai avec l'épée et le bouclier, répondit Pompée : rodomontade séditieuse et maladroite. Peu de temps après, César s'attachait Pompée par un lien de plus en lui donnant sa fille Julia.

Cicéron s'était prudemment absenté de Rome pour n'avoir pas à combattre en face César et Pompée. On le voit à cette époque aller d'une de ses villas à l'autre, de Tusculum à Antium, d'Antium à Formies, de Formies à Arpinum. Ses villas étaient son refuge dans les momens critiques. Les séjours qu'il y a faits tiennent une grande place dans sa vie politique; ils en marquent souvent les défaillances. Pour se consoler, il écrivait en grec l'histoire de son consulat, qu'il célébra aussi en latin. Atticus lui conseillait un ouvrage difficile comme le plus propre à distraire de lui-même son attention en l'absorbant, et le pauvre Cicéron essayait d'un traité de géographie mathématique; mais ce travail ne l'intéressait pas autant que ses mémoires, dans lesquels il se proposait, pour se venger, de faire une histoire secrète de son temps pareille à celle de Théopompe, mais encore plus remplie d'amertume. Il déclarait ne plus vouloir songer aux affaires désespérées de l'état et se mourait du désir d'avoir des nouvelles de Rome, où il vivait constamment par la pensée, et d'où, à vrai dire, durant ses visites à ses villas, ce qui me donne le droit de l'y suivre, il n'était jamais sorti. « Quand je lis tes lettres, écrivait-il à Atticus, je crois être à Rome. » A Antium, Pompée lui avait fait en passant une visite, et lui avait renouvelé, au sujet de Clodius, ces promesses qu'il ne tenait jamais; puis Cicéron revenait dans la curie, il trouvait César cherchant à le gagner par des offres qu'il était par momens tenté d'écouter, mais dont l'acceptation l'aurait compromis, et que le point d'honneur le forçait de repousser un peu à regret. Alors il s'écriait : « J'aime mieux combattre! » Il remarquait qu'au théâtre on avait mollement applaudi César et saisi une allusion fâcheuse pour Pompée; s'il se retournait vers Pompée, les irrésolutions de celui-ci augmentaient les siennes.

César, qui, lui, n'était pas irrésolu, faisait jouer tous les jours quelque machine. Un certain Vettius parut dans le Forum, et, avec la permission du consul César, à la tribune, montrant un poignard que, disait-il, lui avaient donné Bibulus, Caton et Cicéron pour assassiner César et Pompée. C'était, à en croire Appien, un moyen dont se servait César pour exciter le peuple. Ce qu'il y a de sûr, c'est que Vettius, qui avait été arrêté et devait être jugé le lendemain, fut tué pendant la nuit dans sa prison. Cicéron a formellement accusé Vatinius, créature de César, d'avoir fait mettre à mort un faux témoin dont il craignait les révélations.

Cicéron allait cependant être livré à Clodius : des deux nouveaux consuls, l'un, Pison, appartenait à César, l'autre, Gabinius, à Pompée. César fit agir et Pompée laissa agir Clodius. La loi agraire de César pouvait se défendre; mais son but secret fut trahi quand on vit que la plus grande partie des terres de la Campanie était distribuée aux vétérans de Pompée. En cajolant le peuple, César voulait payer une dette de son complaisant rival et achever de le séduire. Du reste, toute sa conduite à ce moment est celle d'un démagogue accompli. Consul, il cesse de paraître dans la curie et transporte le gouvernement dans le Forum; il remet à ces traitans enrichis par le pillage des provinces qu'on appelait les *chevaliers* un tiers de leur ferme; il appuie Clodius, qui avait déshonoré sa femme, mais qui l'aida aussi à obtenir la province de la Gaule et l'Illyrie pour cinq ans avec quatre légions. C'est là ce que voulait César et ce qui relève par la grandeur du but les manœuvres peu dignes auxquelles il avait fait descendre sa politique. Par cette émeute du Forum à laquelle il avait présidé, il s'était assuré la Gaule à soumettre; il avait conquis sa future conquête.

César avait eu besoin de Clodius et avait porté la loi qui le transférait dans une famille plébéienne. Suivant la coutume antique, le père de Clodius aurait paru avec lui dans le Champ-de-Mars, devant les centuries assemblées, et aurait dit trois fois : « Je te vends (*mancipo*) ce fils qui est mien. » Et le père adoptif, mettant la main sur Clodius, eût répondu en jetant dans une balance une pièce de monnaie : « Je déclare que cet homme est mien par le droit des Quirites, et que je l'ai acheté avec cette pièce d'airain et cette balance d'airain, » car on achetait un fils à peu près comme un esclave. L'année d'avant, un tribun avait voulu évoquer l'affaire devant les centuries au Champ-de-Mars; mais tout se passa autrement. Cicéron venait de prononcer un discours sur le malheur des temps. César était consul; le discours lui déplut, et sur-le-champ, par une loi *curiata*, il déclara Clodius plébéien. Tout se passa dans le comitium, avec l'approbation des trente licteurs qui représentaient les

trente curies. Désormais Clodius ne faisait plus partie de la *gens* Claudia; il était plébéien et pouvait être tribun. C'était Mirabeau prenant une patente de drapier pour pouvoir représenter le tiers-état.

Avant de quitter Rome, César voulait en éloigner Cicéron; il ne pouvait refuser cela à son ami Clodius, auquel il devait tant. D'ailleurs il ne se souciait pas de laisser derrière lui le défenseur éloquent du sénat, dont les paroles, plus hardies que la conduite, pourraient en son absence avoir quelque danger et peut-être entraîner Pompée. César campa donc durant plusieurs mois aux portes de Rome avec son armée, qu'il avait mise sous les ordres d'un frère de Clodius, de manière à pouvoir assister aux assemblées tenues hors de la ville et soutenir de sa présence les manœuvres du factieux tribun. Clodius convoqua les plébéiens dans le cirque Flaminius, qui était hors des murs, et où César pouvait paraître; il les harangua avec sa violence accoutumée, et provoqua chez quelques-uns une désapprobation que Cicéron a peut-être exagérée. César dit qu'on savait ce qu'il pensait, que la mort des conjurés était contraire aux lois (1); puis il conseilla l'oubli des choses passées, s'en reposant sur les consuls du soin d'accuser ouvertement Cicéron. Le fils de Crassus prononça quelques mots en sa faveur, et Pompée l'abandonna. Cicéron alla implorer son appui dans sa villa près d'Albe, et, il nous l'apprend lui-même, tomba à ses genoux. Pompée, sans daigner le relever, lui répondit qu'il ne pouvait rien faire contre la volonté de César. Lorsque Cicéron se présenta de nouveau à la porte de l'*Albanum*, Pompée, pour ne pas le recevoir, à en croire Plutarque, pendant que Cicéron entrait par une porte, sortit par une autre.

Le consul Gabinius convoqua le sénat dans le temple de la Concorde, « ce temple, disait Cicéron, qui rendait présente la mémoire de mon consulat. » Le sénat était pour lui, mais timidement. Gabinius refusa l'entrée du temple à une députation composée d'un certain nombre de chevaliers, conduite par plusieurs sénateurs, parmi lesquels on aime à voir le rival de Cicéron, Hortensius. Comme ils se retiraient, Clodius fondit sur eux avec sa bande, Hortensius courut quelque danger, et un autre sénateur fut si maltraité qu'il en mourut. Dans le temple, on discutait avec violence; Gabinius, qu'irritait la résistance du sénat, s'emporta, et déclara que Cicéron était coupable. Alors les sénateurs décidèrent qu'ils prendraient le deuil. Gabinius, furieux, laisse là le sénat rassemblé par son ordre,

(1) A Rome, on avait toujours le droit, pour les crimes politiques, d'échapper à la mort par l'exil.

descend au Forum, monte à la tribune, dit que le sénat importe peu, que les chevaliers expieront leur audace, que le temps de la vengeance est venu, et, par un édit rendu avec son collègue Pison, il interdit le deuil aux sénateurs. Cicéron ne voulut pas prolonger une lutte impossible, et résolut de s'exiler volontairement; mais, avant de partir, il monta au Capitole et dédia dans le temple de Jupiter une statue de Minerve. Mettant Rome sous la protection de la déesse de la sagesse pendant qu'elle serait privée de sa propre sagesse, il sortit de la ville à pied, de grand matin, par la porte Capène, et suivit la voie Appienne pour gagner la Campanie et la Sicile. Quelles durent être ses pensées dans ce triste départ, s'il se retourna pour regarder une dernière fois le Palatin, où il laissait sa belle maison, sa femme, son fils, sa fille, qu'il aimait si passionnément, et ce Capitole où il avait obtenu, malgré César, la condamnation des complices de Catilina! César prenait aujourd'hui sa revanche. Je n'ai pas à suivre Cicéron dans son exil, et j'en éprouve peu de regrets; il y montra un abattement, une faiblesse, une occupation de soi et un oubli de la chose publique dont les témoignages arrivaient trop souvent à Rome dans ses lettres. Il se reprochait de vivre, il se regrettait et pour ainsi dire se pleurait lui-même. Cette faiblesse n'était pas suffisamment excusée par sa tendresse pour les siens et par ce besoin d'être à Rome que Cicéron trahit à chaque page de sa correspondance, tout en affirmant que nul lieu n'est plus triste à habiter pour un bon citoyen.

Dès que Cicéron eut quitté Rome d'un côté, César s'en éloigna de l'autre et partit pour la Gaule, où tant de gloire l'attendait. Cicéron avait été, après son départ, banni à perpétuité, et Clodius avait affiché sur la porte de la curie une défense de rapporter jamais la loi qui le frappait. La belle maison qu'il avait achetée après son consulat sur le Palatin fut mise au pillage, puis incendiée et renversée. Sa courageuse femme Terentia fut obligée de se réfugier dans le collége des vestales, heureusement peu éloigné de sa demeure, et dans lequel était sa sœur Fabia. Elle en fut arrachée et traînée chez un des banquiers du Forum pour déclarer qu'elle garantissait qu'il ne serait pas touché à l'argent laissé par Cicéron. Enfin, dernière insulte, une misérable créature de Clodius éleva sur l'emplacement de sa maison rasée une statue à ce patron bien digne de lui, et Clodius y érigea une statue à la Liberté; ce qui faisait dire à Cicéron : « La liberté est dans ma maison comme la concorde est dans la curie. » Cette statue de la Liberté était le portrait d'une courtisane grecque enlevé à un tombeau par le frère de Clodius. Les villas que Cicéron possédait près de Tusculum et à Formies éprouvèrent le même sort que sa maison du Palatin. A Tusculum, Gabi-

nius, son voisin, fit transporter des arbres de la villa de Cicéron dans sa propre villa.

Cicéron en Grèce, Caton dans l'île de Chypre et César en Gaule, Pompée était resté seul à Rome; mais il s'y trouva plus embarrassé que jamais. Clodius, à qui lâchement il avait livré Cicéron, ayant obtenu de sa faiblesse ce qu'il voulait, se tourna contre lui. Pompée fut assiégé dans sa propre demeure. Clodius la fit entourer par une troupe de bandits, à la tête desquels était un de ses affranchis, et que le préteur Flavius tenta en vain de repousser. Clodius menaça Pompée de jeter par terre sa maison des Carines, comme il avait fait abattre celle de Cicéron sur le Palatin. C'était un grand niveleur que ce Clodius. Gagné par Tigrane, roi d'Arménie, que Pompée gardait dans son Albanum, Clodius alla l'enlever. Le sénateur chargé de la garde du roi captif voulut le reprendre : il s'ensuivit une bataille sur la voie Appienne, au quatrième mille, et un ami de Pompée, Papirius, périt dans la mêlée. On arrêta un esclave de Clodius armé d'un poignard qui confessa avoir eu le dessein de tuer Pompée dans le temple de Castor, au milieu du sénat. Clodius s'empara de ce temple, en détruisit l'escalier, y transporta des armes et en fit une forteresse de l'émeute. Devant le tribunal, siége de la justice, il enrôlait publiquement des hommes perdus. Il attaqua le consul Gabinius lui-même et brisa ses faisceaux. Pompée, soit qu'il redoutât les violences de Clodius, soit plutôt qu'il voulût paraître les craindre, ne sortait plus, restait enfermé dans ses jardins d'en haut, et s'y entourait d'une garde nombreuse.

Cicéron a fait de la situation de Rome, avant son départ et pour le justifier, une peinture oratoire sans doute, mais où il n'y a pas beaucoup d'exagération, et que l'on peut tenir pour vraie dans les principaux traits. « Dans une ville où le sénat était sans pouvoir, où tout était impuni, où on ne rendait plus la justice, où le Forum était livré à la violence et au glaive, où les particuliers étaient protégés par les murs de leur maison, non par le secours des lois, où les tribuns du peuple étaient blessés sous vos yeux, quand on marchait contre la demeure des magistrats le fer et le feu à la main, quand les faisceaux des consuls étaient brisés et qu'on incendiait les temples des dieux immortels, j'ai pensé que l'état n'existait plus. » Cicéron, pendant son exil encore plus que lorsqu'il séjournait dans ses villas, est tout entier à Rome. « Que se fait-il? que penses-tu de ce qui se fait? écrit-il sans cesse à son ami Atticus. Où en est l'affaire de mon rappel? » Telles sont les questions qui remplissent toutes ses lettres. « Reverrai-je ma femme, ma fille, mon fils? Me rendra-t-on mes biens, ma maison? » De loin il assiste avec anxiété à chaque péripétie politique; en ce qui le concerne, il voit toutes les difficultés,

toutes les complications : s'il accepte l'appui que lui offrent quelques grands personnages, cela ne le brouillera-t-il pas avec les tribuns qui ont pris son parti, et comment refuser cet appui? « Fais sonder Pompée, dit-il à Atticus, par son affranchi Théophane; informe-toi des intentions de César auprès de ses amis, des dispositions de Clodius auprès de sa sœur Clodia. » Pomponius Atticus, le correspondant principal de Cicéron, convenait admirablement à ce rôle et était très en mesure de lui apprendre ce qui se passait à Rome, car Atticus était ami de tout le monde (1). Ce fut un modéré qui sut traverser les derniers temps de la république, si remplis de luttes et de vicissitudes, sans se brouiller avec aucun parti, et qui finit par marier sa fille avec le favori d'Auguste, Agrippa; homme prudent, peu disposé à la résistance, dont il détourna trop souvent Cicéron, mais conservant une certaine dignité et fidèle à ses amis dans les disgrâces qu'il ne voulait point partager avec eux. Quand Atticus n'était pas à Athènes ou en Épire, il vivait dans une belle maison, située sur le Quirinal, à laquelle était joint un grand parc, et dans une villa aux portes de Rome. Il fut enterré dans la tombe des Cæcilii, sur la voie Appienne, vers le cinquième mille, par conséquent près du tombeau de Cæcilia Metella. Atticus avait placé dans sa bibliothèque le portrait d'Aristote. Il devait goûter la morale de celui qui mit la vertu dans un sage milieu. Comptant des amis dans tous les partis, il avait aussi chez lui les portraits du premier Brutus, le fondateur de la liberté, et de Servilius Ahala, le vengeur de l'aristocratie.

L'hostilité insolente de Clodius ramena Pompée à Cicéron. Les premiers qui proposèrent de le rappeler furent des tribuns. L'un d'eux, Fabricius, vint avant le jour s'établir dans les rostres pour présenter une *rogation* en faveur de son retour; mais déjà Clodius, escorté d'hommes armés, était là : ils avaient occupé pendant la nuit le Forum, le comitium et la curie. Ils empêchent le tribun Cispius d'entrer dans le Forum, se jettent sur son collègue Fabricius et vont cherchant le frère de Cicéron pour le tuer. Quintus monte à la tribune, aussitôt on l'en précipite; il va tomber dans le comitium et s'échappe à grand' peine, protégé par les esclaves et les affranchis qui l'accompagnent. Beaucoup de personnes périrent dans cette mêlée nocturne; les cadavres encombraient les égouts et le Tibre, il fallut éponger le sang dans le Forum. Un autre jour, le tribun Sestius, favorable à Cicéron, étant venu sans suite au temple de Castor, fut attaqué par Clodius et ses sicaires, armés de bâtons, d'épées et des débris de l'enceinte en bois qu'on dressait dans le Forum pour

(1) Voyez, sur *Atticus*, l'étude de M. G. Boissier dans la *Revue* du 1er juin 1863.

les élections, et qui ce jour-là fut brisée par ces furieux. Sestius, couvert de blessures, fut laissé pour mort sur la place. On conçoit que plus tard Cicéron ait plaidé pour lui.

Tandis que Sestius et Milon opposaient leurs bandes aux bandes de Clodius, le sénat se réunit dans le temple de la Vertu et de l'Honneur, élevé par Marius, le grand parvenu d'Arpinum, le compatriote populaire de Cicéron. Il y avait dans le choix de ce lieu d'assemblée une allusion bienveillante au *mérite* par lequel Cicéron, comme Marius, s'était élevé aux *honneurs*. Le sénat invita toutes les villes d'Italie à bien accueillir sa personne et les habitans des municipes à venir à Rome, unique moyen de contre-balancer l'ascendant de la populace urbaine. L'opinion, de plus en plus favorable à Cicéron, osa se manifester au théâtre : des allusions à son retour y furent saisies avec empressement; on lui appliqua un vers de tragédie sur le roi Servius, appelé comme lui Tullius et qui avait établi la liberté. Dans le *Brutus* d'Attius, l'acteur ayant prononcé le nom de Cicéron au lieu de celui de Brutus, on fit répéter plusieurs fois le vers, et l'on applaudit beaucoup. Des applaudissemens accueillirent aussi Sestius quand, remis de ses blessures, il parut dans le Forum pendant un combat de gladiateurs; ces applaudissemens s'élevèrent depuis le pied du Capitole jusqu'à l'extrémité opposée du Forum. Clodius fut hué et sifflé à son tour, et la petite rue par laquelle il descendait du Palatin au Forum appelée dérisoirement, du nom de sa *gens*, *via Appia*. Le sénat tint une séance solennelle dans le temple le plus auguste de Rome, celui de Jupiter Capitolin. Pompée, oubliant sa conduite passée, déclara que Cicéron avait agi justement. Un autre jour, le sénat décida dans la curie qu'il rappelait Cicéron. Après la séance, plusieurs sénateurs descendirent au Forum, haranguèrent le peuple et lui communiquèrent la décision du sénat. César avait fait savoir qu'il approuvait.

Vint le grand jour où les centuries, convoquées dans le Champ-de-Mars, devaient prononcer. L'assemblée, grâce aux Italiens appelés à Rome par le sénat, fut nombreuse, et, grâce aux gladiateurs de Milon, fut tranquille. Plusieurs personnages considérables surveillèrent les votes. Une seule voix, avec celle de Clodius, s'éleva contre Cicéron. Pompée fit son éloge et pria toutes les classes de ratifier la rogation appuyée par le sénat; elle fut ratifiée. Le retour de Cicéron ressembla littéralement à un triomphe, car il lui fut permis d'entrer dans Rome sur un char doré traîné par des chevaux magnifiquement caparaçonnés. Le tableau de cette entrée brillante n'a rien perdu sans doute à être retracé par Cicéron lui-même; il a peint la foule couvrant les toits et les degrés des temples, tandis qu'il s'avançait de la porte Capène, suivant la voie des triomphes,

la voie Sacrée, traversant le Forum et montant au Capitole pour y aller rendre grâces aux dieux comme un général victorieux. Il reprit la statue de Minerve, qu'il y avait déposée le jour de son départ pour l'exil, puis rentra sans doute dans la demeure paternelle des Carines, alors propriété de son frère, car dans cette ville où il triomphait il n'avait point de foyer. Sa maison du Palatin n'existait plus, mais il était dans Rome; il venait de franchir cette porte Capène par laquelle il en était sorti si tristement seize mois auparavant, par laquelle il y rentrait si glorieusement aujourd'hui. Le lendemain, il parla dans le Forum et dans la curie; il avait repris possession de ses deux anciens champs de triomphe.

Clodius, vaincu dans le sénat et dans le Champ-de-Mars, ne se découragea point; la rue lui restait. Il y avait alors une disette de blé à Rome; Clodius en rejetait la faute sur Pompée, et le peuple au théâtre l'en accusait. Clodius affirmait que les Italiens accourus dans l'intérêt de Cicéron avaient affamé la ville. Il organisa des troupes d'enfans, nous dirions de *gamins*, qui allèrent crier sous les fenêtres de Cicéron : « Du blé! du blé! » Une foule furieuse se précipita dans l'enceinte où l'on célébrait les jeux mégalésiens, et, interrompant peut-être une pièce de Térence, se rua sur la scène. Conduite par Clodius, elle assiégea le sénat dans le temple de la Concorde; mais un grand nombre de citoyens se porta vers le Capitole et la dispersa. Cicéron retrouvait Rome aussi turbulente qu'il l'avait laissée. C'est sous le coup de la terreur inspirée par de pareils désordres, c'est dans cette séance menacée du Capitole, que Cicéron proposa de conférer pour cinq ans à Pompée un pouvoir absolu en tout ce qui concernait l'alimentation publique. Cicéron s'était d'abord renfermé chez lui; mais, sommé de paraître au sénat, apprenant d'ailleurs que la bande de Clodius avait été rejetée dans le Champ-de-Mars, il vint donner cette marque de confiance et de reconnaissance à Pompée.

La grande affaire de Cicéron après son retour fut d'obtenir l'annulation des mesures qui l'avaient dépouillé. Peut-être le voit-on trop occupé à cette époque de cet intérêt particulier; mais ce n'était pas seulement pour lui une question d'argent, il y allait de sa dignité. On l'avait traité comme un *outlaw*, Clodius avait fait raser sa maison du Palatin après y avoir mis le feu; par une dérision insolente, il avait consacré le terrain qu'elle occupait à la Liberté : c'était déclarer la mort des complices de Catilina un acte de tyrannie, la plus odieuse, la plus dangereuse des accusations à Rome, et contre laquelle Cicéron se devait à lui-même de protester. D'ailleurs cette maison lui était chère; il s'écriait dans son exil : « Je regrette la lumière (de Rome), le Forum, ma maison. » C'est, écrivait-il, ce que

j'aime le plus au monde; aussi il disait s'être surpassé dans le discours qu'il prononça pour que l'emplacement du moins lui en fût rendu. Elle était le symbole de son élévation; en quittant les Carines, après son consulat, pour le Palatin, il avait passé du quartier de la finance dans le quartier patricien. Ce changement de demeure avait été comme le sceau de son anoblissement. Aussi Clodius trouvait-il que c'était une grande impertinence à un manant d'Arpinum de loger sur le Palatin. En effet, le Palatin, et surtout cette partie occidentale du Palatin, était habité par les plus grandes familles de Rome. Tout à côté de la maison de Cicéron s'élevaient celle de Catulus avec son portique triomphal orné des dépouilles des Cimbres et un toit en dôme, celle d'Æmilius Scaurus, de qui la magnificence était célèbre autant que la probité suspecte, et que Cicéron eut le tort de défendre. Celle-ci fut achetée par Clodius; elle se trouvait derrière la maison de Cicéron, qui en fit l'occasion d'un *mot:* « j'élèverai mon toit non pour te regarder d'en haut (*despiciam*), mais pour que tu ne puisses voir (*aspicias*) cette ville dont tu as voulu la ruine. » A côté de Clodius demeurait sa sœur Clodia, ce qui donnait lieu à Cicéron d'injurier son ennemi de plusieurs façons, tantôt lui reprochant trop de tendresse pour cette sœur que dans le discours pour Cœlius il peint comme une déhontée capable de tous les crimes, ayant des jardins aux bords du Tibre pour voir nager les jeunes Romains, et qu'il appelle la Médée du Palatin, tantôt accusant Clodius d'avoir élevé à travers le vestibule de Clodia un mur qui l'empêchait d'entrer chez elle.

La maison de Cicéron avait été occupée par l'orateur Crassus, un des devanciers de Cicéron dans l'éloquence, puis par Crassus le triumvir, avec Pompée et César un des trois plus grands personnages de Rome et le plus riche. Elle était ornée de colonnes de marbre grec, ce qui avait fait appeler l'orateur Crassus la Vénus du Palatin. C'était une fort belle maison, comme devait être celle de Crassus, *dives,* le riche. Elle était sans doute tournée au midi, position alors, comme aujourd'hui, désirable à Rome pendant l'hiver; l'été, Cicéron avait à choisir entre ses nombreuses villas. De ses fenêtres, il voyait le brillant quartier étrusque et le mouvement du port marchand sur le Tibre. De l'autre côté, il avait la vue du Forum et de la tribune; aussi dit-il que sa maison est en vue de toute la ville, dont elle regarde la partie la plus importante et la plus fréquentée, et cette position de sa demeure lui fournissait des apostrophes éloquentes. Les fenêtres étaient étroites, ce que son architecte Cyrus soutenait être favorable à la perspective. Cicéron y logea un fils de roi, le fils d'Ariobarzane, roi d'Arménie, selon l'usage romain de mettre ainsi ces hôtes illustres dans la demeure des citoyens con-

sidérables et sous leur garde. Si l'on en croyait une anecdote rapportée par Aulu-Gelle, certaines circonstances de l'achat de cette maison ne feraient pas grand honneur à Cicéron. Pour la payer, il aurait reçu clandestinement un prêt considérable d'un accusé qu'il s'était chargé de défendre, P. Sylla, et comme la chose transpirait, il aurait affirmé n'avoir rien reçu, « aussi vrai, aurait-il ajouté, que je n'achèterai pas la maison. » Plus tard, il eût répondu aux reproches que ce jésuitisme méritait : « Un père de famille prudent doit toujours dire qu'il ne veut pas acheter, afin d'éviter la concurrence. » Méprisons cette anecdote, et faisons comme César, qui, dans le recueil des bons mots de Cicéron circulant par la ville, reconnaissait sur-le-champ ceux qui n'étaient point de lui.

Cicéron plaida pour être réintégré dans sa propriété du Palatin devant un tribunal ecclésiastique, le collége des pontifes, probablement dans la *Curia Calabra*. Le grand-pontife César était absent, il guerroyait contre les Gaulois; sans cela, c'est lui qui aurait jugé Cicéron. Clodius, en consacrant le terrain où s'élevait la maison du consulaire à la Liberté, prétendait lui avoir donné une attribution sacrée qui devait empêcher tout retour au propriétaire. Heureusement pour Cicéron, le tribun, peu au courant de la procédure religieuse, avait négligé quelques formalités; les pontifes lui donnèrent tort sur ce qu'on pourrait appeler le point de droit canonique : au civil, le sénat prononça, dans le même sens, un arrêt en faveur de Cicéron.

Ce procès au sujet de la maison de Cicéron offre quelques détails qui peignent le temps et font connaître ce que pouvait se permettre un homme tel que Clodius. Clodius, dont la maison était placée derrière celle de Cicéron et par conséquent y touchait presque, avait voulu profiter de l'exil de son ennemi pour s'arrondir à ses dépens; mais la maison de Cicéron ne lui suffisait pas, d'ailleurs une partie du terrain avait été consacrée à la Liberté. Clodius eut envie d'une maison attenante, celle d'un nommé Sejus. Sejus déclara qu'il ne la vendrait pas, et que Clodius ne l'aurait jamais de son vivant. Clodius le prit au mot, l'empoisonna, et acheta sa maison sous un nom emprunté. Il put ainsi établir un portique de trois cents pieds qui allait rejoindre celui de Catulus et rappelait de moins glorieux souvenirs. Le portique de Catulus lui-même avait été détruit par Clodius. Catulus était dans le parti du sénat; les consuls, complices du séditieux tribun, avaient fermé les yeux. Cicéron se hâta de faire reconstruire sa maison. Il indique plusieurs fois dans ses lettres à quel point cette reconstruction est arrivée, et de sa villa de Cumes écrit à Atticus pour le remercier de ce qu'il est allé fréquemment surveiller les travaux. Après la décision des pontifes, Clodius, avec

une effronterie sans pareille, vint déclarer à la tribune qu'ils avaient jugé en sa faveur et que Cicéron songeait à s'installer par la force, qu'il fallait aller lui résister, défendre la Liberté et son temple. On ne le suivit pas. Le lendemain, il parla trois heures dans la curie contre le décret du sénat; mais l'impatience des sénateurs fut si grande, l'on fit tant de bruit, que le démagogue fut obligé de se taire et de laisser voter le décret. Le portique de Catulus devait être relevé aux frais de l'état. On n'en fit pas autant pour la demeure de Cicéron; Cicéron n'était pas un aussi grand seigneur que Catulus, il semble même qu'une aristocratie ingrate ait trouvé mauvais qu'il se permît d'habiter là où habitait un Catulus. On lui conseillat de ne pas la reconstruire, de vendre le terrain. Une indemnité lui fut accordée (environ 400,000 francs) pour cette maison du Palatin : elle lui avait coûté près du double; il reçut 100,000 francs pour sa villa de Tusculum et 50,000 francs pour sa villa de Formies. Cicéron déclare que les deux dernières sommes étaient très insuffisantes.

Clodius, lui qui ne respectait rien, voulut soulever contre Cicéron la superstition populaire. Des signes funestes avaient paru, et des aruspices, ces devins de bas étage, murmuraient que les dieux étaient irrités parce qu'on avait rendu à un usage profane un lieu consacré. Clodius s'en faisait une arme contre Cicéron. Cicéron, qui était augure et connaissait la science augurale, sur laquelle il a écrit un livre, réfuta ces accusations ridicules par un discours *sur les réponses des aruspices* qui fut prononcé dans le sénat. Clodius ne se tint pas pour battu. A la tête d'un ramas de bandits armés d'épées et de bâtons, il attaqua Cicéron tandis qu'il descendait la voie Sacrée et le contraignit à se réfugier dans le vestibule d'une maison de cette rue dont les amis du consulaire défendirent l'entrée. Quand Cicéron voulut rebâtir sa demeure, Clodius arriva avec son monde, chassa les maçons, renversa le portique de Catulus, déjà relevé jusqu'au toit, et fit même jeter des torches dans la maison du frère de Cicéron, qui fut en grande partie brûlée. Quintus avait conservé le domicile paternel dans les Carines; mais il l'avait loué et était venu habiter à côté de son frère sur le Palatin. L'amitié des deux frères les portait à se rapprocher; ils demeuraient l'un près de l'autre à Rome et à Tusculum. Cette amitié ne fut que passagèrement troublée, et ils se retrouvèrent pour mourir.

La villa de Tusculum tient une grande place dans la vie de Cicéron. Ce nom, consacré par lui dans les *Tusculanes*, nous représente son existence philosophique et littéraire, bien que nous sachions que plusieurs de ses ouvrages ont été composés dans d'autres villas. Toutes sont liées à la vie de l'écrivain et à l'existence du politique; elles virent les travaux du premier, elles recueillirent les absences

souvent calculées du second; il y reçut Pompée et Brutus. Le Tusculanum de Cicéron était sa villa préférée. « Là, disait-il, je me repose de toutes mes fatigues et de tous mes ennuis; non-seulement l'habitation, mais la seule pensée de ce lieu me charme. » Cette retraite était toujours à sa portée, il pouvait en deux heures échapper aux agitations, aux inquiétudes que lui faisaient une situation difficile, un caractère d'autant plus irrésolu que son esprit était plus pénétrant, et là, à cinq lieues de la ville, recevoir des nouvelles toutes fraîches, écouter de près tous les bruits de Rome, dont il était singulièrement avide. La villa de Cicéron avait appartenu à Publius Sylla, et probablement avant lui au dictateur. Elle était destinée à passer du plus impitoyable des hommes à l'un des plus humains. Cette villa, qui contenait un *xyste*, c'est-à-dire un parterre avec des allées couvertes, était formée de terrasses, comme l'étaient presque toujours les villas antiques, et comme le sont fréquemment aussi les villas modernes. Cicéron, plein des souvenirs d'Athènes, avait appelé la terrasse supérieure le *Lycée* et l'inférieure l'*Académie*. Il se plaisait à orner sa demeure champêtre de statues, de tableaux, de terres cuites, d'objets d'art de toute espèce, qu'il priait son ami Atticus de lui envoyer de Grèce, mais dans lesquels il semble n'avoir jamais vu qu'un moyen de décoration (1).

On montre, aux lieux où fut Tusculum, des ruines qu'on appelle *la maison de Cicéron*. Ce ne sont ni les ruines de la maison de Cicéron, ni même les ruines d'une villa; comme on n'en peut douter, quand on les voit avec M. Rosa, ce sont des conserves d'eau au-dessus desquelles était l'*area* d'un temple. La villa de Cicéron, située sur le flanc de la montagne qui domine Frascati, et non au sommet de cette montagne, était beaucoup plus bas que ces prétendues ruines; tout porte à la placer dans une des villas qui sont au-dessous de la Rufinella, laquelle aurait remplacé la grande villa de Gabinius, et quelque part dans le voisinage de la belle villa Aldobrandini, où l'eau Crabra, mentionnée par Cicéron, coule encore, et, unie aux fraîches ondes de l'Algide, chanté par Horace, forme la belle cascade qui tombe en face du Casin. C'est donc là qu'il faut aller chercher Cicéron; c'est là qu'il était tout entier avec sa double condition d'homme politique et d'homme littéraire, l'une qui lui causa tant de mécomptes, l'autre qui lui a donné tant de gloire. Là on le suit sous ses ombrages, occupé jusqu'à la passion des grands intérêts de Rome et aussi de toutes les intrigues qui viennent les

(1) Cependant il faisait passer quelquefois la beauté de l'art avant le mérite de la convenance; il avait acheté des bacchantes pour décorer sa bibliothèque : des muses auraient mieux valu, dit-il, mais les bacchantes sont bien jolies, *pulchellæ sunt*. (*Ad Fam.*, VII, 23.)

traverser, ou plongé dans l'étude de la philosophie et des lettres. La littérature le console, et la politique l'afflige presque toujours, mais, cela soit dit en son honneur et pour servir de leçon à tous ceux qui tiennent une plume, l'une ne lui fit jamais oublier l'autre.

Depuis son retour de l'exil, la situation politique de Cicéron était bien abaissée : il était rentré à Rome par la protection de Pompée et par le pardon de César; Clodius le menaçait et l'effrayait toujours. Cicéron se voyait forcé à bien des complaisances pour se ménager l'appui de deux hommes dont il avait eu à se plaindre et dont il avait besoin. Dans la première ardeur du succès, il l'avait pris d'assez haut : il était allé au Capitole arracher les tables de bronze sur lesquelles étaient gravées les lois de Clodius; il avait en toute occasion célébré à pleine voix sa conduite dans l'affaire de Catilina, ce qui ne pouvait plaire à César; il avait traité avec la dernière violence Vatinius, un de ses instrumens; il avait pris part au projet de révoquer la loi agraire de Campanie. Bientôt pourtant cette belle ardeur s'était refroidie, et pendant la discussion de cette loi il avait fait comme il faisait volontiers toutes les fois que son rôle dans la curie l'embarrassait : il était allé visiter ses villas. Cette fois il avait éprouvé tout à coup le besoin d'arranger sa bibliothèque d'Antium. Enfin il se rapprocha décidément de son ancien persécuteur. Dans le discours sur les *provinces consulaires*, Cicéron demanda qu'on laissât la Gaule à César, et profita de cette occasion pour se réconcilier avec lui en plein sénat, ce qui était se donner, après lui avoir envoyé un poème en son honneur composé en grand secret à la campagne, et dont l'auteur avait fait mystère même à son fidèle Atticus.

La situation de Pompée n'était pas meilleure que celle de Cicéron. Cette intendance des vivres qu'on lui avait accordée pour cinq ans n'était point ce qu'il lui fallait; elle ne servait qu'à le rendre aux yeux de la foule responsable de la disette et de la hausse du prix des blés. Il aurait voulu un grand commandement; mais cette proposition, mise en avant par un tribun de ses amis, déplut tellement au sénat, dont la défiance croissait toujours, que Pompée fut obligé de la désavouer. Pour avoir une flotte et une armée, il désirait être chargé de replacer sur le trône d'Égypte Ptolémée Auletès, que son frère en avait chassé. Ce roi fugitif demeurait dans la villa albaine de Pompée; il y tenait un comptoir de corruption, empruntant pour acheter les sénateurs. Un jour, il prit la fuite, tandis que Pompée était en Sicile occupé à surveiller des envois de grains, et probablement d'accord avec lui; mais l'on découvrit que les livres sibyllins défendaient la guerre, et Pompée dut renoncer à la faire. Il retrouvait Clodius toujours menaçant, le sénat toujours mal disposé. Il

finit par avoir tout le monde, même Cicéron, contre lui. De désespoir, il se jeta dans les bras de César : c'est ce que César attendait.

Pompée alla le rejoindre à Lucques, qui faisait partie de la province de Gaule et où César venait l'hiver, aussi rapproché de Rome que la loi le permettait, compléter par ses intrigues les résultats de ses victoires. Crassus y vint aussi de son côté. Un pacte fut formé entre eux, tout au profit de César : il aiderait de son influence à Rome et de l'or des Gaulois l'élection de Pompée et de Crassus au consulat, eux feraient prolonger de cinq ans son commandement en Gaule, et obtiendraient les troupes et l'argent dont il aurait besoin. Pompée et Crassus furent en effet nommés consuls; mais, après une bataille dans le Champ-de-Mars et une victoire moins glorieuse que celles de César en Gaule, Caton, jugeant avec raison qu'il y avait là un combat à livrer pour la liberté à des ambitieux ligués contre elle, se rendit, avec son candidat Domitius, dans ce même Champ-de-Mars avant le jour. Des hommes armés y étaient déjà embusqués pour les repousser; les torches qui les précédaient furent éteintes, un de ceux qui les portaient fut tué. Caton, blessé au bras droit, tint ferme et encouragea Domitius à l'imiter; mais celui-ci eut peur et se sauva. Bientôt après, ce fut Caton qui sollicita la préture pour résister aux consuls et pour empêcher qu'elle ne fût donnée à cette âme damnée de César, Vatinius, à qui son impopularité faisait cruellement expier sa bassesse, à tel point qu'il fut obligé de demander aux édiles d'obtenir du peuple qu'on ne lui jetât plus de pierres, mais seulement des fruits à la tête. La première tribu appelée ayant voté pour Caton, — l'on considérait ce vote comme très important, souvent il était décisif, — Pompée prétendit qu'il avait entendu tonner, et l'élection fut remise à un autre jour. Cette fois-là, Pompée et Crassus « ayant, dit Plutarque, répandu beaucoup d'argent et chassé du Champ-de-Mars tous les gens honnêtes, » Vatinius fut nommé par la violence. L'indignation était générale. Une assemblée populaire se forma dans le Champ-de-Mars sous la présidence d'un tribun; on voulait tuer Crassus et Pompée. Caton annonça les maux qui allaient fondre sur la république; il fut reconduit dans la ville et jusqu'à sa maison par une foule immense.

Quand on croit que pour être politique il est nécessaire de n'être pas honnête, on traite Caton de rêveur; Caton au contraire jugeait parfaitement la situation de l'état romain. Il voyait les périls, seulement il ne pensait pas que se livrer fût se sauver. Il prédit très clairement à Pompée ce qui adviendrait de sa complicité avec César, l'avertissant qu'il se mettait César sur le cou et lui annonçant le jour où il ne voudrait plus le porter et ne pourrait pas le jeter par terre. Dans la mêlée, le vêtement de Pompée fut taché de sang. Ce

vêtement, rapporté dans sa maison, fit croire à Julie que son époux était dangereusement blessé; elle était grosse, la terreur détermina un accident qui, dit-on, amena sa mort après une seconde grossesse. Il paraît que la fille de César, unie à Pompée dans un dessein politique, aimait sincèrement son mari; les sentimens naturels rencontrés au milieu des haines de parti font du bien.

Caton est un intrépide soldat de la liberté, d'une liberté sans doute orageuse et menacée, mais qui, malgré ses abus et ses dangers, valait mieux que la servitude, car, pour qui porte un cœur d'homme, tout vaut mieux que la servitude. Caton combat vaillamment et sans relâche dans la curie, dans le Champ-de-Mars, dans le Forum. Trebonius, un tribun gagné par Pompée, vint proposer de lui accorder par une loi, pour son commandement en Espagne, où il n'était pas allé, l'illégale prolongation accordée à César pour son commandement dans la Gaule, qu'il avait en partie soumise. Pompée, par vanité, voulait obtenir ce qu'avait obtenu César, sans voir que l'égalité du titre ne lui donnerait pas l'égalité de la gloire. Caton résolut de s'opposer à cette insolente prétention, que rien ne justifiait. Il alla au Forum, et demanda deux heures pour parler contre la loi proposée et faire connaître tous les maux qu'elle entraînait. C'était beaucoup attendre de la patience de ses adversaires; il fut bientôt interrompu, mais refusa de quitter les rostres. Un licteur vint l'en arracher. Il continua à parler du pied de la tribune. Le licteur le saisit et l'entraîna hors du Forum; mais il y rentra, remonta même à la tribune et invita tous les bons citoyens à le soutenir. Cette fois Trebonius ordonna, comme dans une autre occasion avait fait César, de conduire Caton en prison. Caton, en y marchant, continuait à haranguer le peuple, qui le suivait. Il fallut le relâcher.

Le lendemain, la violence consulaire triompha. Aquilius Gallus, un autre tribun, décidé à s'opposer à Trebonius, s'était caché dans la curie, qui touchait au Forum, pour être là au moment où le peuple serait rassemblé; on l'y enferma. Caton, voyant que la loi allait passer, cria qu'il entendait tonner. J'ai peine à croire qu'il ait eu recours au stratagème patricien qu'avait employé Pompée; peut-être tonnait-il en effet, ou prit-il pour le tonnerre quelque bruit du Forum. Un citoyen le souleva dans ses bras, et il répéta son affirmation. Alors le carnage commença. Le tribun Aquilius, qui était parvenu à s'échapper de la curie, fut blessé, le sang d'un sénateur coula sous les coups de Crassus, et la loi passa; mais ceux que révoltaient ces indignités se précipitèrent du côté des rostres, où était la statue de Pompée. Ils voulaient la mettre en pièces; Caton les en empêcha.

Cependant César avait trouvé dans la Gaule un théâtre digne de

lui, et il commença d'une manière brillante ces campagnes où il devait déployer le génie militaire qu'il avait reçu du ciel, comme tous les autres dons de l'intelligence. A Rome, nous n'avons guère vu que l'admirable intrigant : en Gaule, s'il nous était permis de l'y suivre, nous admirerions le grand capitaine; mais il a été mieux admiré et mieux jugé par un émule de sa gloire, Napoléon. Retenus à Rome, nous pouvons du moins y observer l'effet qu'y produisirent ses merveilleuses victoires. Du reste, César absent y était toujours par la pensée. Toutes ses victoires avaient un but, et ce but était à Rome. En conquérant la Gaule, César voulait conquérir le pouvoir suprême, et il ne subjugua les Gaulois que pour subjuguer les Romains.

César aimait la gloire, mais il aimait encore plus la puissance. La gloire était pour lui un moyen comme l'intrigue; seulement c'était un moyen plus noble. Pendant les neuf ans qu'il mit à soumettre la Gaule, César occupa constamment l'imagination des Romains par des victoires dans un pays à peu près inconnu, remportées sur un peuple belliqueux dont le nom avait laissé à Rome une grande terreur, car, seul de tous les peuples du monde, il avait occupé Rome et fait payer une rançon aux défenseurs du Capitole. Quand il commença cette suite de campagnes immortelles, César laissait à Rome beaucoup d'ennemis; mais, pour le moment, ils étaient réduits à l'impuissance. Crassus lui appartenait, Pompée était son allié. Bien qu'il se crût son rival, Pompée ne faisait plus rien de grand; Clodius soulevait le peuple contre lui; le sénat le ménageait encore, mais au fond le haïssait et le craignait. Cicéron, dégoûté de Pompée, se sentait attiré vers César. César, qui le connaissait et qui, s'il l'avait desservi comme chef d'un parti contraire, voulait bien de lui comme instrument, César commençait avec Cicéron ce manége de coquetterie auquel celui-ci ne sut jamais résister.

De cette curie où régnait une aristocratie mécontente de son chef et n'osant se brouiller avec lui, parce qu'elle n'en avait pas d'autre, de ce Forum turbulent, de ce Champ-de-Mars où le sang coulait pendant les élections, les yeux des Romains se détournaient pour se fixer sur le théâtre d'une guerre glorieuse, et en même temps que César entretenait par des succès continuels l'admiration et l'étonnement, il ne négligeait rien pour satisfaire les ambitions qui se donnaient à lui. Après avoir arrêté les Helvétiens aux bords du Léman et repoussé Arioviste au-delà du Rhin, il revenait dans la Gaule d'Italie, et là, dit Plutarque, il *jouait le rôle de démagogue*, accordant à ceux qui allaient vers lui ce qu'il leur fallait et les renvoyant satisfaits de ce qu'ils avaient reçu ou pleins d'espérances.

A la nouvelle des succès de César, une grande joie remplit Rome.

L'enthousiasme dut être bien vif pour forcer le sénat à décréter quinze jours d'actions de grâces, ce qui était sans exemple. On n'en avait accordé que dix à Pompée après la guerre de Mithridate. Ce fut Cicéron qui demanda cette augmentation : le sénat n'osa pas la refuser; mais son mauvais vouloir à l'égard de César ne tarda point à se montrer. Un tribun vint dans la curie proposer l'abrogation de la loi agraire de César, et en attaqua sans ménagement l'auteur. Il ne fut point interrompu. Le sénat écouta en silence; ce silence était une approbation timide sans doute, mais c'était une approbation. Le tribun revint à la charge. Cette fois Cicéron fit un discours véhément, mais contre Clodius et non contre César. Tout à coup on entendit de la Grécostase, voisine de la curie, les cris que poussaient les gens de Clodius, et les sénateurs se retirèrent chez eux.

Pompée était allé à Lucques, où il avait trouvé César entouré de ce que Rome avait de plus considérable, et ayant déjà une cour avant d'être souverain. Ce spectacle ne le fit pas réfléchir au danger d'une alliance qui lui donnait un maître, et il revint à Rome, avec Crassus, servir sans le vouloir les plans de celui qu'il ne savait pas craindre, aveuglé par sa présomption. Il fut encore question dans la curie de l'abrogation de la loi de César, mais cette fois sans qu'on donnât suite à ce dessein. Les deux cents sénateurs qui étaient allés complimenter César à Lucques ne pouvaient lui faire une opposition bien vive. César fit rappeler à Cicéron par son frère Quintus, dont il avait fait son lieutenant, la condition qu'il avait mise au rappel de l'exil : le silence sur la loi de Campanie. Cicéron comprit le devoir que lui imposait la reconnaissance, comme il l'écrivit à Lentulus, et partit pour une de ses villas. Il reparut dans la curie pour appuyer toutes les demandes de César en hommes et en argent, ainsi que la seconde prolongation de son commandement, puis de nouveau s'absenta de Rome, où il ne se montra guère que pour assister aux jeux donnés par Pompée.

Un nouvel étonnement vint saisir les Romains. César avait passé le Rhin pour aller chercher les Germains dans leurs forêts, qu'on croyait impénétrables. En dix jours, il avait construit un pont en bois de son invention sur le fleuve. Il avait fait plus, il avait franchi la mer et abordé le premier dans cette île de Bretagne qu'on disait, encore après lui, *séparée du monde :*

Et penitus toto divisos orbe Britannos.

Cette double expédition dans une contrée inconnue qui communique maintenant avec Rome en quelques heures, mais qui semblait alors comme un autre univers, comme une Amérique lointaine à l'existence de laquelle quelques-uns ne croyaient point, cette ex-

pédition, assez inutile, ce me semble, au point de vue militaire, fut très bien conçue au point de vue politique : elle frappa vivement les imaginations populaires. On dut en parler beaucoup à Rome dans les boutiques des barbiers et parmi les oisifs qui se rassemblaient devant la tribune, au bord du *canal;* ce fut en petit la campagne d'Égypte du Bonaparte romain. De plus, il paraît qu'on espérait trouver dans l'île de Bretagne une sorte d'Eldorado, des mines d'or et d'argent. Ces richesses, dans la pensée de César, étaient sans doute destinées à appuyer au Forum et au Champ-de-Mars les candidatures de ses partisans. L'enthousiasme à Rome allait croissant, car cette fois le sénat dut décréter non plus quinze, mais vingt jours d'actions de grâces. Durant ces vingt jours de fêtes, les travaux cessaient; tous les temples étaient ouverts; la foule allait de l'un à l'autre, chacun selon sa dévotion particulière. Certains momens de l'année romaine pendant lesquels se succèdent des solennités très rapprochées peuvent donner quelque idée de l'aspect que la ville offrait alors. Les exploits de César furent vingt jours durant racontés, commentés, exaltés de mille façons, sans doute avec accompagnement de récits merveilleux et d'aventures incroyables.

Ce transport du peuple romain pour les hauts faits prodigieux de César était bien naturel, mais il préparait l'asservissement de Rome. La gloire militaire est la plus dangereuse sirène pour les peuples libres. Caton ne s'y trompa point. Au milieu de l'enivrement général, il éleva une voix sévère. César, après avoir promis à des ambassadeurs germains de ne pas attaquer avant leur retour, avait profité d'une agression partielle et désavouée pour violer sa promesse. Peut-être y était-il autorisé par ce qu'on appelle le droit de la guerre, et qui ressemble beaucoup au droit du plus fort; mais Caton, qui n'aimait pas ces victoires (car il sentait très bien qu'elles étaient remportées sur la république, et que c'était la liberté de Rome qui périssait dans les Gaules et en Germanie), Caton se leva au sein de la curie et prononça ces paroles : « Je demande que César soit livré aux Barbares, pour que la malédiction qui s'attache au parjure soit détournée de nous et retombe sur son auteur. » Ce que rapporte Suétone des extorsions et des pillages de César dans les Gaules justifie la colère de Caton.

La mort de la fille de César fournit à ceux qui ne pensaient point comme Caton, et ils étaient en grand nombre, une occasion de montrer leur sympathie pour le glorieux conquérant. La voix des tribuns entraîna le peuple; du Forum il se précipita vers les Carines, qui en étaient très proches, et où Julie était morte dans la maison de Pompée. Le corps fut enlevé et porté dans le Champ-de-Mars, où l'on n'enterrait que les personnages considérables. Elle alla y at-

tendre son père, qui devait être porté au même lieu après elle. On vit dans ce malheur privé un présage de la division qui allait s'accomplir entre César et Pompée, et d'où sortit la guerre civile. Si Julie eût vécu, elle n'eût rien empêché sans doute; mais la multitude aime à donner de petites causes aux grands événemens. Cependant il est possible que cette mort et celle que bientôt après Crassus alla chercher parmi les Parthes aient hâté une rupture inévitable. César et Pompée se trouvèrent face à face, sans lien, sans intermédiaire, et leur dissentiment ne tarda pas à se montrer; mais avant de suivre les progrès de ce dissentiment, d'abord voilé, faisons un retour vers Cicéron et Pompée.

II.

Cicéron s'était peu à peu laissé gagner aux séductions de César; dans le discours *pour les provinces consulaires*, il avait hautement déclaré à la curie sa réconciliation. L'occasion était bonne : on voulait ôter à César l'une de ses deux provinces pour la donner à Gabinius, ennemi de Cicéron. En s'opposant à un pareil projet, Cicéron satisfaisait son ressentiment, et ne semblait céder qu'à la justice et à la gloire. Tous les plaidoyers qu'il prononça vers cette époque prouvent son envie de se rendre agréable à César sans cesser de plaire à Pompée. Il plaida pour Cornelius Balbus, ami de tous deux, en avouant que c'était surtout par déférence pour Pompée, — de qui Balbus tenait le droit de cité qu'on lui disputait avec raison, — non sans de grands éloges de César et l'expression un peu trop vive d'une résignation trop complète à ce qui n'avait pu s'empêcher. Cicéron défendit Rabirius Posthumus, un usurier chassé d'Égypte pour ses extorsions, mais que soutenait César. Il défendit, par un sentiment de reconnaissance personnelle, Plancius, qui lui avait été fidèle dans son exil. Il eut le malheur de plaider pour Vatinius, à qui il avait prodigué les dernières injures, mais que César protégeait, et à la suite d'une visite de Pompée. Cicéron avait dit dans son invective contre Vatinius que ce serait une honte de le défendre, et il le défendit; comme il l'avouait, sa haine n'était pas libre.

Les faiblesses politiques de Cicéron l'entraînaient à de singulières faiblesses oratoires; Caton avait eu raison de désapprouver Cicéron, consul, défendant Murena en dépit d'une loi dont lui-même était l'auteur. Ce fut bien pis quand il se vanta d'avoir, par un discours très élégant (*ornatissime*), fait absoudre Scaurus, qui, du propre aveu de son défenseur, avait, pour être élu, distribué de l'argent au peuple. Scaurus s'était entendu avec d'autres candidats pour

briguer le consulat à frais communs, et Cicéron disait d'eux à Atticus : « Ils seront absous; mais après cela on ne pourra plus condamner personne. » Il ajoutait : « Tu me demandes ce que je pourrai dire pour eux; que je meure si je le sais! » Malgré le désir de Pompée, il ne plaida point pour Gabinius, son ennemi mortel, tant outragé par lui, et qu'il avait accusé d'avoir sacrifié un enfant aux dieux infernaux; mais il témoigna en sa faveur : c'était déjà trop. La cause était si mauvaise que les jardins de son gendre Crassipès, situés près de la porte Capène, ayant été atteints par un débordement extraordinaire, Cicéron disait que Jupiter avait puni ainsi l'absolution de Gabinius, et lui-même avait concouru à cette scandaleuse absolution! Un tel rôle ne convient pas à Cicéron; mais il l'accepte et le subit. « Tu me demanderas comment je supporte tout cela. Très bien, et je m'applaudis d'être ainsi. Nous avons, mon cher Atticus, perdu non pas seulement la séve et le sang, mais jusqu'à l'apparence et à la couleur de notre ancienne Rome. Rien dans la politique ne me plaît, rien ne me satisfait, et je m'en arrange parfaitement, car je me rappelle combien la république était belle quand nous la gouvernions, et quel gré on m'en a su! Je ne m'afflige point qu'un seul puisse tout, car ceux qui ont vu avec peine que je pusse quelque chose crèvent de dépit... » Je ne suis pas de ceux qui insultent Cicéron, et qui, sans tenir compte à cette généreuse et brillante nature de ses intentions droites, de ses nobles aspirations, l'accablent sous l'aveu de ses faiblesses : c'est écraser un oiseau avec la pierre qu'il a fait tomber; je ne consens pas à voir son dernier mot dans une boutade échappée au découragement et au désespoir, mais j'aimerais mieux que Cicéron n'eût pas écrit cette lettre, car, si elle eût été surprise, elle eût réjoui les partisans intéressés de César, qui valaient moins que Cicéron.

On l'applaudissait encore parfois au théâtre, et il s'attachait à ces dernières marques de la faveur qui lui échappait, comme une coquette sur le retour s'attache aux derniers hommages qu'elle reçoit. « Un envieux seul, écrivait-il, a pu dire que c'était Curion et non pas moi qu'on a applaudi. » Cicéron, à cette époque de détresse où il avait besoin de tous les appuis et ne pouvait être mal avec personne, se réconcilia aussi avec Crassus, qui l'avait autrefois ménagé, quand César et Pompée l'abandonnaient, pour leur faire contrepoids, mais qui l'avait abandonné à son tour. La réconciliation fut scellée par un souper dans les jardins de Crassipès la veille du départ de Crassus pour cette expédition chez les Parthes qui lui coûta la vie, et simplifia la situation de César en ne lui laissant qu'un rival à jouer, et un rival bien maladroit. Ce départ de Crassus avait eu lieu sous des auspices menaçans. Au Capitole, le tribun Ateius Ca-

pito lui annonça des signes funestes. Arrivé à la porte de la ville, le peuple ne voulait pas le laisser partir, et il ne put la passer que protégé par les soldats de Pompée. Le tribun le somma encore de s'arrêter, ordonna aux serviteurs publics de le saisir et le voua aux dieux infernaux.

Ce furent les tristesses de sa situation politique qui firent de Cicéron un écrivain. Son premier écrit considérable est le *Traité de l'Orateur*. Cicéron a placé les interlocuteurs de ce dialogue dans la villa de L. Crassus, près de son cher Tusculanum, non loin duquel le jurisconsulte Scævola, un des personnages du dialogue, avait, lui aussi, une maison. L. Crassus, dont l'éloquence était célèbre, et d'autres Romains de la génération qui avait précédé Cicéron, discutent sur l'art oratoire sous un beau platane, tel qu'on en pourrait trouver encore aux environs de Frascati, non pas, comme les interlocuteurs du *Phèdre* de Platon, étendus avec le laisser-aller des mœurs grecques sur un gazon odorant aux bords de l'Ilissus, mais gravement assis, dans leur majesté sénatoriale, sur des coussins. Le lendemain du jour qui avait vu le premier de ces entretiens, Crassus, tombé soudainement malade, était couché dans sa villa de Tusculum. Le jeune Sulpicius et l'orateur Antonius se promenaient sous le portique quand arrivèrent de Rome Q. Catulus et C. Julius César Strabo; ayant entendu parler des conversations de la veille, ils venaient écouter et Crassus et l'autre grand orateur Antonius, qui devait ce jour-là parler sur toutes les parties de l'éloquence. Crassus y consent à la condition qu'ils passeront la journée entière chez lui. Cette invitation est faite et acceptée avec cette courtoisie grave et fine qui était l'*urbanité* romaine, qui règne dans tout l'ouvrage et qu'on aime à retrouver parmi ces grands personnages en sortant, comme eux, des violences de la curie et des turbulences du Forum. On se sépare un peu avant midi : c'est l'heure en effet où la chaleur se fait sentir le plus vivement à Rome; puis, après deux heures de repos, on se réunit dans la forêt voisine, et on reprend les discours du matin dans cet endroit ombreux et frais (*opacus et frigidus*). Cette mise en scène n'offre pas le charme exquis de celle qu'on admire dans quelques dialogues de Platon ; mais elle a aussi le sien, elle est locale et vraie. Comme il est doux de lire le *Phèdre* au bord de l'Ilissus, il y a plaisir à lire le *de Oratore* sous les platanes et dans la forêt de Frascati, dont il reste un peu plus que des beaux arbres qui, au temps de Platon, ornaient les rives aujourd'hui dépouillées de l'Ilissus.

Pendant les neuf ans employés par César à soumettre la Gaule, Pompée ne fit qu'une chose, son théâtre. C'était sans doute une grande captation pour les Romains que ce premier théâtre en pierre

qui contenait quarante mille spectateurs, et était disposé de telle manière qu'il pouvait servir d'arène, se prêter aux combats de gladiateurs, aux exhibitions et aux *chasses* d'animaux étrangers, comme aux représentations moins goûtées de l'art dramatique; mais César donnait d'autres spectacles et montrait de loin au public de Rome un autre drame : la conquête de la Gaule, intermède héroïque dans la grande tragi-comédie où il jouait le principal rôle, et dont le dénoûment devait être sa mort et celle de la liberté.

Le théâtre de Pompée fut un souvenir de ses campagnes d'Asie et de ses anciens succès, qu'il aimait à se rappeler pour se consoler de n'en plus obtenir d'autres. Tandis qu'il était à Mitylène, après avoir vaincu Mithridate, il y avait institué, parmi les poètes du lieu, un concours littéraire dont le thème unique était les hauts faits de Pompée. Cette circonstance lui avait rendu chère cette ville, qui était aussi la patrie de l'affranchi Théophane, un Grec auquel il était fort attaché, et qui avait auprès de lui beaucoup de crédit. Aussi ce fut le théâtre de Mitylène qu'il voulut imiter à Rome, mais en l'agrandissant et l'accommodant aux goûts des Romains. Malgré l'importance et la grande situation de Pompée, bâtir un théâtre avec des gradins était une innovation hardie. Déjà la tentative avait été faite et avait échoué devant la sévérité des magistrats, qui craignaient que, si le peuple pouvait s'asseoir au théâtre, il n'en voulût plus sortir. Pompée éluda la difficulté par un artifice bien ingénieux pour lui, et dont l'idée appartenait peut-être à son affranchi Théophane. Au dessus des gradins, il plaça un temple dédié à Vénus victorieuse : il fallait qu'il y eût du *victorieux* dans tout ce qui concernait Pompée. Les gradins se trouvèrent ainsi transformés en degrés du temple, la scène n'en fut plus qu'un accessoire, et les jeux, qui à Rome étaient toujours liés à la religion, purent être considérés comme faisant partie du culte de la déesse.

A en croire Varron, cité par Aulu-Gelle, Pompée, au moment de faire inscrire sur son théâtre : « pour la troisième fois consul, » aurait hésité entre *tertio* et *tertium*, « timidement, » dit Varron, comme pour indiquer que l'adversaire de César n'osait rien décider, pas même cela. Cicéron, consulté, pour ne mécontenter aucune opinion, aurait proposé d'écrire seulement *tert.* Cette anecdote de grammairien est suspecte, mais elle peint bien le caractère de Pompée, indécis dans les petites choses comme dans les grandes, et montre Cicéron tel qu'il était alors, très désireux de vivre bien avec tout le monde et de ne déplaire à personne.

Selon le précepte de Vitruve, le portique du théâtre était derrière la scène, et des rangées d'arbres l'embellissaient : il est cité comme un des lieux de promenade où se rassemblaient de préfé-

rence les oisifs de Rome. Cicéron met sur la même ligne une promenade sous le portique de Pompée et une promenade dans le Champ-de-Mars. Catulle dit à son ami Camerius : « Je t'ai cherché dans le cirque, dans toutes les boutiques de libraires, dans le petit Champ-de-Mars, dans le temple sacré de Jupiter, dans la promenade de Pompée. » Ovide en vante la fraîcheur pendant l'été; il conseille à celui qui veut plaire aux dames romaines d'aller *flâner* à l'ombre de ce portique et sous les arbres qui l'entouraient. Properce emploie à peu près les mêmes termes en indiquant qu'on s'y promenait en toilette (*cultus*); la jalouse Cynthie lui défend de se promener, élégamment vêtu, à l'ombre du portique de Pompée. Le portique de Pompée était bordé de deux rangs de platanes, parmi lesquels on avait placé des figures d'animaux; des tapisseries étaient suspendues entre les colonnes. On peut se faire une idée de l'effet qu'elles produisaient par les tentures qui ornent le portique de Saint-Pierre pendant la procession de la Fête-Dieu. Ce monument était l'orgueil de Pompée; il croyait s'être assuré la faveur du peuple de Rome en assurant ses plaisirs. Les applaudissemens qui l'accueillaient quand il paraissait dans son théâtre retentissaient encore de loin à son oreille après qu'il eut fui de Rome devant César pour n'y plus rentrer : il en rêva la veille de Pharsale; mais, toujours incertain, il douta du présage, parce que dans ce songe il ornait son temple de Vénus; il craignait que ce ne fût un signe favorable pour César, qui descendait de Vénus, et il lui sembla que ces applaudissemens résonnaient comme une plainte. « Il se revoyait jeune, dit Lucain, tel qu'il était quand, vainqueur de Sertorius, il recevait, simple chevalier, les applaudissemens du sénat. Maintenant il ne devait plus revoir sa patrie, et c'est ainsi que la fortune lui donna Rome! »

Pompée inaugura son théâtre par des jeux magnifiques, auxquels Cicéron, quittant la campagne, venait assister, non par goût pour le spectacle des combats d'animaux (on sait qu'il ne l'aimait point), mais parce que c'était faire une politesse à Pompée, et qu'il entrait alors dans son plan de conduite, tout en s'adoucissant pour César, de ne pas négliger Pompée. Dans ces jeux, on tua cinq cents lions et vingt éléphans. Le peuple, qui voyait avec plaisir mourir les hommes, s'attendrit aux gémissemens et aux attitudes suppliantes des éléphans. C'est que les hommes mouraient sans se plaindre. Les lamentations de Mme Du Barry émurent la féroce populace que ne touchait point la pieuse résignation de la reine ou la fermeté stoïque de Mme Roland. Et puis ce fut une occasion de maudire publiquement Pompée; l'irritation populaire se soulagea en s'en prenant à lui de la mort des éléphans.

Du reste, même les applaudissemens, et Pompée dut en recevoir quand il était encore glorieux et semblait puissant, retentissent tristement à notre oreille, à travers les siècles, parmi les ruines de son théâtre, car nous savons la fin lamentable qui l'attendait, et Lucain a eu raison de dire : « Pourquoi ceux qui remplissaient ton théâtre ne t'ont-ils pas pleuré? »

Qui te non pleno pariter planxere theatro?

Ces jeux ne plurent point à Cicéron, qui en ce moment était fort mécontent de Pompée et de tout le monde. On avait, selon lui, déployé un grand appareil pour peu d'effet. Il avait vu sur la scène des personnages qu'il croyait ne pas devoir s'y trouver, et cette vue l'avait indisposé contre le spectacle, les pièces et les acteurs; la gaîté manquait. Ésope ne savait pas son rôle; la mise en scène de *Clytemnestre* avec six cents mulets, les trois mille cratères du *Cheval de Troie*, le déploiement de l'infanterie et de la cavalerie lui avaient semblé ridicules. Nous reconnaissons bien Pompée dans ce fastueux étalage. Pompée voulait la dictature : son ambition, plus lente et plus douce que celle de César, comme dit Montesquieu, n'était pas moindre; seulement il désirait qu'on lui offrît la toute-puissance, que César finit par prendre; mais le sénat, et c'est là sa gloire, ne voulait pas d'un maître. Pompée employait toute sorte de ruses pour arriver au but qu'il ne devait jamais atteindre. Des tribuns qui lui étaient dévoués, sous prétexte de signes funestes, retardaient l'élection des consuls; ils prolongèrent l'interrègne de sept mois. Un d'eux proposa enfin que Pompée fût dictateur. Caton et le sénat s'y opposèrent, et Pompée alla bouder dans sa villa d'Alsium.

A mesure que son importance réelle diminuait, il prenait des airs *plus importans*. Jusqu'à son triomphe, il avait vécu simplement dans sa maison des Carines, si modestement ornée que son successeur (c'était, il est vrai, le voluptueux Antoine) s'écria : « Où donc soupait Pompée? » Mais après ce triomphe, première date du déclin de ses prospérités, Pompée renonça vite à cette simplicité qui avait jusque-là formé un honorable contraste avec les profusions de César, et il se fit construire une maison beaucoup plus belle que la première auprès de son théâtre. C'était, à vrai dire, un *suburbanum*, car le théâtre était hors de la ville, mais très voisin de la porte Carmentale. Cette résidence convenait par là même à Pompée, qui affectait de se tenir à l'écart, et il trouvait commode, pour ses menées dans les élections, de n'être pas trop en vue. Ceux dont il achetait le suffrage savaient bien l'aller trouver dans ses nouveaux jardins, où il leur en payait le prix.

En présence des incertitudes et des mollesses de Pompée, l'agi-

tation des rues durait toujours. Cela ne lui déplaisait point; il espérait que ces désordres feraient sentir le besoin de lui donner le pouvoir de les réprimer. Une telle conduite, sans lui concilier la multitude, exaspérait tout ce qu'il y avait d'honnête dans le sénat: Bibulus, le vieux Curion et d'autres, que soutenait secrètement la jalousie de Crassus, se plaignirent hautement dans la curie des manœuvres de Pompée. Pompée était absent. Huit jours après, il assista à une séance dans le temple d'Apollon. Là le tribun C. Cato lui adressa les plus vifs reproches, auxquels Pompée répondit très aigrement. Un autre jour, il était bafoué dans le Forum par Clodius et hué par sa bande. Ce calcul peu noble de Pompée devait échouer comme tous ses autres calculs; mais, s'il désirait le trouble pour en profiter, il était servi à souhait par deux hommes, Milon et Clodius, qui aspiraient, le premier à la préture, le second au consulat, et qui soutenaient leurs prétentions aux plus hautes magistratures de l'état par la violence.

C'est alors qu'eut lieu entre ces deux hommes la rencontre où Clodius fut tué. Voici comment fut amené cet événement, que le plaidoyer de Cicéron en faveur de Milon a rendu célèbre. Milon était, comme Clodius, de race sabellique; fils d'un Samnite, il avait été adopté par un Annius, son aïeul maternel. La *gens* Annia était plébéienne, et, elle aussi, sabellique, originaire de Setia, ville du pays des Volsques. C'était le plébéien Milon qui soutenait la cause de l'aristocratie et le descendant des Claudii qui l'attaquait. Du reste, les moyens employés par tous deux étaient les mêmes : l'un comme l'autre avait à ses ordres une troupe de gladiateurs; seulement, il faut le reconnaître, Milon faisait de la sienne un meilleur emploi, et c'est pour se défendre contre Clodius qu'il avait pris le parti de l'imiter.

Clodius briguait l'édilité pour échapper aux poursuites que lui attiraient ses violences. Milon, afin de l'empêcher d'être nommé, voulait qu'il fût jugé avant l'assemblée des comices. Le jour de l'élection venu, Milon se rendit à minuit dans le Champ-de-Mars avec sa bande et y resta le lendemain jusqu'à midi. Clodius ne parut point. Le consul Metellus, qui s'entendait avec lui, se retira en annonçant que, s'il y avait opposition, le jour suivant il recevrait les réclamations dans le comitium. Milon transporta sa troupe dans le Forum pendant la nuit pour y attendre Clodius; mais il apprit qu'il avait été joué, et que le consul se dirigeait, par des rues écartées, vers le Champ-de-Mars. Il l'atteignit sur le Capitole pour lui présenter son opposition. Le consul, pris en flagrant délit de perfidie, s'éloigna au milieu des insultes. Quelques jours après, Cicéron écrivait à Atticus que Milon était dans le Champ-de-Mars, et qu'à la

porte de la maison de Clodius il n'y avait qu'un ramas de gens en guenilles avec une lanterne, tandis que dormait encore Marcellus, un des candidats, car Cicéron l'entendait ronfler. La présence de Milon empêcha qu'on tînt les comices dans le Champ-de-Mars ce jour-là. Le sénat s'assembla en petit nombre. Les amis de Cicéron soutenaient que Clodius devait être jugé avant les comices, les partisans de Clodius demandaient que l'on procédât sans retard à l'élection. Cicéron et Clodius étaient en présence dans la curie : le premier parla, le second répondit. Pendant son discours, on entendit les cris des siens, qui hurlaient dans le Forum. Il n'y eut cette année-là ni jugement ni élection. Le sénat ne décida rien.

Au commencement de l'année suivante, Clodius parvint à se faire nommer édile. A son tour, il voulut accuser Milon de violences. Tous deux comparurent devant le tribunal, escortés de leurs gladiateurs. Caton et Pompée défendirent Milon. Pompée, interrompu par les clameurs des partisans de Clodius, ne se laissa point intimider; recommençant plusieurs fois son discours, il réussit à se faire écouter. Clodius parla durant deux heures, interrompu aussi à tous momens par des injures, par des quolibets et des vers satiriques sur lui et sa sœur Clodia. Pâle de colère, de sa voix furieuse, il finit par dominer les cris. Plutôt que de s'adresser à ses juges, il se tourna vers le peuple, et, montant sur un lieu élevé, probablement les marches du temple de Castor, il dit : « Qui est un autocrate impuni? Qui fait mourir le peuple de faim? Qui se gratte la tête avec son doigt? » A toutes ces questions, à d'autres encore plus injurieuses, le peuple, frémissant de rage ou éclatant de rire, répondait : « C'est Pompée! c'est Pompée! » Puis les gens de Clodius se mirent à cracher au visage de leurs adversaires; ce fut le signal d'une mêlée générale dans laquelle ils eurent le dessous et se virent forcés de vider le Forum. Dans la curie, on n'accusa ni Clodius ni Milon, mais on accusa Pompée, dont le discours avait aigri le peuple. Le sénat lui-même pardonnait tout bas à Clodius, parce qu'il gênait Pompée.

Un autre jour, celui-ci vint se défendre devant les sénateurs réunis au Champ-de-Mars, dans le temple d'Apollon. Attaqué vivement par un tribun et soutenu par Cicéron, Pompée, qui devenait énergique lorsqu'il se mettait en colère, fit entendre des menaces et s'en prit à Crassus, n'osant s'en prendre à César; mais la visite à Lucques le réconcilia avec Clodius, que protégeait César. Clodius, de son côté, se déclara l'ami et le soutien de Pompée, qu'après son enrôlement dans le parti de César il n'avait plus de raisons pour combattre. Son audace contre le sénat et les consuls s'en accrut. Un jour qu'on l'avait interrompu à la tribune, il se précipita comme

un furieux dans la curie : il fut entouré, et, doublement odieux aux sénateurs depuis qu'il prenait le parti de Pompée, il aurait pu avoir le sort de Romulus; mais la populace vint à son aide avec des cris et des torches, l'enleva du sein de la curie et le ramena au Forum en triomphe.

Par suite du rapprochement de Pompée et de Clodius, la haine de celui-ci et de Milon avait paru dormir; elle se réveilla au moment où tous deux se trouvèrent candidats, l'un à la préture et l'autre au consulat. Milon, qui était le plus riche, donnait des jeux et gardait ses gladiateurs; Clodius faisait venir de ses possessions d'Étrurie des esclaves pour les armer. Les bandes de celui qui aspirait à être le chef de la justice et de celui qui prétendait à gouverner l'état se rencontraient chaque jour et chaque jour en venaient aux mains. Les consuls ne pouvaient instituer les comices; eux-mêmes se mêlaient à ces bagarres, où l'un d'eux fut blessé.

Pompée, on le sait, aurait bien désiré qu'on lui offrît la dictature, pour pouvoir renverser la constitution sans paraître la violer. Il s'éloigna des murs de Rome pendant que deux tribuns, ses instrumens, proposaient qu'on le nommât dictateur, voulant paraître étranger à cette manœuvre. C'était encore une imitation de Sylla; mais Caton parut à la tribune et souleva l'indignation du peuple, qui menaça de déposer les tribuns. L'année précédente, un tribun, pour avoir appelé Pompée dictateur, avait failli être tué dans le Forum. Caton consentit à ce que Pompée fût seul consul. Grâce à sa coupable politique, qui consistait à empêcher sous main les élections des magistrats, pour que l'anarchie conduisît à la dictature, Rome n'avait eu pendant plusieurs mois ni consuls ni préteur. Milon et Clodius se faisaient librement la guerre dans le Forum et dans les rues. Personne ne dut être fort étonné quand on apprit qu'un de ces deux chefs de partisans avait été frappé par l'autre, et Cicéron moins que personne, car il avait écrit à Atticus : « Si Milon rencontre Clodius, il le tuera. »

Clodius était allé à Aricia pour je ne sais quelle affaire. Le lendemain, il s'était arrêté dans sa villa, voisine du mont Albain, où il devait coucher. La nouvelle de la mort de son architecte le fit partir assez tard. A peine avait-il commencé à suivre la voie Appienne, qu'il se croisa près de Bovile avec Milon. Celui-ci se rendait à Lanuvium, d'où il était originaire, pour y installer dans sa charge un prêtre de la déesse du lieu, Junon Sospita. Je crois que les deux ennemis ne s'attendaient pas à se rencontrer. Milon était en voiture avec sa femme, escorté par ses esclaves, parmi lesquels se trouvaient deux gladiateurs renommés. Dans la situation où il était vis-à-vis de Clodius, cette escorte n'avait rien d'extraordi-

naire. Clodius était à cheval, suivi de trois amis et d'une trentaine d'esclaves. Les deux adversaires s'étaient dépassés sans se rien dire. Une querelle s'engagea entre ceux qui formaient leur suite. Selon Cicéron, un grand nombre des gens de Clodius attaquèrent Milon d'un lieu qui dominait la route. Son cocher fut tué; Milon sauta à terre pour se défendre; les gens de Clodius coururent vers la voiture pour attaquer Milon, et commencèrent à frapper ses esclaves à coups d'épée. Ce fut alors que le gladiateur Birria, attaquant Clodius par derrière, lui perça l'épaule. Les serviteurs de Clodius, beaucoup moins nombreux, s'enfuirent et emportèrent leur maître dans une hôtellerie; l'hôtellerie fut assiégée par les hommes de Milon, l'hôtelier fut tué. Clodius, arraché de cet asile, fut ramené sur la route et là criblé de blessures. Milon ne fit rien pour empêcher le meurtre. On dit plus tard qu'après l'attentat il était allé dans la villa de son ennemi, qui était tout proche, pour chercher son enfant et l'égorger, que, ne le trouvant pas, il avait torturé ses esclaves; mais ces accusations n'ont aucune vraisemblance.

La suite de Clodius s'était dispersée. Un sénateur qui passait par là trouva son corps gisant sur la route, et le fit reporter dans sa maison du Palatin. La foule s'y précipita. Fulvie parut, poussant des cris et montrant au peuple les blessures de son époux. Le lendemain, la foule était encore plus grande. Un sénateur fut écrasé; deux tribuns, dont l'un, Plancus, était attaché à Pompée, firent porter le corps dans le Forum. On l'exposa, couvert de sang et de boue, devant les rostres. Les tribuns y montèrent et haranguèrent la multitude, qui, conduite par le frère de Clodius, prit le cadavre et l'alla brûler dans la curie pour braver le sénat. On forma le bûcher d'un amas de tables, de bancs et de papiers. Le cadavre ne fut qu'à demi consumé par ce bûcher improvisé, mais le feu prit à la curie. Selon Dion Cassius, il avait été allumé dans ce dessein. La curie, monument vénérable fondé par le roi Tullus Hostilius, dont il portait encore le nom, fut brûlée; avec elle brûlèrent la basilique Porcia et d'autres bâtimens voisins de la Curia Hostilia. Pendant ce temps, les tribuns continuaient à exciter le peuple et n'abandonnèrent les rostres que lorsqu'ils en furent chassés par les flammes; puis les partisans de Clodius dressèrent dans le Forum des tables pour le festin funèbre, à la lueur de l'incendie.

On nomma un *interrex;* ce fut Lépide. Comme il tardait à désigner des consuls, les satellites de Clodius, réunis à ceux des rivaux de Milon pour le consulat, Hypsæus et Scipion, assiégèrent la maison de Lépide, brisèrent les portes, entrèrent dans l'atrium, jetèrent à bas les images des ancêtres de la *gens Æmilia*, parmi lesquelles devaient se trouver celles de Paul-Émile et de Scipion

Émilien; puis, prenant les faisceaux consulaires sur le lit funéraire de Clodius, où on les avait placés, ils allèrent les porter à Hypsæus, à Scipion, à Pompée, qu'ils furent trouver dans ses jardins, ses nouveaux jardins, près de son théâtre, hors de la porte Carmentale. Avant que Milon fût durant la nuit rentré à Rome, on avait voulu brûler sa maison; mais des sénateurs et des chevaliers l'avaient défendue. Milon était brave; il osa paraître au Forum quand la curie fumait encore, pour se justifier de toute préméditation dans le meurtre de Clodius. Il accusa intrépidement les incendiaires qui l'accusaient. Deux tribuns, deux amis de Clodius, ne lui laissèrent pas achever son discours; ils se ruèrent dans le Forum à la tête d'une bande, en chassèrent Milon et son ami le tribun Cœlius. Ayant pris des vêtemens d'esclaves, tous deux parvinrent à s'échapper. Sous prétexte de les poursuivre, on entra dans les maisons particulières, on les pilla; on se jetait sur tous ceux qui étaient bien vêtus et portaient des anneaux d'or. Pendant plusieurs jours, Rome fut livrée au fer et au feu.

Pompée s'était retiré dans sa villa d'Alsium. Quand il revint à Rome, le sénat se rassembla dans le Champ-de-Mars, près de son théâtre, sans doute dans la curie qui portait son nom. C'est là que César devait être frappé. Le sénat décida qu'on donnerait la sépulture à Clodius, que la Curia Hostilia, qu'avait réparée Sylla, serait relevée par son fils Faustus, et que du nom de celui-ci elle s'appellerait cornélienne, de peur sans doute qu'elle ne s'appelât pompéienne. Effrayé du désordre populaire, le sénat semblait vouloir se réfugier derrière le nom de celui qui avait tenu le peuple sous ses pieds; mais Faustus n'acheva point la nouvelle curie, et elle ne s'appela point Cornelia. Ce retour posthume vers le nom et le souvenir de Sylla ne laissa pas plus de trace que sa sanguinaire et impuissante réaction n'en avait laissé. Pompée, qui, singulière politique pour un illustre général, jouait la peur, affecta une grande crainte de Milon. Il refusa de le voir dans ses jardins, qui bientôt ressemblèrent à un camp. Là, il délibérait avec ses amis sur ce qu'il devait faire pour sa défense et pour celle de l'état, espérant toujours qu'on lui offrirait la dictature; mais on ne la lui offrait point. Il fit répandre le bruit que Milon avait formé le dessein de l'assassiner. Un pauvre diable de victimaire ou de cabaretier du quartier étrusque affirmait que des esclaves de Milon qui s'étaient enivrés chez lui avaient avoué ce dessein, l'avaient maltraité et menacé de la mort, s'il parlait. Milon fut obligé de montrer en plein sénat qu'il ne portait point un poignard caché sous sa tunique. Pompée vint lui-même à la tribune entretenir le peuple de ses propres dangers. Ses créatures proposèrent timidement sa dictature

dans le sénat; mais cette proposition indigna tellement que Pompée fut obligé de la désavouer. Ce fut alors que l'on consentit à le nommer seul consul. C'était fort différent. Le pouvoir d'un consul n'égalait point, à beaucoup près, la puissance absolue d'un dictateur.

Depuis que Milon avait voulu être consul sans sa permission, Pompée voulait le perdre; il institua une *question* touchant le meurtre commis sur la voie Appienne; puis il désigna les trois cent soixante jurés qui devaient juger Milon et le *quæsitor* chargé de présider au jugement. Pour la première fois, le procès commença par l'audition des témoins : jusque-là elle n'avait lieu qu'après les plaidoiries; mais elle fut troublée par la fureur des amis de Clodius. Un des défenseurs de Milon se vit obligé de se réfugier dans le tribunal, et on demanda que Pompée, assis près du temple de Saturne, d'où il voyait le tumulte et semblait présider au Forum, vînt avec une force armée assurer la tranquillité des débats. Il vint en effet avec des soldats le lendemain. Ce jour-là, Rome avait un air d'émeute; toutes les boutiques étaient fermées. Pompée avait placé des soldats à toutes les issues et devant tous les temples du Forum. Cicéron prononça un discours plein d'habileté, mais où l'on sent un peu d'embarras, car tantôt il disculpe, tantôt il loue Milon d'avoir tué Clodius. On peut croire que cet embarras fut encore plus grand en présence d'une foule dans laquelle beaucoup regrettaient Clodius, et en présence de bandits contre lesquels il ne se sentait protégé que par l'ennemi de Milon. En effet, le commencement de son discours fut accueilli par d'immenses huées, et le silence ne se rétablit dans cette multitude que lorsqu'elle eut senti le fer des soldats. Cicéron put alors reprendre son exorde; mais il y avait dans cet incident de quoi troubler l'avocat.

Qu'on se figure bien la situation et le lieu de la scène. Domitius, qui préside le débat, est sur le tribunal, à la droite du Forum, devant le temple de Castor, dont trois colonnes indiquent aujourd'hui l'emplacement. Au pied du Capitole, du côté de l'Ærarium, c'est-à-dire du temple de Saturne, dont huit colonnes sont encore debout, Pompée est assis, comme la veille, entouré de soldats. En présence des lieux, on s'explique pourquoi Cicéron, s'adressant à lui, disait : « J'élève la voix pour que tu m'entendes. » En effet, il y avait entre eux plus de la demi-longueur du Forum. C'était ce même Forum dans lequel peu de temps auparavant avaient eu lieu les scènes de désordre qui suivirent la mort de Clodius; Cicéron, en l'accusant d'avoir incendié mort le temple du sénat qu'il voulait renverser vivant, pouvait montrer les ruines de la curie embrasée par ses funérailles.

On le sait, le discours que nous admirons n'est point celui que

Cicéron prononça, et probablement on peut en dire autant de la plupart de ses autres discours. En général, ils n'étaient point lus (1) et n'étaient pas non plus entièrement appris par cœur comme ceux de nos prédicateurs. Improvisés (2), au moins en partie, ils furent ensuite retouchés par l'auteur avant d'être publiés. Plusieurs allusions aux circonstances des jugemens ont dû être suggérées par l'aspect des lieux mêmes; en les voyant tels qu'ils sont, en se les représentant tels qu'ils étaient, on comprend mieux, et surtout on sent plus vivement, les mouvemens d'éloquence qu'il ont inspirés à l'orateur; on voit naître cette inspiration, on en surprend le secret. Si l'on veut se faire une idée vraie de tout l'effet oratoire produit par les discours de Cicéron, il faut placer sur cette scène, pour ainsi dire ressuscitée, les personnages qui y figurent avec leur physionomie, leur attitude; il faut voir dans le procès de Sestius un de ses témoins se lever du tabouret où il était assis près de l'accusé et jurer qu'il l'appuiera jusqu'au bout, dans le procès de Plancius une vestale sortir de sa sainte demeure pour venir embrasser son frère en pleurant devant le peuple ému de pitié et de religion, enfin, dans le procès qui nous occupe, Milon, ferme et farouche, refusant de rien faire pour attendrir ses juges, et Cicéron, éperdu, éploré, répandant devant les jurés ces larmes auxquelles dédaigne d'avoir recours la fierté de son ami.

Quand on va de Rome à Albano, on traverse le lieu de la rencontre homicide que Cicéron retrace si vivement, mais au point de vue de la défense. M. Rosa a déterminé ce lieu avec une grande précision. L'événement se passa, dit Cicéron, devant le terrain appartenant à Clodius, sur lequel il construisait une villa. Là étaient, à droite en allant à Rome, au-dessus de la route qu'elles dominaient, les substructions démesurées (*insanas substructiones*) dont parle l'orateur. Les défenseurs de Clodius cherchaient à tirer parti du hasard qui l'avait fait tomber sur cette route construite par un autre Claudius, Appius Cæcus, dont elle portait le nom, et, comme on disait, parmi les souvenirs de ses ancêtres. Cicéron répondait : « Appius Claudius Cæcus a-t-il construit cette voie pour l'utilité du peuple romain ou pour l'impunité du brigandage de ses descendans? » Et il rappelait que, sur cette même voie Appienne, lors de l'évasion

(1) On les lisait quelquefois, mais c'était une exception dont le motif est indiqué. Ainsi Suétone a soin de remarquer qu'Auguste lisait les siens : on pensait leur donner par là plus de poids; Cicéron, en parlant d'un discours prononcé par lui dans le sénat, dit q'il l'a lu à cause de l'importance du sujet : « propter rei magnitudinem *dicta de scripto est.* » (*Pr. Pl.*, 30.)

(2) L'improvisation est évidente quand Cicéron fait allusion à quelque incident imprévu des débats.

de Tigrane, confié à la garde de Pompée, le noble descendant des Claudii avait donné la mort à un honnête chevalier romain. Enfin, évoquant, lui aussi, les souvenirs que cette voie faisait naître, l'orateur attestait les tombeaux, les autels enfouis des Curiaces, qui n'existaient déjà plus de son temps, et leurs bois sacrés, que Clodius avait fait disparaître sous ses substructions insensées; il adjurait ces tombeaux, qui existaient donc alors, et dont ce passage indique où il faudrait chercher les restes; enfin il adjurait, contre Clodius, le Jupiter du mont Albain, de la belle montagne où s'élevait il y a cent ans le temple de Jupiter, et qui se dresse encore au-dessus de ce lac, le lac d'Albano, que Cicéron accusait Clodius d'avoir profané par ses coupables plaisirs. Enfin Cicéron dit que le lieu est rempli de voleurs, par où nous voyons que, de ce côté, les environs de Rome étaient encore moins sûrs de son temps qu'ils ne le sont aujourd'hui.

III.

C'est à dater du procès de Milon que le parti du sénat montre plus clairement sa défiance de César et que Pompée commence contre son habile rival cette guerre sourde et maladroite qui devait le perdre. Pendant ce consulat sans partage d'autorité, Pompée prit plusieurs mesures qui sentaient le dictateur. Il mit un frein à la parole en bornant la durée du discours des orateurs, et défendit de porter des armes dans la ville, sage mesure, mais qui ne paraît point avoir été exécutée; elle a été prise il y a quelques années par un général français à Rome, où l'usage du couteau ne rappelle que trop de nos jours l'emploi de la *sica* au temps de Clodius.

A cette même époque, César livrait des batailles plus glorieuses que celles qui ensanglantaient le Forum romain. La Gaule, presque entièrement soumise, se soulevait tout entière, unie pour la première fois sous la main d'un chef suprême, Vercingétorix. César déploya dans cette nouvelle phase de sa conquête une habileté et une activité extraordinaires, et écrasa, s'il faut l'en croire, sous les murs d'Alesia, une armée de trois cent quatre-vingt mille hommes (1). A Rome, vingt jours d'actions de grâces furent décrétés; un historien dit même soixante. Cette victoire permettait de considérer la conquête de la Gaule comme terminée, et dès ce moment la pensée constante du sénat fut d'arracher à César sa province et son armée. C'était bien ce que désirait Pompée, mais il n'osait le dire ouverte-

(1) Un capitaine digne de le juger, Napoléon, ne l'a pas cru. (*Précis des campagnes de César*, p. 110.)

ment : sa vanité d'ailleurs et son peu de perspicacité concouraient à le rassurer.

Les victoires n'étaient pas le seul moyen auquel eut recours l'ambition de César : il avait soumis la Gaule, il fallait acheter Rome. Vers ce temps, il fit deux acquisitions : l'une peu importante, celle du consul Æmilius Paullus, frère de Lépide le triumvir, dont il paya cependant sept millions et demi de francs la neutralité équivoque, et qui ne gagna même pas l'argent que César lui donnait; l'autre, très considérable, celle de l'éloquent tribun Curion, qui avait été jusque-là le plus hardi champion du sénat, et qui se vendit : triste exemple de ces défections qui affligent d'autant plus qu'elles forcent à mépriser le talent! Curion coûta à César deux millions selon Velleius Paterculus, douze millions suivant Valère-Maxime. Ce double marché fut profitable à la splendeur monumentale de Rome; Curion et Paullus employèrent une partie de ce bien mal acquis à l'orner : l'un fut l'auteur de ce double théâtre sur pivot dont les deux parties rapprochées formèrent le premier amphithéâtre romain; l'autre construisit, derrière les boutiques du Forum, une basilique qui, du nom d'Æmilius Paullus, s'appela la basilique Æmilia : deux moyens de gagner le peuple; dans ce temps-là, quand on se vendait, c'était pour l'acheter. Les deux théâtres étaient en bois, et on n'en parla plus après Curion; mais la basilique Æmilia, avec ses colonnes de marbre phrygien (*pavonazzetto*) qu'on a cru retrouver dans celle de Saint-Paul, excitait encore l'admiration de Pline. Æmilius Paullus s'était ruiné pour l'élever, il se vendit pour la continuer. La basilique Æmilia portait aussi le nom de basilique de Paullus. Il est triste d'être immortalisé par un souvenir de corruption quand on s'appelle comme Paul-Émile. Malgré les quinze cents talens reçus de César, Paullus ne put achever ce monument de sa honte : la guerre civile vint tout interrompre. Ayant abandonné le parti de César, comme il avait abandonné le parti de Pompée, il se brouilla avec son frère, qui le fit placer sur la liste des proscrits; il parvint à s'échapper et mourut obscurément dans l'exil. Son fils adoptif dédia la basilique Æmilia après sa mort.

On n'aime pas à rencontrer Cicéron dans l'histoire d'Æmilius Paullus et de sa basilique, lui qui avait gémi sur la défection d'Æmilius et de Curion. Cicéron, — dans une lettre à Atticus où il s'appelle l'ami de César, « quand tu devrais en crever de rire, » a-t-il soin d'ajouter, — parle, à propos de ce monument qu'il appelle très glorieux, des soins que lui-même a pris pour acheter le terrain destiné au forum de César. Je préférerais ne pas le voir occupé à obliger celui dont il devait applaudir les meurtriers; mais c'est, je crois, à tort qu'on lui a reproché d'avoir manié ces fonds

dont César laissait volontiers une partie dans les mains par lesquelles il les faisait passer. Dans la vie de Cicéron, il y a beaucoup de faiblesses, mais pas une trace de vénalité. Il n'était question alors que d'agrandir le Forum romain, Cicéron ne dit rien autre chose : « pour agrandir le Forum et l'étendre jusqu'à l'atrium de la Liberté, nous n'avons pas regardé à soixante millions de sesterces » (douze millions). César, proconsul de la république, ne pouvait encore mettre un forum qui portât son nom à côté de celui du peuple romain. Cela n'était possible qu'après Pharsale : aussi ne fut-il dédié qu'alors. Cependant, dès l'époque où nous sommes, César commençait à acheter le terrain destiné à son forum à venir. Si quelque chose aide à croire que dès lors César visait au pouvoir suprême, c'est bien cela. Le proconsul pouvait aussi remplacer les *septa*, où se tenaient les assemblées du Champ-de-Mars, par un édifice en marbre avec un toit et un portique de cinq mille pieds. C'est ce que César voulait entreprendre, et il avait confié encore à Cicéron l'exécution de ce projet, qui fut réalisé par Lépide. Les *septa* furent dédiés par Auguste; les comices eurent un palais de marbre avec un toit et un portique, mais bientôt on ne les rassembla plus. Afin de rassurer sur son retour et d'endormir les craintes du sénat, comme s'il n'eût dû songer désormais qu'à jouir de son repos et de sa gloire, César faisait aussi construire près de Nemi une villa qu'il fit détruire quand elle fut achevée, parce qu'elle ne se trouva pas telle qu'il l'aurait voulue, ou plutôt parce que l'effet qu'il l'avait destinée à produire était produit. Il reste de cette fantaisie toute politique, sous les eaux du lac, une construction en bois qu'on a appelée le vaisseau de Tibère ou de Trajan. Selon les habitudes que prit le luxe romain sous les empereurs, et que César lui faisait prendre déjà, il avait voulu bâtir sa villa dans le lac même, ainsi que l'on bâtit plus tard tant de villas dans la mer.

Cicéron était alors proconsul en Cilicie. Son correspondant Cœlius lui faisait parvenir les *on dit* de Rome : « on dit tout bas que César a été battu en Gaule, qu'il est entouré; le bruit s'est répandu que toi-même avais péri. » Les auteurs de cette nouvelle étaient les *subrostrani* (les oisifs qui se tenaient sous la tribune). Cœlius, pour les séances du sénat, renvoyait Cicéron à la *gazette de Rome*, dont il lui adressait plusieurs *numéros*, l'engageant à passer les inutilités qui s'y trouvaient, les listes des décès et le compte-rendu des pièces tombées. Au milieu des gorges de la Cilicie, Cicéron d'ailleurs était agréablement occupé auprès du public et auprès d'Atticus du succès de son livre sur *l'état* ou *la société politique* (c'est le vrai sens du *de Republica*). Ici le lieu de la scène est dans les jardins, nous dirions la villa de Scipion Émilien, probablement près de la porte

Capène, non loin du tombeau des Scipions. C'est le temps des féries latines. Scipion Émilien reçoit quelques amis qui pendant ces jours de loisir viennent le visiter. Quand Furius, l'un d'eux, paraît, Scipion se lève, le prend par la main et le fait asseoir sur son lit, la place d'honneur à Rome, comme le *canapé* en Allemagne; puis, lorsqu'un esclave annonce que Lælius est sorti de sa maison et vient le voir, Scipion met sa chaussure, prend sa toge et va l'attendre sous le portique. A son arrivée, il le salue ainsi que ceux qui l'accompagnent, se retourne alors, et, debout sous le portique, présente Lælius à ses autres amis. Un nouveau personnage survient, tous le saluent, et, comme on était en hiver, la grave compagnie va chercher le soleil dans un petit pré. Les interlocuteurs de *l'Orateur* avaient cherché l'ombre à Tusculum : l'ombre et le soleil jouent un grand rôle dans la vie des peuples méridionaux et en particulier des Romains.

Cicéron revint d'Asie à Rome, tout occupé de son triomphe peu mérité, dont Caton lui refusait l'innocente satisfaction, que César par lettres et Pompée de vive voix lui faisaient espérer. Cajolé par les chefs des deux partis, sans influence sur l'un ni sur l'autre, il se flattait de la paix, qui était devenue impossible, et aspirait au rôle de médiateur, qu'il n'était pas en mesure de jouer. On vint en foule à sa rencontre, et son entrée, dit-il, fut aussi belle qu'il pouvait le désirer; mais il tomba dans le feu de la discorde civile. Le moment suprême de la vieille constitution était proche; la lutte allait s'engager entre la république et l'empire, entre Rome et César, entre la liberté, mal protégée contre la tyrannie des factions, et le pouvoir absolu d'un maître. La liberté était malade, elle allait mourir. Il était clair pour quiconque avait les yeux ouverts que César était son ennemi; mais comment la sauver de César? Si César eût été un Washington ou un citoyen de l'ancienne république romaine, à l'expiration de son commandement il fût rentré dans Rome comme un simple citoyen, protégé seulement par sa gloire et son immense popularité; mais on ne pouvait attendre cela de lui, et il semblait sage de ne pas le pousser à bout. C'est pourquoi Pompée appuya la demande que fit César d'être nommé consul, quoique absent. Cependant on comprit bientôt le danger qu'il y avait à le laisser revenir à la tête de son armée victorieuse, entouré de la faveur populaire, revêtu du premier pouvoir de l'état : c'était lui livrer la république. Pour la conserver, il fallait à tout prix lui enlever sa province et son armée; mais ce parti violent donnait à la cause de l'ennemi de l'état une apparence d'équité : on s'y prenait trop tard ou trop tôt; on devançait l'événement pour prévenir le danger. Après avoir laissé César grandir et se fortifier, on

voulut tout à coup l'arrêter et le détruire; on le mit dans la nécessité qu'il attendait de dominer pour se conserver et d'attaquer pour se défendre.

Le rappel de César devint la grande question; il fut soutenu par le consul Marcellus, ennemi acharné de César, et combattu par son collègue Sulpicius. Pompée était absent, ce qui le dispensait de se prononcer. Quand il reparut dans la curie, son langage fut évasif : il était embarrassé de son personnage, car il avait l'Espagne pour cinq ans au même titre que César avait la Gaule, et cela par la violation d'une loi dont lui-même était l'auteur. Curion, vendu à César, ne paraissait point l'être; Marcellus ayant demandé que César déposât son commandement, Curion approuva Marcellus, mais demanda que Pompée déposât le sien. Cela fit hésiter le sénat, qui ne décida rien. Pompée s'en alla en Campanie; il y tomba malade, peut-être de dépit. Quand il revint après sa guérison, tout le long de la voie Appienne, il fut accueilli par des signes d'allégresse. Dans tous les lieux qu'il traversait, on offrait des sacrifices sur son passage, on le recevait avec des couronnes et des flambeaux, on lui jetait des fleurs; ces hommages achevèrent de lui tourner la tête et de l'aveugler. En arrivant à Rome, il déclara qu'il était prêt à renoncer à sa province et ne doutait pas que César en fît autant. Curion répondit à Pompée qu'il fallait donner l'exemple en exécutant ce qu'il promettait. Personne n'était de bonne foi, chacun des deux rivaux voulait tromper l'autre, et Curion comptait peut-être sur le refus de Pompée pour autoriser celui de César. Pompée montra de l'humeur et se retira dans sa villa albaine, s'éloignant selon son usage quand il était mécontent. Le sénat s'assemble en son absence; la proposition de Curion, repoussée d'abord, est enfin acceptée. Marcellus sort furieux en s'écriant : « Eh bien! que César soit votre maître! » Curion alla dans le Forum, où l'on savait déjà ce qui s'était passé dans la curie; il fut reçu avec des applaudissemens, et quand il eut déclamé en chaud républicain contre la tyrannie de Pompée, on le reconduisit à sa maison en lui jetant des fleurs, comme on en jetait naguère sur la voie Appienne à ce même Pompée.

Le bruit se répandit dans Rome que César avait passé les Alpes et marchait sur la ville; Cicéron même le crut déjà à Plaisance. Cette nouvelle, qui causa un grand effroi, était de celles qui ne sont pas encore vraies, mais qui ne tardent pas à l'être. Pompée était toujours hors de la ville; les consuls se rendirent auprès de lui, Marcellus lui remit un glaive en lui disant : « Nous t'ordonnons d'aller combattre César; nous te donnons le commandement des troupes qui sont en Italie et le pouvoir d'en lever d'autres autant que tu le

jugeras convenable. » Pompée répondit : « J'obéirai aux consuls, » et il ajouta : « S'il est nécessaire, » soutenant son personnage de modéré irrésolu jusqu'au bout. Curion, après avoir démenti le faux bruit de l'arrivée de César, après s'être plaint des armemens que la république faisait pour sa défense, après avoir, comme tribun, défendu d'obéir aux consuls, retourna vers César : il avait bien gagné son argent.

Le dénoûment approchait. Antoine était tribun, comme Curion l'avait été; son langage au Forum fut encore plus violent contre Pompée, ce proconsul d'Espagne qui campait aux portes de Rome avec une armée. Pompée commençait à craindre César, mais trop tard, comme disait Cicéron. On n'avait rien fait pour le désarmer, on n'avait su que l'irriter; cela ne lui donnait aucun droit, mais lui créait une grande force. De Ravenne, il se mit à traiter avec le sénat et lui fit connaître par une lettre ses conditions : Pompée et lui déposeraient le pouvoir proconsulaire, mais jusqu'à l'élection des consuls on lui laisserait deux légions, la Gaule cisalpine et l'Illyrie, au moins l'Illyrie et une légion. Si le sénat acceptait, César, sûr d'être nommé consul, ayant pour lui la faveur de l'armée et du peuple, était le maître, et la république romaine avait cessé d'exister. Tous ceux qui ne voulaient point d'un maître, qui voulaient conserver la constitution de leur pays, quoique ébranlée, et sa liberté, quoique orageuse, tous ceux-là devaient repousser des conditions qu'un général, quelque habile et quelque heureux qu'il eût été, n'avait nullement qualité pour imposer. Cette lettre était une sommation à Pompée de déposer le pouvoir, une promesse en ce cas de le déposer également, et, si Pompée n'y consentait point, une menace de venir à Rome venger les injures faites à lui, César, et à ses amis. On refusa d'abord d'entendre la lecture de la lettre; deux tribuns qui appartenaient à César, Cassius Longinus et Antoine, en obtinrent la lecture : elle fut regardée avec raison comme une déclaration de guerre à laquelle il n'y avait pas à répondre. Ici commence une suite de délibérations orageuses dont le lieu n'est point indiqué, et qui durent se passer dans différens temples, peut-être dans la curie de Pompée; la Curia Hostilia, incendiée aux funérailles de Clodius, n'était pas encore relevée. Il semblait que le sénat, quand la dernière heure de son importance politique était près de sonner, en fût averti par le sort qui lui enlevait le lieu ordinaire de ses réunions : la curie n'existait plus, et bientôt le sénat n'existerait plus que de nom. Dans ces séances agitées, un petit nombre de voix s'élevèrent en vain pour que l'on donnât du temps à César, qu'on cherchât à s'entendre avec lui. Toute entente était impossible entre ceux qui voulaient conserver la constitution et celui qui la minait depuis

si longtemps et avait résolu de la renverser. Enfin le sénat, sur la proposition de Scipion, beau-père de Pompée, décréta que César eût à revenir au terme qui lui serait fixé, sans quoi il serait considéré comme ennemi de l'état. Les deux tribuns voulurent user de leur droit d'intercession pour empêcher l'effet de la loi; on n'en tint compte. Le mot sacramentel des grands périls et souvent des grandes violences fut prononcé : « que les magistrats avisent,... la république est en danger. »

A ce moment, aucune vie n'étant plus assurée, les consuls invitèrent les tribuns à se retirer. Antoine, toujours plein d'audace, s'élance de son siége au milieu de l'assemblée et proteste contre cette atteinte portée à l'autorité du proconsul, disant que les auteurs du décret qui vient d'être rendu doivent être chassés de la curie comme des homicides et des scélérats, annonçant la guerre, les exils, les proscriptions, et dévouant aux puissances infernales les auteurs de tant de maux; puis il sortit avec Cassius et Curion. Un détachement de pompéiens entourait la curie; ils furent obligés de revêtir des habits d'esclaves pour se sauver, et allèrent trouver César dans une voiture de louage. Pompée, que l'*imperium* retenait hors des murs de la ville, n'avait pas paru dans le sénat. Rome, par son ordre, se remplit de soldats, protection dangereuse de la liberté : aussi n'entend-on pas parler en ce moment d'assemblée au Forum; le Forum est muet, tout se passe dans le sénat. Le sénat fut convoqué hors de la ville, probablement dans la curie de Pompée, près de sa maison. Cette fois Pompée parut, approuva tout, et sembla plein d'espoir; le trésor public fut mis à sa disposition. Caton tança vertement le préteur Roscius, qui demandait qu'on envoyât une députation à César. Les principaux sénateurs se rendirent dans diverses parties de l'Italie pour lever des troupes et recueillir de l'argent. Cicéron choisit la côte de Campanie, où il avait des propriétés et où étaient sa villa de Cumes et sa villa de Pompéi.

César avait passé le Rubicon et semblait marcher sur Rome. La terreur y était grande; les prodiges abondaient, on pressentait la fin de la république, on voyait déjà César vengeant ses injures par des proscriptions et livrant à ses Gaulois le Capitole; les grands personnages s'enfuyaient dans leurs villas, et des gens sans aveu accouraient dans Rome pour aider à la piller. Telle était la physionomie de la ville, *forma urbis* (1). La maison de Pompée était assiégée par les sénateurs; chacun lui apportait une nouvelle, tantôt rassurante, tantôt alarmante; chacun lui adressait une excitation ou un reproche. Cicéron, qui de loin partageait toutes ces alternatives

(1) « Formam mihi urbis exponas. » (*Ad Att.*, VII, 12.)

de confiance et de découragement, a peint la politique de Pompée en deux mots : « timidité et confusion (1), » et l'état de Rome en disant : « Tout est plein de terreur et d'aveuglement (2). » Il y a de ces momens pour les peuples.

Sans attendre César, qui était encore loin, Pompée déclara le siége du gouvernement transporté à Capoue, et, sur un faux bruit de l'approche de César, quitta précipitamment Rome avec les deux consuls et toutes les autorités, sans prendre le temps d'emporter le trésor. Rome est livrée à elle-même et dans une situation où elle ne s'était jamais vue jusque-là; Cicéron a justement appelé ce départ, auquel il tenta de s'opposer, une fuite très honteuse : *fugam ab urbe turpissimam*. Les inquiétudes de ceux qui demeuraient étaient affreuses, le désespoir de ceux qui s'éloignaient fut profond; pendant toute la nuit, ils errèrent tumultueusement dans la ville; le matin, ils allèrent dans les temples, invoquant les dieux, les priant, baisant le pavé (on se croit dans la Rome de nos jours) et pleurant leur patrie, qu'il fallait quitter. « Il y eut beaucoup de larmes aux portes, dit Dion Cassius; les uns s'embrassaient et saluaient Rome encore une fois, les autres pleuraient sur eux-mêmes et mêlaient leurs prières à celles de leurs amis qui partaient; on criait à la trahison et on en maudissait les auteurs. Vous eussiez dit deux villes et deux peuples, l'un en marche et en fuite, l'autre abandonné qui restait pour mourir. »

César laissa Rome sur sa droite, et, suivant la côte, alla chercher Pompée à Brindes. Pompée ne l'attendit pas et passa en Épire, où César, qui n'avait point de vaisseaux sous la main et ne voulait pas que l'armée d'Espagne pût menacer la Gaule et l'Italie, s'abstint de le suivre : il jugea plus prudent de revenir à Rome préparer les moyens de le vaincre. Cette marche de soixante jours à travers l'Italie presque sans coup férir, les troupes et les généraux envoyés contre lui passant de son côté, ressemble beaucoup à la marche en vingt jours de Cannes à Paris; cependant elle est moins merveilleuse. Il y a entre elles une autre différence : César était bien coupable, car il marchait sur Rome au mépris des lois; mais il ne venait pas jouer le sort de son pays contre l'Europe, encore sous les armes, hélas! et, malgré des prodiges de résistance, y amener l'ennemi.

A Rome, César convoqua ce qu'il appelle dans ses mémoires le

(1) « Nihil esse timidius constat, nihil perturbatius. » (*Ad Att.*, VII, 13.)

(2) « Plena timoris et erroris omnia » (*ibid.*, 12). L'aveuglement de Cicéron lui-même, hélas! était bien grand, car il se flattait encore de jouer le rôle de conciliateur, et demandait à Atticus de lui envoyer le livre de Démétrius Magnès sur *la Concorde* pour y chercher des argumens. (*Ad Att.*, VIII, 12.)

sénat, c'est-à-dire les poltrons et les traîtres à la république qui n'avaient pas suivi les consuls et Pompée. Dans un discours conservé par lui, il se plaignait beaucoup de ses ennemis; mais parce qu'un général a de justes sujets de mécontentement, son mécontentement lui donne-t-il le droit d'attaquer à main armée les autorités régulièrement constituées et la constitution elle-même? Quoi que pût dire César, sa présence à Rome était un crime contre l'état (*violata respublica*).

Sur sa route et à son arrivée, par cette clémence calculée, *insidiosa clementia*, disait encore Cicéron, dont César savait toujours se servir à propos, comme en Gaule il se servit plus d'une fois de la cruauté, il eut bientôt rassuré ceux qui craignaient de voir dans cet ambitieux sans colère un furieux comme Marius. César pourtant montra que la violence ne lui coûtait rien lorsqu'elle lui était utile, et que les scrupules religieux ne l'arrêtaient point. Le trésor de l'état, qui s'appelait le « trésor très saint, » était renfermé dans l'Ærarium, attenant au temple de Saturne, dieu de l'âge d'or, âge où l'on ne volait point; mais l'âge d'or était passé, et les deux Marius avaient donné l'exemple du pillage de l'Ærarium. César ordonna que le trésor lui fût livré; le tribun Metellus eut le courage de se placer devant la porte du temple. César, peu clément ce jour-là, le menaça de le tuer, ajoutant : « Tu m'appartiens, toi et tous ceux qui se sont armés contre moi. » Il était difficile de fouler aux pieds plus insolemment tout droit. Les consuls, dans leur simplicité, avaient pris la précaution d'emporter la clé du trésor; César fit briser les portes. Si jamais il y eut vol, et vol avec effraction, ce fut ce jour-là. Le vol du trésor, les menaces de meurtre adressées au tribun firent un certain effet sur le peuple, qui s'irritait encore de la tyrannie en la subissant. Le sénat de César lui-même laissa voir quelque humeur, car César partit pour l'Espagne très mécontent de lui. De retour à Marseille, César apprit qu'il avait, selon son désir, été nommé dictateur de la manière la plus illégale; mais qu'importait la légalité? Le temps du droit était passé sans retour. Il fut plusieurs fois dictateur et plusieurs fois consul. Ces titres étaient peu sérieux. César fut le maître absolu de Rome jusqu'au jour où il tomba : il n'y a que cela de réel pour l'histoire.

César avait laissé Antoine à Rome pour y commander en son absence; celui-ci y avait étalé ses vices et avait paru en public précédé par les licteurs, accompagné de la courtisane Cytheris et de bouffons. Il est fâcheux que Cicéron raconte gaîment avoir assisté à un souper où était cette femme. César ne fit aucun reproche à Antoine : Antoine était dévoué, et en fait de mœurs César n'avait pas le droit de se montrer sévère. Revenu à Rome pendant un court séjour, il promulgua plusieurs lois empreintes de cette modération

qui ne justifie point le despotisme usurpé, mais qui honore l'usurpateur sans l'absoudre. On s'attendait qu'il abolirait les dettes; il ne le fit pas, et seulement adoucit la condition des débiteurs. Il distribua du blé à la multitude et se paya de ses dons avec les *ex-voto* des temples : ce ne fut pas là son plus grand crime. Quand il partit pour aller s'embarquer à Brindes, le peuple l'accompagna en criant : « La paix! » La guerre civile allait commencer, et les enfans, divisés en pompéiens et césariens, se battaient dans les rues de Rome.

Cicéron était bien embarrassé. Fallait-il suivre Pompée, qui avait livré Rome, déserté l'Italie, et duquel il n'attendait rien de bon? « Tous deux veulent régner, » disait-il avec raison. Fallait-il attendre César, qui apportait certainement la servitude et dont la clémence (1) le rassurait peu, car Curion l'avait averti qu'il ne devait pas s'y fier (2)? De plus, il traînait avec lui six licteurs auxquels il ne voulait point renoncer et qui embarrassaient sa fuite. Incertain de la conduite à tenir, il s'occupait à écrire en latin et en grec les motifs de partir et les motifs de rester. Dans ses lettres, Cicéron nous peint par ses propres inquiétudes ce qui se passait à Rome dans bien des âmes. Beaucoup se disaient ainsi que lui : Que va-t-il advenir? que veut Pompée? pourquoi a-t-il fui devant César? que fera César? que deviendront nos villas? Comme lui, on était tenté d'aller rejoindre Pompée, et l'on ne partait point : on avait une Tullie, un Atticus, une fille, un ami, qui tantôt vous exhortaient à faire votre devoir, tantôt vous conseillaient d'attendre et de voir comment les choses tourneraient. César ne demandait à Cicéron que la neutralité; mais c'était lui demander de s'annuler. César eût bien voulu le voir à Rome dans son sénat de renégats : ceci était trop honteux, et Cicéron, qui correspondait avec le vainqueur, le suppliait de l'en dispenser. Il avait d'abord eu l'intention de renvoyer sa femme et sa fille à Rome; mais il jugea que cela ferait parler et paraîtrait un premier pas vers son retour, et il y renonça. En attendant, il formait le projet de visiter l'une après l'autre ses villas, qu'il avait désespéré de revoir; mais il ne sortait point de ses perplexités et ne pouvait s'arrêter à aucun parti. Rome lui apparaissait, au milieu de son incertitude, sous les aspects les plus contraires. Tantôt c'était une ville sans lois, où il n'y avait plus ni tribunal ni droit, une ville abandonnée au pillage et aux incendies; tantôt il s'écriait : « Et cette ville est debout! les préteurs y jugent, les édiles y préparent des

(1) Elle charmait les municipes (*Ad Att.*, VIII, 16); mais quel droit avait César de pardonner? « Sa clémence même fut insultante, » dit Montesquieu.

(2) Curion lui avait dit : « César n'est pas clément par nature; la clémence est pour lui un moyen de popularité; le jour où il cessera d'être populaire, il sera cruel. » (*Ad Att.*, X, 4.)

jeux, les gens honnêtes y enregistrent les intérêts payés de leur argent! » Enfin il se décida, par point d'honneur, à rejoindre Pompée avec la conviction qu'il courait à sa perte.

Dans le camp de Pompée, il trouva une apparence de Rome : les consuls, la majorité des sénateurs, un grand nombre de chevaliers, les envoyés de diverses villes de Grèce et d'Asie. Plusieurs de ces rois dont on voyait toujours quelques-uns à Rome complétaient la ressemblance, et Pompée pouvait croire, comme il le crut en effet, que Rome l'avait suivi. Le camp de Pompée était le refuge de l'émigration républicaine; on y trouvait toutes les illusions des émigrés : César allait être abandonné de ses troupes, bientôt réduites à mourir de faim! On se donnait des airs de Sylla et on se répandait en menaces à exécuter quand on serait revenu à Rome; on s'y croyait presque déjà. Les pompéiens, qui transportaient dans leurs tentes de Pharsale les recherches de la vie élégante de Rome, espéraient les y retrouver bientôt; sûrs de la victoire, ils couronnaient leurs tentes de lauriers et par avance faisaient louer des maisons dans le beau quartier, se partageaient les dignités de la république, se disputaient le titre de grand-pontife porté par César, dont Lentulus s'adjugeait par avance les jardins et les villas; il y joignait la maison d'Hortensius, et disposait même de celle du prudent Atticus. Cicéron, mal vu pour sa lenteur à rejoindre son parti, ne jouant aucun rôle dans la guerre, reportait aussi, mais plus tristement, sa pensée vers Rome, où ses affaires étaient comme toujours assez dérangées, où ses créanciers devenaient importuns, où il ne trouvait personne qui voulût acheter ses terres, où sa fille, ruinée par un époux prodigue, était dans la gêne, où il craignait toujours que sa chère maison et ses chères villas ne fussent confisquées.

Je n'ai pas à raconter cette campagne d'Épire et de Thessalie dans laquelle César, battu d'abord à Dyrrachium, sut tirer parti de ce revers en le pardonnant à ses soldats et en leur faisant attendre comme une grâce l'occasion de le réparer, — dans laquelle Pompée, plein tout à la fois de confiance et d'irrésolution, quand son plan était d'affamer et de lasser l'armée de son ennemi, se laissa entraîner à une bataille qui fut la mémorable défaite de Pharsale. Pompée était vaincu et avec lui toute chance de liberté détruite : non que ses intentions fussent meilleures que celles de César, lui aussi voulait la toute-puissance; seulement il attendait toujours qu'on la lui offrît, et César attendait le jour où il pourrait la prendre. Pompée, grand général si l'on veut, mais pauvre politique et mauvais citoyen, était cependant le dernier espoir et comme le dernier asile de la république. Il eût sans doute cherché à la détruire, s'il eût triomphé : il rêvait la dictature de son maître Sylla; mais son inhabileté eût

mis des obstacles à sa coupable entreprise. La prodigieuse habileté de César triompha de tout. L'un et l'autre jouaient le même jeu; seulement César jouait bien et Pompée jouait mal. César ne fit pas une faute, et Pompée n'en manqua pas une.

Le parti vaincu à Pharsale était le bon parti, celui de la constitution, qu'il fallait réformer, transformer, s'il était possible, et non détruire, car en la détruisant on créait le pouvoir absolu, le mal sans remède. La corruption était partout, chez les *nobiles* comme chez les hommes nouveaux. Les premiers comptaient pourtant dans leurs rangs quelques honnêtes gens : ils avaient Caton, la vertu même; dans le parti contraire, je ne puis découvrir un honnête homme. Et il ne faut pas que ce mot *nobiles* fasse illusion; cette aristocratie n'était point fermée; la naissance n'était nullement nécessaire pour y prendre place et y jouer un grand rôle : Marius, Cicéron, Pompée même le prouvent assez. Il n'y avait alors à Rome nul privilége, nulle inégalité; toutes les fonctions étaient accessibles à tous. Les justes droits de la vraie démocratie n'étaient donc point en cause, et quant à ce que l'on confond souvent avec eux, l'empire de la multitude, il n'était que trop grand, car c'est par lui, comme il arrive presque toujours, que devait s'établir le despotisme.

Après Pharsale, Cicéron revint en Italie avec une précipitation que lui-même s'est amèrement reprochée, profondément découragé, désespérant de l'avenir, fort inquiet de la manière dont il serait traité par César et de l'opinion qu'on allait avoir de lui, attendant avec impatience le moment de rentrer à Rome, cette ville où il avait fait de grandes choses, où il retrouverait son ami Atticus et ses livres, ces autres vieux amis. Il y arriva enfin après s'être arrêté quelque temps dans sa villa de Tusculum, où sa femme vint le retrouver, se plongea et, comme il le disait, se cacha dans l'étude des lettres, cette consolation à laquelle il fut toujours sensible, mais qui ne lui avait pas toujours suffi. Maintenant il se rejetait sur la littérature, dans laquelle il croyait par momens trouver un repos agréable et complet; mais on sent que c'était un pis aller. Au sein de l'étude, il regrettait l'éloquence, la curie, le Forum, où il n'y avait plus de place pour lui; Cicéron revenait à la philosophie comme le joueur revient à sa maîtresse; lui aussi, ayant perdu la partie, s'écriait : *O ma chère Angélique!*

Pendant ce temps-là, César battait les pompéiens en Afrique, et Caton échappait à la servitude par la mort. En Asie, César triomphait de Pharnace avec une rapidité qu'a immortalisée un mot célèbre : « je suis venu, j'ai vu, j'ai vaincu. » A Rome, toutes les haines n'étaient pas désarmées, puisque ses amis lui écrivaient de ne point débarquer à Alsium, dans la villa de Pompée, car là on pourrait lui faire un mauvais parti. César écouta leurs conseils et prit terre à

Ostie. Peu de jours après que Caton était mort pour demeurer libre, Cicéron, moins héroïque, tout en écrivant un livre à la louange de Caton, se consolait en soupant, c'est lui qui nous l'apprend, chez les vainqueurs. « Que faire? ajoutait-il; il faut se conformer au temps (*tempori serviendum est*). » Cicéron, et cela le relève un peu, ne pouvait éteindre dans son âme faible, mais naturellement généreuse, le sentiment de sa déchéance. Vers la même époque, il écrivait à un de ses amis : « Tu me parles de Catulus et de ces temps, qu'y a-t-il aujourd'hui de semblable?... Nous étions à la poupe et tenions le gouvernail; aujourd'hui à peine avons-nous une place dans la sentine du vaisseau. » Il ajoute tristement : « La face de Rome est changée, on ne trouve plus dans l'*urbs* aucune *urbanité;* elle prend un aspect étranger, toute remplie qu'elle est de Transalpins, de Gaulois qui portent des braies. » Il a le projet de quitter Rome et d'acheter près de Naples une villa pour s'y retirer. « A quoi sert d'aller au sénat? Tandis que je suis les débats du Forum ou que j'écris, j'apprends qu'on a reçu en Arménie, en Syrie, un sénatus-consulte pour lequel on dit que j'ai voté et dont je n'ai jamais entendu parler. » Les sénatus-consultes se fabriquaient chez César. A cet enjouement douloureux succédait l'amertume de l'humiliation, que les lettres d'Atticus cherchaient à adoucir. « Quand je les lis, lui écrivait Cicéron, je rougis moins de moi-même (*minus mihi turpis videor*). » Ce sentiment de tristesse se retrouve dans le traité de Cicéron sur les *orateurs illustres*, auquel il a donné le nom de *Brutus*. La scène de ce dialogue entre Brutus, Cicéron et Atticus est à Rome, dans le jardin de Cicéron, au-dessous d'une statue de Platon. Cicéron y fait l'histoire de l'éloquence romaine, maintenant muette; il déplore d'être né trop tard et d'être tombé dans cette nuit de la chose publique.

En effet, César était tout-puissant. Pompée était mort en Égypte et Caton dans Utique. La sépulture de Pompée est près de Rome. Avant d'entrer dans Albano, on voit, à gauche, le squelette d'un grand tombeau qui était revêtu de marbre; il est, selon Nibby, disposé comme un bûcher à quatre étages. On donnait parfois aux tombeaux cette apparence de bûcher : fut-elle choisie à dessein pour consoler l'ombre du grand capitaine qui, sur la plage d'Égypte, n'avait eu pour bûcher funèbre que quelques planches d'une vieille barque échouée comme sa fortune, auxquelles avait mis le feu la main d'un affranchi fidèle? Cornélie apporta d'Égypte les cendres de ce cadavre dont la tête manquait : elle avait été coupée par un traître et portée à César dans Alexandrie. César avait d'abord considéré cette tête avec attention pour s'assurer qu'on ne le trompait point, puis, se détournant, avait répandu des larmes, qu'en dépit de Lucain je crois sincères. César ne jouait pas la comédie pour

rien : le spectacle de cette fin misérable d'une destinée mêlée à la sienne dut le toucher; d'ailleurs

..... *Il est aisé* de plaindre
Le sort d'un ennemi quand il n'est plus à craindre.

César fit brûler la tête avec des parfums et ordonna que les cendres fussent placées dans un sanctuaire élevé par lui, devant la porte d'Alexandrie, à Némésis, la déesse inexorable qui abat toutes les grandeurs et qui devait bientôt abattre la sienne. En Égypte, des mains pieuses, celles de l'affranchi Philippe et d'un ancien questeur de Pompée, avaient construit pour ce qui restait de son cadavre, qu'ils brûlèrent après l'avoir retiré du Nil, où il avait été jeté, un petit monument sur lequel on traça cette épitaphe : « pour celui qui avait des temples, quel pauvre tombeau! » C'est de là que Cornélie avait apporté les os de son époux dans le magnifique sépulcre d'Albano. Pompée vint donc reposer près de cette villa où il était allé si souvent chercher un asile contre les agitations de Rome, porter ses rêves ambitieux et ses éternelles incertitudes. Il avait désiré que les cendres de Julia y fussent déposées; mais le peuple les avait mises au Champ-de-Mars, dans la tombe des Jules : pour le peuple, elle était moins la femme de Pompée que la fille de César. Aujourd'hui, dans le tombeau destiné à Julia, une autre épouse déposait les restes de Pompée.

Pour Caton, aucun monument ne rappelle à Rome cette mort admirable, ce suicide que Dante, le grand poète catholique, n'a pas osé condamner, accompli avec un calme, une sérénité, une douceur qui élève l'âme et l'attendrit. Ce suicide fut cependant une erreur; tout n'était pas perdu par la prise d'Utique. L'Espagne et une armée restaient aux fils de Pompée; César, victorieux et tout-puissant, se crut obligé d'aller en personne les soumettre. Dans cette dernière lutte, la victoire et la vie faillirent lui échapper. Caton aurait dû être là; mais il avait cru la liberté anéantie et l'avénement du pouvoir d'un seul établi sans retour. Il faut tâcher de comprendre que pour une âme fière comme la sienne c'était la dernière des hontes; il n'avait pas voulu la voir. Après avoir tout disposé pour la fuite de ses amis et s'être occupé d'eux jusqu'au dernier instant, au sortir d'un souper rempli par de graves et calmes entretiens, il s'était retiré dans sa chambre, avait lu le *Phédon*, s'était endormi jusqu'à l'aube et alors s'était tranquillement percé de son épée; puis, ses amis et son fils étant accourus, l'ayant trouvé encore vivant et voulant le secourir, il avait déchiré ses entrailles et l'appareil mis sur sa blessure, sans emportement, mais parce que, Rome recevant un maître, il avait résolu de ne plus vivre. Tout cela s'était passé dans une petite ville d'Afrique; mais il n'y a rien de plus romain dans

l'histoire de Rome. D'ailleurs à Rome le souvenir de Caton est partout : dans le Champ-de-Mars, dans le Forum, où il combattit de ses discours et de sa personne la démagogie, qui, comme toujours, préparait la tyrannie, où il brava les fureurs et les insultes de la populace, et se fit traîner un jour de la curie à l'arc de Fabius, la plus grande longueur du Forum; — dans la curie, où il éleva souvent sa voix austère contre les corruptions aristocratiques qui déshonoraient la liberté, sans être lui-même, et c'est là pour moi sa grandeur, jamais disposé à l'abandonner; — au Capitole, où il appuya de sa parole le courage que Cicéron montra cette fois contre l'abominable parti de Catilina; — enfin jusqu'au comitium, dans lequel il joua philosophiquement à la balle le jour où un autre que lui fut nommé préteur. Quand César envoya insolemment son ultimatum au sénat, Caton déclara dans la curie qu'il aimerait mieux mourir que se soumettre à ces conditions.

Tel fut Caton, inflexible et immuable jusqu'à la fin parmi la mobilité des hommes et des événemens. *Nemo mutatum Catonem toties mutata republica vidit*, a dit Sénèque. Sénèque, serviteur trop dévoué de l'empire et apologiste trop complaisant d'un empereur, a rendu justice à Caton. « Les uns, dit-il, penchaient pour César, les autres pour Pompée; Caton seul était avec la république. » Salluste, qui du moins savait admirer les vertus qu'il ne pratiquait pas, le césarien Salluste a fait de César et de Caton un parallèle qu'il termine ainsi : « Caton aimait mieux être que paraître honnête. » Horace, l'aimable courtisan d'Auguste, a célébré l'âme inébranlable et la noble mort de Caton; il pensait sans doute à l'oncle de son ancien général Brutus en peignant l'homme juste et ferme en son propos dont ni l'emportement d'une multitude voulant l'injustice, ni un tyran qui menace, ne font sortir l'âme de sa ferme assiette; *mente quatit solida*. Les historiens de tous les temps (hors le nôtre, j'en suis fâché pour lui) se sont inclinés avec respect devant ce type de la virilité morale.

Un dernier trait du caractère de Caton : il y avait dans cette âme si forte un grand fonds de tendresse, qualité si rare chez les Romains; il adorait son frère et montra un vrai désespoir quand il le perdit. Ceux à qui déplaît la constance dans les sentimens, ceux qu'irrite la fermeté du caractère, qui jugent habile d'abjurer à propos des convictions gênantes, trouvent que Caton était un esprit borné, parce qu'il a conservé les siennes : ils en ont fait une espèce de fou chimérique; mais, je l'ai déjà dit, nul ne fut plus clairvoyant que Caton : il avertit Pompée de son aveuglement quand il appuyait la démagogie de César; il lui prédit qu'en grandissant César il se perdait, et dix ans après Pompée avoua que Caton avait eu raison. A ceux qui redoutaient les divisions de César et de Pompée, il ré-

pondit avec un grand bon sens que c'était leur union qu'on devait craindre. Tous deux voulaient la ruine de la république; lui, qui voulait la conserver, résista à tous deux, sans se faire illusion sur les dangers qu'elle courait, mais ne croyant pas, parce que la liberté était en péril, qu'il fallait la trahir, y renoncer parce qu'elle était déréglée, la tuer parce qu'elle était malade.

Je demande au lecteur la permission de placer ici quelques vers qui résument la politique de Caton, et désignent nettement le point de vue moral où il faut se mettre, selon moi, pour juger l'histoire des derniers temps de la république romaine. Ils font partie d'un ouvrage sorti des mêmes études, et dans lequel j'ai cherché à faire revivre, avec leur physionomie vraie, le temps et les hommes. J'ai pu y développer ce qu'il ne m'était permis que d'indiquer ici, et il complète pour cette époque, par l'histoire romaine hors de Rome, l'histoire romaine à Rome.

CATON.

Quand j'ai vu clairement le chemin du devoir,
J'y marche, et par-delà je ne veux plus rien voir.
Des hommes, des partis, que fait l'ingratitude?
D'un peuple fatigué que fait la lassitude?
Est-ce pour le succès qu'on est honnête? et rien
Fera t-il que le bien soit mal et le mal bien?
Que l'avenir inspire espoir ou défiance,
Cela n'a rien à faire avec la conscience.
Mais nul ne veut vraiment la grandeur de l'état!
Mais chacun songe à soi! — Que m'importe? Un soldat,
Lorsqu'il voit que l'armée éprouve une défaite,
Doit-il abandonner son poste, ou tenir tête
A l'ennemi vainqueur jusqu'au dernier moment,
Et mourir ignoré sur le retranchement?
Rome de liberté, dit-on, n'est plus capable.
S'il en était ainsi, Rome serait coupable;
Elle serait punie et l'aurait mérité.
Mais faut-il pour cela trahir la liberté?
Parce qu'autour de moi je la vois menacée,
Est-elle donc moins sainte au fond de ma pensée?
C'est le contraire, et plus je la sens en danger,
Plus je sens qu'il la faut défendre ou la venger (1).

Un historien anglais d'une grande modération, M. Merivale, a écrit ces paroles : « On enterre les morts, et d'autres vivent à leur place; mais quand la liberté est enterrée, rien ne vit plus. » Je termine ici l'histoire de la république romaine, car, le sénat vaincu et Caton mort, pour employer un mot de notre temps et d'un homme qui est aujourd'hui l'honneur et l'espoir de la tribune française, M. Thiers, « l'empire était fait. »

J.-J. AMPÈRE.

(1) *César, scènes historiques*, p. 149.

LES

IDÉES LIBÉRALES

ET

LA LITTÉRATURE NOUVELLE

DEUX PUBLICISTES.

I. — *Études et Portraits politiques*, par M. P. Lanfrey; 1 vol. in-8°.
II. — *Le Progrès*, par M. Edmond About, 1 vol. in-8°.

Ce qui arrivera de notre temps et de notre pays, la bien-aimée France, l'héroïne et quelquefois la victime de toutes les expérimentations publiques, — la prévoyance la plus sûre d'elle-même n'oserait le dire, tant une fortune variable nous promène à travers tous les contrastes et toutes les réactions. Certes cette France mobile, en apparence inconséquente et toujours irrésistible, est bien faite pour étonner par l'imprévu de ses évolutions. On la croit en pleine sécurité, en pleine et définitive possession d'une vie libre, et tout d'un coup elle tombe dans quelque fondrière inaperçue; elle se prend à oublier tout ce qu'elle pensait, tout ce qu'elle sentait la veille, ne demandant qu'un pouvoir fort pour la protéger, n'aspirant qu'aux douceurs du repos absolu et du silence. C'est à peine si pour le moment elle peut souffrir l'indépendance et le mouvement de l'esprit. On croit que, fatiguée d'agitation, ayant retrouvé enfin l'ordre auquel elle aspirait, bien protégée, bien gardée et largement pourvue de tout ce qui est luxe ou bien-être, elle va se reposer indéfiniment sans songer à rien, et aussitôt elle se relève, elle s'inquiète,

ou si elle ne s'inquiète pas, elle sent tout au moins se remuer en elle des désirs nouveaux, si bien que celui qui aurait vu la France il y a douze ans et qui la reverrait aujourd'hui se demanderait si c'est la même nation. Ce contraste est peut-être le phénomène actuel le plus saillant et le plus curieux. On n'en peut plus douter en effet : si grandes qu'aient été dans ces dernières années les révolutions d'intérêts et d'aspect matériel, il y a un changement bien autrement grave qui s'accomplit par degrés dans l'atmosphère morale. Ce n'est nullement une métamorphose capricieuse et inconséquente de génie et d'idées, et c'est bien moins encore un artifice de *vieux partis;* c'est tout simplement la France qui revient à elle-même, qui se retrouve avec la vivacité de son tempérament souple et énergique. Elle s'intéresse de nouveau à ses propres affaires, aux directions de sa politique et aux choses de la pensée, à tout ce qui fait la dignité de la vie et à tout ce qui en fait le charme. Les fantômes se sont évanouis, elle n'a plus peur du mouvement, ni des journaux et de leurs polémiques, ni même des brochures de M. Proudhon. Le spectacle tranquille du développement des prospérités matérielles ne lui suffit plus, et elle n'a pas assez des inaugurations de boulevards grandioses. Le débat public de ses intérêts l'attire, et les luttes de l'esprit, de la science, ont pour elle un attrait excitant. Que des conférences libres s'ouvrent quelque part, formant une sorte d'enseignement indépendant à côté de l'enseignement constitué, on se presse, on accourt, même en payant et en payant de meilleur cœur encore quand c'est un moyen d'attester une sympathie pour une grande et noble cause. Il y a des livres qui deviennent tout à coup des événemens, il y a des fêtes littéraires auxquelles on prend goût et qu'on recherche. C'est un réveil, c'est peut-être le commencement d'une efflorescence nouvelle, et comme ce mouvement, plus instinctif encore que précis, a son sens politique, il a aussi sa signification dans l'ordre intellectuel.

Il ne faut pas s'y méprendre : cette sorte de renaissance, qui est un pressentiment, a tous les caractères d'une transition, elle en a les inconvéniens et les avantages. Si l'essence du génie et des instincts de la France est restée entière et vivace, que de choses sont changées, moins encore peut-être au point de vue politique que sous le rapport littéraire, au point de vue de la formation du talent et de son action! Nous avons traversé et nous n'avons point entièrement dépassé une crise qui a transformé toutes les conditions de l'esprit, qui a commencé par la confusion et le trouble en créant, au lendemain d'une période privilégiée d'activité et d'éclat, une indéfinissable atonie, où les idées semblaient perdre de leur puissance, où tous les groupes se dissolvaient, où la vie morale et lit-

téraire se fractionnait à l'infini, où l'énergie de l'intelligence paraissait languir sans direction et sans appui. — Ce n'est pas qu'il y eût une éclipse de talent, que les sources de l'esprit fussent taries, et que nous fussions destinés à mener le deuil de toutes nos grandeurs littéraires, comme nous en avons été bien des fois menacés, comme chacun de nous a pu le craindre aux heures de découragement. Le talent n'avait point disparu, il y en avait au moins autant le lendemain que la veille; mais tout était pour le moment moins favorable, et les intelligences se sentaient dans une sorte d'isolement au sein de la dispersion universelle.

La compensation de ce mal de la dispersion et de la confusion, qui a été la dangereuse faiblesse de notre temps, c'est que les esprits vraiment bien doués se trouvaient contraints à un sérieux effort sur eux-mêmes pour garder leur intégrité. Ils ont eu à se refaire une éducation intérieure sur toute chose. S'ils n'avaient plus pour les stimuler et les soutenir l'influence d'une atmosphère propice, l'appui des groupes et des écoles, où les forces se doublent par la solidarité dans l'action et dans le succès, ils avaient l'indépendance, où se retrempe la virilité. S'ils ne vivaient plus dans une de ces époques faciles où la route est toute tracée, où la médiocrité elle-même prospère quelquefois dans la marche commune, ils étaient heureusement obligés, à leurs risques et périls, de se frayer une voie à travers les débris de doctrines, d'institutions qui encombraient leur siècle. Ce qui est vrai pour les talens qui se sont élevés depuis quinze ans et qui s'élèvent encore tous les jours, c'est qu'ils sont conduits par une fatalité de situation à ne plus accepter des idées toutes faites, à ne plus subir des fascinations consacrées, à s'émanciper des banales complaisances, à ne plus recevoir enfin l'héritage des hommes et des choses qu'avec le droit d'une révision indépendante. Il faut nécessairement qu'ils se refassent une conscience, une pensée, un jugement : œuvre difficile sans doute, ingrate souvent, semée de piéges et de tentations, mais qui n'est pas sans noblesse, qui est toujours faite pour tenter les âmes viriles, et où les esprits peuvent retrouver avec une originalité nouvelle les moyens d'un ascendant rajeuni. C'est là peut-être l'idéal compliqué et sévère des générations peu favorisées qui, succédant à des époques brillantes, qu'elles ont vues s'évanouir sans avoir pu y jouer un rôle, se trouvent jetées avec leurs incertitudes et leurs impatiences dans le tourbillonnement des transitions morales et intellectuelles. On s'est plaint quelquefois de tout ce qui a manqué à ces générations, de leurs faiblesses et de leurs entraînemens; il faudrait plutôt s'étonner de ce qu'elles ont gardé de séve et de tout ce qu'elles ont tenté, de cette lutte intime et obscure dans des condi-

tions ingrates, de ce travail qui fait que, le jour où l'instinct public se réveille, il se trouve des talens variés, habiles, prêts à reprendre l'œuvre en apparence interrompue, remuant à leur tour les problèmes de la science, de l'histoire, de la philosophie, de la politique, auxquels le monde ne cesse un instant de s'intéresser que pour y revenir bientôt avec une ardeur plus vive.

Que cette littérature, qui est aujourd'hui en voie de formation, ait déjà ses caractères et ses mœurs où les influences du temps ont laissé leur empreinte, que chez ceux qui aspirent à entrer dans ces légions nouvelles ou qui en sont les héros il y ait parfois un mélange d'indécision et d'audace, parfois de la présomption, du scepticisme et une certaine crudité intempérante de pensée ou d'observation, ce n'est point peut-être un phénomène extraordinaire dans une société momentanément alanguie et livrée à toutes les inspirations positives. Il y a aussi sans nul doute des esprits sérieusement doués et ouverts à une inspiration morale supérieure. M. Lanfrey est un des jeunes représentans de ces générations qui s'élèvent, et c'est justement parce qu'il a en quelque sorte le tourment de cet idéal dont je parlais, parce qu'il prend au sérieux le rôle intellectuel de la génération à laquelle il appartient, que l'auteur des *Études et Portraits politiques* est un des jeunes écrivains les mieux faits pour être les témoins de leur temps. Ce n'est point un nouveau venu d'hier; il a déjà fait plus d'une tentative ou livré plus d'un combat dans cette carrière de l'homme studieux et réfléchi à la recherche de la vérité dans l'histoire comme dans la politique. Un des traits de son esprit, c'est l'ardeur résolue de la conviction, la netteté vigoureuse et indépendante de la pensée. M. Lanfrey a commencé il y a bientôt dix ans, si je ne me trompe, par une étude sur *l'Église et les Philosophes au dix-huitième siècle* (1), une œuvre d'histoire passionnée où il y avait une certaine âpreté de jeunesse, une verve impétueuse dans l'interprétation et la défense des idées du dernier siècle. Lui aussi, comme bien d'autres, avant de s'engager plus avant dans les luttes de notre époque, il a voulu remonter à la grande source d'où tout découle, le bien et le mal, et après bien d'autres il a écrit un *Essai sur la révolution française*. Ce n'est point une œuvre d'historien, c'est un exposé des dogmes, des idées, des conquêtes définitives de la révolution française, et en évoquant ce redoutable passé l'auteur ne cache pas qu'il y cherche l'éclaircissement des mystérieux problèmes qui nous divisent encore, qu'il a toujours le regard tourné vers le temps présent. En entrant dans cette étude, il se souvient qu'il a coudoyé le tribun Gracchus Ba-

(1) Voyez sur ce livre la *Revue* du 15 mai 1855.

beuf, le publiciste Marat, Péthion roi de Paris, qu'il a cru vaguement reconnaître l'accent de Vergniaud, le geste de Danton, la sentimentalité et les conceptions étroites de Robespierre. Lorsque s'est élevée plus récemment cette autre grande question de la papauté temporelle qui s'agite encore et dont la solution est, à ce qu'il semble, plus facile à entrevoir dans la théorie que dans la pratique, M. Lanfrey a écrit une *Histoire politique des papes*. Je ne parle pas d'un livre qui est une sorte de roman de philosophie ou d'observation morale, de certaines *Lettres à Everard*, méditations d'une couleur un peu sombre et d'un pessimisme parfois un peu extrême.

C'est dans cette suite de travaux que s'est formé un talent nerveux et habile, dont le dernier et le meilleur fruit est sans nul doute ce livre d'*Études et Portraits*, aussi substantiel de pensée que brillant de forme. Ce n'est pas que dans ces divers essais qui analysent, qui jugent des livres éminens tels que l'*Histoire du Consulat et de l'Empire*, ou qui font revivre certaines figures telles que Carnot, Armand Carrel, Daunou, M. Lanfrey recherche le pittoresque, l'éclat des descriptions ou la finesse nuancée des dissertations psychologiques. Sa forme naturelle est celle de la discussion philosophique et politique; mais c'est une discussion animée, pleine de feu et de verve, hardie dans ses procédés et ses déductions, et c'est de la condensation des traits, de l'analyse morale que l'auteur fait jaillir la vérité d'une époque ou d'une figure. Tout ce qui est détail, anecdote, particularité intime, disparaît dans ce que j'appellerai le drame des opinions ou l'anatomie philosophique des événemens. Par la nature des sujets qui passent devant lui, qu'il touche à l'empire avec M. Thiers, à la révolution avec Carnot, à la monarchie de juillet avec Armand Carrel, à des questions plus récentes avec M. Guizot ou M. Proudhon, M. Lanfrey se trouve conduit à envisager presque tout entier, du moins dans ses phases critiques et décisives, le cours de l'histoire contemporaine depuis les grandes dates de la fin du dernier siècle. Parmi ces *études*, toutes n'ont pas sans doute un égal intérêt; il en est qui ne sont que des fragmens de polémique relevés de la poussière des combats d'hier; d'autres, comme celle sur Armand Carrel, sont des études d'une large et supérieure critique, d'une fermeté et d'une élévation singulières, et dans son ensemble ce livre est certainement un de ceux qui décrivent avec le plus d'animation saisissante, non les vicissitudes et les accidens dramatiques, mais le sens général de l'histoire de notre temps.

L'auteur des *Études et Portraits politiques* n'est point un historien, disais-je, quoiqu'il s'attache à saisir le caractère des événemens et que son regard ne se détourne pas de cette réalité vivante;

ce n'est pas non plus un philosophe, quoiqu'il cherche de préférence dans les révolutions les principes et les idées, ni un écrivain littéraire facilement subjugué par le côté esthétique des choses. C'est un publiciste, et c'est précisément en cela que son talent est bien le fils de la société où il vit et des mouvemens intellectuels les plus récens. Qu'est-ce donc que cette société nouvelle telle qu'elle tend à se dégager de plus en plus et à se former? C'est un monde qui ne s'est point subitement métamorphosé sans doute dans ses mobiles permanens et dans ses tendances générales, mais qui s'est prodigieusement élargi et modifié dans ses cadres, dans ses perspectives et dans toutes ses conditions morales ou matérielles, — un monde qui n'exclut pas assurément les plus savantes et les plus patientes recherches de l'histoire, ni les plus hautes spéculations d'une philosophie désintéressée, mais où les loisirs sont rares, où les goûts sont multiples, où les questions se pressent, où la vie est dévorante et rapide, où la littérature devient l'expression complexe de ce mouvement nouveau en même temps que l'auxiliaire, la complice d'une pensée universelle toujours en travail.

Qu'est-ce donc aussi qu'un publiciste? C'est un écrivain particulièrement des temps nouveaux, un homme qui, sans être exclusivement un historien ou un philosophe, est souvent l'un et l'autre, qui mêle la philosophie, la littérature et l'histoire, rassemblant sous une forme saisissante et rapide tous les élémens des questions à mesure qu'elles se succèdent, condensant parfois en quelques pages la vie d'une époque ou la vie d'un homme, suivant d'un esprit préparé par l'étude les luttes de l'intelligence, les évolutions de la pensée aussi bien que les événemens, mettant enfin un art invisible dans cette œuvre toujours nouvelle d'un enseignement substantiel et varié. De ce travail incessant que reste-t-il? Bien des fragmens disparaissent sans doute dans le tourbillon de tous les jours; il en reste assez pour former toute une littérature qui est peut-être la forme la plus originale de l'intelligence de notre temps. Il y a eu en effet, et sans sortir de notre siècle, des momens où l'imagination avait plus de fécondité et d'éclat, où l'intelligence littéraire se concentrait dans des œuvres plus achevées, plus savamment coordonnées. Je ne sais s'il y a eu bien des époques où se soient rencontrés à la fois plus de publicistes habiles à la discussion, plus d'esprits brillans ou sérieux portant dans l'étude courante des choses une sagacité délicatement ou énergiquement pénétrante, et l'auteur des *Études et Portraits politiques* est de cette légion nouvelle.

Je ne dis pas que dans cette carrière, qui a ses hasards, M. Lanfrey n'aille parfois, avec une intrépidité un peu dangereuse, jusqu'au bout de sa pensée, qu'il n'ait des vivacités extrêmes de ju-

gement, que ses exécutions sommaires soient toujours le dernier mot de l'équité appliquée aux affaires humaines. L'auteur des *Etudes* a ce qu'on pourrait appeler des lignes droites : il y a des considérations politiques et littéraires dont il tient peut-être peu de compte, ou qu'il méconnaît; mais ce qui fait le charme sévère de son talent, c'est qu'il entre dans l'étude de l'histoire contemporaine avec ces deux choses que rien ne remplace, un sens supérieur de la moralité humaine et un goût viril, réfléchi et ardent de la liberté. C'est avec ces deux flambeaux, dont la lumière est trop souvent obscurcie, que M. Lanfrey pénètre dans ce prodigieux amas d'événemens, mêlés de tant de grandeur et de tant de désastres, de tant d'héroïsme et de si crians excès. Il y a bien des années déjà, M. Royer-Collard représentait le dernier demi-siècle, à partir de la révolution française, comme une grande école d'immoralité. Ce n'est pas certainement l'humiliant privilége de ce demi-siècle; d'autres périodes, sans avoir les mêmes grandeurs, n'ont pas été des écoles de morale, et M. Royer-Collard, après tout, se servait d'une expression grossissante pour caractériser d'un trait une époque où tout a pu arriver, où tout est arrivé en effet, où la conscience publique a plié également, et souvent sans protester, sous les catastrophes les plus diverses. C'est pour que cette école d'immoralité ne se perpétue pas par une sorte de transfiguration des faits, que celui qui raconte, devenant juge, est tenu, sous peine de se faire complice, de mesurer les événemens à la règle souveraine de la justice et du droit, non selon le succès et la durée.

Quelle que soit en principe la légitimité de la révolution française, cette légitimité ne suffit pas à couvrir les excès, les crimes qui ont été commis en son nom, qui se sont parés du voile trompeur de la nécessité, et qui se sont mis quelquefois à l'abri sous la probité reconnue des hommes. Carnot est justement un des témoins qu'invoque M. Lanfrey en étudiant sa vie. C'est assurément un des hommes les plus intègres, les plus dévoués, et qui en même temps, membre du comité de salut public, prête sa signature à des exécutions contre lesquelles son honnêteté se révolte en secret, qu'il ne ratifie, comme on l'a dit pour expliquer sa conduite, que pour ne pas affaiblir le gouvernement, pour ne pas rompre le lien de solidarité du terrible comité devant l'ennemi. Les services rendus par Carnot comme organisateur militaire, sa probité et son désintéressement privé, suffisent-ils à absoudre ces ratifications muettes par patriotisme, ce stoïcisme singulier qui livre les victimes pour ne pas élever une voix discordante au sein du comité? « Que cela soit d'une grande âme, dit M. Lanfrey, je le veux bien;... mais supposez que Carnot, au lieu d'être un héros, n'eût été qu'un caractère pusilla-

nime, comment se serait-il conduit dans ces circonstances et dans les occasions si nombreuses où il ne refusa pas sa signature? Il n'eût pas agi autrement qu'il n'a fait..... Si une telle réhabilitation est acceptée, il ne faut plus parler de morale politique. » Poursuivons encore : certes Napoléon a surchargé la France de grandeur et de gloire au point de fasciner les regards du monde, et cependant ni gloire, ni grandeur, ni éblouissemens, ni prodiges du génie ne suffisent à absoudre dans l'histoire des actes comme l'exécution du duc d'Enghien et la guerre d'Espagne. Il n'est point de résolution humaine, si protégée qu'elle soit par les prestiges du génie, par les complaisantes nécessités d'état ou par une prétendue fatalité, qui ne vienne se heurter contre une puissance supérieure devant laquelle elle reprend son vrai caractère; cette puissance, c'est la loi morale. C'est là une vieille histoire, direz-vous; nous n'avons plus rien à voir dans le passé, occupons-nous de nos propres affaires et de notre vie présente. — Détrompez-vous : ce sont vos affaires plus que vous ne le pensez. Vous êtes-vous jamais demandé ce que les excès, les violences, les entraînemens d'arbitraire, les attentats contre le droit d'un homme ou d'un peuple ont jeté dans notre vie de troubles et d'obstacles contre lesquels nous nous débattons encore sans en soupçonner souvent la nature et les causes? Juger pour ce qu'elles sont ces scandaleuses violations de la loi morale dans l'histoire, c'est apprendre à ne plus les subir. M. Lanfrey, et c'est son mérite, a un instinct très haut, très fier, presque intraitable, de cette moralité, en dehors de laquelle la force et le hasard, de quelque nom qu'ils se déguisent, sont les dangereux maîtres des hommes.

Il y a chez l'auteur des *Études et Portraits* un autre sentiment profond et vif qui trouve son complément et sa règle dans cet instinct de la moralité dans l'histoire et dans la politique : c'est le goût, l'intelligence de la liberté, et ce n'est pas sans raison que M. Lanfrey dit dans une page qui ouvre ses essais : « Je n'ai pas été sans payer aussi mon tribut au goût de notre génération pour les apologies. Ces travaux, de ton et de sujets si divers, ont tous été écrits à la louange d'un seul et même personnage. Par lui, ce livre a son unité ni plus ni moins qu'une fiction, car chacun de ces fragmens ne reflète qu'une seule image, et par lui j'aurai eu, moi aussi, mon héros! Mon héros, c'est la liberté... » Il faut s'entendre sur ce mot, qu'il est de bon air d'invoquer, que tout le monde met sur son drapeau, car il est bien clair aujourd'hui que tout le monde n'aime et ne veut que la liberté, même ceux qui la tiendraient éternellement en lisière dans la prévoyante pensée de la préserver des faux pas. Ce que j'appelle le goût sérieux et réfléchi de la liberté, c'est le sentiment des conditions nécessaires sans lesquelles il n'y a point

de vie réellement libre. La liberté, elle n'est point certainement dans les diminutions inintelligentes du pouvoir là où le pouvoir a un rôle naturel et légitime, mais dans tout ce qui étend la sphère de l'action indépendante de l'homme, dans tout ce qui fortifie l'initiative et les garanties individuelles, dans tout ce qui réduit cette tutelle ombrageuse et absorbante de l'état, qui dévore les gouvernemens eux-mêmes. Au fond, c'est là le vrai et simple libéralisme, celui auquel se rattache M. Lanfrey. De là les sévérités de l'auteur des *études* pour le consulat et l'empire, où tout se tient à ses yeux, où entre le commencement et la fin il ne distingue pas ces nuances qui ont pourtant quelque degré de vérité, où tout réside dès le premier jour dans ce pouvoir absolu, conçu et servi par le génie, qui conduit logiquement, fatalement à l'absorption de tous les droits politiques à l'intérieur et à la dictature à l'extérieur, c'est-à-dire à la mort sous le poids des impossibilités nées de son principe même; de là encore l'antipathie de l'auteur pour les doctrines et la politique du jacobinisme dans la révolution d'autrefois aussi bien que pour les doctrines du socialisme dans les temps nouveaux. C'est un jeune girondin jugeant les événemens à cette mesure, pour ce qu'ils ont fait en faveur de la liberté, dans leur rapport avec ce grand principe qui a inspiré et dominé la révolution française, et sans lequel l'égalité elle-même n'est qu'un élément de servitude.

Sentiment supérieur de la moralité humaine, goût de la liberté, ce sont là les deux choses qui se retrouvent dans cette critique philosophique et politique, qui font son originalité et lui donnent un accent d'indépendance poussé parfois jusqu'à une certaine verdeur d'expression, et si on reproche par instans à l'auteur la sévérité de ses jugemens, il répondra que « par ce temps de critique relâchée ce qui semble excès de rigueur pourrait bien n'être que stricte justice. » Ce que le jeune écrivain poursuit donc dans l'histoire comme dans le présent, c'est la prédominance de la loi morale et de la liberté. Il a certes choisi deux clientes qui ont le droit de ne s'abaisser devant rien, ni devant le génie, ni devant le succès. Ce sont les deux nobles ouvrières de toutes les grandes choses qui se font dans le monde, et sans elles rien ne se fonde, rien ne dure; le progrès lui-même, le tout-puissant progrès, est diminué dans sa signification et redevient, je le crains, cet assemblage assez confus, un peu subalterne, auquel M. Edmond About vient de chanter un hymne en cinq cents pages, — l'hymne d'un homme positif, spirituel, content de lui et assez habile pour ne se brouiller ni avec la république, ni avec les puissances du jour, en remuant toutes les questions de liberté et de progrès. On est ici, si je ne me trompe, dans une atmosphère bien différente de celle où se complaît l'énergique

et sérieuse pensée de M. Lanfrey; on est avec un écrivain qui veut s'amuser et amuser en mettant en roman les problèmes politiques et les chiffres eux-mêmes. C'est là, au demeurant, ce livre du *Progrès*, où il y a un peu de tout, où l'auteur entreprend d'éclairer et de conduire le monde en l'égayant.

De ces jeunes écrivains qui ont grandi depuis moins de quinze ans, M. Edmond About est assurément un des plus brillans, des mieux armés et des plus heureux. Né dans l'Université, nourri de sérieuses études, il a secoué un jour cette enveloppe classique comme il aurait dépouillé la robe du professeur, et il est resté un esprit hardi et piquant, ayant l'allure indisciplinée d'un émancipé de la veille, aimant le bruit et le cherchant, libre de crainte et d'enthousiasme. Il est entré dans la vie littéraire en se jouant, et le succès qu'il a trouvé au premier pas, il l'a obtenu aux dépens de cette pauvre Grèce, qui avait pourtant donné l'hospitalité à ses jeunes années. Ce fut sa première œuvre et ce fut son coup de maître. Depuis ce moment, M. Edmond About a multiplié les tentatives dans la satire et dans le roman, au théâtre et dans la polémique politique. Il n'a point été également heureux dans toutes ses campagnes littéraires; mais il a rencontré chemin faisant assez de succès et assez de défaites pour se créer une personnalité distincte. Le roman surtout l'a tenté, et assez récemment encore il racontait cette étrange histoire de *Madelon*, où un réalisme d'une crudité sinistre apparaît à travers tous les pétillemens d'un sarcasme audacieux. M. Edmond About, sans avoir une invention féconde, a certainement la hardiesse de l'observation et le don du récit. C'est un conteur facile, léger et éblouissant d'ironie. Un des côtés les plus curieux de cet esprit cependant, une des choses qui expliquent le mieux comment, à travers toutes les aventures littéraires, il revient sans cesse à la politique ou à un certain genre de politique, écrivant tantôt *la Question romaine*, tantôt *le Progrès*, c'est qu'au fond il est moins encore un romancier qu'un polémiste.

Le vrai romancier a un bien autre caractère : il est tout entier à son observation et s'absorbe dans son œuvre; il dépouille en quelque sorte sa personnalité pour vivre de la vie des personnages qu'il met en scène, pour s'identifier avec eux, et ne leur prêter que les passions, les sentimens, le caractère et le langage de leur rôle. Il arrive ainsi quelquefois, par la puissance de l'observation et de l'imagination désintéressée, à un degré de vérité saisissante qui fait du roman la simple et fidèle peinture de la vie humaine. M. Edmond About n'est point, lui, de cette nature d'artistes désintéressés qui s'effacent dans leur œuvre; il a au contraire une personnalité impatiente de paraître, de piquer la curiosité et de prospérer. Il

parle par la bouche de ses personnages, il met son cachet dans leur manière de sentir et d'agir, il les promène d'une main ironique. Toutes les fantaisies de son esprit, ses préoccupations du moment, passent dans ses fictions. Si peu qu'on l'en prie, il mettra en roman et avec la même verve courante le drainage des landes ou les merveilles de l'association agricole. Une raillerie légère, mordante, subtile et quelquefois prétentieuse est le trait essentiel de son talent. C'est une nature de polémiste qui passe de la politique à la littérature, de la fantaisie d'imagination à l'économie rurale ou sociale, de la guerre de broussailles à la réorganisation de l'Europe. Il en résulte que ses romans sont quelquefois des traités d'économie publique et que ses livres de politique sont des romans. M. Edmond About se croit évidemment le fils le plus direct et le plus légitime de Voltaire. Un fils, c'est un peu trop; un petit-fils, c'est beaucoup dire encore; un neveu, un arrière-neveu, on peut l'admettre, et c'est ainsi que par droit de famille *l'Homme aux quarante écus*, cette boutade étincelante de raison et d'ironie, qui avait déjà inspiré à l'auteur des *Mariages de Paris* l'histoire des *Échasses de maître Pierre*, se trouve aujourd'hui reprise et délayée dans *le Progrès!* Seulement *l'Homme aux quarante écus* tenait en quelques feuillets; *le Progrès* se déroule en cinq cents pages! Cinq cents pages de gaîté et d'amusement sur le budget, sur la part contributive des citoyens, sur la répartition du travail et sur le mécanisme administratif! M. Edmond About craint un peu de ne pas réussir et de n'être pas pris au sérieux parce qu'il ne *fait pas bâiller*. « Le Français, dit-il, veut être assommé, comme le lapin demande à être écorché vif : il n'estime pas ceux qui l'amusent. » Il n'est point certainement nécessaire d'instruire en ennuyant son monde, et l'esprit n'est jamais de trop, même dans les discussions les plus sérieuses. Qui sait pourtant si le badinage prolongé sur des questions qui ne prêtent pas absolument à rire ne finit pas par produire le même effet que la gravité prétentieuse?

Le malheur de M. Edmond About en réalité, ce n'est pas de traiter d'une plume vive et légère les affaires sérieuses de son temps, c'est de ne point atteindre autant qu'il le croit à son idéal d'agrément, de laisser dans l'esprit une impression tourbillonnante et confuse, d'exagérer certaines choses, d'en oublier beaucoup d'autres, de se perdre dans mille détails et de ne point faire avancer notablement en fin de compte le problème qu'il traîne après lui de sa verve fringante et agile. Qu'est-ce donc que ce livre du *Progrès?* C'est un hymne mêlé de chiffres et de calculs. M. Edmond About s'est dit sans doute que pour intéresser des hommes comme nous, des citoyens d'une société affairée, il fallait entrer dans le vif de

toute chose, et il s'est mis à nous parler commerce, industrie, budget, procédés agricoles, association, chemins de fer, colonies, et le reste. C'est un homme singulièrement instruit, plein de connaissances variées, et d'abord il commence par une profession de foi quelque peu présomptueuse peut-être. « L'école à laquelle j'appartiens, dit-il, se compose d'esprits positifs, rebelles à toutes les séductions de l'hypothèse, résolus à ne tenir compte que des faits démontrés. » M. Edmond About, pour ne point sortir du domaine des faits naturels et démontrés, vous dira donc ce que c'est que le budget et en quoi il se décompose, quelle est votre part personnelle et distincte de contribution, ce que vous payez pour la liste civile, pour l'armée, pour la magistrature, pour votre préfet, pour les arts, pour l'Institut, pour le garde champêtre, pour l'exécuteur des hautes œuvres : 3 francs pour ceci, 5 francs pour cela, 20 centimes pour le bourreau! Il vous dira bien d'autres choses, ce que vous payez si vous consommez du sucre indigène, ce que doit et peut dépenser chaque ménage de campagne, ce que le purin a de vertu pour les terres, comment le progrès peut s'accomplir par l'association, qui centuple la richesse publique, par l'assainissement, qui diminue la mortalité, par le développement de l'initiative individuelle substituée à l'action de l'état, par les chemins de fer, qui multiplient les communications. M. Edmond About vous dira tout cela, et son idéal de progrès n'est point après tout d'un ordre démesuré : c'est un omnibus. « En vérité, je vous le dis, l'omnibus n'est pas seulement une voiture à quatre roues, c'est le char du progrès, le symbole de l'association pacifique fondée sur la liberté. On y entre quand on veut, on en sort sans demander la permission de personne, tous les voyageurs ont les mêmes droits... Le conducteur, autorité modèle, obéit poliment au public qui le nourrit... Ce fonctionnaire tout privé n'a pas d'opinion, ne fait pas de zèle, ne commet pas d'abus, attendu que l'omnibus est une association étrangère à la politique et à toutes ses absurdes conséquences. Comprenez-vous maintenant pourquoi les émeutiers, gent stupide et brutale, préludent toujours au renversement des lois par la culbute des omnibus? »

Ce livre est vraiment plein de choses instructives et inattendues. Je ne méconnais pas assurément la haute signification morale de l'omnibus, ainsi troublé dans sa modestie par ce dithyrambe humoristique. Je ne me méprends pas du tout sur la part qu'ont dans le progrès général et définitif tous les avantages partiels et matériels qu'énumère la verve un peu prolixe de M. Edmond About. Que l'association transforme et accroisse la richesse publique, que la mortalité diminue encore après avoir diminué depuis un demi-siècle, que les perfectionnemens agricoles et le bien-être se déve-

loppent dans les campagnes, que les chemins de fer et les fils électriques arrivent jusqu'aux derniers confins de la France et de l'Europe, ce seront de grands biens sans doute. Est-ce là cependant tout le progrès? S'il n'était que cela, il n'enflammerait pas tant d'esprits généreux, toujours occupés à en rechercher les lois et les conditions; il perdrait la signification qu'il a pour les intelligences viriles, — celle de l'élévation graduée du niveau moral parmi les hommes, du développement de la justice parmi les peuples, de la prédominance croissante du droit sur la force. Il n'y a plus de doute alors, le chiffre de la production et de la consommation est la mesure du progrès! M. Edmond About, de sa plume preste et tranchante, a révélé lui-même la faiblesse de son ouvrage en disant : « Vous remarquerez peut-être, si vous lisez ce livre jusqu'au bout, que j'évite le mot *devoir*, quoiqu'il soit très sonore, très clair et très noble. C'est que je me suis interdit la plus furtive excursion dans la métaphysique. » Voilà le devoir exilé dans la métaphysique, dans le domaine des choses non démontrées! Toute une partie morale de la civilisation disparaît comme une excroissance inutile, et c'est ainsi que cette liberté même, qui est l'idée-mère du livre de M. About, — puisque c'est par la liberté, par l'émancipation de l'initiative individuelle que l'auteur d *Tolla* cherche le progrès, — c'est ainsi que cette liberté devient un fait subalterne, matériel, un moyen de dégager le bien-être universel, de tirer le meilleur parti possible « d'une humble condition et d'une courte vie. » C'est ainsi en même temps que cette œuvre sur *le progrès* est un mélange singulier où circulent une multitude d'idées justes ingénieusement mises en lumière, et où l'ensemble est indigeste et confus. Dans cette carrière où il prodigue une impatiente activité, et où il sème les fruits de son imagination, M. Edmond About a trouvé déjà plus d'une mésaventure, sans compter le demi-succès qui attend vraisemblablement *le Progrès*. Jeune, hardi, gai, aimant l'aventure, il n'a pas toujours réussi auprès de la jeunesse elle-même, et il ne s'est pas demandé d'où lui venaient ces soudaines bourrasques d'impopularité littéraire. Il y a eu bien des causes peut-être; il y en a une qui tient au talent de l'auteur du *Roi des Montagnes :* c'est qu'avec de la netteté, de la sûreté et de la verve, il n'a pas ce qui attire, ce qui popularise un écrivain se servant de l'imagination pour répandre une idée sérieuse. Son talent pétille sans éclairer et sans échauffer; il s'agite sans émouvoir, parce qu'il a plus d'habileté, de subtilité et de sécheresse que de passion et d'élan. Avec ses éclats d'ironie, ses saillies étincelantes, c'est un esprit d'un ordre moyen, de l'ordre positif, comme il le dit, un esprit qui aime le succès, qui le cherche sous toutes les formes, et qui, après l'avoir vu fuir au

théâtre, après l'avoir vivement conquis dans le roman, risque de ne pas le trouver dans l'économie sociale et la politique, même quand il cherche à répandre des idées justes, quand il s'attache à une cause qui est celle de tous. Il manquait évidemment quelque chose à M. Edmond About pour se donner le luxe d'élever en cinq cents pages un monument au dieu Progrès.

Ce qui est certain et ce qui ressort bien plus encore de toute une situation générale que de quelques œuvres jetées dans le mouvement de tous les jours, c'est qu'un souffle nouveau s'est élevé; un nouveau courant d'idées se forme, grossit à chaque instant, et ce courant porte vers la liberté. Bien des nuances peuvent se produire, bien des contestations de doctrines peuvent retentir encore; au fond, toutes les divergences s'effacent dans un sentiment unique qui se révèle à une multitude de signes, faits de la vie publique, discussions philosophiques et religieuses, travail des esprits. Ce n'est pas un ferment de révolte, c'est l'instinct gradué, tranquille et ferme de la nécessité d'une condition élargie. Si vous voulez être de votre temps, du temps d'aujourd'hui, et rester dans le vrai des choses, laïques et hommes d'église, il faut entrer sans crainte dans ce courant et y marcher avec la confiance d'esprits que la liberté n'effraie pas. Faites appel aux forces indépendantes de la raison. Agissez par la propagande du savoir, de l'éloquence, de la persuasion, et surtout n'appelez pas à votre aide la puissance des répressions, la périlleuse intervention des lois pénales. D'abord vous ne réussiriez pas; vous ne trouveriez pas même l'appui de quelque libéral en retraite converti sur ses vieux jours à l'excellence du droit de supprimer ou d'avertir les journaux. Et puis vous ressembleriez à quelque exhumation archéologique, à la résurrection étrange d'hommes reprenant un dialogue d'il y a quinze ans, d'il y a quatre-vingts ans peut-être, au sein d'une société qui se réveille et où la liberté redevient l'air vital aspiré et désiré par les âmes.

CH. DE MAZADE.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 mars 1864.

On ne saisirait point le vrai caractère du réveil intellectuel et politique dont nous avons eu, dans ces derniers temps, à indiquer et décrire les premiers symptômes, si l'on perdait de vue un curieux phénomène au milieu duquel il se produit, et avec lequel il contraste. A mesure que le sentiment libéral redevient en France vigilant, alerte et confiant, il se passe dans les régions gouvernementales de l'Europe des choses étranges. Tandis qu'en bas les signes de vie se manifestent avec une fraîcheur pleine de promesses, en haut règnent l'indécision, l'incohérence, le décousu. Depuis une douzaine d'années, on s'était accoutumé à voir les gouvernemens donner l'impulsion aux événemens; c'était d'eux que l'on attendait une certaine direction des choses. Depuis bientôt une année, cette direction est en train de leur échapper. On ne comprend rien à leurs desseins, s'ils en ont, ou plutôt ils semblent n'en point avoir. Les gouvernemens sont atteints d'une curieuse mollesse, ne laissent percer que leurs hésitations, et paraissent avoir perdu la faculté d'établir entre eux un concert quelconque. S'il fallait définir d'un mot cet état de choses, on dirait que l'action gouvernante et dirigeante en Europe est en proie à une anarchie indolente. C'est cette simultanéité et ce contraste d'un mouvement libéral prenant son point de départ au foyer intérieur de la France et de cette anarchie indolente travaillant sourdement les sphères gouvernementales qui marquent le trait de la situation. On n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les principaux faits du moment pour se convaincre que nous donnons à cette situation son nom véritable.

Commençons par le fait extérieur qui en ce moment a pour la France l'intérêt le plus prochain, l'organisation de l'empire du Mexique au profit de l'archiduc Maximilien. Quand l'archiduc a eu terminé sa visite à Paris, n'aurait-on pas cru que tout était fini? Les arrangemens politiques avaient

même reçu la sanction la plus positive de notre époque, la consécration financière. Le nouvel empereur avait trouvé un banquier, et, qui mieux est, un banquier anglais. Une des plus anciennes et des plus honorables *firms* de la Cité, la maison Glyn, se chargeait de prêter au nouvel empire mexicain environ 120 millions de francs effectifs contre livraison de 12 millions de rentes mexicaines. On créait un 6 pour 100 mexicain que l'on se proposait d'émettre à 63. Pour assurer le crédit du nouveau fonds d'état, on retenait ici à notre caisse des dépôts et consignations une somme suffisante pour payer les deux premières annuités de l'emprunt et subvenir aussi au paiement pendant deux années des arrérages des anciens fonds mexicains, arrérages qui depuis dix ans ne sont plus soldés. Une portion de l'emprunt était réservée pour la France et devait être mise en souscription publique par un de nos établissemens les plus populaires, le comptoir d'escompte. Tout allait donc à merveille. Nous allions en finir avec les soucis et les charges de notre aventure mexicaine. Nous pouvions entrevoir le terme de nos sacrifices, nous pouvions espérer de revoir enfin nos soldats. Nous donnions du même coup au Mexique un empereur, une armée sous forme de légion étrangère et un trésor. Nous avions même le délicat plaisir de présenter ainsi de nos propres mains, avec la couronne de plumes des Incas, une magnifique indemnité au prince jeune, éclairé, réputé libéral, que nous avions dû déposséder de la vice-royauté lombarde en faisant en 1859 la guerre d'Italie. Candide aurait dit que tout allait pour le mieux dans le meilleur des mondes possibles, lorsqu'un incident nouveau est venu, pour un court moment nous l'espérons, embrouiller la péripétie de ce beau roman mexicain.

Pourquoi cet incident est-il survenu si tard? pourquoi n'avait-il pas été prévu et tourné depuis longtemps? Voilà la critique que nous nous permettrons d'adresser à l'indolente anarchie qui préside à la direction de l'Europe. La famille impériale et la cour d'Autriche ont voulu, avant que l'archiduc Maximilien n'allât tenter sa nouvelle fortune, fixer la situation de ce prince en face des chances dynastiques que lui donnait sa position si voisine du trône d'Autriche. L'archiduc, en devenant empereur du Mexique, conserverait-il ou abandonnerait-il ses droits éventuels à la couronne d'Autriche? Telle était la question. Que l'archiduc Maximilen eût préféré partir en laissant la question indécise, cela se comprend. On ne comprend pas moins que le gouvernement autrichien et la famille impériale aient demandé à l'archiduc une renonciation expresse à ses droits de succession en Autriche. Si les fils de François-Joseph venaient à mourir, si l'archiduc Maximilien était appelé au trône, ce ne serait pas un mince embarras pour le gouvernement autrichien d'attendre qu'un empereur lui arrivât du Mexique. La profession d'empereur mexicain n'est probablement point le meilleur apprentissage que l'on puisse souhaiter à Vienne pour un empereur d'Autriche; puis il y a l'inconvénient d'un interrègne, lequel pourrait être

très grave pour une monarchie exposée comme la monarchie autrichienne à d'incessans périls. Enfin, et c'est l'objection politique la plus grave au point de vue des intérêts autrichiens, s'il prenait fantaisie à l'empereur du Mexique, soudainement appelé au trône d'Autriche, de cumuler les deux couronnes, dans quelles ruineuses complications la politique autrichienne ne serait-elle pas engagée! Se figure-t-on l'Autriche entraînée par le caprice de son souverain à lutter pour conserver en Amérique une domination que l'Espagne, après une possession de plusieurs siècles, a été obligée d'abandonner! Imagine-t-on l'Autriche encourant la chance d'entreprendre et de soutenir au Mexique des expéditions dans le goût de celle qui a tant pesé à la France! Nous ne sommes donc point surpris de ce qui vient de se passer à Vienne. Un conseil de famille, un conseil composé de nous ne savons combien d'archiducs, a décidé que l'archiduc Maximilien devrait, en acceptant la couronne du Mexique, faire l'abandon de ses droits héréditaires en Autriche. Cette décision nous paraît juste et sage. On prétend qu'elle a étonné l'archiduc Maximilien; on prétend qu'à la suite de la résolution du conseil des archiducs une vive controverse s'est engagée à coups de télégrammes entre Miramar, Paris et Vienne. Au point où les choses étaient arrivées, ce subit émoi nous étonne. L'archiduc Maximilien ne peut plus refuser ni de partir pour le Mexique, ni de donner la renonciation que sa famille et son pays lui demandent. Il ne faudrait pas que l'archiduc mît en avant le sacrifice de ses prétentions dynastiques en Autriche pour obtenir comme compensation du gouvernement français des engagemens positifs d'avenir qui accroîtraient encore la charge des engagemens moraux que nous avons contractés envers lui. En acceptant l'œuvre qui s'offre à lui au Mexique, et qui, si elle est hérissée de difficultés, n'est point sans promesse de gloire, il convient à l'archiduc Maximilien de ne point frapper dès le début son entreprise de discrédit. Or comment l'archiduc serait-il en droit d'obtenir pour son nouvel empire la confiance des Mexicains, des capitalistes d'Europe et des gouvernemens, s'il se montrait lui-même défiant de l'avenir, et s'il laissait lire dans son cœur, en quittant l'Europe, une intime pensée de retour? — La renonciation aux droits dynastiques autrichiens, l'archiduc Maximilien la doit au Mexique et à la France bien plus encore qu'à sa famille et à l'Autriche. Lorsque l'on a voulu ou consenti à vouloir être empereur du Mexique, il faut faire de la couleur locale, il faut imiter Fernand Cortez, il faut brûler ses vaisseaux.

Nous nous refusons donc à croire que cette complication, qui semble avoir été une surprise pour les politiques de profession aussi bien que pour l'opinion publique, ajourne longtemps l'acceptation définitive de l'archiduc Maximilien, et retarde la solution au moins momentanée de l'affaire mexicaine. Si de la question du Mexique nous passons à la question dano-allemande, on nous dispensera de justifier sur ce point le reproche général d'incohérence et de confusion que nous adressons à l'action gouvernemen-

tale européenne. Toutes les conséquences de la faiblesse de cette action gouvernementale s'étalent depuis six mois dans cette triste affaire des duchés. Ici le désordre politique et le scandale d'hostilités sanglantes gratuitement entreprises touchent-ils à leur fin? Il n'est peut-être pas interdit de l'espérer. L'engagement militaire le plus grave de la campagne vient d'avoir lieu à Düppel. Les Danois ont bravement repoussé un violent et opiniâtre assaut des Prussiens. C'est au moment où cette guerre fait verser sans utilité le plus de sang que la réunion de la conférence devient enfin vraisemblable. Les invitations de l'Angleterre assignent le 12 avril prochain comme la date de cette réunion. La conférence est acceptée par les belligérans, la Prusse et l'Autriche d'une part, le Danemark de l'autre, sur la base élastique de l'intégrité de la monarchie danoise. Le consentement de la Russie et de la France ne fait point de doute. Il n'y a plus en suspens que l'adhésion de la diète de Francfort. Que fera la diète? La Prusse et l'Autriche ont-elles récemment acquis plus d'ascendant sur leurs confédérés et entraîneront-elles la majorité de la diète vers l'acceptation? Les hommes qui dirigent les états moyens et petits de l'Allemagne se trouvent en présence d'une grave responsabilité. Le courant habituel de leurs prétentions, qui les porte à vouloir jouer un rôle dans les grandes délibérations européennes, devrait les décider à bien accueillir l'invitation qui leur est adressée. L'occasion qui s'offre à eux de prendre part à une conférence européenne et de faire consacrer à ce point de vue par un précédent solennel le droit qu'ils revendiquent depuis si longtemps, cette occasion est unique, et, s'ils la laissent échapper, ils ne pourront plus désormais s'en prendre qu'à eux-mêmes de l'abaissement et de l'annulation des états secondaires. La seule objection qu'ils puissent alléguer pour se tenir à l'écart de la conférence, c'est que la base adoptée de l'intégrité de la monarchie danoise est contraire à l'opinion qu'ils ont jusqu'à présent manifestée sur la question de succession dans les duchés. C'est ici qu'on va voir si l'esprit politique l'emporte en eux sur l'esprit de pédantisme. La conférence, en se formant sur une base vague, réserve évidemment une grande latitude à ses délibérations. Son véritable objet, un objet d'humanité et de conciliation pacifique, est de mettre fin à la guerre. La question de l'intégrité de la monarchie danoise est susceptible, on le sait, de plusieurs interprétations. Nous avons déjà dit que l'une de ces interprétations, le système de l'union personnelle, ne répugne pas moins aux Danois qu'aux états secondaires : la nation danoise irait jusqu'à préférer à ce système la séparation complète du Holstein. La discussion au sein de la conférence paraît donc devoir modifier la base aujourd'hui proposée, et les états secondaires perdraient volontairement le bénéfice des modifications possibles et probables, si la diète s'excluait elle-même de la conférence. Nous ne voulons donc point nous attendre à un refus inconsidéré de la diète; nous ne voulons pas croire non plus que la diète puisse

être encouragée dans une méticuleuse résistance par un grand gouvernement. Les états secondaires d'Allemagne ont été récemment représentés à Paris par un prince actif et influent. Le duc de Saxe-Cobourg est venu sans doute plaider auprès de l'empereur la thèse et la cause des cours secondaires; mais nous ne croyons point trop nous avancer en affirmant qu'il n'est pas en France une tête politique sensée qui voulût prendre la responsabilité de perpétuer le désordre en Allemagne et dans le nord de l'Europe par des encouragemens puérils donnés à toutes les prétentions vétilleuses que les petites cours ont émises à propos du règlement de la question danoise. Si la politique de la France a toujours été de soutenir les petits états allemands dans la défense de leurs droits et de leurs légitimes intérêts, ce serait tromper gravement ces petits états que de leur laisser croire que cette politique pourrait jamais être mise au service de leurs préjugés ou de leurs rancunes intestines. La France elle-même, son histoire et le sentiment de la balance des forces en Europe le lui disent assez, serait la première dupe et la première victime d'une telle aberration. La place que la politique française a donnée au principe des nationalités nous permettra peut-être, dans l'affaire du Holstein, de ménager des combinaisons compatibles avec les vœux de l'Allemagne; mais ce même principe des nationalités, si brutalement violé dans le Slesvig contre les populations de race danoise par les armées d'occupation de Prusse et d'Autriche, nous trace la limite au-delà de laquelle nous ne pouvons, en aucun cas, suivre les aspirations allemandes.

Nous avons, quant à nous, un motif particulier de souhaiter la prompte réunion de la conférence : il nous tarde en effet de voir la politique française sortir enfin de l'attitude effacée et presque boudeuse qu'elle a gardée jusqu'à ce jour devant le différend dano-allemand. Une pareille attitude peut bien, pour un certain temps, ressembler à une manœuvre diplomatique; mais à la longue la manœuvre cesserait d'être habile et finirait par paraître mesquine. Le soin de notre dignité, l'intérêt de notre autorité morale, exigent que nous ayons sur l'équilibre du Nord une politique définie, décidée, hautement avouée. De deux choses l'une : ou la conférence réussira ou elle échouera. Dans les deux cas, l'événement ne tournerait ni à notre profit ni à notre honneur, si nous avions assisté au différend boutonnés, inertes, passifs, avec mauvaise grâce. Dans l'hypothèse du succès, comme nous aurions tout laissé faire à l'Angleterre, c'est à la politique anglaise que reviendrait tout le mérite; une réaction s'opérerait au profit de cette politique dans l'opinion européenne. Naguère elle excitait la raillerie, on la montrait s'épuisant dans une agitation stérile, on raillait ses impuissans efforts, on la disait déconsidérée; mais le succès changerait la physionomie des choses. On dirait alors à l'avantage de cette politique qu'elle aurait pacifié le nord de l'Europe sans risquer une guerre générale; on la louerait de ne s'être point laissé décourager par de nombreux déboires,

on vanterait sa modestie laborieuse, on lui saurait gré de n'avoir pas douté de l'esprit de notre époque et de n'avoir pas désespéré de la force morale de la discussion. En cas d'insuccès, on finirait par accuser l'abstention systématique de la France, et nous ne voyons pas quels avantages cette abstention aurait pu nous procurer au point de vue des alliances. Enfin l'esprit français, les intérêts économiques français souffrent de cette longue réserve silencieuse. C'est le premier besoin de ce pays de voir clair devant lui. Il veut savoir où on le mène. Il devient nerveux et impatient lorsqu'il est réduit à percer de ses conjectures incertaines les méditations secrètes de son gouvernement, lorsqu'il est arrêté trop longtemps devant ces trois questions comme en un carrefour : le gouvernement pense peut-être à quelque chose, peut-être à tout, peut-être à rien. La réunion de la conférence ferait cesser cette incertitude vraiment anxieuse de l'opinion publique. Une autre occasion d'obtenir des éclaircissemens nécessaires se présentera quand viendra devant le corps législatif la discussion du budget.

A mesure qu'éclatait le conflit dano-allemand, l'Italie a tenu pendant quelque temps une grande place dans les préoccupations inquiètes de l'opinion. On redoutait que l'Italie ne vît dans les opérations militaires de l'Autriche dans le Slesvig une de ces occasions que le roi Victor-Emmanuel appelait publiquement au début de cette année avec une impatience prophétique. Ces alarmes sont aujourd'hui beaucoup calmées; la bonne conduite du gouvernement italien a rassuré les esprits. Le ministère italien travaille avec une fort louable activité à l'organisation financière du pays. Aux projets de loi de M. Minghetti dont nous avons parlé, nous devons ajouter celui que le ministre du commerce, M. Manna, a présenté et fait passer au sénat. Chose curieuse, au moment où en France des financiers, soutenus en cela par des économistes qui ont des idées assez peu claires, assez peu saines en matière de crédit, cherchent à se servir parmi nous de la Banque de Savoie pour préconiser et établir le système de la pluralité ou plutôt de la dualité des banques, et tandis qu'avec cette polémique intempestive on a contrarié dans une période difficile le crédit de la Banque de France et le crédit de l'état, l'Italie et son ministre du commerce, qui est un économiste éminent, ont travaillé à réaliser l'unification des banques. Il reste au projet de M. Manna à subir l'épreuve du vote de la chambre des députés. Peut-être recevra-t-il dans cette chambre quelques modifications de détail; mais l'organisation unitaire de la Banque d'Italie est dès à présent assurée, et l'on peut prédire qu'elle fonctionnera en 1865. L'Italie est donc tranquille; la seule exception au repos intérieur dont elle jouit se présente encore dans quelques provinces napolitaines où le brigandage essaie de reparaître. Il est certain que les brigands signalés sont partis de Rome, et ont profité de l'odieux droit d'asile dont ils jouissent dans les possessions pontificales pour s'abattre de nouveau sur les provinces napolitaines. On sait aujourd'hui ce qu'est le brigandage par

les horreurs qui viennent d'être révélées dans le long procès des frères La Gala et des passagers de l'*Aunis*. Que ces monstrueux assassins aient joui de la protection du gouvernement pontifical, et que cette protection s'étende encore sur les recrues des bandes qui se reforment au sud de l'Italie, n'est-ce point le plus triste exemple de l'anarchie morale dont nous parlions en commençant? L'inquiétude la plus récente qui nous soit venue du côté de l'Italie a pour objet la santé déclinante du pape; nous croyons que les nouvelles peu rassurantes qui depuis quelque temps ont été répandues à ce sujet sont malheureusement exactes : c'est dire que les préoccupations que peut exciter un si grand et si grave intérêt sont fondées.

Un incident qui n'est point étranger aux affaires italiennes est le voyage annoncé de Garibaldi en Angleterre. L'épisode qui se prépare de l'autre côté du détroit ne nous paraît point devoir produire de conséquences politiques; il ne sera qu'un des phénomènes moraux caractéristiques de ce temps-ci. Il va sans dire que Garibaldi rencontrera en Angleterre et de la part de toutes les classes de la population un accueil enthousiaste. Les ovations qui attendent Garibaldi ne doivent pas nous surprendre, et nous ne doutons point qu'il n'en obtînt de semblables des populations des grandes villes françaises. Entre les masses et des hommes tels que Garibaldi il y a d'impétueux courans d'électricité qu'aucune puissance humaine ne peut interrompre. Une grande simplicité d'esprit, une inflexible droiture de dessein, un enthousiasme inépuisable, un désintéressement absolu, une existence d'aventures semée des péripéties les plus surprenantes, le chef traqué de 1849 conquérant dix ans plus tard un royaume en malle-poste et en chemin de fer, et deux ans après encore tombant blessé et prisonnier dans une folle entreprise accomplie pour l'idée qui est l'unité de sa vie, il y a là plus de qualités morales et de merveilleux qu'il n'en faut pour s'emparer du cœur et de l'imagination des peuples. Mais ce qui est étrange, c'est que l'homme singulier qui est aujourd'hui le saint et le héros des causes révolutionnaires soit conduit en triomphe au sein de la société la plus conservatrice qu'il y ait au monde, par le peuple le moins révolutionnaire qui ait jamais existé. Ce contraste ne sera pas l'aspect le moins bizarre du spectacle que l'Angleterre s'apprête à nous donner. L'entière et imperturbable sécurité dont l'Angleterre jouit à l'endroit des révolutions est probablement une des causes de l'empressement candide avec lequel elle va saluer la plus grande figure des révolutions contemporaines. Un révolutionnaire de ce tempérament et de cette ampleur est en effet ce qui ressemble le moins aux Anglais, c'est la curiosité politique la plus extraordinaire qu'il puisse leur être donné de contempler. Garibaldi sera un peu pour eux ce que le prince de Galles fut, il y a quelques années, pour les masses républicaines des États-Unis. On est quelquefois choqué sur le continent de l'hospitalité que des révolutionnaires européens reçoivent dans la société anglaise; on y voit à tort la preuve de sympathies que l'on regarde

comme immorales et scandaleuses. C'est bien plus par les disparates que par les ressemblances que se forment souvent ces liaisons qui nous choquent. Un proscrit, un conspirateur européen devient facilement à Londres le lion d'une saison. La société anglaise ne comprend guère nos luttes et nos animosités politiques. Elle a vu souvent aussi le banni et le conspirateur de la veille devenir dans son pays le grand personnage du lendemain; on la mettrait dans un cruel embarras, si on l'obligeait à deviner d'avance ceux qui seront les favoris de la fortune, et à ne réserver ses égards que pour ceux-là. Du reste, si la société anglaise est exposée à commettre à cet égard quelques imprudences, une fois ces imprudences reconnues, elle les juge avec une juste sévérité. Garibaldi arrive en Angleterre au moment même où la société politique anglaise est encore émue de la révélation des rapports regrettables qui ont existé entre un membre du parlement et du ministère, M. Stansfeld, et M. Mazzini. Dans les circonstances actuelles, il faudra, croyons-nous, que Garibaldi fasse preuve de beaucoup de discrétion et de tact, s'il ne veut point s'exposer à perdre brusquement la faveur de la nation anglaise.

Cet incident des relations de M. Stansfeld avec M. Mazzini, remis en lumière par le procès de Greco, a paru devoir compromettre un instant l'existence du cabinet de lord Palmerston. Sans doute personne n'a cru dans le parlement que M. Stansfeld pût être le confident des conspirations auxquelles M. Mazzini est directement ou indirectement mêlé; mais l'honneur anglais a été blessé à l'idée que l'adresse d'un membre de la chambre des communes et du gouvernement pût se trouver dans la poche de misérables auteurs de complots de meurtre comme un moyen naturel de correspondre avec M. Mazzini. Que M. Mazzini soit coupable ou non des complicités qu'on lui reproche, il est un bien maladroit conspirateur, un homme bien compromettant, puisque les couvertures de lettres que lui prêtent ses amis sont à la disposition des plus vils criminels. Il suffit d'ailleurs, pour que M. Mazzini soit justement suspect et excite la défiance, de rappeler, comme l'a fait sir H. Stracey d'après la *Revue des Deux Mondes,* l'aveu ironique qu'il publia, il y a quelques années, du concours qu'il prêta autrefois à un projet de complot contre la vie du roi Charles-Albert. La découverte des relations de M. Stansfeld avec M. Mazzini a donc été pour la société anglaise une pénible surprise. M. Stansfeld a rendu cet incident plus désagréable, pour la chambre, le ministère et lui-même, en n'y coupant point court tout de suite par l'exposé complet des rapports qu'il a eus avec le conspirateur italien, par l'expression du regret qu'a dû lui laisser une complaisance inconsidérée. Cet incident a été un contre-temps douloureux pour le cabinet de lord Palmerston. M. Stansfeld représente dans le gouvernement la portion des membres radicaux de la chambre qui soutiennent le ministère. C'est un homme d'un talent réel, qui, comme lord de l'amirauté, a rendu dans le département de la marine des services positifs

en réalisant des économies goûtées par le parti radical, qui marche avec lui. La retraite de M. Stansfeld eût tendu à ébranler la majorité, déjà si faible, qui soutient le cabinet. Lord Palmerston, qui a toujours vaillamment couvert ses amis en détresse, n'a pas voulu accepter la retraite de M. Stansfeld. Nous croyons cependant que l'enseignement qui ressort de cet incident regrettable ne sera point perdu. On doit rendre au gouvernement français cette justice, qu'il s'est conduit dans cette circonstance avec une discrétion habile et de bon goût; il a laissé ainsi la société anglaise faire seule justice de l'imprudence de l'un de ses membres. Il faut encore porter cette aventure au compte de l'anarchie actuelle, anarchie dont le ministère anglais a donné plusieurs fois le spectacle dans ces derniers temps, et qui semblait annoncer sa chute prochaine. Le membre le plus brillant de ce cabinet, M. Gladstone, n'a point échappé lui-même à la mauvaise influence qui règne dans les sphères gouvernementales. M. Gladstone a présenté cette année un admirable projet de loi, une de ces mesures qui honoreront le plus son illustre carrière, en proposant en faveur des ouvriers une institution d'assurance sur la vie qui doit être administrée par l'état. Malheureusement, dans le beau discours qu'il a prononcé à cette occasion, il a glissé sans utilité et sans motifs une allusion à un membre de la chambre des communes, laquelle, relevée avec vigueur et talent par le député attaqué, a donné matière à un fâcheux débat personnel qui s'est terminé par la rétractation loyale du chancelier de l'échiquier. C'est cependant sur M. Gladstone qu'il faut compter pour donner du lustre à la seconde partie de la session du parlement anglais. Il va présenter son budget : en Angleterre, un budget fait ou défait la popularité d'un cabinet. Le sort du ministère anglais est donc attaché en grande partie au prochain budget de M. Gladstone.

La politique intérieure aurait entièrement chômé chez nous depuis quinze jours sans les récentes élections parisiennes et sans une discussion importante soulevée au sénat par le rapport d'une pétition. Les élections de Paris ne peuvent donner lieu à aucune observation; il n'y avait pas de luttes de partis et de candidatures; le résultat était connu d'avance. Quant à la discussion du sénat, on ne saurait la passer sous silence, car elle montre combien les principes fondamentaux de la société moderne sont loin encore d'avoir pénétré même parmi ceux qui sont appelés aujourd'hui, par la place qu'ils occupent dans les grands corps de l'état, à influer sur la direction de la France. L'auteur de la pétition présentée au sénat demandait que les publications récentes soutenant des doctrines contraires à la religion fussent l'objet d'une répression publique. Cette pétition était un des échos de la bruyante réaction qu'a soulevée le livre fameux de M. Renan, la *Vie de Jésus*. Un cardinal, M. de Bonnechose, n'a point hésité à demander pour le dogme catholique l'appui du pouvoir politique; M. Delangle et le commissaire du gouvernement ont victorieusement soutenu le véritable

principe moderne, la neutralité en matière de dogme. Les personnes et les opinions des orateurs n'appartiennent point à notre contrôle, puisque nous ne pourrions essayer de juger les unes et d'apprécier les autres sans nous exposer au péril d'un compte-rendu illicite; mais le fait capital de cette discussion subsiste : des chefs de l'église catholique et à leur suite des catholiques laïques s'obstinent à ne point vouloir comprendre où finissent en matière religieuse les droits de l'état et où commencent les droits de la conscience. L'état doit aux cultes sa protection contre l'injure et l'outrage, et non contre les dissidences religieuses ou scientifiques. L'état vis-à-vis de ces dissidences n'a aucun droit d'intervention, non, comme on le disait autrefois avec amertume, que l'état professe l'indifférence à l'égard des religions, non qu'il soit athée : l'état est tout simplement incompétent. Le royaume de Dieu n'est pas de ce monde, les sanctions des croyances religieuses prennent l'homme à partir de la tombe; le royaume de l'état n'est que de ce monde, ses sanctions ne suivent l'homme que jusqu'à la tombe. La puissance politique agissant au profit d'une croyance religieuse contre une autre croyance et une autre doctrine ne pourrait que faire acte d'intolérance, de persécution, d'injustice, puisqu'elle envahirait sans compétence et sans discernement le domaine de la conscience individuelle. Quand une croyance religieuse dénonce dans une doctrine qui nie ses dogmes une attaque dirigée contre elle, c'est son affaire de se défendre par la controverse, par l'évocation du sentiment religieux, par les moyens spirituels et moraux dont elle dispose; à moins de prétendre à dominer l'état, elle ne saurait l'appeler à son secours que contre l'insulte. Si un cardinal faisait partie d'une assemblée politique dans un pays jouissant de la plénitude de la liberté religieuse, aux États-Unis par exemple, jamais il ne pourrait lui venir à l'esprit d'émettre des réclamations semblables à celles que le sénat français a entendues. Comment arrive-t-il donc que malgré l'œuvre accomplie par la révolution française, malgré les principes de notre droit, malgré l'admirable clarté avec laquelle la limite des deux souverainetés et des deux compétences a été tracée par M. Royer-Collard dans son discours sur la loi du sacrilége, l'église en France maintienne des prétentions si blessantes pour la société moderne? Peut-être n'est-elle point seule coupable d'un aveuglement si obstiné et si compromettant pour elle. Le mal vient de la situation illogique de notre organisation des cultes reconnus et salariés par l'état. L'intervention de l'état dans la reconnaissance et dans le salaire des cultes est la cause de la méprise de l'église. De ce qu'elle est reconnue, l'église est toujours portée à se figurer que la vérité de ses dogmes est acceptée par l'état. Cette situation et le malentendu qui en découle sans cesse sont, à notre avis, funestes à la religion et à la science, funestes aux âmes. Dans cette situation, les âmes ne trouvent point à se classer dans la diversité naturelle et vivante des formes religieuses. Tout ce qui est perdu pour la foi catholique est également perdu pour la reli-

gion. Quiconque sort du cadre catholique n'entre dans aucun autre culte. Cet état de choses n'est point naturel, et il contribue étrangement en France à l'inertie et à la déperdition du sentiment religieux.

Une autre conséquence, c'est que la philosophie et la science perdent parmi nous, dans la position qui leur est faite vis-à-vis de l'église, quelque chose de leur sérénité et de l'impartialité qui ne devrait jamais cesser de les animer. La philosophie et la science n'ont point à traiter les religions en ennemies, leur domaine est distinct de celui des religions; leur œuvre naturelle est différente de l'œuvre religieuse, et elles ne seraient ni la science ni la philosophie, si elles méconnaissaient l'existence indestructible des sentimens et des faits religieux au sein de l'humanité, et si elles avaient la prétention de retirer à ces sentimens et à ces faits la liberté de leurs développemens. Cependant, grâce aux contradictions de notre organisation des églises, il est incontestable qu'en France le travail philosophique et scientifique présente toujours, en opposition à la religion, un caractère violent, agressif, révolutionnaire. Quand sortirons-nous de cette fausse et douloureuse position? Nous ne le savons; mais précisément parce que nous n'en sommes point sortis, nous devons défendre sans fléchir dans la personne des écrivains et des membres du haut enseignement attaqués par la réaction religieuse les droits de la science et de la liberté.

Nous sommes encore sous l'impression du procès qui vient d'être jugé à Aix, et de l'arrêt de la cour prononçant au civil qui a suivi le verdict du jury. Personne n'ignore que des faits qui n'ont point donné lieu à une condamnation au criminel peuvent justement soumettre leurs auteurs à des réparations civiles. La cour d'Aix, dans l'arrêt qu'elle vient de rendre à la suite du procès Armand, a entendu observer cette distinction, consacrée par la jurisprudence; mais la conscience publique répugne à une telle distinction dans un procès où l'existence des actes imputés à l'accusé entraînait sa culpabilité, et où le verdict du jury, déclarant l'innocence, niait implicitement la participation de l'accusé aux faits qui étaient la base de l'accusation. Entre un verdict et un arrêt qui paraissent contradictoires, la conscience publique a été, pour ainsi dire, déchirée. De telles anomalies sont faites pour troubler parmi nous la notion du juste. Il n'est pas bon que de tels conflits se produisent entre l'autorité souveraine du jury et les organes les plus élevés de la justice. Le dangereux problème posé par la cour d'Aix sera résolu sans doute par la cour de cassation; mais quand on voudra mettre la main à la réforme de notre procédure criminelle et à la réorganisation de la magistrature en France, on aura de curieux enseignemens à chercher dans les dossiers et les débats de l'affaire Armand.

Les lettres viennent de faire une perte cruelle. M. Ampère est mort subitement à Pau dimanche 27 mars. Nous ne pouvons consacrer ici qu'une parole de douloureux regret à cet éminent collaborateur, dont les lecteurs de la *Revue* ressentiront aussi vivement que nous la perte soudaine. M. Am-

père a été un des hommes les plus remarquables de ce siècle par la variété de ses aptitudes : il connaissait toutes les langues, toutes les littératures; il avait la passion des voyages, et l'on sait quel butin d'impressions poétiques, d'observations morales, et au besoin, comme cela lui est arrivé pour les États-Unis, d'appréciations politiques il rapportait de ses excursions lointaines et multipliées. Son séjour de prédilection fut Rome. Personne n'a connu mieux que lui la ville éternelle et n'a su la mieux reconstruire dans ses divers âges. Il lisait, nos lecteurs s'en souviennent, dans ses monumens comme en de parlantes chroniques, et c'est par un dernier fragment de cette histoire de Rome illustrée par les documens de son architecture qu'il a fait, pour ainsi dire, ses adieux à la *Revue*. E. FORCADE.

REVUE MUSICALE.

Le 14 mars, on a exécuté dans l'hôtel princier de M. le comte Pillet-Will une messe à quatre parties de Rossini. J'ignore à quelle époque le grand maître s'est occupé d'une œuvre qui marquera non-seulement dans la vie de l'auteur de *Moïse* et de *Guillaume Tell*, mais qui sera une date dans l'histoire de la musique religieuse. Les admirateurs les plus sincères de Rossini n'auraient pu deviner que ce génie, le plus fécond et le plus varié qui ait écrit pour le théâtre, aborderait à soixante-douze ans un genre de composition dans lequel il n'avait produit que le *Stabat*. Le *Stabat*, qui a été exécuté dans toute l'Europe, est certainement une œuvre remarquable, mais le sentiment religieux, tel que le comprend le christianisme, n'y est exprimé que faiblement, et il n'y a guère que le quatuor sans accompagnement, — *quando corpus morietur*, — qui soit pénétré un peu de l'esprit de l'Évangile.

Rossini donne plaisamment à sa nouvelle œuvre, qui renferme onze morceaux fort développés, le titre de *petite* messe solennelle. Dès le *Kyrie*, qui débute par un chœur vigoureux, on sent la main du maître, et le *Gloria* se termine par une fugue d'une durée peut-être un peu excessive, mais qui produit néanmoins un effet puissant, parce que Rossini a su relever cette forme scolastique d'harmonies et de modulations modernes d'une hardiesse inouie. Dans tous les morceaux de cette grande composition, Rossini a mêlé les formes dialectiques de l'ancienne musique religieuse au coloris, aux riches développemens de l'art moderne. Le public d'élite qui écoutait cette merveille fit recommencer la fugue dont nous venons de parler; elle se termine par le premier mouvement du *Gloria*. Un trio remarquable, pour soprano, ténor et basse, exprime d'une manière nouvelle le *Gratias;* le *Domine* est rendu par un air de ténor dont il n'y a pas grand'chose à dire,

mais le duo pour soprano et contralto sur les paroles — *qui tollis peccata mundi, miserere nobis,* — nous a paru le plus religieux de la première partie du programme.

Le *credo* est une conception presque nouvelle par la distribution habile des effets et des épisodes. Ainsi le *Crucifixus* donne lieu à un air de soprano fort beau, où l'on remarque surtout — *passus et sepultus,* — d'un accent profond et pénétrant, et le chœur qui reprend ensuite à ces paroles — *et resurrexit tertia die* — produit un effet qu'il est impossible de décrire, tant il y a de beautés partielles qui pétillent dans l'intérieur de cette masse puissante. Après un prélude de l'orgue, qu'on exécute pendant l'offertoire, fragment symphoniqne d'un beau caractère, vient le *Sanctus*, suivi du *Benedictus,* intermède à deux voix, qui est d'une couleur touchante. L'œuvre s'achève par l'*Agnus Dei,* dont le motif est remarquable aussi par la suavité, car cette phrase, qui est d'abord produite par une voix de contralto, va se réunir à un chœur puissant qui a ce texte pour appui : — *miserere nobis, dona nobis pacem.*

L'exécution de cette belle œuvre était confiée aux deux sœurs Marchisio; M. Gardoni chantait le ténor, et M. Agnesi, du Théâtre-Italien, était chargé de la partie de basse. L'harmonicorde-Debain a été tenu par M. Lavignac. Malgré l'exiguïté des moyens dont on a pu disposer, l'auditoire qui remplissait les salons du bel hôtel où se passait la scène a fait répéter trois morceaux, — le *Cum sancto*, le *Sanctus* et l'*Agnus Dei.* — L'émotion a été grande, et les témoignages d'admiration n'ont pas manqué à cette messe, dont les proportions exigent absolument un accompagnement d'orchestre. Le maître du coloris voudra sans doute compléter son œuvre par une instrumentation qu'il saura approprier au caractère des différens épisodes qui composent le drame de l'église. Il n'y a que de pauvres esprits qui aient méconnu et qui méconnaissent encore la faculté dramatique du plus fécond et du plus varié des compositeurs de théâtre. Qu'on prenne la partition de Rossini qu'on voudra, *Tancredi,* par exemple, qui a été son début à Venise en 1813, et l'on y trouvera des scènes, des duos, des airs et des chœurs qui ont plus de charme et de vérité de style qu'il n'y en a dans dix opéras modernes comme *Mireille* de M. Gounod, dont j'aurai bientôt à m'occuper. — *Ci rivedremo, ci parleremo!*

Puisque nous venons de parler d'un chef-d'œuvre de la musique religieuse, il n'est pas hors de propos de dire quelques mots d'une *Société académique de musique sacrée,* qui s'est fondée en 1863, sous la direction de M. Vervoitte, maître de chapelle à l'église de Saint-Roch. Cette société, composée d'amateurs et de quelques artistes qu'elle s'adjoint, a pour but de concourir à une œuvre pieuse par des souscriptions et par le produit des concerts qu'elle donne chaque année. C'est le 7 mars, dans la salle de M. Herz, qu'a eu lieu la première séance de cette année. Le programme, divisé en deux parties, était assez bien composé. C'est par un *Kyrie* d'une

messe d'Haydn qu'on a inauguré la fête; un *Tantum ergo,* chœur à quatre parties, sans accompagnement, a rempli le second numéro du programme. Ce morceau original, qui a été assez bien rendu, est d'un compositeur russe Bortniansky, qui a été le réformateur de la chapelle impériale de Saint-Pétersbourg. Il a laissé, parmi des œuvres nombreuses, quarante-cinq psaumes qui lui ont valu une réputation presque européenne. Bortniansky est mort à Saint-Pétersbourg le 9 octobre 1828, âgé de soixante-quatorze ans. Nous ne dirons rien d'un fragment du *Miserere* de Jomelli, pas plus que d'un *Dominus Deus* de l'abbé Clari, deux morceaux qui, pour être bien interprétés, exigent des artistes familiers avec le style de ces maîtres du XVIIIe siècle. Après une chanson française à quatre parties d'Orlando di Lasso, *les Vendanges,* où l'on reconnaît l'imagination riante du contemporain de Palestrina, sont venus des fragmens de l'oratorio *Élie* de Mendelssohn, dont l'exécution a laissé beaucoup à désirer. En général il semble que l'honorable M. Vervoitte n'ait pas un instinct assez sûr pour indiquer les vrais mouvemens d'une grande composition; il hésite, et ses gestes sont indécis et manquent de vigueur. La seconde partie du programme contenait d'abord un fragment d'un psaume de Pergolèse, *Dixit Dominus,* sextuor avec accompagnement d'orchestre. Écrit dans le style connu de ce doux génie, qui a écrit *la Serva Padrona* et le *Stabat,* le sextuor a été chanté avec justesse et ensemble. Un chœur à quatre voix, *Gaudeamus,* est une composition originale de Carissimi, où le bel esprit a mêlé la gaîté aimable avec la prière; après ce piquant badinage, on a chanté un quatuor tiré d'un psaume d'Aiblinger, compositeur allemand d'un grand mérite. Je l'ai connu à Munich vers 1826, où il remplissait les fonctions de sous-maître de chapelle. Aiblinger est allé plusieurs fois en Italie, où il s'est fait connaître par des opéras qui ont eu un certain succès; mais c'est dans la musique religieuse que ce maître a mérité la belle réputation dont il jouit en Allemagne. Un chœur de Lulli, *Après l'hiver,* et des fragmens du *Samson* de Haendel ont été les derniers morceaux de la séance dont nous venons de rendre compte. M. Bataille, à qui était confiée l'exécution d'un air magnifique, — *Reviens, dieu des combats,* — a été ridicule comme il l'est au théâtre depuis longtemps. Ce troisième concert de la *Société académique* n'a pas répondu à ce qu'on attendait du zèle de M. Vervoitte.

Nous faisons des vœux cependant pour que cette association d'amateurs distingués, qui s'est proposé un si noble but, se maintienne et continue à remplir sa mission de faire entendre à un public choisi les monumens de la musique religieuse. L'école de Choron avait été fondée en 1816, précisément pour propager et faire connaître les œuvres des maîtres des XVIe, XVIIe et XVIIIe siècles, et c'est dans cette institution célèbre qu'on entendit pour la première fois, en France, des fragmens de Palestrina, d'Orlando di Lasso, de Scarlatti, de Porpora, de Pergolèse, de Haendel, de Bach, de Graun, et de tous les compositeurs qui ont précédé l'époque où nous vi-

vons. Les exercices ou séances musicales qui se donnaient tous les quinze jours, pendant la saison d'hiver, attiraient dans la rue de Vaugirard, où était l'établissement de Choron, un public d'élite qui était composé de prélats, de gentilshommes, d'artistes de toute sorte et surtout de compositeurs et d'écrivains de goût, comme l'était M. Miel. J'y ai vu, à ces séances très courues, M. Fétis, qui était l'ami de Choron, qu'il a souvent défendu contre le Conservatoire et d'autres adversaires jaloux des succès qu'obtenait cette célèbre compagnie. Boïeldieu aussi y venait souvent, et son aimable figure s'épanouissait lorsqu'un passage lui plaisait. Rossini y est venu une ou deux fois, et le grand maître a conservé pour Choron une estime réelle. Il l'a défendu un jour contre un homme important qui voulait, je crois, supprimer l'institution de Choron. — Protégez plutôt un homme intelligent et dévoué qui seul, à Paris, sait aimer la musique, — répondit Rossini, qui fut écouté et qui eut le plaisir d'écarter le danger qui planait sur une école dont la fondation marque une date dans l'histoire de la musique classique en France.

Nous avons cette année de beaux et de nombreux concerts. Les plaisirs qu'ils nous offrent sont bien supérieurs à ceux que nous imposent les mélodrames qu'on donne aux théâtres sous le titre fallacieux d'opéras-comiques. A la cinquième séance du Conservatoire, qui a été fort brillante, on a entendu Mme Massart exécuter avec une bravoure admirable un morceau de piano avec accompagnement d'orchestre de Weber. Cette belle composition, où brille l'imagination chevaleresque de ce poète musicien, a produit un grand effet, et Mme Massart a été fort applaudie. Le concert a fini par la symphonie de Mozart en *sol mineur,* une merveille de grâce et de sentiment que l'orchestre a rendue et exécutée avec une perfection qu'on ne peut dépasser.

Les concerts populaires de musique classique attirent toujours à cette grande salle du cirque Napoléon ce public intéressant qui contient les divers élémens de la société française. Quand M. Pasdeloup ne cède pas à de fâcheuses influences, ses programmes sont plus variés que ceux du Conservatoire, qui reproduisent toujours des vieilleries insupportables, parce qu'on les a trop entendues. Le concert spirituel du vendredi saint qui s'est donné au cirque Napoléon à huit heures du soir a été le plus brillant de l'année. Le programme contenait d'abord l'ouverture d'*Oberon,* qui a été suivie d'un psaume de Marcello d'un beau caractère. On a exécuté ensuite un andante *religioso* de Mendelssohn, d'une douceur pénétrante, auquel morceau a succédé l'air *di Chiesa* de Stradella, que M. Delle Sedie a chanté avec un goût parfait. Je passe sur un chœur de M. Gounod, *Super flumina,* pour signaler les fragmens du septuor de Beethoven, dont le thème, les variations et le *scherzo* sont des merveilles d'imagination. L'exécution a été si bonne que le public a fait répéter le *scherzo;* mais l'événement de la soirée a été Sivori exécutant la prière de *Moïse* arrangée par Paganini.

Il serait impossible de décrire avec des paroles la bravoure de ce virtuose merveilleux, qui est le premier de l'Europe. C'est un prestidigitateur qui réalise les plus grandes difficultés avec un calme qui double le plaisir et l'étonnement. Il chante admirablement; il pleure, il rit avec un naturel qu'on ne saurait trop admirer, et il joint à ces qualités précieuses une justesse irréprochable et une sonorité que les Italiens seuls possèdent. Aussi à peine avait-il frappé le dernier accord que la salle tout entière éclata en applaudissemens frénétiques. Je n'ai jamais vu un pareil spectacle de trois mille spectateurs frappant sur leurs mains comme une armée disciplinée. Sivori a été rappelé quatre fois, et on lui a demandé de recommencer. Il s'est soumis au désir du public; mais, après quelques mesures, on a senti qu'il jouait un nouveau morceau qui était une partie de l'œuvre de Paganini. On l'a encore accompagné par de vifs applaudissemens qui n'ont cessé qu'à la disparition du virtuose merveilleux.

Ce n'est pas avec le même enthousiasme qu'un violoniste allemand, M. Beeker, a été accueilli au deuxième concert spirituel du Conservatoire, où il a abordé témérairement le concerto de Beethoven. M. Beeker, qui est de Manheim, est venu à Paris il y a quelques années. Il a donné plusieurs séances dans les salons d'Érard, où il a fait preuve d'un talent hardi et varié. Lorsque je vis le nom de M. Beeker sur les affiches de la Société des Concerts, j'espérais qu'il aurait fait des progrès depuis que je ne l'avais entendu. Hélas! que j'ai été désabusé! Ce virtuose a perdu la tête, il a succombé sous le poids d'une composition qui dépasse son talent de cent coudées. M. Beeker a un petit style, des sons maigres, et dans le fameux point d'orgue il ne savait plus comment s'en tirer. Le public, qui restait calme devant ce spectacle d'un artiste qui succombe, s'est réveillé tout à coup pour réprimer des applaudissemens qui partaient de ce groupe de prétendus amis qui sont la plaie des théâtres et de toutes les représentations publiques. La leçon a été bonne, surtout pour le comité de la société, qui a grand besoin qu'on le surveille, car il ne se distingue pas par l'activité. Malgré le désastre de M. Beeker, malgré un chœur de M. Gounod, *Ave verum*, malgré la vieille niaiserie antique *O filii* de Leisring qu'on reproduit tous les ans, le concert a été brillant. L'ouverture de *Zampa* surtout, ce chef-d'œuvre d'un vrai génie, a été exécutée avec une précision et une fougue admirables. La salle a éclaté en cris d'enthousiasme et a rendu hommage au compositeur le plus charmant qu'ait produit la France. L'ombre d'Hérold heureusement n'a point été troublée par ces éloges excessifs qui blessent la raison et la conscience publique.

Un mot maintenant sur les deux concerts spirituels qui ont été donnés au Théâtre-Italien le vendredi saint et le jour de Pâques. Le programme contenait le *Stabat* de Pergolèse, des fragmens d'Haydn, et le *Stabat* de Rossini. Les chanteurs sont trop de notre temps pour avoir compris le style de Pergolèse, ils ont été plus habiles à rendre les beautés du *Stabat* de Ros-

sini, œuvre puissante comme musique, et qui n'est pas dépourvue, comme on l'a dit, de tout sentiment religieux. Le quatuor sans accompagnement, — *quando corpus morietur,* — est l'expression profonde du texte sacré, et le duo charmant pour deux voix de femme, — *quis est homo,* — est aussi religieux que la musique de Cherubini. Les sœurs Marchisio ont chanté ce duo avec la perfection qu'elles mettent dans le duo de *Sémiramis*. Carlotta, qui possède une des plus belles voix de soprano qu'on puisse entendre, a chanté l'air avec chœur, — *Inflammatus,* — avec un éclat de sons purs qui éblouissent l'oreille sans la blesser. Dans le finale, elle n'a pas été moins heureuse que dans les morceaux précédens, et son succès a été grand et mérité.

Les nouveautés musicales n'ont pas manqué cette quinzaine au théâtre; mais nous avons besoin de revoir, d'entendre encore ces œuvres fraîchement écloses. Pour le moment, il nous reste à dire que Fraschini est de retour et qu'il a reparu aux Italiens le 30 mars dans le rôle de Manrico du *Trovatore*. Il a été rappelé plusieurs fois, ainsi que Carlotta Marchisio, qui a déployé aussi les plus rares qualités. La soirée a été belle, et quelques parties de ce drame vigoureux ont produit un grand effet. P. SCUDO.

ESSAIS ET NOTICES.

DE QUELQUES OPINIONS SUR LA JEUNESSE CONTEMPORAINE.

La jeunesse aujourd'hui donne à ses pères de grands soucis, et il faut avouer que cette inquiétude est bien naturelle à une heure où nulle chose ne semble définitive, où les hommes, déçus et mécontens, demeurent tournés vers l'avenir comme dans l'attente d'une réparation. Un livre publié il y a quelque temps reproduit cette grave préoccupation que les nouveau-venus inspirent aux anciens. L'auteur, M. Achille Gournot, reconnaît que cette jeunesse, avec laquelle il est nécessaire de compter, paraît se présenter sous un vilain jour à ceux qui veulent l'étudier. Aussi ne se fait-on pas faute de la malmener. Ce sont les jeunes gens que le doigt désigne quand le mot décadence est sur les lèvres, et toutes les fois que l'on parle d'eux, ce n'est qu'avec cette tristesse mêlée de mépris qui achève les méchantes réputations. La jeunesse pourtant, s'il faut en croire du moins des hommes sortis de ses rangs et qui parlent en sa faveur, ne s'effraie pas trop de ces malveillans pronostics; elle pense que l'heure est venue de connaître la vérité. A-t-elle décliné la tâche qui lui revenait et le rôle qu'elle avait à prendre? ou bien a-t-elle l'attitude logique de la situation, celle de son droit et de son devoir? Ce qui est certain, c'est que l'on trouve dans le passé des comparaisons qui semblent accablantes pour elle, et que l'on évoque volontiers ses devanciers de 1830 en lui disant : « Il fallait les voir

à votre âge! Quelles luttes littéraires ils entreprenaient! Quelle flamme allumaient en eux les seuls mots d'art et de poésie! Qu'avez-vous fait de cet enthousiasme? Rien! Vous êtes comme ces champs en friche du Nouveau-Monde, sur lesquels il faut promener l'incendie pour les préparer aux nouvelles moissons! »

Le livre de M. Gournot, plaidoyer vague, abstrait et déclamatoire, n'est guère propre à ramener d'emblée vers la jeunesse ceux qui s'en éloignent en maugréant. Le côté historique de la question demeure en dehors des horizons de l'auteur; on ne voit pas assez dans son livre comment les jeunes gens sont devenus et devaient devenir ce qu'ils sont. Si l'atmosphère a ses variations, le milieu social a les siennes, dont les âmes subissent le contre-coup, et l'âme atteinte, nous le savons, ne se refait pas comme le corps. Ceux dont la jeunesse a fleuri au beau soleil de 1820 à 1830 ont pu voir comment les esprits depuis cette époque se sont assombris insensiblement avec le ciel; mais ils ne sont pas trop à plaindre : ils ont conservé de la pure lumière qui les éclairait au début je ne sais quelle lueur qui les dispense encore aujourd'hui d'aller à tâtons, là où nous trébuchons; leur oreille a gardé l'écho des féconds tumultes qui la remplirent autrefois, et en ce temps d'apparente torpeur ils se réfugient dans le passé, ils réveillent leurs jeunes impressions; ils soulèvent encore sous leurs pieds un bruit de feuilles mortes qui les rassérène, et le souvenir illumine leur vie.

Ce fut, il faut en convenir, une noble race d'hommes que cette race de 1815 à 1830. Elle eut toutes les qualités, et put les montrer à son aise. Elle vécut sans quitter la botte et l'éperon; elle eut, et c'était son droit, l'opiniâtre innocence des illusions, la magnanimité de l'effort commun, la naïveté de toutes les confiances, et par-dessus tout une triomphale entrée dans les lettres et la renommée. Écolier la veille, on était le lendemain apôtre et réformateur; après les grandes batailles de l'empire, la France était lasse de brutalités : il lui fallait, car ce n'est qu'ainsi qu'elle se délasse, de nouvelles passions pour la reposer des anciennes. Or voici que des hommes inspirés se lèvent, et elle tressaille, s'échauffe, reprend ses marches forcées, mais cette fois à travers un monde plus vaste que celui qui s'étend du Caire à Moscou, à travers le monde des idées et des utopies. Si l'on étudie, abstraction faite du milieu et des circonstances, le caractère de la jeunesse, on sent qu'elle vit avant tout de franchise et de liberté; elle veut avoir la bride sur le cou, bondir sans encombre et comme il lui plaît; mais elle a besoin aussi d'un mot d'ordre et d'émulation, d'un guide qui, sans l'asservir, l'anime et l'entraîne. De 1815 à 1830, elle eut non-seulement la faculté de se mouvoir à sa guise, mais encore elle reçut de l'art, de la poésie, le coup de fouet qui cingle l'intelligence, et trouva partout autour d'elle ce je ne sais quoi qui pince les âmes et les affriande. Dans sa fougue instinctive, elle ne savait guère où elle allait, mais elle allait, et *toujours plus oultre*, accomplissant une loi de nature, comme le flot qui coule et le vent qui souffle. Si le but entrevu par cette jeunesse ne fut pas atteint, qu'importe, puisque l'intention mérite le respect à l'égal du fait? D'ailleurs ne vivons-nous pas dans un pays où les ailes repoussent à Icare pour tomber et repousser encore?

C'est là ce que M. Gournot aurait dû nous dire; nous aurions voulu, encore une fois, trouver dans son livre un peu moins de phrases et plus de faits; il eût pu remonter davantage dans le passé, dégager l'origine des choses et des hommes, expliquer les fils par les pères. La tâche avait son attrait, car il n'y eut peut-être jamais un siècle de physionomie aussi mobile et ondoyante que le XIXe. On pouvait croire il y a trente ans qu'il allait conquérir définitivement sa forme, son originalité, résoudre tous les problèmes. Aux messies de l'ordre littéraire succédaient les messies de l'ordre social et politique, aspirant à refondre lois, morale, religion, usages et idées : c'était donc toujours affaire d'enthousiasme et d'inspiration, et le moment continuait d'être propice pour la jeunesse. Aussi, pendant une période de quinze années (1833-1848), se produit un riche développement, suivant la ligne du sens pratique, des talens et des facultés. Le XVIIIe siècle aristocratique et monarchique s'était éteint avec cette parole du neveu de Rameau : « Que le diable m'emporte si je sais au fond ce que je suis! » A la date où nous nous plaçons dans le XIXe, les hommes ont ressaisi nettement la conscience d'eux-mêmes. Dégagés du mouvement un peu confus des premières années de la renaissance, connaissant leurs droits et leurs devoirs, ils veulent reconstruire l'édifice social : ils appliquent à coups de marteau la forme à l'idée; ils travaillent jusqu'au jour imprévu où, sur le point de toucher le but, leurs mains tendues embrassent le vide.

A ce jour s'arrête l'histoire des jeunes gens de la seconde période (de 1833 à 1848). Nous avions affaire tout à l'heure à des hommes qui portent maintenant des cheveux blancs; ici se présentent à nous des esprits de pleine maturité. A ceux-là surtout paraît étrange la léthargie de l'époque présente : pour eux, hier est encore si près d'aujourd'hui! La transition leur a dû être d'autant plus dure, que, moins bruyans, moins démonstratifs que leurs devanciers de 1830, ils avaient, comme eux, l'audace de l'action et de la pensée. Ce sont eux qui regardent les jeunes gens du jour dans la prunelle et les interrogent en silence. Ils semblent dire : « Voilà, vraiment, de tristes lecteurs à faire marcher en avant du progrès. Quelles sont ces âmes paralytiques? De quelle *mal' aria* morale sont-elles atteintes? Leur nature a-t-elle un besoin obstiné de sommeil, ou sont-ils moins richement approvisionnés de pensées, de science et de sentiment? » Non; mais il faut ici prononcer un mot qui fait du ravage dans bien des consciences : c'est le mot *scepticisme*. La jeunesse a perdu, dit-on, ce qui est le propre de la jeunesse, cette foi naïve à la tradition qui, seule, assure l'avenir. Elle présente aujourd'hui, dit M. Gournot, la figure inquiète et maladive d'Hamlet : « Voyez-le accablé d'événemens, essayant un pâle amour aussitôt étouffé; rien ne l'attire, le tracas des affaires et des hommes moins encore que le reste; il entrevoit la vérité, et la vérité lui échappe; il est supérieur au monde qui l'entoure, et le monde le repousse; il faudrait agir, et l'action est au-dessus de ses forces; le moindre incident l'arrête, le plus petit phénomène devient pour lui un sujet de dissertation et de rêverie. Comme un homme qui voyage dans la nuit, il s'écoute marcher, il s'émeut lui-même au bruit de ses pas; sa pensée s'exhale et s'évapore en subtilités voisines de l'hallucination. »

Tout cela cependant ne nous autorise pas à répéter, avec le héros de Shakspeare, que *le temps est hors de ses gonds*. La vérité est que, sans remonter au XVIIIe siècle, la résurrection de cet esprit d'analyse et de scepticisme date, en ce siècle même, de plus de vingt-cinq années. Dès l'an 1840, les comptes-rendus de la critique signalent la nouvelle tendance de la jeunesse. Seulement elle s'est depuis si bien fortifiée, que nous voici, à l'heure qu'il est, en face d'une jeunesse purement chercheuse, rationaliste, toujours en éveil, sans esprit public, et ne posant le pied qu'à bon escient. On se demande où aboutira cette débauche d'incrédulité et d'analyse. En effet, la jeunesse, que sa nature porte aux extrémités, exagère à plaisir en elle l'esprit critique de l'époque; mais le symptôme n'a rien d'effrayant. Les jeunes gens de 1830 n'abusèrent-ils pas, au même titre, de deux choses d'ailleurs bonnes en soi, du lyrisme et de l'enthousiasme? La nature n'a pas changé en un quart de siècle : si les prémisses se sont modifiées, les conclusions sont toujours logiques. D'ailleurs, quand on entend dire : *Les dieux s'en vont!* on est tenté de leur ouvrir la porte à deux battans, de les pousser un peu par derrière. S'ils s'en vont, c'est qu'apparemment ils n'ont rien à faire parmi nous et qu'on leur montre un méchant visage. A certaines époques de l'histoire, on a signalé de la même façon la retraite de dieux qu'on n'a plus revus et que nul n'a pu retenir. Les dieux qui s'en vont en ce moment, ne serait-ce pas le reste des superstitions et des préjugés qui ont mis tant de fois en échec le génie du progrès et de la vérité? Pascal disait : « Rien n'est sûr, donc croyons à l'absurde. » Aujourd'hui l'on dit : « Quelque chose est sûr, cherchons-le. » Et en vérité, dans cette recherche, des allures pythiques ne sont guère de mise; il faut, avant tout, se ménager un bagage de science et de patience, avoir toujours du courage de reste et ne pas prononcer prématurément le *fiat lux* qui conclut.

Puisque l'enthousiasme n'a rien fondé, la nouvelle génération veut voir sans doute ce qui sortira de la froide raison. Selon elle, il vaut mieux allonger sa route, naviguer un peu plus longtemps dans les solitudes de l'océan, et qu'un coup de vent imprévu ne ramène pas derechef en arrière, par-delà les caps dangereux qu'on croyait doublés à jamais, le navire qui trace son sillon. Quand la jeunesse repasse l'histoire de notre pays, quelle impression lui en reste-t-il? Elle voit toutes nos exaltations se heurter contre une réalité qui, à cause même de notre foi, n'a pu entrer dans nos calculs; elle voit tous les grands événemens accomplis à l'issue des siècles chercheurs et incrédules, le XVIIIe siècle par exemple aboutissant à 89; elle voit au contraire l'enthousiasme guerrier et conquérant amener l'amoindrissement matériel et moral de 1815. En remontant plus loin dans le passé, elle remarque que l'exaltation religieuse, qu'on essaie en vain de ranimer en elle aujourd'hui, n'a produit que non-sens en politique et que contre-sens en morale. Elle a vu tomber tour à tour la noblesse et la bourgeoisie, les rois et les empereurs, les monarchies de toute origine et de toute couleur, constitutionnelles et de droit divin; elle a vu crouler les autels despotiques et révolutionnaires, les dieux d'or et de boue. Elle-même a grandi parmi les décombres les plus disparates; elle a pu tenir dans sa

main d'enfant la cendre de tout ce qui avait brillé et dominé. Eh bien! est-ce indifférence ou résignation? elle n'a ni murmuré ni récriminé; mais, rejetant à haute voix toute fâcheuse solidarité, elle est rentrée en elle-même, s'est repliée sur sa conscience, a revendiqué son libre arbitre et son libre effort. Quelles que soient les leçons que l'histoire ait pu lui donner, la jeunesse n'est pas fataliste, ses défenseurs l'affirment du moins; elle pense que des fautes ont été commises, et que c'est elle qui les expie; elle est née en pleine crise, n'a recueilli pour tout patrimoine qu'amertume et désenchantement, et elle a de plus la douleur de voir ses anciens douter de son sens et de son courage. En politique, en religion, en littérature, elle n'est la fidèle d'aucun temple; elle écarte tout symbole préparé d'avance. elle aime avant tout la discussion, et son esprit, quoi qu'on dise, ne s'accommode pas du scellé. Elle est, il est vrai, en désaccord avec cette parole, tant répétée : « il faut savoir montrer l'esprit de son âge et le fruit de sa saison; » mais, ses défenseurs appuient sur ce point, quand la tête des hommes mûrs est pleine de chaos, quand les idées ont reçu des faits un démenti provisoire, la jeunesse n'a-t-elle donc qu'à rire, à chanter ou à folâtrer? Dans la situation que les choses lui font, elle montre sa force par son silence et son recueillement. Elle n'ignore pas que ce certain excédant de pensées et d'aspirations qu'elle sent fermenter en elle ne peut pas être une non-valeur; elle sait que l'âme est comme le budget d'un gouvernement, qu'elle a ses dépenses ordinaires et ses dépenses extraordinaires : les premières, c'est tout simplement cette activité que l'on déploie dans le train de la vie commune et banale; les autres, c'est ce flux intermittent d'idées et de passions qui monte en nous, comme ces grandes marées qui dépassent à de certains jours le niveau marqué dans nos ports. Ce dernier fonds, la jeunesse le tient en réserve, l'économise à dessein. En faut-il conclure qu'elle demeure indifférente à toute question, à tout intérêt d'un ordre élevé? Est-ce sa faute, à elle, dit M. Gournot dans son livre, « si la fonction réservée aux hommes mûrs ne s'est point faite? Là où la jeunesse devait trouver une œuvre commencée et d'un dessin ferme, une route ouverte, une marche décidée et sûre, elle a recueilli le vide, l'indécision, les contradictions, l'indifférence. Le patrimoine commun des générations a manqué aux dernières venues. Les mains de nos prédécesseurs étaient vides avant les nôtres : la chaîne était brisée. »

Que faire alors? Lire, étudier, observer, se pétrir le cœur et l'esprit à l'image des hommes que l'on respecte. Tel est le travail silencieux des jeunes gens d'aujourd'hui, de ceux-là du moins avec lesquels il faudra compter. Ces allures, sans fixer sur eux l'attention, ne les rendent pas moins originaux; elles permettent de les reconnaître, comme les jeunes gens de toutes les époques, à un je ne sais quoi qui leur est propre : leur attitude, leur sourire, leur silence même les désignent à qui a des yeux; ils se taisent et ils attendent : *quum tacent, clamant,* eût dit Cicéron en les regardant.

Ne jugeons donc pas une génération sans considérer le milieu social où elle vit et se meut; les âmes, pour s'affirmer au dehors, ont besoin de l'aveu des circonstances. Qui sait ce que notre jeunesse pourrait produire,

si plus d'ouverture était laissée aux intelligences, si elles étaient emportées, comme autrefois, dans un entrain libre et universel? Quelque jour, il faut l'espérer, un rayon de soleil bienfaisant traversera le nuage qui nous enveloppe; ceux qui se taisent parleront, ceux qui dorment ou semblent dormir sortiront de leur assoupissement, et, délivrés des entraves funestes qui paralysaient leurs mouvemens, montreront que ni le courage ni l'intelligence ne leur font défaut; mais que les jeunes gens s'en souviennent, ce qui trempe fortement les âmes, les revêt d'une armure solide, c'est l'alliance de l'esprit littéraire et de l'esprit politique. On ne sépare pas sans dommage deux choses qui doivent marcher de front et se prêter un mutuel appui. N'est-ce pas un des beaux côtés de l'éducation britannique que ce mélange de deux forces qui se complètent en s'équilibrant? Et nous ne parlons pas ici de cette politique haletante, de parti-pris, qui milite avec des passions, frappe d'estoc et de taille; nous prenons la science générale, absolue et spéculative, d'où naît pourtant le sens pratique, et qui dote l'esprit d'expérience sans lui ôter sa sérénité. Ces hommes de 1830, dont l'énergie nous étonne, passèrent par ce double apprentissage qui prépare à la fois à la vie d'action et d'étude. Les plus fermes d'entre eux furent non-seulement des lettrés, mais des politiques. Le secret de leur puissance fut sans doute dans ce développement parallèle de leurs facultés, et si tel talent s'arrêta court dans sa marche ou ne s'éleva pas aux hauteurs qu'il pouvait atteindre, c'est peut-être qu'il fut nourri exclusivement de la moelle des lettres. Que voyons-nous aujourd'hui? Les esprits subissent une mutilation; on a coupé en deux par une barrière ce vaste monde du savoir et de l'intelligence. Je vois là deux hémisphères qui vivent en quelque façon étrangers l'un à l'autre, et il arrive pour la culture et l'initiation intellectuelles ce qui arriverait à une partie de la terre habitée, si on la privait des ressources et des productions qu'elle emprunte à l'autre. Oubliera-t-on longtemps encore que la vie morale se soutient, aussi bien que la vie physique, par un échange et par un courant incessant de forces et de séve? Si les œuvres littéraires de notre jeunesse paraissent pâles et débiles, si les jeunes poitrines manquent de souffle, n'est-ce pas que l'air qu'elles respirent a perdu quelque principe essentiel? Parce que le forum n'a plus de tumultes et que le milieu politique n'attire ni ne forme plus, pourquoi laisser cependant retomber sa tête et ses bras? Que chacun, en vue de l'avenir, par la lecture, la méditation, l'étude de ces sciences sociales et politiques auxquelles appartient le monde futur, se refasse chez soi un forum et une vie d'affaires.

JULES GOURDAULT.

LA PHILOSOPHIE DU DIX-HUITIÈME SIÈCLE.

La philosophie du XVIIIe siècle est encore aujourd'hui et sera pendant longtemps un des plus grands problèmes de la critique. Démêler le vrai du faux, le bien du mal dans cette époque extraordinaire est une œuvre d'autant plus difficile, qu'on ne l'aborde guère en général sans passion et sans prévention, soit dans un sens, soit dans l'autre. On adore le XVIIIe siècle ou on l'abhorre, on ne le juge pas. Ceux qui voudront se faire une opinion

juste de la philosophie de ce temps consulteront avec fruit les ingénieux, solides et consciencieux *Mémoires* (1) qu'un de nos philosophes les plus regrettés, M. Damiron, avait publiés, il y a quelques années, sur cette époque intéressante, et dont le troisième volume posthume nous est donné aujourd'hui. Le véritable intérêt de ces *Mémoires* est précisément le partage si décidé et si sincère que l'auteur a su faire entre toutes les opinions du XVIIIe siècle. Autant il adopte avec foi, je dirais presque avec enthousiasme, les grandes idées libérales du XVIIIe siècle, autant il répudie avec énergie ses théories matérialistes et athées. Ce partage, que l'école de Rousseau, de Mme de Staël, de M. Cousin et de M. Jouffroy avait cru pouvoir faire au commencement de notre siècle, est de nouveau mis en question; de nouveau la liberté de penser paraît s'engager dans toutes les négations. Les conseils fermes et purs d'un noble esprit sont donc d'une parfaite opportunité. Tel est l'attrait des *Mémoires* de M. Damiron, où l'on ne trouvera pas sans doute le feu de la jeunesse et l'élan d'une pensée téméraire, mais le doux éclat d'un esprit reposé, la sérénité de l'âge, sans aucun mélange de ce désenchantement et de cette amertume qu'il apporte souvent avec lui.

L'auteur de l'*introduction* qui précède ce dernier volume, M. Ch. Gouraud, a signalé avec justesse et bonheur le remarquable caractère de ces écrits, où il semble que la réfutation du faux sorte beaucoup moins des argumens de l'auteur que de l'esprit de haute moralité qu'il a maintenu partout sans effort en présence de cette société équivoque des d'Holbach, des Lamettrie, des Diderot, dans laquelle son sujet l'obligeait à vivre : « Rien que cette attitude, dit M. Charles Gouraud, d'une âme pure et d'un esprit bien fait au milieu de ces intelligences intempérantes, faibles ou déréglées, forme un enseignement ou un spectacle dont la pureté parle au cœur et subjugue la raison. Je ne crois pas qu'on ait jamais vu dans aucun livre de critique morale la police des idées basses se faire ainsi d'elle-même avec cette aisance et cette autorité, par la seule vertu de l'intervention au milieu d'elles d'une conscience parfaitement pure et d'une raison parfaitement droite. » Cet excellent jugement est le vrai. C'est bien là l'originalité de ces *Mémoires,* qui ont été le dernier ouvrage de M. Damiron, et qui resteront comme le meilleur de ses écrits. Dans cet ouvrage, M. Damiron est prêtre pour ainsi dire par l'onction, par le sentiment, par une sorte de foi pleine de candeur et de douceur; mais il est philosophe par la tolérance, par l'équité de la critique, par l'effort qu'il fait pour avoir raison, par l'absence d'anathèmes pour ses adversaires, par le respect de la pensée, même dans ses égaremens.

Le volume posthume sur *la Philosophie au dix-huitième siècle* se compose de trois mémoires, l'un sur Maupertuis, l'autre sur Dumarsais, le troisième sur Condillac. Ce troisième mémoire est le dernier de l'auteur, et, par une circonstance bien touchante, il a été en quelque sorte le dernier adieu du philosophe. Il le lisait à l'Académie le jour même de sa mort, que rien au monde ne faisait prévoir. A peine rentré chez lui, il va se reposer

(1) *Mémoires pour servir à l'histoire de la Philosophie au dix-huitième siècle*, par M. Ph. Damiron, de l'Institut, avec une introduction de M. Ch. Gouraud.

quelques instans dans son cabinet. Il s'assoit dans son fauteuil, penche la tête et meurt. « Nous avons perdu un sage, » dit le duc de Broglie en apprenant sa mort. La dernière phrase que M. Damiron ait prononcée ici-bas, celle par laquelle se termine le *mémoire* sur Condillac ne pourrait-elle pas, légèrement modifiée, lui être appliquée : « Avoir bien vécu, disait-il, et n'avoir eu que des pensées irréprochables, en faut-il plus pour laisser une noble et digne mémoire? »

Les trois études que contient le nouveau volume n'ont peut-être pas un aussi grand intérêt que celles des volumes déjà publiés. Cependant Maupertuis, plus connu par ses démêlés avec Voltaire que par ses propres écrits, est bien loin d'être un penseur méprisable. Il y a en lui des germes d'idées, et le travail de M. Damiron donne le désir de le mieux connaître. La prétention de démontrer l'existence de Dieu par le principe mathématique de la moindre action, principe dont il est l'inventeur, est une prétention, probablement erronée, mais qui mérite cependant d'être considérée d'un peu près. Son *Essai sur le Bonheur* contient des observations fines; enfin ses vues, quoique vagues, sur l'essence de la matière, par leurs analogies avec celles de Bonnet, de Leibnitz et de Diderot, ont de quoi nous intéresser. Le mémoire sur Condillac a aussi son intérêt. L'auteur a borné son examen au *Traité des systèmes,* et il n'a pas de peine à démontrer combien l'ignorance de l'histoire de la philosophie rendait les jugemens des meilleurs esprits courts, étroits, exclusifs, insuffisans. La lecture du *Traité des systèmes* est la meilleure justification qui se puisse donner des travaux considérables de notre temps sur l'histoire de la philosophie. Comme on se lasse de tout, on est aujourd'hui las des recherches de la philosophie sur sa propre histoire, et on lui demande d'oublier un peu le passé pour le présent et pour l'avenir. Je ne dis point que l'on ait tort, et je suis volontiers d'avis qu'il faut étudier les problèmes en eux-mêmes; mais cette nouvelle disposition ne doit point nous rendre injustes, et nous devons reconnaître qu'il était nécessaire pour la philosophie de revenir sur elle-même, de se rendre bien compte de son passé, et, par une critique exacte de ses travaux antérieurs, de bien mesurer où elle en est arrivée et ce qu'il lui reste à faire.

J'ai déjà dit que ce troisième volume de M. Damiron est précédé d'une introduction où M. Ch. Gouraud apprécie avec un grand sens les travaux d'un philosophe qu'il a aimé et vénéré. Il relève aussi avec chaleur l'importance de ces nobles travaux dans un temps où, pour employer une expression célèbre, le matérialisme coule à pleins bords. J'adhère entièrement à ce qu'il dit sur ce sujet. Seulement je ne serais pas tout à fait d'accord avec lui sur les causes qu'il assigne à ce triste phénomène. Il paraît en imputer la plus grande responsabilité à l'économie politique, et il en veut surtout à cette science, ou du moins à quelques-uns de ses représentans, de la célèbre théorie de la production immatérielle. On sait en effet que certains économistes ont considéré l'intelligence comme un capital, et ses œuvres comme des produits; mais cette théorie ne me paraît avoir rien à faire dans le matérialisme actuel. Le mal a son origine non dans l'économie politique, mais dans le développement des sciences physiques et naturelles,

et il a été surtout provoqué par l'exemple remarquable de certaines généralisations scientifiques. On a vu des phénomènes très différens ramenés à une même cause, le magnétisme à l'électricité, la chaleur à la lumière, et tous ces phénomènes au mouvement. On en a conclu qu'il pourrait bien en être ainsi de la pensée. Telle est la vraie cause scientifique du matérialisme actuel. L'économie politique n'a rien à y voir. On peut même dire au contraire que cette science s'est de plus en plus rapprochée du spiritualisme, car, en montrant que la richesse a pour principale cause le travail humain, et que le travail c'est la volonté humaine, l'intelligence, l'âme enfin, on spiritualisait la richesse. Qu'y a-t-il d'étonnant alors que l'intelligence elle-même dans un ordre plus élevé et dans ses propres œuvres puisse être une source de richesse? Et qui pourrait contester que le peintre qui fait payer son tableau, l'artiste son chant, le médecin ses visites, ne possèdent vraiment un capital, et ne soient dans toute la force du terme de véritables producteurs? Attacher tant d'importance aux mots, quand on est obligé de reconnaître les choses, ne me paraît pas un scrupule vraiment scientifique; mais, cette réserve faite, on lit avec plaisir l'introduction de M. Gouraud, où l'élévation de la pensée est en harmonie avec l'esprit de l'excellent et généreux ouvrage auprès duquel il nous introduit.

PAUL JANET, de l'Institut.

LA PRÉDICATION FRANÇAISE AVANT BOSSUET (1).

Il ne faudrait pas se laisser tromper par le titre donné au livre de M. Jacquinet sur les *Prédicateurs au dix-septième siècle avant Bossuet*, ni par la thèse que ce titre semble annoncer. Il y a là tout d'abord un nuage qu'il importe de dissiper, et dont il reste d'ailleurs fort peu de chose après la lecture; ce peu est cependant à noter et à peser, parce qu'il pourrait subsister comme prétexte d'une objection générale contre tout l'ouvrage. La thèse qui paraîtrait au premier abord impliquée dans le titre serait celle-ci : qu'une réforme de la prédication chrétienne s'étant manifestée au commencement du XVIIe siècle, avec un affranchissement progressif des défauts inhérens à la chaire pendant le siècle précédent, un progrès continu a élevé ce genre d'éloquence jusqu'à une région dont l'atmosphère purifiée aurait été préparée pour un Bossuet. Pour deux raisons, M. Jacquinet s'est gardé d'instituer dans toute sa rigueur une pareille thèse. D'abord son admiration raisonnée place trop soigneusement Bossuet hors de pair en présence des orateurs de la chaire chrétienne ses contemporains pour admettre que ses prédécesseurs immédiats, par exemple, se soient trouvés, en vertu d'un progrès commun, élevés sur des hauteurs qui fussent presque de plain-pied avec les siennes. En second lieu, M. Jacquinet n'a pas non plus entrepris de démontrer que toute la partie du XVIIe siècle qui a précédé Bossuet ait été absolument nécessaire pour déblayer le terrain, bannir les locutions vicieuses, préparer les esprits et le goût, car il nous fait voir au contraire dans la prédication des pères de l'Oratoire, particulièrement dans celle de Pierre de Bérulle, une école déjà excellente,

(1) *Des Prédicateurs au dix-septième siècle avant Bossuet*, par M. Jacquinet, 1 vol. in-8°, Didier, 1863.

débarrassée des vices ordinaires de celle qui l'a précédée. Bien plus, malgré la gravité et le bon sens de cette école, l'éloquence chrétienne se trouve compromise, au moment où Bossuet paraît, par d'autres défauts auxquels les récentes vicissitudes du goût littéraire ont donné naissance. Déjà en effet cette flamme qui avait animé les esprits et les âmes dans toute la première moitié du XVIIe siècle est enfermée dans des formes convenues qui menacent d'amoindrir son intensité et de nuire à son éclat; M. Jacquinet a fort bien montré l'influence de Balzac et même celle de l'Académie, risquant de faire pénétrer à nouveau dans l'éloquence chrétienne une froide rhétorique, un pédantisme étroit, une politesse affectée. Il est bien vrai qu'il avait fallu, au commencement du XVIIe siècle, un travail d'épuration de la langue et d'éducation du goût, sans lequel Bossuet, tel du moins que nous le connaissons, ne se serait pas montré; mais ce travail a été fort vite achevé, et n'a pas extirpé des imperfections, attributs inévitables de la médiocrité communément inhérente à la nature humaine, et qu'attestent les sermons des contemporains de La Bruyère et de Mme de Sévigné aussi bien que ceux des prédécesseurs de Bossuet. Le génie de Bossuet s'est élevé au-dessus des faiblesses de son temps, en dépit desquelles il a dédaigné ce que l'on commençait d'adorer autour de lui, et a ranimé en lui-même cette libre ardeur d'imagination qui avait déjà brillé chez le vieux Corneille; sans doute à cause de cette supériorité même, il paraît n'avoir pas été, comme prédicateur, estimé à sa juste valeur par ses contemporains. Bourdaloue, si fort admiré par Mme de Sévigné, qui parle à peine des sermons de Bossuet, lui a été longtemps préféré. Bussy mande le 31 mars 1687 que, suivant ce qu'il a entendu raconter, l'oraison funèbre de Condé « n'a fait honneur ni au mort ni à l'orateur. » La Bruyère paraît bien-en certaine page du chapitre *de la chaire*, décrire avec une admiration sin, cère l'éloquence de Bossuet, lorsqu'il veut que l'orateur chrétien choisisse pour chaque discours une vérité unique, terrible ou instructive, — qu'il se rende « si maître de sa matière que le tour et les expressions naissent dans l'action et coulent de source, — qu'il se livre après une certaine préparation à son génie et au mouvement qu'un grand sujet peut inspirer, » — qu'il jette emin, « par un bel enthousiasme, la persuasion dans les esprits et l'alarme dans le cœur, et touche ses auditeurs d'une tout autre crainte que de celle de le voir, après des efforts prodigieux de mémoire, demeurer court. » Il semble à la vérité qu'il y ait dans ces lignes un magnifique témoignage pour Bossuet et une critique de Bourdaloue, qui fermait les yeux en prêchant de peur de perdre le fil; mais, dans d'autres passages, La Bruyère paraît se conformer à l'opinion de son temps, et tenir tout au moins la balance égale entre les deux orateurs.

Ainsi deux sortes de preuves contrediraient le système qui représenterait la prédication de Bossuet comme le couronnement du progrès continu d'un genre particulier d'éloquence; le génie de Bossuet est de ceux qui ne se laissent pas classer ni préparer lentement à l'avance, et Bossuet n'est pas venu dans le temps précis où son éloquence comme prédicateur aurait été le mieux accueillie et le plus admirée. L'éloquence de Bossuet a été, dans l'histoire de la prédication chrétienne au XVIIe siècle, un de ces accidens qui déjouent toutes les théories d'histoire littéraire; aussi M. Jac-

quinet, ennemi des idées préconçues, s'est-il arrêté en présence d'un tel accident, sans tenir bon, malgré tout, pour une théorie qui l'eût conduit jusqu'à Bourdaloue, le vrai prédicateur approprié à son temps, et dont l'éloquence résume en réalité les progrès faits jusqu'à lui.

L'auteur des *Prédicateurs français au dix-septième siècle* s'est borné à montrer, par l'examen détaillé des œuvres qu'elle a produites, les vicissitudes de l'éloquence de la chaire depuis la fin du XVIe siècle jusqu'au moment où parut Bossuet. Après avoir constaté l'abaissement de la prédication au commencement de cette période, il met habilement en relief les principaux traits de ce qu'on a justement appelé la réforme catholique, qui a produit un renouvellement fécond des croyances chrétiennes et de l'esprit chrétien au sein de la société du XVIIe siècle. Avec quelle ardeur ce mouvement s'est produit, personne ne l'ignore : c'est l'époque de saint Vincent de Paul, de César de Bus, de Mme de Chantal, c'est-à-dire de la charité la plus ingénieuse et la plus sincère, et de quelques-unes des plus importantes fondations religieuses, — enfans trouvés, prêtres des missions, sœurs de charité. M. Jacquinet réserve avec raison une large place aux doctrines et à l'action des grands réformateurs du clergé français : à ce titre, Pierre de Bérulle et Saint-Cyran, outre saint Vincent de Paul, figurent dans son livre à côté des plus célèbres sermonnaires qui, de 1610 à 1650, sortent de l'Oratoire, de Port-Royal ou de la société de Jésus, à côté du père Le Jeune, dont nos jeunes prêtres étudient encore assidûment les œuvres, de Singlin, de Lingendes, etc. Chemin faisant, l'auteur apprécie, dès qu'il les rencontre, les diverses circonstances et les influences extérieures qui viennent favoriser ou entraver les progrès de la chaire : domination de l'hôtel de Rambouillet ou de l'Académie française, règne de la rhétorique fastueuse à l'exemple de Balzac, et même renaissance inattendue de la prédication burlesque dans les plus turbulentes années de la régence. Le livre s'arrête vers la fin de la minorité de Louis XIV, au moment où prévaut l'esprit de ces utiles précurseurs qui, à défaut du génie et du talent créateurs, eurent la sévérité des principes, l'ardeur de la foi et la sincérité du langage.

Le cadre du livre est, comme on voit, assez beau, et M. Jacquinet l'a étendu suivant des proportions justement calculées. Le sujet même est des plus attachans : contenu habilement dans les limites du domaine littéraire, il offre une intéressante succession d'aspects, tant est varié l'accent de la parole religieuse dans cette vivante époque dont personne, avant M. Jacquinet, n'avait entrepris l'étude à ce point de vue. Le nombre est d'ailleurs considérable des pages excellentes qui pourraient être détachées des *Prédicateurs au dix-septième siècle* pour justifier ce que nous avons dit en commençant du sérieux mérite de son ouvrage. J'en choisirai deux ou trois seulement où se trouvent appréciés des orateurs fort divers, et qui par là mettront au jour à la fois l'agréable variété du livre et le talent flexible de l'auteur. La première est celle où les visibles défauts de l'éloquence charmante de saint François de Sales sont confessés et absous. « Chez lui, dit M. Jacquinet, les pensées subtiles, les images raffinées n'ont rien de pédantesque : le bel esprit dans ses sermons n'est point affecté, au sens propre du mot, et n'a rien d'ambitieux... On retrouve, on sent jusque dans

ses combinaisons d'idées ou d'images les plus singulières, dans ses paraphrases et ses paraboles les plus inattendues et les moins simples, la plus parfaite simplicité d'âme, une exquise candeur, l'oubli de soi le plus complet, une onction tendre et charmante qui gagne le cœur. Grâce à ce caractère d'affectueuse naïveté partout répandu, les défauts même de cette éloquence deviennent aimables, et quelque chose de plus encore : *dulcia et sancta vitia.* »

Après ce jugement, remarquable par la délicatesse et la mesure, voici, sous la rubrique *du goût chez les jésuites,* un arrêt spirituel et fin : « Le goût chez eux fut à l'origine, et longtemps, très au-dessous du zèle, et laissa place, dans leur enseignement public comme dans leurs écrits, à bien des grâces douteuses et à de singuliers écarts d'imagination. Rien ne rappelle leurs sermons comme certaines églises bâties alors sous l'inspiration de leur esprit. Dans l'œuvre de l'architecte comme dans celle de l'orateur, c'est la même surabondance de fleurs, la même profusion d'arabesques dévotes; c'est le même déluge de figures allégoriques et d'emblèmes représentant aux yeux, avec une réalité parfois bizarre ou peu séante, les plus intimes émotions de la vie religieuse et ses plus délicats mystères. » Devant les jésuites enfin, M. Jacquinet place l'école toute contraire de Port-Royal, et dessine d'un mot avec une heureuse fermeté la virile figure de Saint-Cyran. « Sa méthode, dit-il, est d'aller tout droit des principes les plus élevés à la pratique. » Et voici comment l'auteur, ne quittant pas de vue son sujet, interprète ensuite les leçons que recevaient les religieux de Port-Royal en vue de la prédication : « un des ennemis auxquels M. de Saint-Cyran a juré une guerre implacable, c'est cette espèce d'amour-propre, le plus subtil de tous et le plus dangereux, qui se développe dans les plus hautes et les plus saintes occupations de l'esprit, et en corrompt tout le mérite. Il connaît bien cet ennemi-là, pour en avoir étudié la fidèle image chez les meilleurs maîtres de la vie morale, surtout pour l'avoir attentivement observé chez les autres et dans lui-même, et n'ignore rien de ses piéges délicats, de ses secrètes surprises... Méditer longtemps en silence devant Dieu et prier, prière et méditation confondues, voilà la meilleure préparation, et presque la seule utile, avant de parler aux âmes. »

L'excès visible d'une telle théorie n'échappe pas à M. Jacquinet, et, après avoir rendu justice aux vertueux stoïciens du christianisme, il se garde bien d'omettre, même à leur endroit, les devoirs que lui impose la critique. C'est qu'en effet l'esprit et le goût vraiment littéraires ne sont jamais chez lui mis en défaut ou distraits de leur calme et vigilante observation par les séductions d'une théorie particulière, quelque majesté que lui donne le caractère de ceux qui la soutiennent. Aussi y a-t-il un grand plaisir en même temps qu'un grand profit à lire son livre, qui n'est pas seulement une œuvre de sérieuse et forte doctrine littéraire, fruit d'une méditation sincère et d'une critique à la fois délicate et élevée, mais qui offre encore, au point de vue de l'exécution et de la forme, un harmonieux ensemble où chaque détail occupe la place et prend le relief qui convient. A. GEFFROY.

V. DE MARS.